

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de Services Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Services Québec reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le Comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de Services Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le Comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



GUYLAINE RIOUX

Présidente-directrice générale



ANDRÉ LECLERC

Directeur du budget et de la comptabilité

Québec, le 21 juin 2012

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de Services Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives incluses dans les notes complémentaires.

*Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur et, notamment, de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

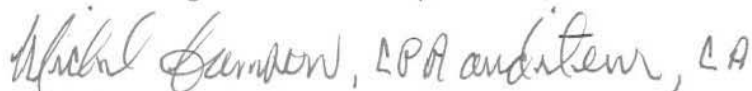
*Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Services Québec au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01)*, je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA  
Québec, le 21 juin 2012

**SERVICES QUÉBEC**  
**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ**  
**POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012**

|                                                         | <u>2012</u>                 | <u>2011</u>                 |
|---------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| <b>REVENUS</b>                                          |                             |                             |
| Honoraires de gestion - Contribution gouvernementale    | 51 836 200 \$               | 53 783 890 \$               |
| Honoraires de gestion (note 3)                          | 19 688 459                  | 24 432 825                  |
| Services du Directeur de l'état civil (note 4)          | 20 050 985                  | 18 302 857                  |
| Autres                                                  | <u>129 197</u>              | <u>511 600</u>              |
|                                                         | <u>91 704 841</u>           | <u>97 031 172</u>           |
| <b>CHARGES</b>                                          |                             |                             |
| Traitements et avantages sociaux                        | 49 107 023                  | 45 732 529                  |
| Services de transport et de communication               | 4 802 862                   | 4 881 046                   |
| Maintien et hébergement technologique du Portail        | 1 956 254                   | 3 009 112                   |
| Services professionnels et administratifs               | 10 994 667                  | 16 004 769                  |
| Entretien et réparations                                | 390 349                     | 133 564                     |
| Loyers                                                  | 7 799 078                   | 8 030 975                   |
| Fournitures et approvisionnements                       | 887 068                     | 937 792                     |
| Intérêts sur la dette à long terme                      | 122 006                     | 242 175                     |
| Intérêts et frais bancaires                             | 269 592                     | 218 072                     |
| Amortissement des immobilisations corporelles           | 4 638 836                   | 5 301 460                   |
| Perte nette sur radiation d'immobilisations corporelles | 18 792                      | 42 832                      |
| Créances douteuses                                      | <u>46 038</u>               | <u>26 441</u>               |
|                                                         | <u>81 032 565</u>           | <u>84 560 767</u>           |
| <b>EXCÉDENT DE L'EXERCICE</b>                           | 10 672 276                  | 12 470 405                  |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>                         | <u>14 061 746</u>           | <u>1 591 341</u>            |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>                         | <u><u>24 734 022 \$</u></u> | <u><u>14 061 746 \$</u></u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

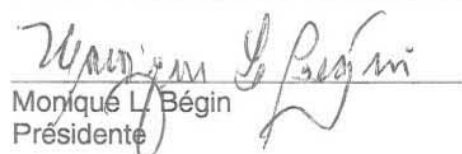
**SERVICES QUÉBEC**  
**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 MARS 2012**

|                                                                                  | <u>2012</u>                 | <u>2011</u>                 |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                                         |                             |                             |
| Encaisse                                                                         | 18 176 096 \$               | 5 982 597 \$                |
| Avance au Fonds consolidé du revenu sans<br>intérêts ni modalités d'encaissement | 16 318 870                  | 14 576 664                  |
| Créances (note 5)                                                                | 4 898 790                   | 10 472 282                  |
| À recevoir du gouvernement du Québec                                             | -                           | 327 922                     |
|                                                                                  | <u>39 393 756</u>           | <u>31 359 465</u>           |
| <br><b>PASSIFS</b>                                                               |                             |                             |
| Charges à payer et frais courus (note 7)                                         | 6 749 081                   | 8 716 937                   |
| Provision pour vacances (note 8)                                                 | 5 440 720                   | 5 442 611                   |
| Dette à long terme (note 9)                                                      | 772 422                     | 4 787 434                   |
| Provision pour congés de maladie (note 8)                                        | 8 736 854                   | 8 127 795                   |
| Revenus reportés                                                                 | 323 142                     | 308 268                     |
|                                                                                  | <u>22 022 219</u>           | <u>27 383 045</u>           |
| <br><b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>                                                | <u><b>17 371 537 \$</b></u> | <u><b>3 976 420 \$</b></u>  |
| <br><b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                                                 |                             |                             |
| Charges payées d'avance                                                          | 160 190 \$                  | 139 423 \$                  |
| Immobilisations corporelles (note 10)                                            | 7 202 295                   | 9 945 903                   |
|                                                                                  | <u>7 362 485</u>            | <u>10 085 326</u>           |
| <br><b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>                                                       | <u><b>24 734 022 \$</b></u> | <u><b>14 061 746 \$</b></u> |

**OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 11)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

  
 Monique L. Bégin  
 Présidente

  
 Marc Giroux  
 Administrateur



**SERVICES QUÉBEC**  
**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS**  
**POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012**

|                                                         | <u>2012</u>                 | <u>2011</u>                |
|---------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| <b>EXCÉDENT DE L'EXERCICE</b>                           | <u>10 672 276 \$</u>        | <u>12 470 405 \$</u>       |
| Acquisition d'immobilisations corporelles               | (1 915 520)                 | (549 436)                  |
| Amortissement des immobilisations corporelles           | 4 638 836                   | 5 301 460                  |
| Perte nette sur radiation d'immobilisations corporelles | 18 792                      | 42 832                     |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles    | 1 500                       | -                          |
|                                                         | <u>2 743 608</u>            | <u>4 794 856</u>           |
| Acquisition de charges payées d'avance                  | (160 190)                   | (139 423)                  |
| Utilisation de charges payées d'avance                  | 139 423                     | 391 051                    |
|                                                         | <u>(20 767)</u>             | <u>251 628</u>             |
| <b>AUGMENTATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS</b>          | 13 395 117                  | 17 516 889                 |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) AU DÉBUT</b>    | <u>3 976 420</u>            | <u>(13 540 469)</u>        |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN</b>                  | <u><u>17 371 537 \$</u></u> | <u><u>3 976 420 \$</u></u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**SERVICES QUÉBEC**  
**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012**

|                                                                                           | <u>2012</u>                 | <u>2011</u>                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                                        |                             |                             |
| Excédent de l'exercice                                                                    | 10 672 276 \$               | 12 470 405 \$               |
| Éléments sans effet sur la trésorerie :                                                   |                             |                             |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                             | 4 638 836                   | 5 301 460                   |
| Virement des revenus reportés                                                             | (186 877)                   | (517 645)                   |
| Perte nette sur radiation d'immobilisations corporelles                                   | 18 792                      | 42 832                      |
|                                                                                           | <u>15 143 027</u>           | <u>17 297 052</u>           |
| Variation des actifs et passifs liés aux activités de fonctionnement :                    |                             |                             |
| Créances                                                                                  | 5 573 492                   | (2 835 402)                 |
| Charges payées d'avance                                                                   | (20 767)                    | 251 628                     |
| À recevoir du gouvernement du Québec                                                      | 327 922                     | 581 111                     |
| Charges à payer et frais courus (note 12)                                                 | (2 368 145)                 | 452 071                     |
| Provision pour vacances                                                                   | (1 891)                     | (292 535)                   |
| Revenus reportés                                                                          | 201 751                     | 123 273                     |
| Provision pour congés de maladie                                                          | 609 059                     | (881 326)                   |
|                                                                                           | <u>4 321 421</u>            | <u>(2 601 180)</u>          |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement</b>                       | <u>19 464 448</u>           | <u>14 695 872</u>           |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>                                      |                             |                             |
| Acquisition d'immobilisations corporelles (note 12)                                       | (738 628)                   | (1 161 006)                 |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles                                      | 1 500                       | -                           |
| <b>Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations</b> | <u>(737 128)</u>            | <u>(1 161 006)</u>          |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                                           |                             |                             |
| Remboursement de la dette à long terme (note 12)                                          | (4 791 615)                 | (2 631 468)                 |
| <b>Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement</b>                      | <u>(4 791 615)</u>          | <u>(2 631 468)</u>          |
| <b>AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>                     | 13 935 705                  | 10 903 398                  |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>                                   | <u>20 559 261</u>           | <u>9 655 863</u>            |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 12)</b>                         | <u><u>34 494 966 \$</u></u> | <u><u>20 559 261 \$</u></u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**SERVICES QUÉBEC**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**31 MARS 2012**

**1. CONSTITUTION ET MISSION**

Services Québec, personne morale au sens du Code civil du Québec, est constitué en vertu de l'article 1 de la *Loi sur Services Québec* (L.R.Q., chapitre S-6.3), laquelle est entrée en vigueur le 2 mai 2005.

Sa mission consiste à offrir aux citoyens et aux entreprises, sur tout le territoire du Québec, un guichet unique multiservice afin de leur permettre un accès simplifié à des services publics.

Services Québec finance ses activités par les revenus provenant des frais, commissions et honoraires qu'il perçoit en vertu d'une entente ou d'un décret, du revenu des biens et des services qu'il offre ainsi que des autres sommes qu'il reçoit.

En vertu de l'article 2 de sa loi constitutive, Services Québec est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, Services Québec utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour le secteur public* et, pour la première année, applique le modèle de présentation recommandé dans ce dernier. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables sont cohérentes avec les Normes comptables canadiennes du secteur public.

La préparation des états financiers de Services Québec, conformément aux Normes comptables canadiennes du secteur public, exige le recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les provisions congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**REVENUS**

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus, y compris les gains, sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Les revenus provenant des honoraires de gestion et les autres revenus sont constatés lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que le service a été rendu ou le bien livré, que son prix est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

## CHARGES

Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités.

## ACTIFS FINANCIERS

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les postes de l'encaisse ainsi que l'avance au Fonds consolidé du revenu.

## PASSIFS

### Avantages sociaux futurs

#### *Provision pour vacances*

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire, puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

#### *Provision pour congés de maladie*

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée et selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

#### *Régimes de retraite*

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementales, compte tenu que Services Québec ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

### Dette à long terme

Les emprunts liés à la dette à long terme sont comptabilisés au montant du capital à rembourser à l'échéance.

**Obligations découlant des contrats de location-acquisition**

Les contrats de location auxquels Services Québec est partie à titre de preneur, et par lesquels la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété lui est transférée, sont constatés à titre d'immobilisations corporelles et inclus dans les obligations découlant de contrats de location-acquisition. Le coût comptabilisé au titre des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail.

Les autres contrats de location sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation et les coûts de location qui en découlent sont inscrits à titre de charges au cours de l'exercice où ils surviennent.

**Revenus reportés**

Les sommes perçues affectées à des projets non réalisés ou pour des services non rendus à la fin de l'exercice sont reportées et constatées comme revenus dans l'exercice où les projets sont réalisés ou dans l'exercice où les services sont rendus.

**ACTIFS NON FINANCIERS****Charges payées d'avance**

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont Services Québec bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Ces charges seront imputées aux résultats au moment où Services Québec bénéficiera des services acquis.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

|                                                                     |       |
|---------------------------------------------------------------------|-------|
| Améliorations locatives                                             | 5 ans |
| Équipement informatique                                             | 3 ans |
| Matériel et équipement de bureau                                    | 5 ans |
| Équipement et matériel audiovisuel, d'exposition et de photographie | 5 ans |
| Logiciels                                                           | 5 ans |
| Développement informatique                                          | 5 ans |

Les immobilisations corporelles en cours de développement sont amorties lorsqu'elles sont terminées et qu'elles sont mises en exploitation.

**Réduction de valeur sur les immobilisations corporelles**

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de Services Québec de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

**3. HONORAIRES DE GESTION**

|                                        | <b>2012</b>                 | <b>2011</b>                 |
|----------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Conseil du trésor                      | 5 843 301 \$                | 10 854 751 \$               |
| Régie de l'assurance maladie du Québec | 806 692                     | 925 427                     |
| Fonds d'information sur le territoire  | 8 220 000                   | 8 220 000                   |
| Agence du revenu du Québec             | 2 320 448                   | 2 339 912                   |
| Autres apparentés sous contrôle commun | 1 793 609                   | 1 362 756                   |
| Non-apparentés                         | 704 409                     | 729 979                     |
|                                        | <b><u>19 688 459 \$</u></b> | <b><u>24 432 825 \$</u></b> |

**4. SERVICES DU DIRECTEUR DE L'ÉTAT CIVIL**

|                                               | <b>2012</b>                 | <b>2011</b>                 |
|-----------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| <b>Demandes de certificats</b>                |                             |                             |
| Autres apparentés sous contrôle commun        | 450 666 \$                  | 285 120 \$                  |
| Non-apparentés                                | 17 905 173                  | 14 017 429                  |
|                                               | <b><u>18 355 839</u></b>    | <b><u>14 302 549</u></b>    |
| <b>Changements de nom</b>                     |                             |                             |
| Non-apparentés                                | 149 591                     | 147 146                     |
| <b>Attestations</b>                           |                             |                             |
| Régie de l'assurance maladie du Québec        | 1 843                       | -                           |
| Autres apparentés sous contrôle commun        | 33 556                      | 32 020                      |
| Non-apparentés                                | 401 818                     | 382 920                     |
|                                               | <b><u>437 217</u></b>       | <b><u>414 940</u></b>       |
| <b>Inscriptions et filiations tardives</b>    |                             |                             |
| Autres apparentés sous contrôle commun        | 203                         | 150                         |
| Non-apparentés                                | 86 384                      | 72 394                      |
|                                               | <b><u>86 587</u></b>        | <b><u>72 544</u></b>        |
| <b>Transmissions électroniques de données</b> |                             |                             |
| Régie de l'assurance maladie du Québec        | 146 563                     | 737 015                     |
| Autres apparentés sous contrôle commun        | 178 768                     | 750 958                     |
| Non-apparentés                                | 482 910                     | 1 391 965                   |
|                                               | <b><u>808 241</u></b>       | <b><u>2 879 938</u></b>     |
| <b>Autres</b>                                 |                             |                             |
| Autres apparentés sous contrôle commun        | 5 000                       | 16 770                      |
| Non-apparentés                                | 208 510                     | 468 970                     |
|                                               | <b><u>213 510</u></b>       | <b><u>485 740</u></b>       |
|                                               | <b><u>20 050 985 \$</u></b> | <b><u>18 302 857 \$</u></b> |

**5. CRÉANCES**

|                                        | <u>2012</u>                | <u>2011</u>                 |
|----------------------------------------|----------------------------|-----------------------------|
| Conseil du trésor                      | 823 350 \$                 | 6 669 313 \$                |
| Régie de l'assurance maladie du Québec | 1 626 663                  | 1 126 946                   |
| Agence du revenu du Québec             | 440 557                    | 759 518                     |
| Autres apparentés sous contrôle commun | 1 448 013                  | 1 143 560                   |
| Autres                                 | <u>560 207</u>             | <u>772 945</u>              |
|                                        | <u><b>4 898 790 \$</b></u> | <u><b>10 472 282 \$</b></u> |

**6. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU**

En vertu du décret 336-2011, daté du 30 mars 2011, le gouvernement du Québec a autorisé une ou plusieurs avances pour un montant maximal de 6 000 000 \$ auprès du Fonds consolidé du revenu. Ces avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada et viendront à échéance le 31 mai 2016. Depuis le 31 mars 2011, cette avance est inutilisée et le taux d'intérêt actuel est de 3,00 % (2011 : 3,00 %).

**7. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS**

|                                        | <u>2012</u>                | <u>2011</u>                |
|----------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Fournisseurs et frais courus           | 1 545 743 \$               | 2 314 708 \$               |
| Traitements et avantages sociaux       | 2 214 447                  | 2 218 876                  |
| Centre de services partagés du Québec  | 2 734 592                  | 4 051 288                  |
| Autres apparentés sous contrôle commun | <u>254 299</u>             | <u>132 065</u>             |
|                                        | <u><b>6 749 081 \$</b></u> | <u><b>8 716 937 \$</b></u> |



## 8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

### RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de Services Québec participent au Régime de retraite des employés du gouvernement du Québec et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), au Régime de retraite des ex-agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) ou au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1er janvier 2012, le taux de cotisation de Services Québec pour le RREGOP a augmenté de 8,69 % à 8,94 % de la masse salariale cotisable, celui pour le RRAPSC est demeuré à 4 %, celui pour le RREFQ à 7,5 % et celui pour le RRPE et le RRAS a augmenté de 11,54 % à 12,30 %.

Les cotisations de Services Québec imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 2 280 660 \$ (2011 : 2 078 796 \$). Les obligations de Services Québec à l'égard de ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

### PROVISION POUR VACANCES ET CONGÉS DE MALADIE

|                                            | 2012                |                     | 2011                |                     |
|--------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
|                                            | Vacances            | Congés de maladie   | Vacances            | Congés de maladie   |
| Solde au début                             | 5 442 611 \$        | 8 127 795 \$        | 5 735 146 \$        | 9 009 121 \$        |
| Charges de l'exercice                      | 3 570 537           | 2 675 064           | 3 647 997           | 1 488 356           |
| Prestations versées au cours de l'exercice | (3 572 428)         | (2 066 005)         | (3 940 532)         | (2 369 682)         |
| Solde à la fin                             | <u>5 440 720 \$</u> | <u>8 736 854 \$</u> | <u>5 442 611 \$</u> | <u>8 127 795 \$</u> |

#### Description

Services Québec dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par Services Québec.

Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à Services Québec. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

### Accumulation des journées de maladie

Habituellement, une journée de maladie par mois (12 jours par année) est attribuée aux employés réguliers. Pour les employés à temps partiel, à temps réduit ou à qui on a accordé un aménagement du temps de travail, le crédit de congé à attribuer chaque mois peut être d'une journée ou d'une fraction de journée.

Chacune des journées non utilisées est transférable et cumulable jusqu'à ce que survienne un événement particulier (retraite, cessation d'emploi ou décès). Toutefois, certains corps d'emploi ne sont pas soumis aux règles syndicales (par exemple, les cadres). Ces derniers ne peuvent donc pas se prévaloir de l'accumulation de journées de maladie. Les personnes appartenant à ces corps d'emploi conservent toutefois les banques de journées qu'elles ont accumulées dans le passé, et ce, jusqu'à leur retraite, cessation d'emploi ou décès.

### Utilisation des journées de maladie

En cas de cessation d'emploi ou de décès, la banque de journées accumulées est remboursée en un seul versement, mais uniquement à 50 % et jusqu'à concurrence de 66 jours.

À la retraite, les personnes ont le choix de se faire rembourser leurs journées accumulées, toujours à 50 % et jusqu'à concurrence de 66 jours, ou celui, après autorisation, d'utiliser leurs journées de maladie accumulées pour une préretraite, c'est-à-dire en conservant leur lien d'emploi jusqu'à ce que leur banque soit épuisée. Ce dernier choix est privilégié par les employés.

### Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars :

|                                                         | 2012               | 2011               |
|---------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Taux d'indexation des traitements                       | De 1,25 % à 4,55 % | De 0,75 % à 4,55 % |
| Taux d'actualisation                                    | De 0,00 % à 3,91 % | De 0,00 % à 4,86 % |
| Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs | 13,18 ans          | 11,35 ans          |

## 9. DETTE À LONG TERME

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <u>2012</u>              | <u>2011</u>                |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| Emprunt auprès du Fonds de financement, au taux de 4,45 % remboursable par versements semestriels de 709 686 \$ incluant capital et intérêts, échu le 1 <sup>er</sup> décembre 2011.                                                                                                                                                          | -                        | \$ 1 373 397 \$            |
| Obligations, en vertu de contrats de location-acquisition, envers la Société immobilière du Québec de 6 165 066 \$, à des taux variant de 4,28 % à 4,70 %, remboursables par versements mensuels de 96 851 \$ incluant capital et intérêts, échéant entre le 30 juin 2011 et le 31 août 2022, remboursées en totalité au cours de l'exercice. | -                        | 3 192 460                  |
| Obligations, en vertu de contrats de location-acquisition, envers la Société immobilière du Québec de 776 603 \$, au taux fixe de 4,17 %, remboursables par versements mensuels de 8 344 \$ incluant capital et intérêts, échéant entre le 30 juin 2016 et le 31 décembre 2026.                                                               | 735 584                  | -                          |
| Obligation, en vertu d'un contrat de location-acquisition, envers le Centre de services partagés du Québec de 1 093 525 \$, sans intérêt, remboursable au rythme de l'amortissement des actifs acquis.                                                                                                                                        | <u>36 838</u>            | <u>221 577</u>             |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <u><b>772 422 \$</b></u> | <u><b>4 787 434 \$</b></u> |

Les montants de versements en capital à effectuer au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

|                  | <u>Contrats de<br/>location-<br/>acquisition</u> |
|------------------|--------------------------------------------------|
| 2013             | 107 646 \$                                       |
| 2014             | 73 816                                           |
| 2015             | 76 953                                           |
| 2016             | 80 224                                           |
| 2017             | 44 488                                           |
| 2018 et suivants | <u>389 295</u>                                   |
|                  | <u><b>772 422 \$</b></u>                         |

## 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                                                                      | 2012                 |                      |                     |
|----------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|
|                                                                      | Coût                 | Amortissement cumulé | Net                 |
| Améliorations locatives                                              | 7 738 403 \$         | 5 277 721 \$         | 2 460 682 \$        |
| Équipement informatique                                              | 1 562 275            | 1 214 313            | 347 962             |
| Matériel et équipement de bureau                                     | 2 734 999            | 2 493 465            | 241 534             |
| Équipement et matériel audio-visuel, d'exposition et de photographie | 137 768              | 125 293              | 12 475              |
| Logiciels                                                            | 162 388              | 63 702               | 98 686              |
| Développement informatique*                                          | 7 964 876            | 5 600 734            | 2 364 142           |
|                                                                      | <u>20 300 709</u>    | <u>14 775 228</u>    | <u>5 525 481</u>    |
| Détenues en vertu de contrats de location-acquisition :              |                      |                      |                     |
| Améliorations locatives                                              | 6 941 669            | 5 311 935            | 1 629 734           |
| Équipement informatique                                              | 695 347              | 695 347              | -                   |
| Logiciels                                                            | 398 177              | 351 097              | 47 080              |
|                                                                      | <u>8 035 193</u>     | <u>6 358 379</u>     | <u>1 676 814</u>    |
|                                                                      | <u>28 335 902 \$</u> | <u>21 133 607 \$</u> | <u>7 202 295 \$</u> |

|                                                                      | 2011                 |                      |                     |
|----------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|
|                                                                      | Coût                 | Amortissement cumulé | Net                 |
| Améliorations locatives                                              | 7 445 647 \$         | 4 152 566 \$         | 3 293 081 \$        |
| Équipement informatique                                              | 1 437 635            | 932 401              | 505 234             |
| Matériel et équipement                                               | 2 697 496            | 2 165 464            | 532 032             |
| Équipement et matériel audio-visuel, d'exposition et de photographie | 137 768              | 113 147              | 24 621              |
| Logiciels                                                            | 119 815              | 40 331               | 79 484              |
| Développement informatique*                                          | 7 463 212            | 4 248 477            | 3 214 735           |
|                                                                      | <u>19 301 573</u>    | <u>11 652 386</u>    | <u>7 649 187</u>    |
| Détenues en vertu de contrats de location-acquisition :              |                      |                      |                     |
| Améliorations locatives                                              | 6 165 066            | 4 109 892            | 2 055 174           |
| Équipement informatique                                              | 697 517              | 620 087              | 77 430              |
| Logiciels                                                            | 398 177              | 234 065              | 164 112             |
|                                                                      | <u>7 260 760</u>     | <u>4 964 044</u>     | <u>2 296 716</u>    |
|                                                                      | <u>26 562 333 \$</u> | <u>16 616 430 \$</u> | <u>9 945 903 \$</u> |

Au cours de l'exercice. Les acquisitions et dispositions ont été de :

|                                                         | <u>Acquisitions</u>        | <u>Dispositions</u>      |
|---------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------|
| Améliorations locatives                                 | 425 612 \$                 | 132 856 \$               |
| Équipement informatique                                 | 133 735                    | 9 095                    |
| Matériel et équipement de bureau                        | 37 503                     | -                        |
| Logiciels                                               | 42 573                     | -                        |
| Développement informatique*                             | 501 664                    | -                        |
|                                                         | <u>1 141 087</u>           | <u>141 951</u>           |
| Détenues en vertu de contrats de location-acquisition : |                            |                          |
| Améliorations locatives                                 | 776 603                    | -                        |
| Équipement informatique                                 | (2 170)                    | -                        |
|                                                         | <u>774 433</u>             | <u>-</u>                 |
|                                                         | <u><b>1 915 520 \$</b></u> | <u><b>141 951 \$</b></u> |

\* Des immobilisations corporelles, totalisant 336 472 \$ (2011 : 18 071 \$) sont actuellement en cours de réalisation et ces dernières ne sont pas amorties.

## 11. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

### Contrats de location-exploitation

Les obligations contractuelles relatives aux contrats de location-exploitation, échéant à diverses dates jusqu'en avril 2017, concernent principalement la location de photocopieurs et se détaillent ainsi :

|      |                          |
|------|--------------------------|
| 2013 | 140 345 \$               |
| 2014 | 47 656                   |
| 2015 | 24 124                   |
| 2016 | 16 137                   |
| 2017 | 5 098                    |
| 2018 | 194                      |
|      | <u><b>233 554 \$</b></u> |

### Contrats de services professionnels

Les obligations contractuelles relatives à des contrats de services professionnels, échéant à diverses dates jusqu'en mars 2015, s'élèvent à 3 478 859 \$ pour l'exercice 2012-2013 et à 499 626 \$ pour les exercices subséquents.

### Entente de services partagés

Un engagement relatif à une entente de services partagés avec le Centre de services partagés du Québec, en lien avec les technologies de l'information s'élève à 4 880 538 \$ pour le prochain exercice. À ce montant s'ajoutent des sommes prévues par lettres d'engagement totalisant 1 701 169 \$ pour l'exercice 2012-2013 et pour les exercices subséquents. Ces lettres prévoient également des frais d'entretien et de maintenance récurrents qui seront éventuellement ajoutés à l'entente de base en technologies de l'information et qui représentent un montant annuel de 436 564 \$.

Des obligations contractuelles relatives à des ententes de services partagés avec le Centre de services partagés du Québec, en lien avec les ressources humaines et les ressources matérielles, s'élèvent respectivement à 1 148 100 \$ et à 552 200 \$ pour l'exercice 2012-2013.

## 12. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés à l'état de la situation financière :

|                                         | <u>2012</u>                 | <u>2011</u>                 |
|-----------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Encaisse                                | 18 176 096 \$               | 5 982 597 \$                |
| Avance au Fonds consolidé du revenu     | <u>16 318 870</u>           | <u>14 576 664</u>           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | <u><b>34 494 966 \$</b></u> | <u><b>20 559 261 \$</b></u> |

Au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles ont été acquises pour un montant de 776 603 \$ (2011 : 47 609 \$) en contrepartie de dettes à long terme auprès de la Société immobilière du Québec. En date du 31 mars 2012, le poste « Charges à payer et frais courus » inclut des acquisitions d'immobilisations corporelles représentant 440 529 \$ (2011 : 40 240 \$, dont 2 170 \$ ont été annulées en 2011-2012 à la suite d'une révision d'estimation).

Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 151 419 \$ (2011 : 263 702 \$).

## 13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, Services Québec est apparenté avec tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Services Québec n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 14. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2011 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2012.





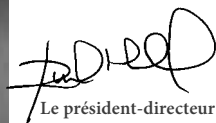
## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société de développement de la Baie-James (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Le président-directeur général,

**Raymond Thibault, ing.**

Matagami, le 19 avril 2012



# SECTION FINANCIÈRE

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au ministre des Finances

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de développement de la Baie-James, qui comprennent les états de la situation financière au 31 décembre 2011, au 31 décembre 2010 et au 1<sup>er</sup> janvier 2010, et les états des résultats, les états de la variation des actifs financiers nets et les états des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2010, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de développement de la Baie-James au 31 décembre 2011, au 31 décembre 2010 et au 1<sup>er</sup> janvier 2010, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2010, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis compte tenu de l'application rétroactive du changement de référentiel comptable expliqué à la note 3 afférente aux états financiers, ces normes ont été appliquées pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, ainsi que pour l'état de la situation financière d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

*Michel Samson, CA auditeur*

Le vérificateur général du Québec par intérim,

**Michel Samson, CA auditeur**

Québec, le 19 avril 2012

## SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES

**États des résultats***des exercices clos les 31 décembre*

|                                                         | 2011                 | 2010                 |
|---------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| <b>REVENUS (note 4)</b>                                 |                      |                      |
| Prestation de services (note 18)                        | 18 764 463 \$        | 14 793 271 \$        |
| Ventes                                                  | 4 360 906            | 3 821 398            |
| Location                                                | 290 251              | 296 873              |
| Amortissement des contributions reportées (note 11)     | 351 503              | 504 334              |
| Revenus de gestion (note 18)                            | 1 579 532            | 1 213 297            |
| Revenus de placements (note 5)                          | 1 093 321            | 2 153 813            |
| Revenus d'engagements                                   | 46 017               | 57 900               |
| Autres revenus                                          | 83 218               | 83 891               |
|                                                         | <u>26 569 211</u>    | <u>22 924 777</u>    |
| <b>CHARGES (note 4)</b>                                 |                      |                      |
| Services d'entrepreneurs                                | 14 360 297           | 10 823 580           |
| Traitements et avantages sociaux                        | 3 878 052            | 3 691 186            |
| Achats                                                  | 2 773 561            | 2 381 174            |
| Entretien et réparations                                | 1 323 677            | 1 009 018            |
| Électricité                                             | 246 893              | 237 013              |
| Taxes, licences et permis                               | 220 914              | 235 317              |
| Frais de location                                       | 280 096              | 288 133              |
| Frais reliés au personnel                               | 213 302              | 216 730              |
| Assurances                                              | 141 436              | 161 182              |
| Communications                                          | 163 013              | 150 728              |
| Publicité                                               | 63 405               | 91 039               |
| Frais de bureau                                         | 34 071               | 36 064               |
| Matériaux de voirie                                     | 677 304              | 738 944              |
| Créances douteuses (recouvrement)                       | (11 862)             | 18 360               |
| Amortissement des immobilisations corporelles           | 568 645              | 807 655              |
| Honoraires professionnels                               | 654 756              | 464 925              |
| Études et développement de marchés                      | 14 423               | 17 121               |
| Moins-value durable sur prêts et placements             | 504 741              | 491 812              |
| Gains sur la cession d'immobilisations corporelles      | -                    | (930)                |
| Quote-part dans les résultats du partenariat commercial | 69 225               | (88 658)             |
| Frais bancaires                                         | 30 845               | 24 088               |
| Frais d'intérêts                                        | 300                  | 935                  |
|                                                         | <u>26 207 094</u>    | <u>21 795 416</u>    |
| <b>BÉNÉFICE NET (note 4)</b>                            | 362 117              | 1 129 361            |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT</b>                          | 47 230 690           | 48 360 051           |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN</b>                          | <u>46 868 573 \$</u> | <u>47 230 690 \$</u> |

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

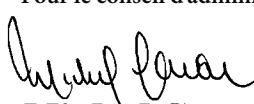
## SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES

**États de la situation financière**  
*aux*

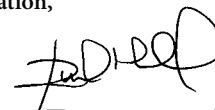
|                                                     | 31 décembre<br>2011  | 31 décembre<br>2010  | 1 <sup>er</sup> janvier<br>2010 |
|-----------------------------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                            |                      |                      |                                 |
| Encaisse                                            | 5 882 284 \$         | 4 438 849 \$         | 3 880 187 \$                    |
| Prêts (note 6)                                      | 2 663 370            | 2 192 957            | 1 831 782                       |
| Placements (note 7)                                 | 16 618 178           | 15 360 289           | 16 118 450                      |
| Débiteurs (note 8)                                  | 5 266 318            | 3 923 427            | 3 722 826                       |
| Stocks destinés à la vente (note 9)                 | 278 428              | 265 885              | 266 692                         |
| Actif au titre de prestations constituées (note 15) | 805 270              | 640 852              | 575 860                         |
|                                                     | <u>31 513 848</u>    | <u>26 822 259</u>    | <u>26 395 797</u>               |
| <b>PASSIFS</b>                                      |                      |                      |                                 |
| Créditeurs et charges à payer                       | 9 800 991            | 5 261 985            | 5 935 237                       |
| Retenues sur contrats                               | 231 561              | 298 225              | 468 219                         |
| Contributions reportées (note 11)                   | 747 672              | 678 421              | 1 062 981                       |
|                                                     | <u>10 780 224</u>    | <u>6 238 631</u>     | <u>7 466 437</u>                |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>                       | <u>20 733 624</u>    | <u>20 583 628</u>    | <u>18 929 360</u>               |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                        |                      |                      |                                 |
| Immobilisations corporelles (note 12)               | 2 220 941            | 2 009 255            | 2 531 879                       |
| Frais payés d'avance                                | 1 862                | 1 427                | 3 710                           |
|                                                     | <u>2 222 803</u>     | <u>2 010 682</u>     | <u>2 535 589</u>                |
| <b>CAPITAL-ACTIONS (note 13)</b>                    | <u>69 825 000</u>    | <u>69 825 000</u>    | <u>69 825 000</u>               |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ (note 14)</b>                     | <u>46 868 573 \$</u> | <u>47 230 690 \$</u> | <u>48 360 051 \$</u>            |
| <b>PASSIFS ÉVENTUELS (note 19)</b>                  |                      |                      |                                 |
| <b>OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 20)</b>         |                      |                      |                                 |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



**Michel Garon,**  
administrateur



**Raymond Thibault,**  
administrateur



## SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES

**États de la variation des actifs financiers nets***des exercices clos les 31 décembre*

|                                                         | 2011          | 2010          |
|---------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>BÉNÉFICE NET</b>                                     | 362 117 \$    | 1 129 361 \$  |
| Acquisition d'immobilisations corporelles               | (780 331)     | (285 031)     |
| Amortissement des immobilisations corporelles           | 568 645       | 807 655       |
| Gain sur disposition d'immobilisations corporelles      | -             | (930)         |
| Produit de la disposition d'immobilisations corporelles | -             | 930           |
|                                                         | (211 686)     | 522 624       |
| Acquisition de frais payés d'avance                     | (1 862)       | (1 427)       |
| Utilisation de frais payés d'avance                     | 1 427         | 3 710         |
|                                                         | (435)         | 2 283         |
| <b>Augmentation des actifs financiers nets</b>          | 149 996       | 1 654 268     |
| <b>Actifs financiers nets au début</b>                  | 20 583 628    | 18 929 360    |
| <b>Actifs financiers nets à la fin</b>                  | 20 733 624 \$ | 20 583 628 \$ |

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

## SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES

**États des flux de trésorerie***des exercices clos les 31 décembre*

|                                                                           | 2011         | 2010         |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                        |              |              |
| Bénéfice net                                                              | 362 117 \$   | 1 129 361 \$ |
| Éléments sans incidence sur la trésorerie :                               |              |              |
| Provisions pour moins-values sur prêts et placements                      | 504 741      | 491 812      |
| Amortissement des immobilisations corporelles                             | 568 645      | 807 655      |
| Gains sur la cession d'immobilisations corporelles                        | -            | (930)        |
| Amortissement des contributions reportées                                 | (351 503)    | (504 334)    |
| Gains réalisés sur la disposition de placements (note 5)                  | (625 545)    | (711 172)    |
| Quote-part dans les résultats du partenariat commercial                   | 69 225       | (88 658)     |
|                                                                           | 165 563      | (5 627)      |
| Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :            |              |              |
| Débiteurs                                                                 | (1 342 891)  | (200 601)    |
| Stocks destinés à la vente                                                | (12 543)     | 807          |
| Frais payés d'avance                                                      | (435)        | 2 283        |
| Actif au titre de prestations constituées                                 | (164 418)    | (64 992)     |
| Créditeurs et charges à payer                                             | 4 166 557    | (589 800)    |
| Retenues sur contrats                                                     | (66 664)     | (169 994)    |
|                                                                           | 2 579 606    | (1 022 297)  |
| Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement                   | 3 107 286    | 101 437      |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                         |              |              |
| Prêts effectués                                                           | (701 388)    | (870 625)    |
| Encaissement de prêts                                                     | 230 974      | 356 151      |
| Placements effectués                                                      | (10 364 542) | (9 557 509)  |
| Produit de disposition et de rachat de placements                         | 9 158 233    | 10 776 987   |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement                    | (1 676 723)  | 705 004      |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>                      |              |              |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                                 | (407 882)    | (368 483)    |
| Contribution aux immobilisations corporelles (note 11)                    | 420 754      | 119 774      |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles                      | -            | 930          |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations | 12 872       | (247 779)    |
| <b>Augmentation nette de la trésorerie</b>                                | 1 443 435    | 558 662      |
| <b>ENCAISSE AU DÉBUT</b>                                                  | 4 438 849    | 3 880 187    |
| <b>ENCAISSE À LA FIN</b>                                                  | 5 882 284 \$ | 4 438 849 \$ |

Les intérêts versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 s'élèvent à 220 \$ (2010 : 435 \$).  
 Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES

**Notes complémentaires**31 DÉCEMBRE 2011, 31 DÉCEMBRE 2010 ET 1<sup>ER</sup> JANVIER 2010**1. CONSTITUTION, OBJETS ET STATUT FISCAL**

La Société de développement de la Baie-James (la Société), dont les actions sont détenues à part entière par le gouvernement du Québec, est constituée en vertu de la *Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James* (L.R.Q., chapitre D-8.2). La Société a pour mission de favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique, la mise en valeur et l'exploitation des ressources naturelles, autres que les ressources hydroélectriques, du Territoire. Elle peut notamment susciter, soutenir et participer à la réalisation de projets visant ces fins. Elle a également pour mission d'aménager le territoire sous réserve de la compétence municipale en matière d'aménagement et d'urbanisme. En vertu des lois fédérales et provinciales, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

Le 27 mai 2011, le gouvernement du Québec et les Cris d'Eeyou Istchee ont convenu d'un Accord-cadre sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James dans lequel il est de l'intention des parties que les droits, fonctions, pouvoirs et actifs de la Société attribuables à ce territoire soient transférés selon des modalités équitables entre le gouvernement de la Nation crie sur les terres de la catégorie II et le gouvernement régional sur les terres de la catégorie III, et ce, après vérification diligente. Un délai d'un an a été convenu entre les parties afin de conclure une entente finale.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables sont cohérentes avec les principes comptables généralement reconnus et l'application des fondements conceptuels des états financiers pour le secteur public.

### *Estimations comptables*

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

## REVENUS

### *Prestation de services, ventes et revenus de gestion*

Les revenus provenant de la prestation de services, des ventes et des revenus de gestion sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- la livraison a eu lieu et les services ont été rendus;
- le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- le recouvrement est raisonnablement assuré.

### *Revenus de location*

La Société constate les loyers de base selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location. L'excédent des loyers constatés sur les montants à recevoir en vertu des contrats de location est présenté à titre de loyers à recevoir au bilan. Certains contrats de location comprennent des conditions exigeant le remboursement par les locataires d'une part proportionnelle des taxes foncières et des coûts des parties communes. Ces montants sont constatés au cours de la période où les charges connexes sont engagées. Le remboursement des charges se fait sur une base mensuelle en fonction du montant estimé au début de l'exercice. Toute différence entre le montant remboursé et le montant constaté à titre de revenus de location est inscrite à titre de loyers à recevoir ou à remettre.

### *Revenus de placements et d'engagements*

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de l'opération et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont constatés à compter de la date de déclaration. Les gains et les pertes sur la cession de placements sont établis selon la méthode du coût moyen.

## ACTIFS FINANCIERS

### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible.

### *Prêts*

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette, soit après déduction des provisions pour moins-value.

### *Placements*

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

### *Provisions pour moins-value*

Lorsqu'un placement ou un prêt subit une moins-value durable, la valeur comptable doit être réduite pour tenir compte de cette moins-value. La variation annuelle de cette provision pour moins-value doit être prise en compte dans l'état des résultats.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation est effectuée pour chacun des prêts et placements que la Société détient.

Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de la préparation des états financiers.

### *Partenariat commercial*

La Société comptabilise son partenariat commercial selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

### *Stocks destinés à la vente*

Les stocks sont évalués selon la méthode de la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette), le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif et comprend tous les coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

### Régime de retraite

La Société offre un régime de retraite à prestations déterminées à certains de ses employés, soit le Régime complémentaire de retraite des employés de la Municipalité de la Baie James. Ce régime est commun avec un autre employeur et il est régi par la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*. Il est administré par un comité de retraite composé de membres désignés par les employeurs et les employés des deux organisations ainsi que d'autres membres prévus à la Loi. Les sommes sont déposées auprès du Trust Banque Nationale. Le coût du régime de retraite est déterminé par calculs actuariels et la capitalisation du régime est effectuée au moyen de cotisations qui sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations constituées. La charge au titre des avantages de retraite est constatée dans les résultats et représente la somme des éléments suivants :

- le coût des prestations de retraite accordées en échange des services rendus par les employés au cours de l'exercice;
- les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe d'employés participant au régime, et ce, à partir de l'exercice suivant la détermination de l'ajustement. Un amortissement est créé à chacune des années, générant ainsi une cédule de plusieurs amortissements;
- les cotisations des employés;
- les coûts des modifications au régime.

Les actifs du régime sont évalués selon la valeur liée au marché, où l'écart entre le rendement réel selon une valeur de marché et celui prévu est amorti sur une période de 5 ans.

### ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs. Les éléments incorporels ne constituent pas des actifs non financiers pour la Société.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire en considérant les périodes suivantes :

- |                                                 |                 |
|-------------------------------------------------|-----------------|
| • bâtiments                                     | 5, 10 et 20 ans |
| • mobilier, machinerie et équipement, véhicules | 3 et 5 ans      |
| • équipements informatiques                     | 3 ans           |

Lorsqu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice pendant lequel la dépréciation est déterminée. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise.

### PASSIFS

#### Contributions reportées

Les rentrées grevées d'affectations d'origine externe sont constatées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites. Celles reçues, avant l'exercice au cours duquel elles sont utilisées, sont présentées à titre de contributions reportées jusqu'à ce que les ressources soient utilisées aux fins prescrites.

Les contributions reçues pour l'acquisition d'immobilisation corporelle sont comptabilisées au titre de contributions reportées et amorties au même rythme que les immobilisations qui s'y rapportent.





### 3. TRANSITION AUX NORMES COMPTABLES DU SECTEUR PUBLIC

La Société a adopté les normes comptables canadiennes pour le secteur public à compter de l'exercice 2011. Les présents états financiers sont les premiers états financiers pour lesquels la Société a appliqué ces normes comptables.

Lors de l'établissement des présents états financiers, conformément au chapitre SP2125 – « Première application par des organismes publics », la Société a choisi d'appliquer les exemptions facultatives suivantes :

- **Avantages de retraite** – La Société a choisi de repousser jusqu'à la date de l'évaluation actuarielle du régime de retraite, soit le 31 décembre 2010, l'application des dispositions du chapitre SP3250 qui concernent le taux d'actualisation utilisé pour la détermination de l'obligation au titre des prestations constituées. Aussi, la Société a choisi de comptabiliser tous les gains et pertes actuariels cumulés à la date de transition aux normes comptables canadiennes du secteur public directement dans le déficit cumulé.
- **Dépréciation d'immobilisations corporelles** – La Société a choisi d'appliquer les critères qui commandent la réduction de la valeur des immobilisations de façon prospective à compter de la date de transition aux normes comptables canadiennes du secteur public.

L'incidence de l'adoption des normes comptables canadiennes pour le secteur public sur le déficit cumulé à la date de transition et le bénéfice net comparatif sont présentés à la note 14. Ces modifications comptables ont été appliquées rétroactivement avec retraitement des états financiers des exercices antérieurs. Les modifications suivantes ont été mises en œuvre afin de se conformer aux normes comptables du secteur public :

|                                                                            | Notes | 31 décembre 2010    |
|----------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------|
| <i>Bénéfice net établi selon les PCGR</i>                                  |       | <u>1 013 324 \$</u> |
| <i>Ajustements selon les NCSP<sup>(1)</sup></i>                            |       |                     |
| <i>Revenus</i>                                                             |       |                     |
| Revenus de placements                                                      | b)    | (17 277)            |
| Amortissement des contributions reportées                                  | d)    | <u>504 334</u>      |
|                                                                            |       | <u>487 057</u>      |
| <i>Charges</i>                                                             |       |                     |
| Traitement et avantages sociaux                                            | c)    | (5 872)             |
| Amortissement des immobilisations corporelles                              | d)    | 504 334             |
| Variation de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction  | b)    | (122 434)           |
| Variation de la juste valeur des actifs désignés à des fins de transaction | b)    | <u>(5 008)</u>      |
|                                                                            |       | <u>371 020</u>      |
| <i>Ajustement du bénéfice net</i>                                          |       | <u>116 037</u>      |
| <i>Bénéfice net selon les NCSP<sup>(1)</sup></i>                           |       | <u>1 129 361 \$</u> |

<sup>(1)</sup> Normes comptables du secteur public

|                                                       |                       | 1 <sup>er</sup> janvier 2010           |                       |                       | 31 décembre 2010                       |                       |                   |
|-------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------------------------|-----------------------|-------------------|
| Notes                                                 | PCGR                  | Ajustements<br>selon NCSP <sup>1</sup> | NCSP <sup>1</sup>     | PCGR                  | Ajustements<br>selon NCSP <sup>1</sup> | NCSP <sup>1</sup>     |                   |
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                              |                       |                                        |                       |                       |                                        |                       |                   |
| Encaisse                                              | 3 880 187 \$          | - \$                                   | 3 880 187 \$          | 4 438 849 \$          | - \$                                   | 4 438 849 \$          |                   |
| Prêts a)                                              | -                     | 1 831 782                              | 1 831 782             | -                     | 2 192 957                              | 2 192 957             |                   |
| Placements a) b)                                      | 16 233 857            | (115 407)                              | 16 118 450            | 17 815 193            | (2 454 904)                            | 15 360 289            |                   |
| Débiteurs                                             | 3 722 826             | -                                      | 3 722 826             | 3 923 427             | -                                      | 3 923 427             |                   |
| Stocks destinés<br>à la vente                         | 266 692               | -                                      | 266 692               | 265 885               | -                                      | 265 885               |                   |
| Actif au titre de<br>prestations constituées c)       | 283 960               | 291 900                                | 575 860               | 343 080               | 297 772                                | 640 852               |                   |
|                                                       | <b>24 387 522</b>     | <b>2 008 275</b>                       | <b>26 395 797</b>     | <b>26 786 434</b>     | <b>35 825</b>                          | <b>26 822 259</b>     |                   |
| <b>PASSIFS</b>                                        |                       |                                        |                       |                       |                                        |                       |                   |
| Créditeurs et charges<br>à payer                      | 5 935 237             | -                                      | 5 935 237             | 5 261 985             | -                                      | 5 261 985             |                   |
| Retenues sur contrats                                 | 468 219               | -                                      | 468 219               | 298 225               | -                                      | 298 225               |                   |
| Contributions reportées d)                            | -                     | 1 062 981                              | 1 062 981             | -                     | 678 421                                | 678 421               |                   |
|                                                       | <b>6 403 456</b>      | <b>1 062 981</b>                       | <b>7 466 437</b>      | <b>5 560 210</b>      | <b>678 421</b>                         | <b>6 238 631</b>      |                   |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>                         |                       | <b>17 984 066</b>                      | <b>945 294</b>        | <b>18 929 360</b>     | <b>21 226 224</b>                      | <b>(642 596)</b>      | <b>20 583 628</b> |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                          |                       |                                        |                       |                       |                                        |                       |                   |
| Immobilisations<br>corporelles d)                     | 1 468 898             | 1 062 981                              | 2 531 879             | 1 330 834             | 678 421                                | 2 009 255             |                   |
| Frais payés d'avance                                  | 3 710                 | -                                      | 3 710                 | 1 427                 | -                                      | 1 427                 |                   |
|                                                       | <b>1 472 608</b>      | <b>1 062 981</b>                       | <b>2 535 589</b>      | <b>1 332 261</b>      | <b>678 421</b>                         | <b>2 010 682</b>      |                   |
| <b>CAPITAL-ACTIONS</b>                                |                       | <b>69 825 000</b>                      | <b>-</b>              | <b>69 825 000</b>     | <b>69 825 000</b>                      | <b>-</b>              | <b>69 825 000</b> |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ</b>                                 |                       |                                        |                       |                       |                                        |                       |                   |
| Surplus d'apport a)                                   | 5 719 284             | (5 719 284)                            | -                     | 5 719 284             | (5 719 284)                            | -                     |                   |
| Déficit cumulé a) b) c)                               | (54 008 702)          | 5 648 651                              | (48 360 051)          | (52 995 378)          | 5 764 688                              | (47 230 690)          |                   |
| Cumul des autres<br>éléments du résultat<br>étendu b) | (2 078 908)           | 2 078 908                              | -                     | 9 579                 | (9 579)                                | -                     |                   |
|                                                       | <b>(50 368 326)\$</b> | <b>2 008 275 \$</b>                    | <b>(48 360 051)\$</b> | <b>(47 266 515)\$</b> | <b>35 825 \$</b>                       | <b>(47 230 690)\$</b> |                   |

<sup>1</sup> Normes comptables du secteur public

### *a) Changement dans la présentation*

Certains chiffres correspondants au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et au 31 décembre 2010 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la nouvelle présentation des états financiers selon les NCSP :

- Prêts – Les prêts doivent être présentés distinctement des placements;
- Surplus d'apport – La comptabilisation de surplus d'apport n'est pas un concept présent dans les NCSP. Il a donc été reclassé dans le déficit cumulé.

### *b) Placements*

Selon les NCSP, les placements de portefeuille doivent être comptabilisés au coût d'acquisition. Par conséquent, la Société a renversé le cumul des autres éléments du résultat étendu et la contrepartie a été imputée aux placements.

Selon les PCGR, la Société comptabilisait les obligations gouvernementales et d'autres organismes du secteur public qu'elle détenait à leur juste valeur alors qu'elles doivent être comptabilisées au coût d'acquisition selon les NCSP. Par conséquent, la Société a réduit le montant des placements et elle a renversé la variation de la juste valeur des actifs désignés à des fins de transaction dans le déficit cumulé du 31 décembre 2010.

Selon les PCGR, la Société comptabilisait les bons de souscription de sociétés ouvertes qu'elle détenait à la juste valeur, alors que ce concept n'est pas présent dans les NCSP. Par conséquent, la Société a réduit le montant des placements. De plus, elle a renversé la variation de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction dans le déficit cumulé du 31 décembre 2010.

La Société avait comptabilisé au cours d'un exercice précédent, une moins-value sur son placement dans une société satellite selon les PCGR, alors que ce placement est comptabilisé à titre de partenariat commercial selon les NCSP, annulant ainsi la moins-value. Par conséquent, la Société a renversé cette moins-value durable sur placements dans le déficit cumulé au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et augmenté ses placements du même montant.

### *c) Actifs au titre de prestations constituées*

La variation des actifs au titre des prestations constituées au 1<sup>er</sup> janvier 2010 résulte d'une part de la comptabilisation de tous les gains et pertes actuariels dans le déficit cumulé pour un montant 185 133 \$ tel que prévu à l'exemption du chapitre SP2125 et d'autre part, de la réévaluation de la valeur de l'actif pour un montant de 106 767 \$.

De plus, la Société amortit les gains et les pertes actuariels sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe d'employés participant au régime, et ce, à partir de l'exercice suivant la détermination de l'ajustement selon les NCSP. Alors que selon les PCGR, les gains et les pertes actuariels étaient amortis selon la méthode du corridor. Selon cette méthode, les gains et les pertes actuariels cumulatifs nets, non constatés et supérieurs à 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur de l'actif du régime, selon le plus élevé des deux montants calculés, étaient amortis selon la méthode linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe d'employés participant au régime. Par conséquent, un ajustement de 5 872 \$ a été comptabilisé dans le déficit cumulé au 31 décembre 2010.

### *d) Contributions reportées*

Selon les NCSP, les contributions reçues pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont comptabilisées au titre de contributions reportées et amorties au même rythme que les immobilisations qui s'y rapportent. Alors que selon les PCGR, la Société comptabilisait ses immobilisations corporelles au coût moins les contributions reçues. Par conséquent, la Société a augmenté les immobilisations corporelles du même montant que les contributions reportées.

#### 4. BÉNÉFICE NET PAR ACTIVITÉ

|                          | 31 décembre 2011 |               |                         |                | 31 décembre 2010           |                            |
|--------------------------|------------------|---------------|-------------------------|----------------|----------------------------|----------------------------|
|                          | Revenus          | Charges       | Bénéfice d'exploitation | Autres charges | Bénéfice net (perte nette) | Bénéfice net (perte nette) |
| Siège social             | 89 198 \$        | 974 029 \$    | (884 831)\$             | - \$           | (884 831)\$                | (1 066 316)\$              |
| Services                 | 20 643 554       | 19 090 301    | 1 553 253               | -              | 1 553 253                  | 1 113 816                  |
| Développement économique | 1 083 183        | 727 928       | 355 255                 | 573 966        | (218 711)                  | 1 070 607                  |
| Immobilières             | 310 814          | 380 960       | (70 146)                | -              | (70 146)                   | (45 510)                   |
| Hôtelières               | 4 442 462        | 4 459 910     | (17 448)                | -              | (17 448)                   | 56 764                     |
|                          | 26 569 211 \$    | 25 633 128 \$ | 936 083 \$              | 573 966 \$     | 362 117 \$                 | 1 129 361 \$               |

La Société comptabilise ses revenus et charges par secteurs d'activité qui comprennent, entre autres, les éléments suivants :

- Activités du siège social
  - Honoraires de gestion gagnés
  - Revenus d'intérêts
  - Gain ou perte sur la cession d'immobilisations corporelles
  - Charges d'intérêts
  - Charges reliées aux bureaux de Matagami et Chibougamau
  - Charges reliées aux services administratifs, aux ressources humaines et à l'informatique
  - Charges reliées au conseil d'administration et à la présidence
  - Charges de communications
  - Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA)
- Activités de services
  - Gestion d'infrastructures
- Activités de développement économique
  - Gestion de titres miniers
  - Gestion et revenus de placements
  - Gain ou perte sur placements
  - Projets de développement économique
  - Charges reliées à la direction du développement économique
- Activités immobilières
  - Exploitation d'immeubles
- Activités hôtelières
  - Exploitation du relais routier du km 381

## 5. REVENUS DE PLACEMENTS

|                                                       | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 |
|-------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Gains réalisés sur la disposition de placements       | 625 545 \$          | 711 172 \$          |
| Revenus d'intérêts sur les prêts et créances          | 402 514             | 349 141             |
| Revenus de dividendes                                 | 65 262              | 53 375              |
| Gains réalisés sur la cession d'une propriété minière | -                   | 711 750             |
| Revenus de redevances                                 | -                   | 328 375             |
|                                                       | <b>1 093 321 \$</b> | <b>2 153 813 \$</b> |

## 6. PRÊTS

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 | 1 <sup>er</sup> janvier<br>2010 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------------------|
| Débetures non convertibles de sociétés privées portant intérêt de 8,75 % à 13,25 % et échéant jusqu'en 2018 déduction faite d'une provision pour moins-value durable sur prêts de 303 000 \$ au 31 décembre 2011 (303 000 \$ au 31 décembre 2010 et 150 000 \$ au 1 <sup>er</sup> janvier 2010) | 2 096 936 \$        | 1 620 201 \$        | 1 568 277 \$                    |
| Prêt convertible et participatif d'une société privée portant intérêt à 13,25 % échéant en 2017                                                                                                                                                                                                 | 315 325             | 315 325             | -                               |
| Débeture convertible d'une société ouverte portant intérêt à 15,00 % échéant en 2013                                                                                                                                                                                                            | 200 000             | 200 000             | 200 000                         |
| Effet à recevoir d'un employé portant intérêt à 4,00 %, payable par versement de 327 \$ aux deux semaines et échéant en 2018                                                                                                                                                                    | 51 109              | 57 431              | 63 505                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <b>2 663 370 \$</b> | <b>2 192 957 \$</b> | <b>1 831 782 \$</b>             |

## 7. PLACEMENTS

|                                                                                                                                                                                                                                          | 31 décembre<br>2011  | 31 décembre<br>2010  | 1 <sup>er</sup> janvier<br>2010 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------------------|
| Obligations gouvernementales et d'autres organismes du secteur public portant intérêt de 1,50 % à 1,60 % et ayant une valeur nominale de 7 481 000 \$ (4 016 000 \$ au 31 décembre 2010 et 3 465 860 \$ au 1 <sup>er</sup> janvier 2010) | 7 509 546 \$         | 4 027 901 \$         | 3 540 337 \$                    |
| Actions ordinaires de sociétés ouvertes                                                                                                                                                                                                  | 8 353 010            | 8 817 354            | 8 612 826                       |
| Actions ordinaires d'une société privée                                                                                                                                                                                                  | 50 000               | -                    | -                               |
| Certificats de placements garantis d'institutions financières portant intérêt de 1,65 % à 1,85 % et ayant une valeur nominale de 950 000 \$ (2 100 000 \$ au 31 décembre 2010 et 3 155 500 \$ au 1 <sup>er</sup> janvier 2010)           | 956 590              | 2 110 273            | 3 177 968                       |
| Placement dans un partenariat commercial (participation de 33 %) 99 parts de Camp 257 S.E.C. <sup>(2)</sup>                                                                                                                              | 571 698              | 640 923              | 552 265                         |
| Obligations de sociétés ouvertes échues                                                                                                                                                                                                  | -                    | 102 650              | 235 054                         |
| Moins-value durable sur placements <sup>(1)</sup>                                                                                                                                                                                        | (822 666)            | (338 812)            | -                               |
|                                                                                                                                                                                                                                          | <b>16 618 178 \$</b> | <b>15 360 289 \$</b> | <b>16 118 450 \$</b>            |

(1)

|                                                  | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 | 1 <sup>er</sup> janvier<br>2010 |
|--------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------------------|
| Moins-value durable sur placements au début      | 338 812 \$          | - \$                | - \$                            |
| Moins-value durable sur placements de l'exercice | 504 741             | 338 812             | -                               |
| Moins-value durable sur placements disposés      | (20 887)            | -                   | -                               |
| Moins-value durable sur placements à la fin      | <b>822 666 \$</b>   | <b>338 812 \$</b>   | <b>- \$</b>                     |

(2)

### Partenariat commercial

La Société est l'un des partenaires de la société en commandite Camp 257 S.E.C. dont les activités consistent à rendre des services de restauration, d'hébergement et de vente d'essence. Les autres partenaires sont Waskaganish Camp 257 Trust et Nemaska Camp 257 Trust.

La situation financière et les résultats des activités de Camp 257 S.E.C. se détaillent ainsi :

|                            | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 | 1 <sup>er</sup> janvier<br>2010 |
|----------------------------|---------------------|---------------------|---------------------------------|
| Actifs                     | 1 328 285 \$        | 1 571 235 \$        | 1 702 663 \$                    |
| Passifs                    | 39 685              | 74 938              | 472 341                         |
| Avoir des associés         | <b>1 288 600 \$</b> | <b>1 496 297 \$</b> | <b>1 230 322 \$</b>             |
| Revenus                    | 266 048 \$          | 1 540 725 \$        |                                 |
| Charges                    | (473 745)           | (1 274 750)         |                                 |
| Bénéfice net (perte nette) | <b>(207 697)\$</b>  | <b>265 975 \$</b>   |                                 |

## 8. DÉBITEURS

|                                                                                        | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 | 1 <sup>er</sup> janvier<br>2010 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------------------|
| Hydro-Québec <sup>(1)</sup>                                                            | 3 748 204 \$        | 1 956 142 \$        | 1 971 549 \$                    |
| Ministère des Transports <sup>(1)</sup>                                                | 731 114             | 594 756             | 831 879                         |
| Centre régional de la santé et des services sociaux<br>de la Baie-James <sup>(1)</sup> | 3 607               | 34 431              | 35 249                          |
| Autres                                                                                 | 804 060             | 1 370 627           | 898 318                         |
|                                                                                        | 5 286 985           | 3 955 956           | 3 736 995                       |
| Provision pour créances douteuses                                                      | (20 667)            | (32 529)            | (14 169)                        |
|                                                                                        | 5 266 318 \$        | 3 923 427 \$        | 3 722 826 \$                    |

<sup>(1)</sup> Entité sous contrôle commun



L'analyse de l'âge des comptes clients se détaille comme suit :

|                                       | 31 décembre 2011 |                 |              |
|---------------------------------------|------------------|-----------------|--------------|
|                                       | Valeur brute     | Perte de valeur | Valeur nette |
| <i>Âge des comptes clients</i>        |                  |                 |              |
| Non en souffrance                     | 4 502 325 \$     | - \$            | 4 502 325 \$ |
| En souffrance depuis 0 à 30 jours     | 644 505          | -               | 644 505      |
| En souffrance depuis 31 à 60 jours    | 30 939           | -               | 30 939       |
| En souffrance depuis 61 à 90 jours    | 6 185            | -               | 6 185        |
| En souffrance depuis plus de 90 jours | 103 031          | 20 667          | 82 364       |
|                                       | 5 286 985 \$     | 20 667 \$       | 5 266 318 \$ |

|                                       | 31 décembre 2010 |                 |              |
|---------------------------------------|------------------|-----------------|--------------|
|                                       | Valeur brute     | Perte de valeur | Valeur nette |
| <i>Âge des comptes clients</i>        |                  |                 |              |
| Non en souffrance                     | 3 771 403 \$     | 1 530 \$        | 3 769 873 \$ |
| En souffrance depuis 0 à 30 jours     | 78 961           | 1 530           | 77 431       |
| En souffrance depuis 31 à 60 jours    | 33 954           | 1 530           | 32 424       |
| En souffrance depuis 61 à 90 jours    | 22 408           | 1 530           | 20 878       |
| En souffrance depuis plus de 90 jours | 49 230           | 26 409          | 22 821       |
|                                       | 3 955 956 \$     | 32 529 \$       | 3 923 427 \$ |

|                                       | 1 <sup>er</sup> janvier 2010 |                 |              |
|---------------------------------------|------------------------------|-----------------|--------------|
|                                       | Valeur brute                 | Perte de valeur | Valeur nette |
| <i>Âge des comptes clients</i>        |                              |                 |              |
| Non en souffrance                     | 3 451 231 \$                 | 1 535 \$        | 3 449 696 \$ |
| En souffrance depuis 0 à 30 jours     | 196 547                      | 1 579           | 194 968      |
| En souffrance depuis 31 à 60 jours    | 26 593                       | -               | 26 593       |
| En souffrance depuis 61 à 90 jours    | 23 666                       | 1 579           | 22 087       |
| En souffrance depuis plus de 90 jours | 38 958                       | 9 476           | 29 482       |
|                                       | 3 736 995 \$                 | 14 169 \$       | 3 722 826 \$ |

L'évolution de la provision pour créances douteuses se détaille comme suit :

|                               | 31 décembre 2011 | 31 décembre 2010 |
|-------------------------------|------------------|------------------|
| Solde au début                | 32 529 \$        | 14 169 \$        |
| Perte de valeur comptabilisée | -                | 18 360           |
| Recouvrement                  | (11 862)         | -                |
| Solde à la fin                | 20 667 \$        | 32 529 \$        |



## 9. STOCKS DESTINÉS À LA VENTE

|                     | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 | 1 <sup>er</sup> janvier<br>2010 |
|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------------------|
| Produits pétroliers | 250 250 \$          | 230 488 \$          | 229 594 \$                      |
| Autres              | 28 178              | 35 397              | 37 098                          |
|                     | <u>278 428 \$</u>   | <u>265 885 \$</u>   | <u>266 692 \$</u>               |

Le montant des stocks passé en charge au cours de l'exercice est de 2 773 561 \$ (2010: 2 381 174 \$).

## 10. EMPRUNT BANCAIRE

La Société bénéficie d'une autorisation d'emprunt bancaire au montant de 4 000 000 \$. Cet emprunt bancaire porte intérêt au taux préférentiel et il est renégociable le 30 juin 2012. Au 31 décembre 2011, le taux d'intérêt est de 3,00 % (2010: 3,00 %) et le solde est nul.

## 11. CONTRIBUTIONS REPORTÉES

|                             | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 |
|-----------------------------|---------------------|---------------------|
| Solde au début              | 678 421 \$          | 1 062 981 \$        |
| Contributions de l'exercice | 420 754             | 119 774             |
| Virement de l'exercice      | (351 503)           | (504 334)           |
| Solde à la fin              | <u>747 672 \$</u>   | <u>678 421 \$</u>   |

## 12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                                       | 2011             |                     |                  |                            |                                |                   |                     |
|---------------------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|--------------------------------|-------------------|---------------------|
|                                       | Terrains         | Bâtiments           | Mobilier         | Équipement<br>informatique | Machinerie<br>et<br>équipement | Véhicules         | Total               |
| <i>Coût</i>                           |                  |                     |                  |                            |                                |                   |                     |
| Solde au début                        | 71 029 \$        | 11 465 602 \$       | 336 901 \$       | 431 999 \$                 | 1 810 664 \$                   | 3 744 208 \$      | 17 860 403 \$       |
| Acquisition                           | -                | 171 865             | -                | 42 342                     | 136 863                        | 429 261           | 780 331             |
| Disposition                           | -                | -                   | -                | -                          | -                              | (76 262)          | (76 262)            |
| Solde à la fin                        | 71 029           | 11 637 467          | 336 901          | 474 341                    | 1 947 527                      | 4 097 207         | 18 564 472          |
| <i>Amortissement<br/>cumulé</i>       |                  |                     |                  |                            |                                |                   |                     |
| Solde au début                        | -                | 10 098 461          | 302 815          | 367 756                    | 1 517 589                      | 3 564 527         | 15 851 148          |
| Amortissement                         | -                | 268 470             | 12 017           | 43 454                     | 113 083                        | 131 621           | 568 645             |
| Disposition                           | -                | -                   | -                | -                          | -                              | (76 262)          | (76 262)            |
| Solde à la fin                        | -                | 10 366 931          | 314 832          | 411 210                    | 1 630 672                      | 3 619 886         | 16 343 531          |
| <i>Valeur<br/>comptable<br/>nette</i> | <b>71 029 \$</b> | <b>1 270 536 \$</b> | <b>22 069 \$</b> | <b>63 131 \$</b>           | <b>316 855 \$</b>              | <b>477 321 \$</b> | <b>2 220 941 \$</b> |



## 2010

*Coût*

|                | Terrains  | Bâtiments     | Mobilier   | Équipement<br>informatique | Machinerie<br>et<br>équipement | Véhicules    | Total         |
|----------------|-----------|---------------|------------|----------------------------|--------------------------------|--------------|---------------|
| Solde au début | 71 029 \$ | 11 360 739 \$ | 324 762 \$ | 386 446 \$                 | 1 749 750 \$                   | 3 682 646 \$ | 17 575 372 \$ |
| Acquisition    | -         | 104 863       | 12 139     | 45 553                     | 60 914                         | 61 562       | 285 031       |
| Disposition    | -         | -             | -          | -                          | -                              | -            | -             |
| Solde à la fin | 71 029    | 11 465 602    | 336 901    | 431 999                    | 1 810 664                      | 3 744 208    | 17 860 403    |

*Amortissement  
cumulé*

|                |   |            |         |         |           |           |            |
|----------------|---|------------|---------|---------|-----------|-----------|------------|
| Solde au début | - | 9 617 257  | 290 578 | 327 129 | 1 378 109 | 3 430 420 | 15 043 493 |
| Amortissement  | - | 481 204    | 12 237  | 40 627  | 139 480   | 134 107   | 807 655    |
| Disposition    | - | -          | -       | -       | -         | -         | -          |
| Solde à la fin | - | 10 098 461 | 302 815 | 367 756 | 1 517 589 | 3 564 527 | 15 851 148 |

*Valeur  
comptable  
nette*

|                  |                     |                  |                  |                   |                   |                     |
|------------------|---------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| <b>71 029 \$</b> | <b>1 367 141 \$</b> | <b>34 086 \$</b> | <b>64 243 \$</b> | <b>293 075 \$</b> | <b>179 681 \$</b> | <b>2 009 255 \$</b> |
|------------------|---------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|---------------------|

Des immobilisations corporelles classées sous la rubrique bâtiments représentant 254 051 \$ n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'étaient pas opérationnelles en fin d'exercice.

En date du 31 décembre 2011, le poste créditeurs et charges à payer inclut des acquisitions liées à des immobilisations corporelles représentant 441 440 \$ (2010 : 68 991 \$).



### 13. CAPITAL-ACTIONS

#### *Autorisé*

10 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.

|                              | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 | 1 <sup>er</sup> janvier<br>2010 |
|------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------------------|
| <i>Émis et payé</i>          |                     |                     |                                 |
| 6 982 500 actions ordinaires | 69 825 000 \$       | 69 825 000 \$       | 69 825 000 \$                   |

Les actions de la Société font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances.

### 14. DÉFICIT CUMULÉ

|                                                                                   | 31 décembre<br>2010   |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| Déficit cumulé au début de l'exercice tel que constaté initialement               | (54 008 702)\$        |
| Incidence initiale de l'adoption des normes comptables du secteur public (note 3) | 5 648 651             |
| <b>Déficit cumulé au début de l'exercice après retraitement</b>                   | <b>(48 360 051)</b>   |
| Bénéfice net tel que constaté initialement                                        | 1 013 324             |
| Incidence initiale de l'adoption des normes comptables du secteur public (note 3) | 116 037               |
| <b>Déficit cumulé à la fin de l'exercice</b>                                      | <b>(47 230 690)\$</b> |

## 15. RÉGIME DE RETRAITE

### *Description du régime*

La Société offre un régime de retraite à prestations déterminées à ses employés. Ce régime de retraite offre des prestations fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen de fin de carrière. La politique de la Société est de maintenir ses cotisations à un niveau permettant de pourvoir aux prestations. Elle évalue ses obligations au titre des prestations constituées et la valeur liée au marché des actifs du régime pour les besoins de la comptabilité au 31 décembre de chaque année. La dernière évaluation actuarielle a été produite en date du 31 décembre 2010.

La charge de retraite et l'obligation au titre des prestations constituées sont établies par calculs actuariels à partir des hypothèses à long terme les plus probables de la direction et extrapolées à partir de l'évaluation actuarielle la plus récente.

### *Total des paiements en espèces*

Le total des paiements en espèces au titre du régime de retraite pour 2011 est constitué des cotisations au régime de retraite à prestations déterminées et s'est chiffré à 388 154 \$ (2010 : 181 560 \$).

### *Régime à prestations déterminées*

Le tableau suivant fait le rapprochement de l'obligation au titre des prestations constituées et la valeur liée au marché de l'actif du régime pour les exercices clos les :

|                                                 | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 | 1 <sup>er</sup> janvier<br>2010 |
|-------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------------------|
| Obligation au titre des prestations constituées | (4 805 720)\$       | (4 251 010)\$       | (3 259 280)\$                   |
| Valeur liée au marché des actifs du régime      | 4 403 200           | 4 231 480           | 3 835 140                       |
| Situation de capitalisation (déficit)           | (402 520)\$         | (19 530)\$          | 575 860 \$                      |
| Pertes actuarielles nettes non amorties         | 1 207 790           | 660 382             | -                               |
| Actif au titre des prestations constituées      | 805 270 \$          | 640 852 \$          | 575 860 \$                      |

Les gains et pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe d'employés participant au régime qui est de 15 ans en 2011 (2010 : 15 ans).

*Évolution de l'obligation au titre des prestations constituées*

|                                         | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 |
|-----------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Obligation au début                     | 4 251 010 \$        | 3 259 280 \$        |
| Coût des prestations constituées        | 254 433             | 192 885             |
| Intérêts relatifs au régime de retraite | 239 633             | 213 376             |
| Transferts du régime                    | (332 657)           | (8 455)             |
| Prestations versées                     | (61 145)            | (35 287)            |
| Pertes (gains) actuariels               | 454 446             | 629 211             |
| Obligation à la fin                     | 4 805 720 \$        | 4 251 010 \$        |

*Évolution de la valeur liée au marché des actifs du régime*

|                                       | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 |
|---------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Valeur liée au marché au début        | 4 231 480 \$        | 3 835 140 \$        |
| Rendement prévu sur les actifs moyens | 238 807             | 214 043             |
| Cotisations et contributions versées  | 463 702             | 257 210             |
| Transferts du régime                  | (332 657)           | (8 455)             |
| Prestations versées                   | (61 145)            | (35 287)            |
| Gains (pertes) actuariels             | (136 987)           | (31 171)            |
| Valeur liée au marché à la fin        | 4 403 200 \$        | 4 231 480 \$        |

*Composition des actifs du régime*

|                            | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 |
|----------------------------|---------------------|---------------------|
| Catégorie d'actifs         |                     |                     |
| Titres de capitaux propres | 46,3 %              | 52,2 %              |
| Titres de créances         | 53,7 %              | 47,8 %              |
| Total                      | 100,0 %             | 100,0 %             |

Les pourcentages moyens pondérés découlant des hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées et le coût des prestations de la Société sont les suivants :

|                                                               | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 | 1 <sup>er</sup> janvier<br>2010 |
|---------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------------------|
| <i><b>Obligation au titre des prestations constituées</b></i> |                     |                     |                                 |
| Taux d'actualisation                                          | 5,00 %              | 5,50 %              | 6,50 %                          |
| Taux de croissance de la rémunération                         | 3,25 %              | 3,50 %              | 3,50 %                          |
| Taux d'inflation à long terme                                 | 2,25 %              | 2,50 %              | 2,50 %                          |
| <i><b>Coût des prestations</b></i>                            |                     |                     |                                 |
| Taux d'actualisation                                          | 5,00 %              | 5,50 %              | 6,50 %                          |
| Taux de rendement prévu des actifs du régime                  | 5,00 %              | 5,50 %              | 5,50 %                          |
| Taux de rendement réel                                        | 2,75 %              | 3,00 %              | 3,00 %                          |
| Taux de croissance de la rémunération                         | 3,25 %              | 3,50 %              | 3,50 %                          |
| <i><b>Coût des avantages de retraite</b></i>                  |                     |                     |                                 |
|                                                               | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 |                                 |
| Charge au titre des avantages de retraite                     |                     |                     |                                 |
| Coût des services rendus                                      | 254 433 \$          | 192 885 \$          |                                 |
| Amortissement des pertes actuarielles                         | 44 025              | -                   |                                 |
| Cotisations des employés                                      | (75 548 )           | (75 650 )           |                                 |
|                                                               | 222 910             | 117 235             |                                 |
| Charge d'intérêts au titre des avantages de retraite          | 826                 | (667 )              |                                 |
|                                                               | 223 736 \$          | 116 568 \$          |                                 |

Les autres informations relatives au régime à prestations déterminées se présentent comme suit :

|                                                    |              |              |
|----------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Cotisations de l'employeur                         | 388 154 \$   | 181 560 \$   |
| Rendement prévu                                    | 238 807 \$   | 214 043 \$   |
| Rendement obtenu                                   | 101 820 \$   | 182 872 \$   |
| Valeur de marché des actifs au début de l'exercice | 4 267 753 \$ | 3 728 373 \$ |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice | 4 237 220 \$ | 4 267 753 \$ |

## 16. INFORMATIONS SUR LE CAPITAL

La Société définit son capital comme étant l'avoir de l'actionnaire qui se détaille comme suit :

|                        | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 | 1 <sup>er</sup> janvier<br>2010 |
|------------------------|---------------------|---------------------|---------------------------------|
| Avoir de l'actionnaire |                     |                     |                                 |
| Capital-actions        | 69 825 000 \$       | 69 825 000 \$       | 69 825 000 \$                   |
| Déficit cumulé         | (46 868 573)        | (47 230 690)        | (48 360 051)                    |
|                        | 22 956 427 \$       | 22 594 310 \$       | 21 464 949 \$                   |

En vertu de la *Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James*, les dividendes payés par la Société sont fixés par l'actionnaire, soit le ministre des Finances du Québec, qui en détermine les modalités de paiement. Les dividendes déclarés, le cas échéant, seront déduits des surplus cumulés dans l'exercice au cours duquel ils seront déclarés.

## 17. INFORMATIONS SUR LES RISQUES FINANCIERS

### *Risque de change*

La Société est exposée au risque de change en raison d'encaisse et de placements libellés en dollars américains. Au 31 décembre 2011, l'encaisse libellée en devises américaines totalise 381 \$ canadien (1 772 \$ canadien au 31 décembre 2010 et 4 619 \$ canadien au 1<sup>er</sup> janvier 2010) alors que les placements libellés en devises américaines totalisent 1 142 291 \$ canadien (1 313 575 \$ canadien au 31 décembre 2010 et 1 674 229 \$ canadien au 1<sup>er</sup> janvier 2010).

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de change.

À la date du bilan, le taux de change pour le dollar américain est de 1,017 (0,996 au 31 décembre 2010 et 1,05053 au 1<sup>er</sup> janvier 2010).

La Société a comptabilisé 244 \$ à titre de pertes de change pour l'encaisse au cours de l'exercice (2010 : 1 097 \$).

Une variation de 10 % du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la date du bilan, aurait augmenté ou diminué l'encaisse de 38 \$ (2010 : 177 \$ et 2009 : 462 \$). Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. L'analyse comparative a été effectuée selon les mêmes hypothèses.





## 18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société effectue de la prestation de services en gestion d'infrastructures de transport qui se détaillent comme suit :

|                                   | 31 décembre<br>2011  | 31 décembre<br>2010  |
|-----------------------------------|----------------------|----------------------|
| Apparentés sous contrôle commun : |                      |                      |
| Hydro-Québec                      | 15 516 034 \$        | 11 207 282 \$        |
| Ministère des Transports          | 3 243 190            | 3 572 119            |
| Autres                            | 5 239                | 13 870               |
|                                   | <u>18 764 463 \$</u> | <u>14 793 271 \$</u> |

En ce qui concerne la route reliant Matagami à Radisson et Chisasibi et la route Transtaïga ainsi que les aéroports de La Grande-Rivière et de Fontanges, les frais d'entretien et d'exploitation sont assumés par Hydro-Québec et la gestion de ces actifs est faite par un comité de gérance composé de représentants d'Hydro-Québec et de la Société.

La Société perçoit des revenus de gestion sur la prestation de services qu'elle effectue et qui se détaillent comme suit :

|                                                                         | 31 décembre<br>2011 | 31 décembre<br>2010 |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Apparentés sous contrôle commun :                                       |                     |                     |
| Hydro-Québec                                                            | 1 360 527 \$        | 815 915 \$          |
| Ministère des Transports                                                | 186 852             | 289 585             |
| Centre régional de la santé et des services<br>sociaux de la Baie-James | 23 380              | 51 096              |
| Autres                                                                  | 8 773               | 56 701              |
|                                                                         | <u>1 579 532 \$</u> | <u>1 213 297 \$</u> |

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées ci-dessus qui sont mesurées à la juste valeur, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 19. PASSIFS ÉVENTUELS

La Société, à titre de cosignataire de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, fait l'objet de certaines poursuites relatives à l'application de cette dernière. Les administrateurs sont d'avis que ces poursuites sont non fondées et par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

La Société fait l'objet d'une défense et demande reconventionnelle ainsi que d'une réclamation de 1 500 000 \$, conjointement avec un autre investisseur, à titre de dommages faisant suite à la requête introductive d'instance en délaissement forcé et exercice d'un droit hypothécaire (vente sous contrôle de justice) qu'elle a présenté à la Cour. Les administrateurs sont d'avis que cette poursuite est non fondée et par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

Une convention d'indemnité (la « Convention ») a été signée le 26 février 1993 entre Ressources MSV inc., maintenant Ressources MSV 2007 inc. (« MSV »), la Société et Westminer Canada Limited (« Westminer »), indemnisant cette dernière contre toute réclamation future au chapitre environnemental concernant des sites miniers. Un fonds en fiducie (le « Fonds fiduciaire ») a été constitué pour la restauration des sites miniers. Westminer et MSV y ont versé 4 300 000 \$. Les sommes sont détenues en fidéicommiss et ne sont pas incluses dans les états financiers. Par ailleurs, les revenus du Fonds fiduciaire sont versés à la SDBJ en tant que bénéficiaire. La SDBJ conserve ces sommes dans un compte distinct pour les fins de la restauration des sites miniers (le « Fonds distinct »). Par ailleurs, la Société et MSV ont également signé un accord commercial (l'« Accord Commercial ») par lequel elles convenaient des modalités de l'exécution de leurs obligations en vertu de la Convention. Le 23 juillet 1996, le ministère des Ressources naturelles a émis en faveur de Westminer un certificat de libération relativement à certaines obligations relatives à la *Loi sur les mines* (L.R.Q. c. M-13.1), étant donné l'assumption par MSV des obligations de restauration des sites miniers (i.e. la Convention). En 1999, une réévaluation a estimé à 3 212 050 \$ les coûts de restauration du site. Le montant total des travaux de restauration effectués depuis la création du fonds environnemental s'élève à 1 332 913 \$. La valeur du Fonds fiduciaire est de 3 694 660 \$ au 31 décembre 2011. Le 28 janvier 2009, la Cour supérieure du Québec a accueilli favorablement la requête de Ressources Campbell inc. (« Campbell ») et de MSV pour l'émission d'une ordonnance initiale en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (« LACC »).

Le 15 janvier 2010, un jugement a autorisé le séquestre à faire tous les actes nécessaires pour solliciter de nouvelles offres d'achat sur les biens meubles et immeubles des débitrices. Le 17 juin 2011, la Société a résilié l'Accord commercial en raison des défauts de MSV et de sa filiale MSV Restauration en vertu de cet accord. Le processus de vente au sujet de Campbell et MSV s'est finalement conclu le 27 juin 2011, alors qu'une ordonnance rendue par la Cour supérieure autorisait la vente de Campbell, y compris MSV, aux partenaires Nuinsco Resources Ltd. et Ocean Partners Holdings Ltd. (« CBay Minerals »). Cette ordonnance est devenue définitive, finale et exécutoire le 12 octobre 2011. Les actifs sont maintenant sous la responsabilité de CBay Minerals. En février 2012, la Société a entrepris des démarches auprès de CBay Minerals afin de mettre fin à son implication au sujet des sites miniers. Basée sur les opinions reçues d'une firme d'ingénieurs-conseils en septembre 2005 et sous réserve de la mise à jour du plan de restauration, la direction de la Société est d'avis que les fonds cumulés sont suffisants pour procéder aux travaux de restauration visés à la Convention.

La Société est propriétaire de terrains qui nécessitent des travaux de décontamination. Ces derniers ont débuté au cours de l'exercice 2005 et la Société a effectué des travaux au coût total de 612 279 \$ dont 77 517 \$ au cours du présent exercice (2010 : 70 989 \$). Au 31 décembre 2011, le solde de la provision représentant le coût total des travaux pour les trois prochains exercices (2012 à 2014) s'élève à 195 580 \$. Ces travaux comprennent la réalisation d'une nouvelle expertise en 2014 afin d'établir, s'il y a lieu, la suite du plan de réhabilitation.

La Société exploite une station-service au relais routier du km 381. Les coûts de restauration du site à la fin de l'exploitation de celle-ci n'ont pu faire l'objet d'une estimation compte tenu que la date de fin de l'exploitation n'est pas connue présentement.

Des prestations de cessation d'emploi sont prévues aux contrats de travail des employés contractuels de la Société advenant la résiliation du contrat de travail ou la modification des conditions d'emploi par la Société. Ces prestations pourraient représenter des montants à payer éventuellement.

## 20. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

### a) Baux

La Société s'est engagée d'après un bail pour la location d'un local à bureau échéant le 31 décembre 2013, à verser une somme totale de 63 170 \$, soit 31 585 \$ par année. Elle s'est également engagée en vertu d'un autre bail pour la location d'un local à bureau échéant le 31 décembre 2018 à verser une somme totale de 546 154 \$ à un apparenté sous contrôle commun (Hydro-Québec), soit 78 022 \$ par année.

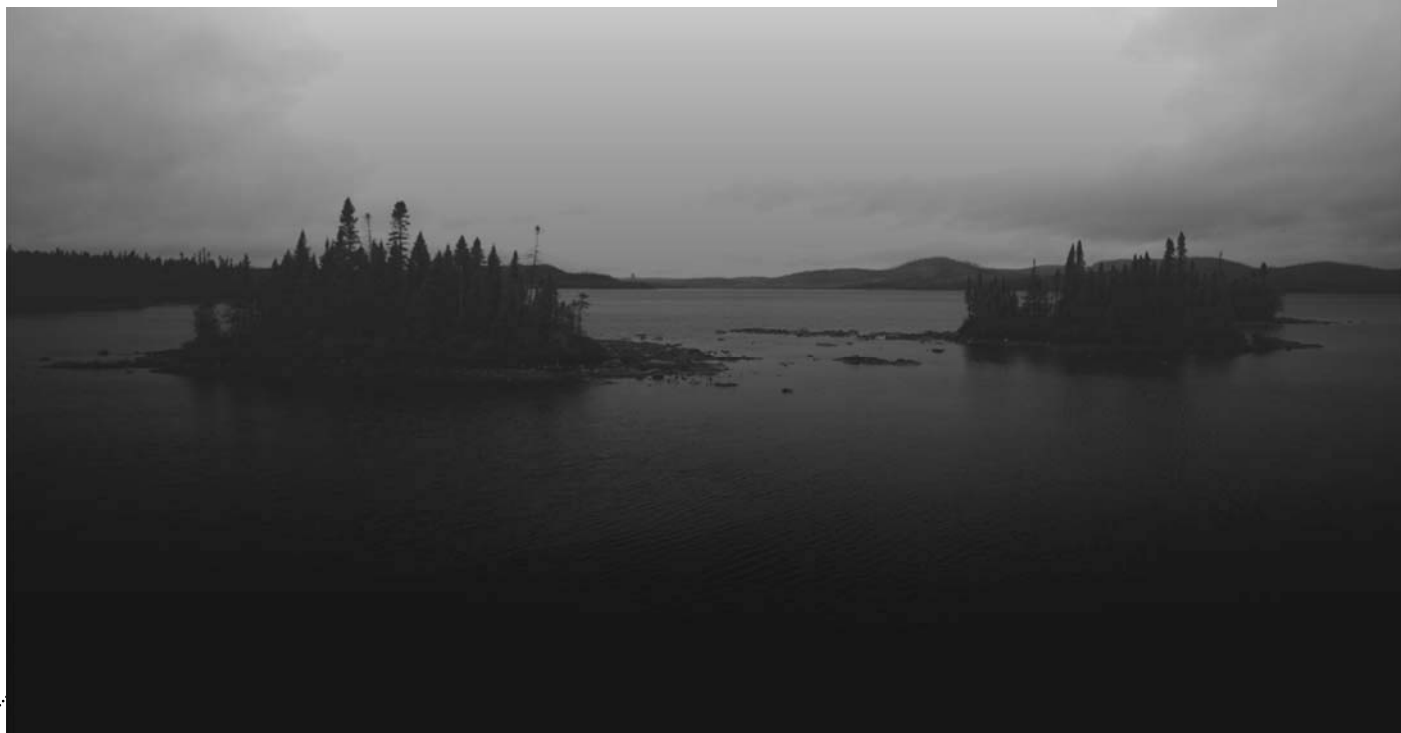
### b) Contrats de services

La Société s'est engagée à verser des sommes en vertu de différents contrats, soit :

|                           | 2012         | 2013       |
|---------------------------|--------------|------------|
| Services d'entrepreneurs  | 7 770 156 \$ | 416 704 \$ |
| Honoraires professionnels | 34 200       | 34 200     |
|                           | 7 804 356 \$ | 450 904 \$ |

### c) Terrains

Par un décret du 10 janvier 1994, le gouvernement du Québec a transféré à la Société plusieurs terrains localisés sur le territoire de la Baie-James. Les conditions de ce décret prévoient qu'advenant la vente subséquente de ces terrains, le bénéfice réalisé devra être remis au gouvernement du Québec.



**Société de développement des entreprises culturelles**

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers de la Société de développement des entreprises culturelles (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes du secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La directrice générale ressources financières,  
informatiques et matérielles,

Le président et chef de la direction,



Carole Hamelin, CPA, CMA



François Macerola

Montréal, le 15 juin 2012

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de développement des entreprises culturelles, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats, l'état du déficit cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

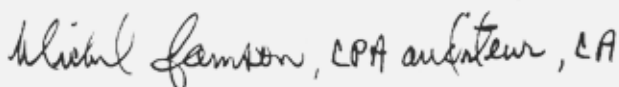
#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous les aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de développement des entreprises culturelles au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de la dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01)*, je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 15 juin 2012

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

**ÉTAT DES RÉSULTATS**

de l'exercice clos le 31 mars 2012

|                                                                                                                    | 2012                | 2011               |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|--------------------|
| <b>INTERVENTIONS FINANCIÈRES</b>                                                                                   |                     |                    |
| <b>Revenus</b>                                                                                                     |                     |                    |
| Intérêts sur placements                                                                                            | 447 825 \$          | 328 222 \$         |
| Intérêts sur prêts et aides remboursables                                                                          | 1 430 757           | 1 281 317          |
| Récupérations sur investissements et sur aides remboursables<br>en vertu des programmes d'aide financière (note 4) | 482 894             | 579 755            |
| Honoraires de prêts et garanties de prêts (note 5)                                                                 | 777 544             | 531 591            |
| Honoraires de gestion des crédits d'impôt                                                                          | 3 143 636           | 2 871 616          |
| Honoraires de gestion cinéma                                                                                       | 130 300             | 135 250            |
| Autres revenus                                                                                                     | 57 011              | 22 261             |
| <b>Revenus autonomes</b>                                                                                           | 6 469 967           | 5 750 012          |
| Subventions du gouvernement du Québec (note 3)                                                                     | 61 223 922          | 61 091 021         |
| <b>Total des revenus</b>                                                                                           | 67 693 889          | 66 841 033         |
| <b>Charges</b>                                                                                                     |                     |                    |
| Programmes d'aide financière (note 6) :                                                                            |                     |                    |
| Cinéma et production télévisuelle                                                                                  | 32 704 609          | 32 596 787         |
| Livres et édition                                                                                                  | 5 436 628           | 4 872 872          |
| Métiers d'art                                                                                                      | 4 045 594           | 3 987 642          |
| Musique et variétés                                                                                                | 9 705 726           | 8 222 289          |
| Affaires internationales                                                                                           | 5 246 989           | 5 635 824          |
|                                                                                                                    | 57 139 546          | 55 315 414         |
| Subventions résultant d'avantages importants conférés aux clients                                                  | 64 316              | -                  |
| Provision pour créances irrécouvrables et pour pertes (note 7)                                                     | 433 174             | 1 895 343          |
| Gain résultant des rachats de billets de trésorerie non bancaires adossés<br>à des actifs (note 8)                 | (44 931)            | (53 519)           |
| Frais d'intérêts sur dettes du gouvernement du Québec                                                              | 102 167             | -                  |
| Frais d'administration (note 9)                                                                                    | 10 550 182          | 10 488 077         |
| <b>Total des charges</b>                                                                                           | 68 244 454          | 67 645 315         |
| <b>PERTE PROVENANT DE LA GESTION DES INTERVENTIONS FINANCIÈRES</b>                                                 | <b>(550 565)</b>    | <b>(804 282)</b>   |
| <b>PATRIMOINE IMMOBILIER</b>                                                                                       |                     |                    |
| <b>Revenus</b>                                                                                                     |                     |                    |
| Loyers et autres                                                                                                   | 1 810 716           | 1 736 804          |
| Intérêts sur placements                                                                                            | 53 895              | 26 013             |
| <b>Revenus autonomes</b>                                                                                           | 1 864 611           | 1 762 817          |
| Subventions du gouvernement du Québec (note 3)                                                                     | 3 113 012           | 2 963 404          |
| <b>Total des revenus</b>                                                                                           | 4 977 623           | 4 726 221          |
| <b>Charges</b>                                                                                                     |                     |                    |
| Frais d'exploitation et d'administration (note 10)                                                                 | 3 839 186           | 3 700 699          |
| Frais d'intérêts sur dettes du gouvernement du Québec                                                              | 685 920             | 663 405            |
| <b>Total des charges</b>                                                                                           | 4 525 106           | 4 364 104          |
| <b>EXCÉDENT PROVENANT DE LA GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER</b>                                                   | <b>452 517</b>      | <b>362 117</b>     |
| <b>PLACEMENTS</b>                                                                                                  |                     |                    |
| Revenus de placements de sociétés en commandite                                                                    | 1 331 244           | 584 081            |
| Frais d'intérêts sur avances du gouvernement du Québec                                                             | 188 671             | 221 698            |
| <b>EXCÉDENT DE PLACEMENTS</b>                                                                                      | <b>1 142 573</b>    | <b>362 383</b>     |
| <b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE</b>                                                                            | <b>1 044 525 \$</b> | <b>(79 782) \$</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DU DÉFICIT CUMULÉ**

de l'exercice clos le 31 mars 2012

|                                  | 2012                  | 2011                  |
|----------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>SOLDE AU DÉBUT</b>            | (5 469 231) \$        | (5 389 449) \$        |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 044 525             | (79 782)              |
| <b>SOLDE À LA FIN</b>            | <b>(4 424 706) \$</b> | <b>(5 469 231) \$</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 2012

|                                                                                                                         | 2012                  | 2011                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                                                                                |                       |                       |
| Encaisse                                                                                                                | 2 651 008 \$          | 5 969 806 \$          |
| Équivalents de trésorerie (note 11)                                                                                     | 11 500 000            | 3 000 000             |
| Prêts et autres participations financières (note 12)                                                                    | 28 749 151            | 23 019 324            |
| Aides remboursables (note 6)                                                                                            | 1 045 512             | 1 101 777             |
| Créances et intérêts courus                                                                                             | 1 885 854             | 1 189 615             |
| Subventions à recevoir du gouvernement du Québec                                                                        | 19 384 870            | 20 869 265            |
| Placements (note 13)                                                                                                    | 29 540 000            | 15 850 000            |
| Billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (note 8)                                                       | 12 443 078            | 12 574 947            |
| Frais d'émission et de gestion de la dette                                                                              | 67 997                | 73 774                |
| <b>Total des actifs financiers</b>                                                                                      | <b>107 267 470</b>    | <b>83 648 508</b>     |
| <b>PASSIFS</b>                                                                                                          |                       |                       |
| Charges à payer                                                                                                         | 1 925 598             | 2 341 170             |
| Intérêts courus sur avances du gouvernement du Québec                                                                   | 188 930               | 221 698               |
| Intérêts courus sur dettes                                                                                              | 236 398               | 229 791               |
| Montants à verser en vertu des programmes d'aide financière                                                             | 18 342 054            | 19 723 102            |
| Provision cumulée et contribution pour pertes sur garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises (note 7) | 248 434               | 565 016               |
| Revenus reportés (note 16)                                                                                              | 36 190 838            | 32 046 354            |
| Avances du gouvernement du Québec (note 17)                                                                             | 31 300 000            | 18 000 000            |
| Dettes (note 18)                                                                                                        | 23 946 076            | 16 260 642            |
| <b>Total des passifs</b>                                                                                                | <b>112 378 328</b>    | <b>89 387 773</b>     |
| <b>DETTE NETTE</b>                                                                                                      | <b>(5 110 858) \$</b> | <b>(5 739 265) \$</b> |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                                                                                            |                       |                       |
| Immobilisations corporelles (note 14)                                                                                   | 19 602 005            | 19 301 225            |
| Frais payés d'avance et avances sur engagements                                                                         | 584 147               | 468 809               |
| <b>Total des actifs non financiers</b>                                                                                  | <b>20 186 152</b>     | <b>19 770 034</b>     |
| <b>AVOIR</b>                                                                                                            |                       |                       |
| Capital (note 19)                                                                                                       | 19 500 000            | 19 500 000            |
| Déficit cumulé                                                                                                          | (4 424 706)           | (5 469 231)           |
| <b>Total de l'avoir</b>                                                                                                 | <b>15 075 294 \$</b>  | <b>14 030 769 \$</b>  |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Obligations contractuelles (note 23)

Éventualités (note 24)

Pour le conseil d'administration






**ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE**

de l'exercice clos le 31 mars 2012

|                                                                    | 2012                  | 2011                  |
|--------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE</b>                            | 1 044 525 \$          | (79 782) \$           |
| Variations dues aux immobilisation corporelles:                    |                       |                       |
| Acquisition                                                        | (2 362 143)           | (1 293 555)           |
| Amortissement                                                      | 2 061 035             | 1 991 631             |
| Perte sur disposition                                              | 328                   | 353                   |
|                                                                    | (300 780)             | 698 429               |
| Variation due aux frais payés d'avance et avances sur engagements: |                       |                       |
| Acquisition                                                        | 468 809               | 919 798               |
| Utilisation                                                        | (584 147)             | (468 809)             |
|                                                                    | (115 338)             | 450 989               |
| Diminution de la dette nette                                       | 628 407               | 1 069 636             |
| <b>DETTE NETTE AU DÉBUT</b>                                        | (5 739 265)           | (6 808 901)           |
| <b>DETTE NETTE À LA FIN</b>                                        | <b>(5 110 858) \$</b> | <b>(5 739 265) \$</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**

de l'exercice clos le 31 mars 2012

|                                                                                        | 2012                 | 2011                |
|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                                     |                      |                     |
| Excédent (déficit) de l'exercice                                                       | 1 044 525 \$         | (79 782) \$         |
| Éléments sans incidence sur la trésorerie :                                            |                      |                     |
| Provision pour créances irrécouvrables liées à l'aide remboursable                     | 90 912               | 3 892               |
| Provision pour créances irrécouvrables et pour pertes                                  | 433 174              | 1 895 343           |
| Perte (gain) sur disposition d'immobilisations corporelles                             | 328                  | (1 347)             |
| Avantages importants conférés aux clients                                              | 44 103               | (26 279)            |
| Gain résultant des rachats de billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs | (44 931)             | (53 519)            |
| Amortissement des frais d'émission et de gestion de la dette                           | 18 822               | 17 220              |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                          | 2 061 035            | 1 991 631           |
|                                                                                        | 3 647 968            | 3 747 159           |
| Variation des actifs et passifs reliés au fonctionnement:                              |                      |                     |
| Créances et intérêts courus                                                            | (696 239)            | (133 721)           |
| Subventions à recevoir du gouvernement du Québec                                       | 1 484 395            | (1 797 104)         |
| Frais payés d'avance et avances sur engagements                                        | (115 338)            | 450 989             |
| Charges à payer                                                                        | (384 930)            | (237 023)           |
| Intérêts courus sur avances du gouvernement du Québec                                  | (32 768)             | 40 547              |
| Intérêts courus sur dettes                                                             | 6 607                | (20 461)            |
| Montants à verser en vertu des programmes d'aide financière                            | (1 381 048)          | (51 090)            |
| Revenus reportés                                                                       | 4 144 484            | 3 358 352           |
|                                                                                        | 3 025 163            | 1 610 489           |
| Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement                           | 6 673 131            | 5 357 648           |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                                      |                      |                     |
| Prêts et autres participations financières                                             | (17 041 864)         | (11 084 977)        |
| Billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs                               | 176 800              | 269 089             |
| Aides remboursables                                                                    | (407 195)            | (396 311)           |
| Placements                                                                             | (13 690 000)         | -                   |
| Remboursements de prêts et autres participations financières                           | 10 562 281           | 10 267 466          |
| Récupération d'aides remboursables                                                     | 328 445              | 515 877             |
| Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement                        | (20 071 533)         | (428 856)           |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>                                   |                      |                     |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles                                   | -                    | 1 700               |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                                              | (2 392 785)          | (1 589 123)         |
| Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations     | (2 392 785)          | (1 587 423)         |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                                        |                      |                     |
| Avances du gouvernement du Québec                                                      | 13 300 000           | -                   |
| Dettes                                                                                 | 9 563 545            | 1 727 291           |
| Frais d'émission et de gestion de la dette                                             | (13 045)             | (12 092)            |
| Remboursement sur dettes                                                               | (1 878 111)          | (1 688 607)         |
| Flux de trésorerie provenant des activités de financement                              | 20 972 389           | 26 592              |
| Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie                         | 5 181 202            | 3 367 961           |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>                                | 8 969 806            | 5 601 845           |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (NOTE 20)</b>                      | <b>14 151 008 \$</b> | <b>8 969 806 \$</b> |

Les acquisitions d'immobilisations incluses aux charges à payer sont de 24 509 \$ (2011 : 55 151 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2012

### 1. LOI CONSTITUTIVE ET OBJECTIFS

La Société de développement des entreprises culturelles (la Société) est une personne morale constituée et régie par la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles (L.R.Q., chapitre S-10.002). En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, c.1, 5 supplément) et de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c.1-3), la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

Les objectifs de la Société sont de promouvoir et soutenir, dans toutes les régions du Québec, l'implantation et le développement des entreprises culturelles, y compris les médias, et de contribuer à accroître la qualité des produits et services et la compétitivité de ceux-ci au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger. La Société est aussi chargée de reconnaître des œuvres comme films québécois suivant les normes prévues par les règlements du gouvernement relativement à l'application de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1).

La Société est propriétaire du parc immobilier patrimonial acquis du ministre des Transports en 1989. La Société peut, avec l'autorisation du gouvernement, acquérir, restaurer, rénover, gérer, exploiter des immeubles ou en disposer.

### 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux Normes comptables canadiennes du secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont les provisions cumulées pour créances irrécouvrables, la provision pour congés de maladie et vacances et la durée de vie des immobilisations corporelles.

#### Prêts et autres participations financières

Les prêts et autres participations financières sont constitués des placements de la Société effectués dans le cadre de ses programmes de financement des entreprises. Ces placements peuvent prendre la forme de prêts ou d'investissements aux projets et sont comptabilisés à la valeur nominale, majorée des intérêts courus à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour créances irrécouvrables. Lorsqu'un prêt est assorti de conditions avantageuses importantes, la valeur nominale est actualisée au taux moyen des emprunts du gouvernement afin de déterminer la valeur de la subvention ainsi consentie, laquelle est constatée à titre de charge. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée du prêt, selon la méthode de l'intérêt réel, et est constaté à titre de revenus d'intérêts.

Un prêt est classé dans la catégorie des prêts douteux lorsque la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que la Société n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer la totalité du capital et des intérêts. Lorsqu'un prêt devient douteux, la constatation des revenus d'intérêts cesse et la Société réduit cette participation par l'inscription d'une provision pour créances irrécouvrables.

Les garanties d'emprunt apparaissent à titre d'éventualités aux états financiers de la Société. Les prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises sont comptabilisés à l'actif de la Société lorsque cette dernière a approuvé la réclamation produite par l'institution financière prêteuse.

## Société de développement des entreprises culturelles

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

### 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### Provision cumulée et contribution pour créances irrécouvrables et pour pertes

La provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes est maintenue à un niveau jugé adéquat pour absorber les créances irrécouvrables et les pertes qui existent dans le portefeuille de la Société. Elle est augmentée de la provision annuelle, laquelle est imputée aux résultats, et réduite du montant des radiations. La provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes comprend des provisions spécifiques et une provision générale.

Les provisions spécifiques sont constituées pour chaque prêt. La valeur comptable d'un prêt est ramenée à sa valeur de réalisation estimative en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus.

La provision générale est constituée pour les garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises. Le montant de la provision générale est estimé en se fondant sur les pertes antérieures.

La contribution pour pertes représente une somme encaissée pour absorber les pertes éventuelles découlant de la garantie d'un emprunt relatif au financement d'une entreprise. Dans l'éventualité où cette garantie d'emprunt devient douteuse, la contribution sera comptabilisée aux résultats à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les pertes seront constatées.

Les pertes relatives aux garanties accordées en vertu des programmes de financement intérimaire des crédits d'impôt sont remboursables par le gouvernement du Québec, conséquemment la Société ne comptabilise aucune provision.

#### Aides remboursables et provision cumulée pour créances irrécouvrables

L'aide remboursable est une aide financière assortie d'une obligation de remboursement préétablie, d'une durée minimale de deux ans et n'excédant généralement pas cinq ans. Cette aide est comptabilisée au bilan à la valeur nominale, déduction faite d'une provision cumulée pour créances irrécouvrables. Les aides remboursables ne portent pas intérêt ainsi pour les aides assorties de conditions avantageuses importantes, la valeur nominale est actualisée au taux moyen des emprunts du gouvernement afin de déterminer la valeur de la subvention ainsi consentie, laquelle est constatée à titre de charge. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée de l'aide remboursable, selon la méthode de l'intérêt réel, et est constaté à titre de produit d'intérêts.

La provision cumulée est établie en examinant la probabilité de recouvrement de chaque aide remboursable et en se fondant sur les pertes antérieures. La variation annuelle de la provision cumulée est imputée aux résultats à titre de charges de programmes.

#### Placements

Les placements sont comptabilisés au coût d'acquisition. Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. Cette réduction est imputée directement aux résultats de l'exercice.

Les revenus sont comptabilisés aux résultats lorsqu'ils sont reçus ou exigibles.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de leur mise en service. Le coût des restaurations comprend le matériel, la main-d'œuvre directe, les frais indirects ainsi que les frais de financement temporaire durant les travaux.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)**

|                                    | Durée de<br>l'amortissement |
|------------------------------------|-----------------------------|
| Restaurations                      | 25 ans                      |
| Réparations majeures               | de 5 à 10 ans               |
| Mobilier de bureau                 | 10 ans                      |
| Équipement                         | 5 ans                       |
| Matériel informatique et logiciels | de 4 à 7 ans                |
| Améliorations locatives            | sur la durée du bail        |

Les œuvres d'art ne sont pas comptabilisées à titre d'immobilisations corporelles du fait qu'il est impossible de faire une estimation raisonnable des avantages économiques futurs qui se rattachent à ces biens; leur coût est imputé aux charges de l'exercice au cours duquel ils sont acquis.

**Frais d'émission et de gestion de la dette**

Les frais d'émission et de gestion de la dette sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'emprunt.

**Subventions**

Les subventions sont constatées à titre de revenus lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les subventions spécifiques reçues pour les programmes d'aide financière et pour tout autre projet sont reportées et imputées aux résultats à titre de revenus en fonction des engagements afférents.

**Revenus**

Les récupérations sur investissements et sur aides remboursables non assorties d'une obligation de remboursement préétablie sont comptabilisées aux résultats au moment où elles sont encaissées ou exigibles.

La Société constate ses revenus de location lorsqu'ils sont gagnés, soit lorsque les services sont rendus, qu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que le prix du service rendu est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement sûr.

**Programmes d'aide financière**

L'aide financière accordée sous forme de subventions, d'investissements et d'aides remboursables, autres que celles assorties d'une obligation de remboursement préétablie, est imputée aux résultats à titre de charges de programmes. Ces charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées et lorsque le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité.

Lorsque les modalités et conditions de l'aide financière accordée ne sont pas respectées, l'annulation du projet est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel les faits sont connus.

**Société de développement des entreprises culturelles**

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)**

Les charges encourues directement et indirectement par la Société afin d'organiser ou de participer à des activités qui assurent la visibilité des œuvres et des produits culturels québécois et la présence des entreprises culturelles québécoises dans les salons, grands marchés et foires à l'échelle nationale et internationale, sont imputées aux résultats à titre de charges de programmes. Les frais relatifs aux lecteurs indépendants et membres externes des comités d'évaluation, requis en vertu des programmes d'aide, sont imputés aux résultats à titre de charges de programmes.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des soldes bancaires et des placements facilement convertibles en tout temps.

**Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeur à prestations déterminées gouvernementaux, compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

**Conversion de devises**

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice. Les revenus et les charges sont convertis au cours du change pratiqué à cette date. Les gains et les pertes de change sont passés en charges.

## 3. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

|                                                  | 2012                 | 2011                 |
|--------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| <b>SUBVENTIONS OCTROYÉES</b>                     |                      |                      |
| INTERVENTIONS FINANCIÈRES                        |                      |                      |
| Fonctionnement - incluant des aides spécifiques  | 3 592 630 \$         | 3 931 900 \$         |
| Dettes relatives aux immobilisations corporelles | 1 033                | -                    |
| Compensation à titre d'intérêt sur prêts         | 355 000              | -                    |
| Programmes d'aide financière                     |                      |                      |
| Cinéma et production télévisuelle                | 36 626 853           | 35 916 453           |
| Livre et édition                                 | 5 320 559            | 4 728 559            |
| Métiers d'art                                    | 4 249 814            | 4 264 814            |
| Musique et variétés                              | 9 734 091            | 9 603 214            |
| Affaires internationales                         | 4 696 783            | 6 324 783            |
| PATRIMOINE IMMOBILIER                            |                      |                      |
| Compensation à titre de loyer                    | 1 008 900            | 1 008 900            |
| Dettes relatives aux immobilisations corporelles | 2 754 584            | 1 570 711            |
|                                                  | 68 340 247           | 67 349 334           |
| <b>SUBVENTIONS REPORTÉES AU DÉBUT</b>            |                      |                      |
| INTERVENTIONS FINANCIÈRES                        |                      |                      |
| Fonctionnement - aides spécifiques               | 157 288              | 195 000              |
| Compensation à titre d'intérêt sur prêts         | 300 000              | -                    |
| Programmes d'aide financière                     |                      |                      |
| Cinéma et production télévisuelle                | 10 422 275           | 7 102 609            |
| Livre et édition                                 | 336 543              | 455 635              |
| Métiers d'art                                    | 577 076              | 300 579              |
| Musique et variétés                              | 1 881 470            | 587 855              |
| Affaires internationales                         | 1 645 124            | 1 285 820            |
| Aide spécifique                                  | -                    | 1 713 576            |
| PATRIMOINE IMMOBILIER                            |                      |                      |
| Dettes relatives aux immobilisations corporelles | 16 089 158           | 16 472 951           |
|                                                  | 31 408 934           | 28 114 025           |
| <b>SUBVENTIONS REPORTÉES À LA FIN</b>            |                      |                      |
| INTERVENTIONS FINANCIÈRES                        |                      |                      |
| Fonctionnement - aides spécifiques               | (192 416)            | (157 288)            |
| Compensation à titre d'intérêt sur prêts         | (445 441)            | (300 000)            |
| Programmes d'aide financière                     |                      |                      |
| Cinéma et production télévisuelle                | (14 344 519)         | (10 422 275)         |
| Livre et édition                                 | (220 474)            | (336 543)            |
| Métiers d'art                                    | (780 796)            | (577 076)            |
| Musique et variétés                              | (1 952 322)          | (1 881 470)          |
| Affaires internationales                         | (736 649)            | (1 645 124)          |
| PATRIMOINE IMMOBILIER                            |                      |                      |
| Dettes relatives aux immobilisations corporelles | (16 739 630)         | (16 089 158)         |
|                                                  | (35 412 247)         | (31 408 934)         |
|                                                  | <b>64 336 934 \$</b> | <b>64 054 425 \$</b> |
|                                                  | <b>2012</b>          | <b>2011</b>          |
| Les subventions se subdivisent comme suit :      |                      |                      |
| INTERVENTIONS FINANCIÈRES                        | 61 223 922 \$        | 61 091 021 \$        |
| PATRIMOINE IMMOBILIER                            | 3 113 012            | 2 963 404            |
|                                                  | <b>64 336 934 \$</b> | <b>64 054 425 \$</b> |

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

**4. RÉCUPÉRATIONS SUR INVESTISSEMENTS ET SUR AIDES REMBOURSABLES EN VERTU DES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE**

|                                   | 2012              |                      | 2011              |
|-----------------------------------|-------------------|----------------------|-------------------|
|                                   | Investissements   | Aides remboursables* | Total             |
| Cinéma et production télévisuelle | 321 942 \$        | 25 002 \$            | 346 944 \$        |
| Affaires internationales          | -                 | 135 950              | 272 764           |
|                                   | <b>321 942 \$</b> | <b>160 952 \$</b>    | <b>482 894 \$</b> |
|                                   |                   |                      | <b>579 755 \$</b> |

\* Ces récupérations proviennent d'aides remboursables non assorties d'une obligation de remboursement préétablie.

**5. HONORAIRES DE PRÊTS ET GARANTIES DE PRÊTS**

|                                                                                 | 2012              | 2011              |
|---------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Honoraires de prêts                                                             | 307 475 \$        | 127 937 \$        |
| Honoraires de garanties relatifs au financement des entreprises                 | 212 471           | 144 741           |
| Honoraires de garanties relatifs au financement intérimaire des crédits d'impôt | 61 867            | 98 947            |
| Créances irrécouvrables liées au financement intérimaire des crédits d'impôt    | (40 956)          | (32 974)          |
| Déficit des revenus d'honoraires sur les frais de gestion (note 16)             | 236 687           | 192 940           |
|                                                                                 | 257 598           | 258 913           |
|                                                                                 | <b>777 544 \$</b> | <b>531 591 \$</b> |



## 6. PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE ET AIDES REMBOURSABLES

| 2012                                                                                                        |                                   |                  |               |                     |                          |               | 2011          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|------------------|---------------|---------------------|--------------------------|---------------|---------------|
| CHARGES - PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE                                                                      | Cinéma et production télévisuelle | Livre et édition | Métiers d'art | Musique et variétés | Affaires internationales | Total         | Total         |
| Investissements - aides sélectives                                                                          | 28 666 381 \$                     | - \$             | - \$          | - \$                | - \$                     | 28 666 381 \$ | 28 757 985 \$ |
| Investissements - aides corporatives                                                                        | 500 000                           | -                | -             | -                   | -                        | 500 000       | 500 000       |
| Subventions accordées                                                                                       | 3 871 190                         | 5 412 531        | 4 032 141     | 9 820 356           | 4 745 534                | 27 881 752    | 25 813 567    |
| Aides remboursables non assorties d'une obligation de remboursement préétablie                              | 143 500                           | -                | -             | -                   | 110 000                  | 253 500       | 335 150       |
| Provision pour créances irrécouvrables                                                                      | -                                 | -                | (500)         | 42 488              | 48 924                   | 90 912        | 3 892         |
| Annulations et recouvrements                                                                                | (1 066 879)                       | -                | (86)          | (173 398)           | (33 016)                 | (1 273 379)   | (1 110 513)   |
| Lecteurs indépendants et membres externes des comités d'évaluation                                          | 371 365                           | 21 572           | 12 686        | 11 005              | -                        | 416 628       | 320 936       |
| Coûts administratifs du commissariat reliés à l'organisation d'événements internationaux                    | -                                 | -                | -             | -                   | 231 322                  | 231 322       | 322 304       |
| Frais de déplacements associés aux événements nationaux et internationaux                                   | 19 052                            | 2 525            | 1 353         | 5 275               | 144 225                  | 172 430       | 172 093       |
| Bureau du cinéma et de la télévision                                                                        | 200 000                           | -                | -             | -                   | -                        | 200 000       | 200 000       |
|                                                                                                             | 32 704 609 \$                     | 5 436 628 \$     | 4 045 594 \$  | 9 705 726 \$        | 5 246 989 \$             | 57 139 546 \$ | 55 315 414 \$ |
|                                                                                                             |                                   |                  |               |                     |                          | 2012          | 2011          |
| ACTIF - AIDES REMBOURSABLES                                                                                 | Cinéma et production télévisuelle | Livre et édition | Métiers d'art | Musique et variétés | Affaires internationales | Total         | Total         |
| Solde au début                                                                                              | 25 000 \$                         | 102 999 \$       | 1 250 \$      | 641 157 \$          | 689 924 \$               | 1 460 330 \$  | 1 753 455 \$  |
| Aides remboursables assorties d'une obligation de remboursement préétablie accordées au cours de l'exercice | -                                 | -                | -             | -                   | 407 195                  | 407 195       | 396 311       |
| Récupérations                                                                                               | -                                 | (1 125)          | -             | (40 000)            | (287 320)                | (328 445)     | (515 877)     |
| Radiations                                                                                                  | -                                 | -                | (125)         | -                   | (3 138)                  | (3 263)       | (173 559)     |
|                                                                                                             | 25 000                            | 101 874          | 1 125         | 601 157             | 806 661                  | 1 535 817     | 1 460 330     |
| Avantages importants conférés aux clients                                                                   | -                                 | -                | -             | (152 662)           | -                        | (152 662)     | (108 559)     |
| Provision cumulée pour créances irrécouvrables                                                              | -                                 | (77 250)         | -             | (88 501)            | (171 892)                | (337 643)     | (249 994)     |
| Solde à la fin                                                                                              | 25 000 \$                         | 24 624 \$        | 1 125 \$      | 359 994 \$          | 634 769 \$               | 1 045 512 \$  | 1 101 777 \$  |

## Société de développement des entreprises culturelles

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

## 7. PROVISION CUMULÉE ET CONTRIBUTION POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES ET POUR PERTES

|                                                                                                                 | 2012                | 2011                |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Solde au début                                                                                                  | 3 467 292 \$        | 5 505 882 \$        |
| Radiations de l'exercice                                                                                        |                     |                     |
| Prêts accordés par la Société                                                                                   | 659 868             | 6 789               |
| Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises                  | 8 045               | 3 927 144           |
|                                                                                                                 | 667 913             | 3 933 933           |
| Provision de l'exercice                                                                                         |                     |                     |
| Prêts accordés par la Société                                                                                   | 741 828             | 608 088             |
| Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises                  | 7 928               | 1 285 164           |
| Garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises                                                    | (316 582)           | 2 091               |
|                                                                                                                 | 433 174             | 1 895 343           |
| <b>Solde à la fin</b>                                                                                           | <b>3 232 553 \$</b> | <b>3 467 292 \$</b> |
|                                                                                                                 | 2012                | 2011                |
| La provision cumulée et la contribution pour créances irrécouvrables et pour pertes se subdivisent comme suit : |                     |                     |
| Prêts accordés par la Société * (note 12)                                                                       | 2 939 835 \$        | 2 857 876 \$        |
| Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises (note 12)        | 44 284              | 44 400              |
|                                                                                                                 | 2 984 119           | 2 902 276           |
| Garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises *                                                  | 248 434             | 565 016             |
|                                                                                                                 | 3 232 553 \$        | 3 467 292 \$        |

\* Inclut une contribution de 375 000 \$ pour pertes sur un prêt accordé par la Société (2011: sur une garantie d'emprunt relative au financement d'une entreprise).

## 8. BILLETS DE TRÉSORERIE NON BANCAIRES ADOSSÉS À DES ACTIFS

Au 31 mars 2012, la Société détient des billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (BTAA) qu'elle a obtenu en échange des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) à la suite d'une entente de restructuration survenue le 21 janvier 2009.

Conséquemment les conduits de PCAA ont été remplacés par trois nouvelles structures sous forme de fiducies, appelées « véhicules d'actifs cadres » (« VAC 1 », « VAC 2 » ET « VAC 3 »). Les VAC 1 et VAC 2 regroupent les transactions des conduits de PCAA constitués uniquement d'actifs synthétiques et hybrides. Le VAC 3 est composé des transactions des conduits de PCAA constitués exclusivement d'actifs inéligibles et d'actifs traditionnels. Par cet échange, la Société détient maintenant des billets de type VAC 2 et VAC 3.

**8. BILLETS DE TRÉSORERIE NON BANCAIRES ADOSSÉS À DES ACTIFS (SUITE)**

La Société comptabilise ses billets au coût réduit de toute moins-value durable.

En date du 31 mars 2012, la moins-value durable est de 1,8 M \$ et ces billets n'ont pas subi de moins-value durable additionnelle à celle déjà comptabilisée. De plus, la Société a l'intention, exceptionnellement, de détenir ces placements dans les BTAA à plus long terme.

|                                 | 2012                 |                                          | 2011                 |
|---------------------------------|----------------------|------------------------------------------|----------------------|
|                                 | Coût                 | Moins- value<br>durable<br>comptabilisée | Valeur comptable     |
| Actifs synthétiques et hybrides | 13 258 751 \$        | 1 192 768 \$                             | 12 065 983 \$        |
| Actifs inéligibles              | 528 715              | 528 715                                  | -                    |
| Actifs traditionnels            | 499 156              | 122 061                                  | 508 964              |
|                                 | <b>14 286 622 \$</b> | <b>1 843 544 \$</b>                      | <b>12 574 947 \$</b> |

**9. INTERVENTIONS FINANCIÈRES - FRAIS D'ADMINISTRATION**

|                                                     | 2012                 | 2011                 |
|-----------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Traitements et avantages sociaux                    | 8 325 015 \$         | 8 285 175 \$         |
| Honoraires                                          | 254 707              | 351 710              |
| Déplacements, représentation et congrès             | 73 882               | 84 646               |
| Loyers                                              | 947 726              | 825 159              |
| Assurances                                          | 35 435               | 43 596               |
| Frais de bureau et de papeterie                     | 285 726              | 307 036              |
| Publicité et promotion                              | 118 927              | 83 381               |
| Perte sur disposition d'immobilisations corporelles | 328                  | -                    |
| Amortissement des immobilisations corporelles       | 437 619              | 455 947              |
| Autres frais                                        | 70 817               | 51 427               |
|                                                     | <b>10 550 182 \$</b> | <b>10 488 077 \$</b> |

## Société de développement des entreprises culturelles

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

## 10. PATRIMOINE IMMOBILIER - FRAIS D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION

|                                               | 2012                | 2011                |
|-----------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Traitements et avantages sociaux              | 389 123 \$          | 374 146 \$          |
| Honoraires                                    | 113 590             | 80 161              |
| Déplacements, représentation et congrès       | 10 093              | 4 679               |
| Taxes                                         | 392 418             | 382 306             |
| Assurances                                    | 97 012              | 94 567              |
| Électricité et chauffage                      | 252 151             | 248 408             |
| Entretien et réparations                      | 895 641             | 924 770             |
| Frais de bureau et de papeterie               | 64 532              | 52 317              |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 1 623 416           | 1 535 684           |
| Autres frais                                  | 1 210               | 3 661               |
|                                               | <b>3 839 186 \$</b> | <b>3 700 699 \$</b> |

## 11. ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La Société détient des dépôts à terme comptabilisés au coût, portant intérêt à des taux se situant entre 1,35 % et 1,8 % (2011 : 2,00 %) et échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2012.

## 12. PRÊTS ET AUTRES PARTICIPATIONS FINANCIÈRES

|                                                                                                | 2012                 |                                | 2011                 |                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|--------------------------------|----------------------|----------------------|
|                                                                                                | Montant              | Provision pour pertes (note 7) | Montant net          | Montant net          |
| Prêts                                                                                          | 29 419 386 \$        | 407 736 \$                     | 29 011 650 \$        | 22 737 166 \$        |
| Prêts douteux                                                                                  |                      |                                |                      |                      |
| Prêts accordés par la Société                                                                  | 2 157 099            | 2 532 099                      | (375 000)            | 126 157              |
| Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises | 156 785              | 44 284                         | 112 501              | 156 001              |
|                                                                                                | <b>31 733 270 \$</b> | <b>2 984 119 \$</b>            | <b>28 749 151 \$</b> | <b>23 019 324 \$</b> |

Les prêts totalisant 30,6 M \$ (2011 : 24,6 M \$) sont garantis par des hypothèques de 1<sup>er</sup> ou 2<sup>ième</sup> rang sur des biens corporels et incorporels, des cautions personnelles, des cautions corporatives, des assurances vie, des hypothèques immobilières, des remboursements de crédits d'impôt et un engagement du ministère de la culture, des communications et de la condition féminine. Certains autres prêts pour un total de 1,15 M \$ (2011 : 1,3 M\$) ne comportent aucune garantie.

Tous les prêts accordés par la Société portent intérêt à un taux variable. Le taux d'intérêt effectif des prêts au 31 mars 2012, calculé selon une moyenne pondérée, est de 5,84 % (2011 : 5,83 %), soit le taux préférentiel plus 2,84 % (2011 : 2,83 %).

**12. PRÊTS ET AUTRES PARTICIPATIONS FINANCIÈRES (SUITE)**

Ces prêts, autres que les prêts douteux, viennent à échéance au cours des exercices se terminant le 31 mars :

|              |                      |
|--------------|----------------------|
| 2013         | 7 800 181            |
| 2014         | 2 591 126            |
| 2015         | 2 437 902            |
| 2016         | 3 365 107            |
| 2017 et plus | 12 817 334           |
|              | <b>29 011 650 \$</b> |

**13. PLACEMENTS**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 2012                 | 2011                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Actions ordinaires de sociétés non cotées, au coût, avec droit de vote                                                                                                                                                                                                                                                               | 840 000 \$           | 450 000 \$           |
| Participation, au coût dévalué, à titre de commanditaire dans une société en commandite dont l'activité est d'investir dans des entreprises qui oeuvrent dans le secteur de la culture. La société continue d'exister jusqu'au 31 mars 2021, à moins qu'elle ne soit dissoute avant cette date.                                      | 10 700 000           | 7 400 000            |
| Participation, au coût, à titre de commanditaire et commandité dans une société en commandite dont l'activité est d'offrir aux entreprises culturelles des outils de financement spécialisés. La liquidation de l'actif et du passif de la Société est en cours et la Société sera éventuellement dissoute.                          | 8 000 000            | 8 000 000            |
| Participation, au coût, à titre de commanditaire dans une société en commandite dont l'activité est d'appuyer, au moyen de capital de risque, le développement de projets culturels d'envergure sur la scène internationale. La société continue d'exister jusqu'au 31 mars 2020, à moins qu'elle ne soit dissoute avant cette date. | 10 000 000           | -                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | <b>29 540 000 \$</b> | <b>15 850 000 \$</b> |

## Société de développement des entreprises culturelles

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

## 14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                                                       |                      |                           |                       |                 |                          |                            |                     | 2012                 |
|-------------------------------------------------------|----------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|--------------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
|                                                       | Restaurations        | Réparations<br>majeures * | Mobilier de<br>bureau | Équipement      | Matériel<br>informatique | Améliorations<br>locatives | Logiciels**         | Total                |
| <b>Coût</b>                                           |                      |                           |                       |                 |                          |                            |                     |                      |
| Solde d'ouverture                                     | 22 593 281 \$        | 8 714 867 \$              | 740 213 \$            | 208 123 \$      | 475 268 \$               | 694 974 \$                 | 3 010 376 \$        | 36 437 102 \$        |
| Acquisitions                                          | -                    | 2 093 299                 | 2 519                 | -               | 19 171                   | -                          | 247 154             | 2 362 143            |
| Dispositions et réductions<br>de valeur               | -                    | -                         | (432)                 | (1 425)         | -                        | -                          | (168 703)           | (170 560)            |
| <b>Solde de clôture</b>                               | 22 593 281           | 10 808 166                | 742 300               | 206 698         | 494 439                  | 694 974                    | 3 088 827           | 38 628 685           |
| <b>Amortissement<br/>cumulé</b>                       |                      |                           |                       |                 |                          |                            |                     |                      |
| Solde d'ouverture                                     | 9 043 555            | 4 691 856                 | 500 693               | 194 013         | 342 518                  | 480 980                    | 1 882 262           | 17 135 877           |
| Amortissement                                         | 903 770              | 716 293                   | 39 029                | 5 681           | 56 667                   | 24 420                     | 315 175             | 2 061 035            |
| Incidence des dispositions<br>et réductions de valeur | -                    | -                         | (104)                 | (1 425)         | -                        | -                          | (168 703)           | (170 232)            |
| <b>Solde de clôture</b>                               | 9 947 325            | 5 408 149                 | 539 618               | 198 269         | 399 185                  | 505 400                    | 2 028 734           | 19 026 680           |
| <b>Valeur comptable<br/>nette</b>                     | <b>12 645 956 \$</b> | <b>5 400 017 \$</b>       | <b>202 682 \$</b>     | <b>8 429 \$</b> | <b>95 254 \$</b>         | <b>189 574 \$</b>          | <b>1 060 093 \$</b> | <b>19 602 005 \$</b> |

|                                                       |                      |                           |                       |                  |                          |                            |                     | 2011                 |
|-------------------------------------------------------|----------------------|---------------------------|-----------------------|------------------|--------------------------|----------------------------|---------------------|----------------------|
|                                                       | Restaurations        | Réparations<br>majeures * | Mobilier de<br>bureau | Équipement       | Matériel<br>informatique | Améliorations<br>locatives | Logiciels**         | Total                |
| <b>Coût</b>                                           |                      |                           |                       |                  |                          |                            |                     |                      |
| Solde d'ouverture                                     | 22 593 281 \$        | 7 789 262 \$              | 754 081 \$            | 208 123 \$       | 429 808 \$               | 692 754 \$                 | 2 885 155 \$        | 35 352 464 \$        |
| Acquisitions                                          | -                    | 925 605                   | 2 880                 | -                | 46 521                   | 2 220                      | 316 329             | 1 293 555            |
| Dispositions et réductions<br>de valeur               | -                    | -                         | (16 748)              | -                | (1 061)                  | -                          | (191 108)           | (208 917)            |
| <b>Solde de clôture</b>                               | 22 593 281           | 8 714 867                 | 740 213               | 208 123          | 475 268                  | 694 974                    | 3 010 376           | 36 437 102           |
| <b>Amortissement<br/>cumulé</b>                       |                      |                           |                       |                  |                          |                            |                     |                      |
| Solde d'ouverture                                     | 8 139 785            | 4 063 938                 | 474 682               | 182 227          | 273 219                  | 456 618                    | 1 762 341           | 15 352 810           |
| Amortissement                                         | 903 770              | 627 918                   | 42 759                | 11 786           | 70 007                   | 24 362                     | 311 029             | 1 991 631            |
| Incidence des dispositions<br>et réductions de valeur | -                    | -                         | (16 748)              | -                | (708)                    | -                          | (191 108)           | (208 564)            |
| <b>Solde de clôture</b>                               | 9 043 555            | 4 691 856                 | 500 693               | 194 013          | 342 518                  | 480 980                    | 1 882 262           | 17 135 877           |
| <b>Valeur comptable<br/>nette</b>                     | <b>13 549 726 \$</b> | <b>4 023 011 \$</b>       | <b>239 520 \$</b>     | <b>14 110 \$</b> | <b>132 750 \$</b>        | <b>213 994 \$</b>          | <b>1 128 114 \$</b> | <b>19 301 225 \$</b> |

La Société possède des œuvres d'art, composées notamment de tableaux, estampes, œuvres textiles et sculptures, dont le coût est de 58 519 \$ et qui ne sont pas capitalisées aux immobilisations corporelles.

\* Inclut des actifs de 47 857 \$ (2011 : 314 055 \$) comptabilisés au coût qui ne sont pas amortis puisqu'ils ne sont pas mis en service au 31 mars 2012.

\*\* Inclut des actifs de 177 858 \$ (2011 : 163 730 \$) comptabilisés au coût qui ne sont pas amortis puisqu'ils ne sont pas mis en service au 31 mars 2012.

**15. MARGE DE CRÉDIT ET EMPRUNTS**

La Société dispose, auprès d'une institution financière, d'une marge de crédit de 2 M\$ autorisée par un décret du gouvernement du Québec. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel pour un terme ne pouvant dépasser un an. Le taux préférentiel au 31 mars 2012 est de 3 % (2011 : 3 %).

La Société est autorisée, par décret du gouvernement du Québec, à contracter des emprunts à court terme ou par voie de marge de crédit, jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 5,6 M \$ pour procéder à des travaux et achats d'équipements pour maintenir en bon état ses actifs. Les emprunts peuvent être contractés auprès d'une institution financière ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec et portent intérêt à taux variable ou fixe, valable jusqu'au 30 novembre 2012. Ces facilités de crédit n'étaient pas utilisées au 31 mars 2012 et 2011.

**16. REVENUS REPORTÉS**

|                                                                                | 2012                 | 2011                 |
|--------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Financement intérimaire des crédits d'impôt (note 24)                          |                      |                      |
| Solde au début                                                                 | 72 483 \$            | (244 265) \$         |
| Montant net des radiations / encaissements (débour) sur les dossiers en défaut | 188 106              | 509 688              |
| Déficit des revenus d'honoraires sur les frais de gestion                      | (236 687)            | (192 940)            |
| Solde à la fin                                                                 | 23 902               | 72 483               |
| Subventions reportées (note 3)                                                 | 35 412 247           | 31 408 934           |
| Autres revenus reportés                                                        | 754 689              | 564 937              |
|                                                                                | <b>36 190 838 \$</b> | <b>32 046 354 \$</b> |

**17. AVANCES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

|                                                                                                                                                                                                                                                                               | 2012                 | 2011                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Avance du gouvernement du Québec, portant intérêt au taux de rendement du placement dans la société en commandite jusqu'à un maximum annuel égal au taux préférentiel, remboursable lors de la dissolution de la société en commandite ou au plus tard le 31 décembre 2021.   | 13 300 000 \$        | 10 000 000 \$        |
| Avance du gouvernement du Québec, portant intérêt au taux de rendement du placement dans la société en commandite jusqu'à un maximum annuel égal au taux préférentiel, remboursable lors de la dissolution de la société en commandite ou au plus tard le 31 décembre 2011 *. | 8 000 000            | 8 000 000            |
| Avance du gouvernement du Québec, portant intérêt au taux de rendement du placement dans la société en commandite jusqu'à un maximum annuel égal au taux préférentiel, remboursable lors de la dissolution de la société en commandite ou au plus tard le 31 mars 2020.       | 10 000 000           | -                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                               | <b>31 300 000 \$</b> | <b>18 000 000 \$</b> |

\* L'avance est maintenue pendant la période de liquidation de l'actif et du passif de la société en commandite (note 13).

## Société de développement des entreprises culturelles

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

## 18. DETTES

|                                                                                                                                                                                                                     | 2012                 | 2011                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,771 %, remboursable en versements annuels de 342 398 \$ jusqu'au 3 juin 2014 et en un versement de 2 396 786 \$ le 3 juin 2014.             | 3 081 583 \$         | 3 423 981 \$         |
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,617 %, remboursable en versements annuels de 416 308 \$ jusqu'au 1er décembre 2015 et en un versement de 2 081 538 \$ le 1er décembre 2015. | 3 330 460            | 3 746 768            |
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,837 %, remboursable en versements annuels de 41 631 \$ jusqu'au 1er octobre 2013.                                                           | 83 262               | 124 892              |
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,323 %, remboursable par versements annuels de 172 288 \$ jusqu'au 1er octobre 2012 et par un versement de 1 550 588 \$ le 1er octobre 2012. | 1 550 588            | 1 722 876            |
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,592 %, remboursable en versements annuels de 35 599 \$ jusqu'au 31 mars 2016.                                                               | 142 397              | 177 996              |
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,463 %, remboursable par versements annuels de 35 629 \$ jusqu'au 14 novembre 2016.                                                          | 178 147              | 213 776              |
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,164 %, remboursable en versements annuels de 34 974 \$ jusqu'au 1er octobre 2013 et un versement de 174 874 \$ le 1er octobre 2013.         | 209 849              | 244 824              |
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 2,726 %, remboursable en versements annuels de 34 957 \$ jusqu'au 1er octobre 2013 et un versement de 209 744 \$ le 1er octobre 2013.         | 244 701              | 279 658              |
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 2,726 %, remboursable en versements annuels de 390 175 \$ jusqu'au 1er octobre 2013 et un versement de 2 341 050 \$ le 1er octobre 2013.      | 2 731 225            | 3 121 400            |
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,087 %, remboursable en versements annuels de 83 822 \$ jusqu'au 3 décembre 2018.                                                            | 586 752              | 670 574              |
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,087 %, remboursable en versements annuels de 100 826 \$ jusqu'au 3 décembre 2018.                                                           | 705 780              | 806 606              |
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,235 %, remboursable en versements bi-annuels de 82 252 \$ jusqu'au 10 mai 2021.                                                             | 1 562 787            | 1 727 291            |
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 3,122 %, remboursable en versements annuels de 186 354 \$ jusqu'au 16 juillet 2021.                                                           | 1 863 545            | -                    |
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 2,595 %, remboursable en un versement annuel de 4 000 000 \$ le 1er juillet 2016.                                                             | 4 000 000            | -                    |
| Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 2,02 %, remboursable en versements mensuels de 8 333 \$ et un versement de 3 200 000 \$ le 1er décembre 2016.                                 | 3 675 000            | -                    |
|                                                                                                                                                                                                                     | <b>23 946 076 \$</b> | <b>16 260 642 \$</b> |

Le paiement en capital et intérêts sur ces emprunts est garanti par une hypothèque mobilière sans dépossession sur le montant de la subvention prévu pour le remboursement de cet emprunt.



**18. DETTES (SUITE)**

Les montants des versements en capital à effectuer sur les dettes à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

|                   |                      |
|-------------------|----------------------|
| 2013              | 3 517 766            |
| 2014              | 4 232 739            |
| 2015              | 3 519 828            |
| 2016              | 2 788 272            |
| 2017              | 7 846 135            |
| 2018 et suivantes | 2 041 335            |
|                   | <b>23 946 076 \$</b> |

**19. CAPITAL**

Au 31 mars 1995, le capital-actions de la Société générale des industries culturelles, organisme du gouvernement, est devenu le capital de la Société.

**20. FLUX DE TRÉSORERIE**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés à l'état de la situation financière :

|                           | 2012                 | 2011                |
|---------------------------|----------------------|---------------------|
| Encaisse                  | 2 651 008 \$         | 5 969 806 \$        |
| Équivalents de trésorerie | 11 500 000           | 3 000 000           |
|                           | <b>14 151 008 \$</b> | <b>8 969 806 \$</b> |

Les intérêts versés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 969 149 \$ (2011 : 847 797 \$).

Les intérêts encaissés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 2 286 796 \$ (2011 : 2 208 727 \$).

**21. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS****Régimes de retraite**

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le taux de cotisation de la Société pour le RREGOP a augmenté de 8,69 % à 8,94 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE de 11,54 % à 12,30 %.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 497 390 \$ (2011 : 488 556 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

# Société de développement des entreprises culturelles

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

## 21. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

### Provision pour congés de maladie et vacances

|                                               | 2012                 |                   |                   | 2011              |
|-----------------------------------------------|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|                                               | Congés de<br>maladie | Vacances          | Total             | Total             |
| Solde au début                                | 100 540 \$           | 746 254 \$        | 846 794 \$        | 938 786 \$        |
| Charge de l'exercice                          | 344 950              | 700 924           | 1 045 874         | 983 871           |
| Prestations versées au cours<br>de l'exercice | (357 002)            | (739 649)         | (1 096 651)       | (1 075 863)       |
| <b>Solde à la fin</b>                         | <b>88 488 \$</b>     | <b>707 529 \$</b> | <b>796 017 \$</b> | <b>846 794 \$</b> |

Cette provision est incluse au poste « charges à payer ». Les congés de maladie sont payés au début de l'exercice suivant.

## 22. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement et indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 23. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

- a) Les montants non déboursés sur les prêts autorisés au 31 mars 2012 totalisent 6,7 M \$ (2011 : 9,0 M \$).
- b) La Société est engagée pour une somme de 746 918 \$ (2011 : 1 450 327 \$) relativement à des contrats de maintien et de restauration de trois bâtiments.

## 24. ÉVENTUALITÉS

- a) La Société garantit le remboursement d'emprunts ou de dettes contractés par des entreprises auprès d'institutions financières dans le cadre du financement des entreprises et du programme de financement intérimaire des crédits d'impôt. Les engagements maximaux de ces garanties se répartissent comme suit :

|                                                                                                                                                                                                                                                                              | 2012                 | 2011                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Financement des entreprises *                                                                                                                                                                                                                                                | 6 287 159 \$         | 5 160 770 \$         |
| Financement intérimaire des crédits d'impôt remboursables à la production<br>cinématographique et télévisuelle québécoise, à la production de titres multimédias,<br>à la production d'enregistrements sonores, à l'édition de livres et à la production<br>de spectacles ** | 6 273 870            | 9 015 004            |
|                                                                                                                                                                                                                                                                              | <b>12 561 029 \$</b> | <b>14 175 774 \$</b> |

\* La provision cumulée pour pertes relative à ces garanties est présentée à la note 7 des états financiers.

\*\* Toutes pertes relatives aux garanties accordées en vertu de ce programme seront remboursées par le gouvernement du Québec.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

ÉTATS FINANCIERS

**24. ÉVENTUALITÉS (SUITE)**

b) Diverses affaires judiciaires et extrajudiciaires entamées par ou contre la Société sont actuellement en cours. De l'avis de la Société, le dénouement de ces affaires ne peut avoir d'incidence importante sur sa situation financière ni sur les résultats de ses activités.

**25. RISQUE DE CHANGE**

Dans le cours normal de ses activités, la Société engage certaines charges en euros et est donc exposée aux fluctuations des devises. Afin de gérer les risques de change, la Société achète, en début d'exercice financier, des devises européennes répondant à ses besoins annuels. En avril 2011, la Société a acheté un montant de 500 000 euros au taux de 1,388. Au 31 mars 2012, la perte de change est évaluée à 21 000 \$.

L'état de la situation financière inclut les montants suivants en dollars canadiens à l'égard d'actifs et de passifs financiers dont les flux de trésorerie sont libellés en euros :

|                             | 2012       | 2011       |
|-----------------------------|------------|------------|
| Encaisse                    | 438 147 \$ | 521 002 \$ |
| Créances et intérêts courus | 25 045     | 52 484     |
| Charges à payer             | -          | 61 325     |

**26. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2012.

## RAPPORT DE LA DIRECTION

---

Les états financiers de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL), ci-après appelée « Société », ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction de la Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois, règlements et conventions qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction de la Société s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Éric Ducharme,  
Président du Conseil d'administration



Marc Grandisson,  
Secrétaire du Conseil d'administration

Québec, le 21 juin 2012

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de financement des infrastructures locales du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats, de la variation des actifs financiers nets et de l'excédent cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives incluses dans les notes complémentaires

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

*Michel Samson, CPA auditeur, CA*

Michel Samson, CPA, CA auditeur  
Québec, le 21 juin 2012

**SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES LOCALES DU QUÉBEC**  
**ÉTAT DES RÉSULTATS, DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS ET**  
**DE L'EXCÉDENT CUMULÉ**

De l'exercice clos le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

|                                                                                                               | 2012            | 2011           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|----------------|
| <b>REVENUS</b>                                                                                                |                 |                |
| Contributions                                                                                                 |                 |                |
| Virement de contributions reportées – Transferts du gouvernement du Canada – Taxe sur l'essence (note 6)      | 427 364         | 124 301        |
| Droits additionnels d'immatriculation – SAAQ <sup>(1)</sup> (note 6)                                          | 66 433          | 62 145         |
| Intérêts                                                                                                      | 7 386           | 4 524          |
|                                                                                                               | <b>501 183</b>  | <b>190 970</b> |
| <b>CHARGES</b>                                                                                                |                 |                |
| Subventions octroyées                                                                                         |                 |                |
| Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures | 394 008         | 123 364        |
| Programme d'infrastructures de transport en commun                                                            | 122 845         | 38 703         |
| Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR)                                                           | 24 710          | 13 734         |
| Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM)                                                       | 8 124           | 7 668          |
| Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS)                                                        | 5 981           | 3 857          |
| Honoraires d'administration (note 3)                                                                          | 4 914           | 1 836          |
| Frais financiers                                                                                              | 8               | 4              |
| Frais de déplacement et représentation                                                                        | 1               | 1              |
|                                                                                                               | <b>560 591</b>  | <b>189 167</b> |
| <b>(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL ET VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS</b>                                      | <b>(59 408)</b> | <b>1 803</b>   |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT ET ACTIFS FINANCIERS NETS</b>                                                     | <b>114 753</b>  | <b>112 950</b> |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN ET ACTIFS FINANCIERS NETS</b>                                                     | <b>55 345</b>   | <b>114 753</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

<sup>(1)</sup> Société de l'assurance automobile du Québec

# **SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES LOCALES DU QUÉBEC** **ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

Au 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

|                                                                                     | 2012           | 2011           |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                                            |                |                |
| Encaisse                                                                            | 4              | 8              |
| Placements temporaires (note 4)                                                     | 702 137        | 692 980        |
| Droits additionnels d'immatriculation à recevoir - SAAQ                             | 19 479         | 17 697         |
| À recevoir du gouvernement du Québec – sans intérêt<br>ni modalité de remboursement | -              | 144            |
| Intérêts courus à recevoir                                                          | 1 415          | 1 788          |
|                                                                                     | <u>723 035</u> | <u>712 617</u> |
| <b>PASSIFS</b>                                                                      |                |                |
| Créditeurs et charges à payer                                                       | 75 885         | 45 338         |
| Contributions reportées (note 6)                                                    | 591 805        | 552 526        |
|                                                                                     | <u>667 690</u> | <u>597 864</u> |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS ET EXCÉDENT CUMULÉ<br/>(NOTE 7)</b>                       | <u>55 345</u>  | <u>114 753</u> |

## **OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (NOTE 8)**

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

Pour le conseil d'administration,



Éric Ducharme, Président du conseil d'administration



Marc Grandisson, secrétaire

**SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES LOCALES DU QUÉBEC**  
**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**

De l'exercice clos le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

|                                                                                            | 2012           | 2011             |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|------------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                                         |                |                  |
| (Déficit) excédent annuel                                                                  | (59 408)       | 1 803            |
| Éléments sans incidence sur la trésorerie :                                                |                |                  |
| Virement des contributions reportées                                                       | 39 279         | 341 833          |
|                                                                                            | (20 129)       | 343 636          |
| Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement :                  |                |                  |
| Droits additionnels d'immatriculation à recevoir - SAAQ                                    | (1 782)        | (194)            |
| À recevoir du gouvernement du Québec – sans intérêt<br>ni modalité de remboursement        | 144            | (144)            |
| Intérêts courus à recevoir                                                                 | 373            | (1 764)          |
| Créditeurs et charges à payer                                                              | 30 547         | 40 561           |
|                                                                                            | 29 282         | 38 459           |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement</b>                        | <b>9 153</b>   | <b>382 095</b>   |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                                          |                |                  |
| Placements effectués                                                                       | (1 542 164)    | (652 990)        |
| Produit de dispositions et de rachats de placements                                        | 1 640 255      | 164 804          |
| <b>Flux de trésorerie provenant des (utilisés pour les) activités<br/>d'investissement</b> | <b>98 091</b>  | <b>(488 186)</b> |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                                            |                |                  |
| Emprunts remboursés                                                                        | -              | (122 485)        |
| <b>Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement</b>                       | <b>-</b>       | <b>(122 485)</b> |
| <b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents<br/>de trésorerie</b>     | <b>107 244</b> | <b>(228 576)</b> |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>                                    | <b>204 802</b> | <b>433 378</b>   |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN</b>                                    | <b>312 046</b> | <b>204 802</b>   |
| <b>LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À<br/>LA FIN COMPRENNENT :</b>           |                |                  |
| Encaisse                                                                                   | 4              | 8                |
| Placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois                             | 312 042        | 204 794          |
|                                                                                            | 312 046        | 204 802          |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES LOCALES DU QUÉBEC NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

---

### 1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) est une personne morale, mandataire de l'État, instituée en vertu de la *Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec* (L.R.Q., c. S-11.0102) en date du 17 décembre 2004. Elle a pour mission de verser une aide financière aux organismes municipaux pour contribuer à la réalisation de projets d'infrastructures en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et de transport en commun ainsi que de projets d'infrastructures ayant des incidences économiques, urbaines ou régionales.

Les revenus de la SOFIL proviennent de transferts du gouvernement du Canada, de droits additionnels d'immatriculation payés par les propriétaires de certains véhicules routiers et d'une contribution du gouvernement du Québec. Les droits additionnels d'immatriculation sont perçus par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) pour le compte de la SOFIL.

En vertu de l'article 985 de la *Loi sur les impôts* (L.R.Q., c. 1-3) et de l'article 149 (1) d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. 1985, 5e suppl.), la SOFIL n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

### 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public*. La SOFIL applique pour la première année le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables est cohérente avec les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

La préparation des états financiers de la SOFIL, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige le recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de la période visée par les états financiers. Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tels que les droits additionnels d'immatriculation et certains frais courus. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

#### REVENUS

Les transferts du gouvernement du Canada sont affectés et constatés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les charges rattachées à ces programmes sont comptabilisées. La contribution du gouvernement du Québec est constatée à titre de revenus dans l'exercice auquel elle se rapporte.

Les droits additionnels d'immatriculation sont comptabilisés aux revenus en fonction de la période de référence couverte par ces droits exigibles.

Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, lorsque que le montant est déterminable et que sa réception est raisonnablement assurée.

**CHARGES**

Les charges comprennent le coût des biens et services obtenus au cours de l'exercice.

L'aide financière versée aux organismes municipaux est comptabilisée à titre de charge lorsque surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où elle a été autorisée et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité.

**ACTIFS FINANCIERS****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse, des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition, et le cas échéant, du découvert bancaire.

**Placements temporaires**

Les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la moindre valeur (coût ou valeur de marché).

**Droits additionnels d'immatriculation à recevoir - SAAQ**

Les droits additionnels d'immatriculation à recevoir - SAAQ sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces droits et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

**PASSIFS****Contributions reportées**

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites. Celles reçues ou à recevoir, avant l'exercice au cours duquel elles sont utilisées, sont présentées à titre de contributions reportées jusqu'à ce que les ressources soient utilisées aux fins prescrites.

Les contributions reportées relatives aux droits additionnels d'immatriculation représentent les contributions perçues dont la période de référence n'est pas écoulée.

**3. HONORAIRES D'ADMINISTRATION**

|                                                                                                                                                                                                                | 2012         | 2011         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Frais de gestion relatifs aux ententes de services avec le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, le ministère des Transports, la SAAQ et le ministère des Finances | 4 087        | 1 047        |
| Frais de perception de la SAAQ - droits additionnels d'immatriculation                                                                                                                                         | 827          | 789          |
|                                                                                                                                                                                                                | <u>4 914</u> | <u>1 836</u> |

**4. PLACEMENTS TEMPORAIRES**

|                                                                                                                                           | <b>2012</b>    | <b>2011</b>    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Billets à escompte – Financement-Québec<br>(0,93 % à 1,03 %, échéant entre avril et septembre 2012)                                       | 537 601        | 488 186        |
| Billet à terme au porteur – Banque Nationale du Canada<br>(1,0%, échéant en avril 2012, valeur nominale : 164 550<br>milliers de dollars) | 164 536        | 204 794        |
|                                                                                                                                           | <b>702 137</b> | <b>692 980</b> |

Des intérêts de 7 757 milliers de dollars ont été encaissés au cours de l'exercice sur les placements temporaires (2011 : 2 760 milliers de dollars).

**5. FACILITÉ DE CRÉDIT**

Au 31 mars 2012, la SOFIL disposait d'une facilité de crédit autorisée du ministre des Finances de 25 000 milliers de dollars. Les montants prélevés porteront intérêt au taux préférentiel pendant la durée de cette avance. Au 31 mars 2012, le taux préférentiel est de 3 %. Le solde de cet emprunt bancaire était nul au 31 mars 2012 ainsi qu'au 31 mars 2011.

**6. CONTRIBUTIONS REPORTÉES**

Les contributions reportées se rapportent aux sommes reçues en vertu de l'entente entre le Canada et le Québec relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence, afin d'assurer le financement des infrastructures municipales et locales dans une perspective de développement durable. Ils se rapportent aussi aux droits additionnels d'immatriculation reçus ou à recevoir. Les variations survenues au cours de l'exercice sont les suivantes :

|                                                                  | 2012           | 2011           |
|------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| <b>Transferts du gouvernement du Canada – Taxe sur l'essence</b> |                |                |
| Solde au début de l'exercice                                     | 512 674        | 173 425        |
| Contributions de l'exercice courant                              | 463 550        | 463 550        |
| Virement de l'exercice                                           | (427 364)      | (124 301)      |
| Solde à la fin de l'exercice                                     | <u>548 860</u> | <u>512 674</u> |
| <b>Droits additionnels d'immatriculation – SAAQ</b>              |                |                |
| Solde au début de l'exercice                                     | 39 852         | 37 268         |
| Contributions de l'exercice courant                              | 69 526         | 64 729         |
| Virement de l'exercice                                           | (66 433)       | (62 145)       |
| Solde à la fin de l'exercice                                     | <u>42 945</u>  | <u>39 852</u>  |
| <b>Contributions reportées</b>                                   | <u>591 805</u> | <u>552 526</u> |

**7. EXCÉDENT CUMULÉ**

Tel que stipulé à l'article 33 de la *Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec* (L.R.Q., chapitre S-11.0102), les sommes reçues par la SOFIL doivent être affectées au paiement de ses obligations. Le surplus, s'il en est, est conservé par la SOFIL.

**8. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES****Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures et Programme d'infrastructures de transport en commun**

La SOFIL s'est engagée à verser une aide financière à divers organismes municipaux en vertu du Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures et du Programme d'infrastructures de transport en commun pour un montant respectif de 745 212 milliers de dollars au 31 mars 2012 (2011 : 285 494 milliers de dollars) et de 289 452 milliers de dollars au 31 mars 2012 (2011 : 103 499 milliers de dollars). Les intérêts payables sur la portion en capital (pour les vingt prochains exercices) ne sont pas inclus aux engagements pour la portion du gouvernement du Québec. Les paiements exigibles en capital et au comptant pour les prochains exercices s'élèvent à :

**Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures**

|                           |                |
|---------------------------|----------------|
| 2012-2013                 | 283 753        |
| 2013-2014                 | 205 466        |
| 2014-2015                 | 9 788          |
| 2015-2016                 | 10 225         |
| 2016-2017                 | 10 682         |
| 2017-2018 et les suivants | 225 298        |
|                           | <b>745 212</b> |

**Programme d'infrastructures de transport en commun**

|                           |                |
|---------------------------|----------------|
| 2012-2013                 | 29 380         |
| 2013-2014                 | 153 409        |
| 2014-2015                 | 18 067         |
| 2015-2016                 | 26 596         |
| 2016-2017                 | 14 925         |
| 2017-2018 et les suivants | 47 075         |
|                           | <b>289 452</b> |

De plus, en vertu du Programme d'infrastructures de transport en commun, le ministre des Transports a autorisé des commandes unifiées d'achat d'autobus. Les montants à verser par la SOFIL pourraient atteindre 135 064 milliers de dollars au cours des prochains exercices financiers.

**8. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (suite)**

**Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR),  
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM) et  
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS)**

La SOFIL s'est également engagée à verser une aide financière à divers organismes municipaux en vertu du FIMR, du PIQM et du FCIS pour des montants respectifs de 189 818 milliers de dollars au 31 mars 2012 (2011 : 213 235 milliers de dollars), de 75 560 milliers de dollars au 31 mars 2012 (2011 : 81 319 milliers de dollars) et de 85 450 milliers de dollars au 31 mars 2012 (2011 : 89 785 milliers de dollars). En plus de ces montants, la SOFIL assumera les intérêts reliés au montant financés visés par cette aide financière. Les paiements exigibles en capital pour les prochains exercices, découlant des engagements pris par la SOFIL, s'élèvent à :

|                           | <b>FIMR</b>    | <b>PIQM</b>   | <b>FCIS</b>   |
|---------------------------|----------------|---------------|---------------|
| 2012-2013                 | 19 202         | 6 711         | 4 371         |
| 2013-2014                 | 18 955         | 8 121         | 8 016         |
| 2014-2015                 | 19 730         | 9 166         | 8 517         |
| 2015-2016                 | 20 540         | 9 515         | 8 925         |
| 2016-2017                 | 21 385         | 9 804         | 9 353         |
| 2017-2018 et les suivants | 90 006         | 32 243        | 46 268        |
|                           | <b>189 818</b> | <b>75 560</b> | <b>85 450</b> |

Le Conseil des ministres a approuvé le 28 mars 2012, par le décret 297-2012, la mise à jour des modalités de versement de l'aide financière de la SOFIL provenant du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et des contributions du gouvernement du Québec pour les infrastructures municipales en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures pour les années 2010-2013 et en matière d'infrastructures de transport en commun pour les années 2010-2014 suite à la modification des Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ainsi, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012, la partie de l'aide financière du gouvernement du Québec qui prend la forme d'un remboursement du service de la dette sera versée par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et par le ministère des Transports (MTQ) plutôt que par la SOFIL.

Le Conseil des ministres a également approuvé le 28 mars 2012, par le décret 296-2012, un nouveau plan d'investissements pour la SOFIL. Ce nouveau plan d'investissements reflète le fait qu'à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012, la SOFIL assure uniquement le versement de la portion versée au comptant des investissements prévus au Plan d'investissements 2010-2014. La SOFIL continuera d'assumer la responsabilité des subventions par service de dette déjà approuvées au 31 mars 2012 pour un montant de 576 516 milliers de dollars alors que le MAMROT et le MTQ assumeront celle des subventions par service de dette approuvées après cette date. Pour le MAMROT, ceci représente un montant de 147 179 milliers de dollars pour le programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures. Pour le MTQ, aucun montant n'est prévu pour le moment mais il est possible que ce ministère doive assumer la portion des commandes unifiées d'achat d'autobus financées par service de dette.

## 9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulgués dans les états financiers, la SOFIL est apparentée avec tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La SOFIL n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## Rapport de la direction

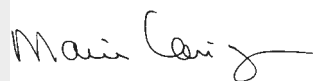
Les états financiers de la Société de la Place des Arts de Montréal ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



**Marie Lavigne**  
Présidente-directrice générale



**Michel Grégoire, CA**  
Directeur des finances et de l'administration

Montréal, le 22 novembre 2011



À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de la Place des Arts de Montréal, qui comprennent le bilan au 31 août 2011, l'état des résultats, l'état de l'évolution du solde des fonds et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mon audit sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

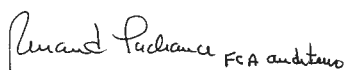
### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de la Place des Arts de Montréal au 31 août 2011, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des modifications comptables expliquées à la note 3, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



**Renaud Lachance**, FCA auditeur

Montréal, le 22 novembre 2011

## Société de la Place des Arts de Montréal

## États financiers

De l'exercice terminé le 31 août 2011

## Résultats

|                                               | Fonds de<br>fonctionnement | Fonds de<br>diffusion | Total<br>2011       | Total<br>2010<br>(Redressé)<br>(Note 3) |
|-----------------------------------------------|----------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------------------------|
| <b>Produits</b>                               |                            |                       |                     |                                         |
| Subvention de fonctionnement du gouvernement  |                            |                       |                     |                                         |
| du Québec (note 4)                            | 3 783 459 \$               | – \$                  | <b>3 783 459 \$</b> | 3 832 227 \$                            |
| Autres subventions du gouvernement            |                            |                       |                     |                                         |
| du Québec (note 5)                            | 9 269 056                  | –                     | <b>9 269 056</b>    | 8 138 794                               |
| Location de salles                            | 4 249 721                  | –                     | <b>4 249 721</b>    | 3 885 809                               |
| Services auxiliaires                          | 3 530 856                  | –                     | <b>3 530 856</b>    | 3 254 534                               |
| Location de bureaux et de locaux commerciaux  | 1 884 807                  | –                     | <b>1 884 807</b>    | 1 922 396                               |
| Redevances et autres revenus de billetterie   | 2 951 585                  | 733 011               | <b>3 684 596</b>    | 4 251 835                               |
| Services aux producteurs                      | 2 033 370                  | –                     | <b>2 033 370</b>    | 1 927 845                               |
| Commandites et publicité                      | 634 569                    | 29 384                | <b>663 953</b>      | 465 896                                 |
| Programme d'accessibilité aux arts (note 6)   | 132 624                    | –                     | <b>132 624</b>      | 289 477                                 |
| Contribution de la Fondation (note 6)         | 100 000                    | –                     | <b>100 000</b>      | 250 000                                 |
| Produits financiers                           | 156 036                    | –                     | <b>156 036</b>      | 48 708                                  |
| Autres produits                               | 1 046 799                  | 63 650                | <b>1 110 449</b>    | 931 998                                 |
|                                               | 29 772 882                 | 826 045               | <b>30 598 927</b>   | 29 199 519                              |
| <b>Charges</b>                                |                            |                       |                     |                                         |
| Salaires et avantages sociaux                 | 8 958 699                  | 48 042                | <b>9 006 741</b>    | 8 647 294                               |
| Entretien et réparations des édifices         | 4 189 599                  | –                     | <b>4 189 599</b>    | 4 633 225                               |
| Électricité et chauffage                      | 2 495 344                  | –                     | <b>2 495 344</b>    | 2 345 614                               |
| Achats, entretien et réparations équipement   | 841 516                    | 3 093                 | <b>844 609</b>      | 492 764                                 |
| Services professionnels                       | 612 197                    | 407 266               | <b>1 019 463</b>    | 1 047 692                               |
| Communications                                | 954 740                    | 271 590               | <b>1 226 330</b>    | 1 350 403                               |
| Coûts d'exploitation des spectacles           | 1 623 941                  | 159 593               | <b>1 783 534</b>    | 1 784 797                               |
| Administration générale                       | 379 689                    | 8 143                 | <b>387 832</b>      | 461 321                                 |
| Assurances et taxes                           | 265 410                    | –                     | <b>265 410</b>      | 229 370                                 |
| Frais financiers                              | 2 536 030                  | –                     | <b>2 536 030</b>    | 2 691 832                               |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 5 951 354                  | –                     | <b>5 951 354</b>    | 4 621 668                               |
| Programme d'accessibilité aux arts (note 6)   | 637 739                    | –                     | <b>637 739</b>      | 864 190                                 |
| Autres charges                                | 223 904                    | 4 095                 | <b>227 999</b>      | 547 366                                 |
|                                               | 29 670 162                 | 901 822               | <b>30 571 984</b>   | 29 717 536                              |
| <b>Excédent (insuffisance) des produits</b>   |                            |                       |                     |                                         |
| <b>sur les charges</b>                        | 102 720 \$                 | (75 777) \$           | <b>26 943 \$</b>    | (518 017) \$                            |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Évolution du solde des fonds

|                                             | Fonds de<br>fonctionnement | Fonds de<br>diffusion | Total<br>2011       | Total<br>2010 |
|---------------------------------------------|----------------------------|-----------------------|---------------------|---------------|
| <b>Solde au début</b>                       | 8 036 273 \$               | 461 672 \$            | <b>8 497 945 \$</b> | 9 015 962 \$  |
| <b>Excédent (insuffisance) des produits</b> |                            |                       |                     |               |
| <b>sur les charges</b>                      | 102 720                    | (75 777)              | <b>26 943</b>       | (518 017)     |
| <b>Solde à la fin</b>                       | 8 138 993 \$               | 385 895 \$            | <b>8 524 888 \$</b> | 8 497 945 \$  |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Bilan

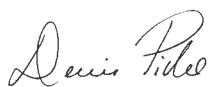
|                                                                | Fonds de<br>fonctionnement | Fonds de<br>diffusion | Total<br>2011         | Total<br>2010<br>(Redressé)<br>(Note 3) |
|----------------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------------------------|
| <b>ACTIF</b>                                                   |                            |                       |                       |                                         |
| <b>À court terme</b>                                           |                            |                       |                       |                                         |
| Encaisse                                                       | 17 610 152 \$              | – \$                  | <b>17 610 152 \$</b>  | 7 177 411 \$                            |
| Placement temporaire                                           | –                          | –                     | –                     | 3 000 000                               |
| Débiteurs                                                      | 1 604 720                  | –                     | <b>1 604 720</b>      | 1 207 326                               |
| Créance interfonds sans intérêt ni<br>modalités d'encaissement | –                          | 385 895               | –                     | –                                       |
| Subventions à recevoir du gouvernement<br>du Québec (note 8)   | 9 684 062                  | –                     | <b>9 684 062</b>      | 23 750 910                              |
| Coûts reportés du programme d'accessibilité aux arts           | 115 550                    | –                     | <b>115 550</b>        | 76 352                                  |
| Frais payés d'avance                                           | 41 582                     | –                     | <b>41 582</b>         | 85 042                                  |
|                                                                | 29 056 066                 | 385 895               | <b>29 056 066</b>     | 35 297 041                              |
| <b>À long terme</b>                                            |                            |                       |                       |                                         |
| Immobilisations corporelles (note 9)                           | 77 583 139                 | –                     | <b>77 583 139</b>     | 66 158 484                              |
| Subventions à recevoir du gouvernement<br>du Québec (note 8)   | 66 585 835                 | –                     | <b>66 585 835</b>     | 44 982 061                              |
|                                                                | 173 225 040 \$             | 385 895 \$            | <b>173 225 040 \$</b> | 146 437 586 \$                          |
| <b>PASSIF</b>                                                  |                            |                       |                       |                                         |
| <b>À court terme</b>                                           |                            |                       |                       |                                         |
| Dépôts - Locations et ventes de billets                        | 6 419 522 \$               | – \$                  | <b>6 419 522 \$</b>   | 2 352 216 \$                            |
| Fournisseurs et frais courus                                   | 8 489 351                  | –                     | <b>8 489 351</b>      | 4 787 075                               |
| Créance interfonds sans intérêt ni<br>modalités d'encaissement | 385 895                    | –                     | –                     | –                                       |
| Intérêts courus à payer                                        | 465 623                    | –                     | <b>465 623</b>        | 712 549                                 |
| Emprunts à court terme (note 10)                               | 26 166 006                 | –                     | <b>26 166 006</b>     | 15 936 008                              |
| Versements sur la dette à long terme (note 11)                 | 8 635 224                  | –                     | <b>8 635 224</b>      | 22 790 547                              |
|                                                                | 50 561 621                 | –                     | <b>50 175 726</b>     | 46 578 395                              |
| <b>À long terme</b>                                            |                            |                       |                       |                                         |
| Subventions reportées du gouvernement<br>du Québec (note 12)   | 71 502 381                 | –                     | <b>71 502 381</b>     | 59 462 429                              |
| Dette à long terme (note 11)                                   | 43 022 045                 | –                     | <b>43 022 045</b>     | 31 898 817                              |
|                                                                | 165 086 047                | –                     | <b>164 700 152</b>    | 137 939 641                             |
| <b>AVOIR</b>                                                   |                            |                       |                       |                                         |
| Solde des fonds                                                | 8 138 993                  | 385 895               | <b>8 524 888</b>      | 8 497 945                               |
|                                                                | 173 225 040 \$             | 385 895 \$            | <b>173 225 040 \$</b> | 146 437 586 \$                          |
| <b>ENGAGEMENTS</b> (note 17)                                   |                            |                       |                       |                                         |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Jean Laurin



Denis Piché

## Flux de trésorerie

|                                                                                              | Fonds de<br>fonctionnement | Fonds de<br>diffusion | Total<br>2011        | Total<br>2010<br>(Redressé)<br>(Note 3) |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------------------------|
| <b>Activités d'exploitation</b>                                                              |                            |                       |                      |                                         |
| Excédent (insuffisance) des produits sur les charges                                         | 102 720 \$                 | (75 777)\$            | <b>26 943 \$</b>     | (518 017)\$                             |
| Ajustements pour :                                                                           |                            |                       |                      |                                         |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                                | 5 951 354                  | —                     | <b>5 951 354</b>     | 4 621 668                               |
| Virement des subventions reportées du gouvernement<br>du Québec                              | (6 767 211)                | —                     | <b>(6 767 211)</b>   | (5 461 007)                             |
| Amortissement de la prime, de l'escompte et des frais<br>d'émission de la dette à long terme | 26 785                     | —                     | <b>26 785</b>        | 7 859                                   |
|                                                                                              | (686 352)                  | (75 777)              | <b>(762 129)</b>     | (1 349 497)                             |
| Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation                                     |                            |                       |                      |                                         |
| Débiteurs                                                                                    | (397 394)                  | —                     | <b>(397 394)</b>     | (310 945)                               |
| Subventions à recevoir du gouvernement du Québec                                             | (7 536 926)                | —                     | <b>(7 536 926)</b>   | (7 978 757)                             |
| Créance à recevoir                                                                           | —                          | —                     | <b>—</b>             | 46 032                                  |
| Coûts reportés du programme d'accessibilité aux arts                                         | (39 198)                   | —                     | <b>(39 198)</b>      | (20 970 )                               |
| Frais payés d'avance                                                                         | 43 460                     | —                     | <b>43 460</b>        | 31 974                                  |
| Dépôts - Locations et ventes de billets                                                      | 4 067 306                  | —                     | <b>4 067 306</b>     | (780 249)                               |
| Fournisseurs et frais courus                                                                 | 3 702 276                  | —                     | <b>3 702 276</b>     | 1 209 292                               |
| Créance interfonds sans intérêt ni<br>modalités d'encaissement                               | (75 777)                   | 75 777                | <b>—</b>             | —                                       |
| Intérêts courus à payer                                                                      | (246 926)                  | —                     | <b>(246 926)</b>     | 12 322                                  |
| Subventions reportées du gouvernement du Québec                                              | 18 807 163                 | —                     | <b>18 807 163</b>    | 15 265 288                              |
|                                                                                              | 18 323 984                 | 75 777                | <b>18 399 761</b>    | 7 473 987                               |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation                                         | 17 637 632                 | —                     | <b>17 637 632</b>    | 6 124 490                               |
| <b>Activités d'investissement</b>                                                            |                            |                       |                      |                                         |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles                                                   | (17 376 009)               | —                     | <b>(17 376 009)</b>  | (14 411 678)                            |
| Disposition d'immobilisations corporelles                                                    | —                          | —                     | <b>—</b>             | 41 742                                  |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement                                       | (17 376 009)               | —                     | <b>(17 376 009)</b>  | (14 369 936)                            |
| <b>Activités de financement</b>                                                              |                            |                       |                      |                                         |
| Émission d'une dette à long terme                                                            | 8 389 500                  | —                     | <b>8 389 500</b>     | 11 851 200                              |
| Diminution de la dette à long terme                                                          | (11 448 380)               | —                     | <b>(11 448 380)</b>  | (7 539 527)                             |
| Emprunts à court terme                                                                       | 10 229 998                 | —                     | <b>10 229 998</b>    | 4 255 488                               |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement                                         | 7 171 118                  | —                     | <b>7 171 118</b>     | 8 567 161                               |
| <b>Augmentation de la trésorerie et équivalents<br/>de trésorerie</b>                        | 7 432 741                  | —                     | <b>7 432 741</b>     | 321 715                                 |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début</b>                                      | 10 177 411                 | —                     | <b>10 177 411</b>    | 9 855 696                               |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>                                      | 17 610 152 \$              | — \$                  | <b>17 610 152 \$</b> | 10 177 411 \$                           |
| Intérêts versés au cours de l'exercice                                                       |                            |                       | <b>2 756 170 \$</b>  | 2 671 652 \$                            |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Note 01 Constitution et objet

La Société de la Place des Arts de Montréal, personne morale au sens du Code civil constituée par la *Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal* (L.R.Q., chapitre S-11.03), a pour objets d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer la Place des Arts de Montréal ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'art de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

En vertu de l'article 32 de sa loi constitutive, la Société finance ses activités sur les sommes qu'elle reçoit et les crédits accordés annuellement à cette fin par le Parlement. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

La Société a été reconnue organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu et elle est par conséquent admissible à l'exemption d'impôt prévue pour ces organismes.

## Note 02 Méthodes comptables

### Responsabilité de la direction

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont la durée de vie utile des immobilisations et la provision pour congés de maladie et vacances. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

### Comptabilité par fonds

La Société emploie la méthode de comptabilité par fonds. La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Le Fonds de fonctionnement présente les opérations courantes de la Société. Le Fonds de diffusion (anciennement appelé Fonds de production) soutient la production et la diffusion de spectacles destinés aux grandes salles.

### Constatation des produits

#### Subventions

Les subventions affectées sont constatées à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges correspondantes sont engagées. Les subventions à recevoir relatives aux immobilisations et à leur maintien sont inscrites dans l'exercice au cours duquel la Société réalise les travaux ou a obtenu le financement donnant droit à ces subventions.

#### Autres produits

Les produits provenant de la prestation de services et des ventes sont comptabilisés dans la période à laquelle ils se rapportent et sont soumis aux conditions suivantes :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord ;
- La livraison a eu lieu et les services ont été rendus ;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable ;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

## Notes complémentaires

Au 31 août 2011

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Le coût comprend le matériel, la main-d'œuvre directe, les frais directs ainsi que les frais de financement durant les travaux. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

|                                                    |        |
|----------------------------------------------------|--------|
| Bâtisses                                           | 40 ans |
| Améliorations et réparations majeures aux bâtisses | 10 ans |
| Équipement et accessoires de scène                 | 10 ans |
| Mobilier et équipement de bureau                   | 10 ans |
| Autres équipements                                 | 5 ans  |
| Matériel informatique                              | 3 ans  |
| Logiciels informatiques                            | 3 ans  |

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice pendant lequel la dépréciation est déterminée.

**Provision pour congés de maladie**

Les obligations découlant des congés de maladies accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent les soldes bancaires incluant les découverts ainsi que le placement temporaire dont l'échéance n'excède pas trois mois.

**Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

## Note 03 Modifications comptables

**Taxes foncières**

En vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., c. F-2.1), le Gouvernement du Québec verse à la Ville de Montréal et à la Ville de Joliette, des sommes d'argent équivalentes au montant total des taxes foncières municipales qui seraient payables à l'égard des immeubles inscrits au nom de la Société, si celle-ci était imposable (Réf : arts. 204, 254, 255). La méthode comptable utilisée par le passé était d'enregistrer un revenu de subvention tenant lieu de taxes et une charge de taxes foncières équivalentes aux sommes exigibles par les villes de Montréal et de Joliette. Les montants ainsi inscrits aux états financiers ne respectent pas les critères de constatation d'un revenu ni ceux d'une charge tel qu'énoncé dans les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les états financiers pour l'exercice terminé le 31 août 2010 ont été redressés et les postes Autres subventions du Gouvernement du Québec et Assurances et taxes ont tous deux été diminués d'un montant de 6 548 226 \$.

**Encaisse réservée**

Au 31 août 2010, un montant de 4 909 239 \$ a été présenté au bilan au poste Encaisse réservée pour des constructions et des réaménagements à titre d'actif à long terme. Toutefois, ce montant correspond plutôt, de par sa nature, à de l'encaisse et a donc été reclassé à ce poste. De plus, la Société a corrigé son état des flux de trésorerie afin de présenter ce montant dans trésorerie et équivalents de trésorerie au lieu de présenter une variation de l'encaisse réservée pour des constructions et des réaménagements.

Ces corrections, appliquées de façon rétroactive, ont eu pour effet d'augmenter les postes suivants de l'état de flux de trésorerie :

| Activités de financement                                                      | 2010         |
|-------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Variation de l'encaisse réservée pour des constructions et des réaménagements | 1 419 219 \$ |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début                              | 3 497 020    |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin                              | 4 909 239    |

## Note 04 Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec

|                                                                                                                   | 2011         | 2010         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Subvention annuelle du ministère                                                                                  | 2 674 900 \$ | 2 783 100 \$ |
| Compensation financière pour la perte de revenus du stationnement P1                                              | 968 272      | 762 270      |
| Remboursement des honoraires professionnels et autres frais liés au projet de construction de la salle de concert | 140 287      | 286 857      |
|                                                                                                                   | 3 783 459 \$ | 3 832 227 \$ |

## Note 05 Autres subventions du gouvernement du Québec

|                                                              | 2011         | 2010         |
|--------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Intérêts sur emprunts                                        | 2 501 845 \$ | 2 677 787 \$ |
| Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec | 6 767 211    | 5 461 007    |
|                                                              | 9 269 056 \$ | 8 138 794 \$ |

## Note 06 Programme d'accessibilité aux arts

Le surplus accumulé du fonds de fonctionnement est réinvesti dans la mise en œuvre et la réalisation de séries de spectacles en partenariat avec des programmeurs invités. La contribution nette au programme d'accessibilité aux arts se détaille ainsi :

|                                                                      | 2011         | 2010         |
|----------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>Produits</b>                                                      |              |              |
| Ventes de billets                                                    | 125 565 \$   | 249 811 \$   |
| Subventions                                                          | 4 500        | 36 486       |
| Autre revenus                                                        | 2 559        | 3 180        |
|                                                                      | 132 624      | 289 477      |
| <b>Charges</b>                                                       |              |              |
| Salaires et avantages sociaux                                        | 62 419       | 75 056       |
| Cachets d'artistes, direction artistique et soutien aux programmeurs | 202 436      | 300 351      |
| Coûts d'exploitation                                                 | 102 156      | 108 701      |
| Publicité et promotion                                               | 270 728      | 380 082      |
|                                                                      | 637 739      | 864 190      |
| <b>Contribution</b>                                                  | (505 115)    | (574 713)    |
| Apport de la Fondation de la Place des Arts                          | 100 000      | 250 000      |
| <b>Contribution nette</b>                                            | (405 115) \$ | (324 713) \$ |

## Note 07 Fondation de la Place des Arts

La Fondation de la Place des Arts est désignée fondation publique en vertu du paragraphe 149.1 (6.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Elle est constituée depuis 2006 en organisme à but non lucratif. Cette Fondation a comme principale mission d'appuyer la Société de la Place des Arts de Montréal en contribuant à la réalisation de projets et d'activités qui s'inscrivent dans le cadre de sa mission artistique et culturelle, tel que décidé par la Fondation et la Société. Le conseil d'administration de la Fondation est autonome.

Au 31 août 2011, l'actif net de la Fondation totalise 1 199 999 \$ (2010 : 1 090 582 \$). Les états financiers de la Fondation ne sont pas consolidés avec ceux de la Société.

## Note 08 Subventions à recevoir du gouvernement du Québec

Les subventions à recevoir du gouvernement du Québec présentées à court terme correspondent aux intérêts courus sur la dette à long terme et sur les emprunts à court terme, aux remboursements de capital sur la dette à long terme payable au cours du prochain exercice et à la compensation financière pour la perte des revenus de stationnement suite à la fermeture du stationnement P1 pour la construction de la nouvelle salle de concert. La portion à long terme représente le total des engagements du gouvernement du Québec relatifs aux immobilisations et à leur maintien, déduction faite des remboursements de capital sur la dette à long terme déjà effectués, et de ceux à faire dans le prochain exercice. Les subventions relatives à la dette à long terme sont encaissables en fonction des versements sur la dette à long terme y afférent.

## Société de la Place des Arts de Montréal

## Notes complémentaires

Au 31 août 2011

## Note 09 Immobilisations corporelles

|                                 | Terrains     | Bâtisses      | Améliorations<br>et répar. maj.<br>bâtisses | Équipement<br>et acc.<br>de scène | Mobilier et<br>équip. de<br>bureau | Autres<br>équipements | Matériel<br>informatique | Logiciels<br>informatiques | Total<br>2011         | Total<br>2010  |
|---------------------------------|--------------|---------------|---------------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|-----------------------|--------------------------|----------------------------|-----------------------|----------------|
| <b>Coût des immobilisations</b> |              |               |                                             |                                   |                                    |                       |                          |                            |                       |                |
| Solde d'ouverture               | 7 759 090 \$ | 98 417 823 \$ | 92 670 765 \$                               | 2 963 338 \$                      | 297 148 \$                         | 1 308 521 \$          | 1 069 640 \$             | 2 123 853 \$               | <b>206 610 178 \$</b> | 192 358 963 \$ |
| Acquisitions                    | -            | -             | 16 721 055                                  | 511 685                           | 13 760                             | 4 245                 | 41 231                   | 84 033                     | <b>17 376 009</b>     | 14 411 678     |
| Dispositions                    | -            | -             | -                                           | -                                 | -                                  | -                     | -                        | -                          | -                     | 160 463        |
| Solde de clôture                | 7 759 090    | 98 417 823    | 109 391 820                                 | 3 475 023                         | 310 908                            | 1 312 766             | 1 110 871                | 2 207 886                  | <b>223 986 187</b>    | 206 610 178    |
| <b>Amortissement cumulé</b>     |              |               |                                             |                                   |                                    |                       |                          |                            |                       |                |
| Solde d'ouverture               | -            | 63 943 282    | 69 741 207                                  | 2 343 130                         | 242 586                            | 1 261 412             | 975 299                  | 1 944 778                  | <b>140 451 694</b>    | 135 948 747    |
| Amortissement de l'exercice     | -            | 1 726 353     | 3 872 788                                   | 130 353                           | 25 123                             | 23 618                | 64 727                   | 108 392                    | <b>5 951 354</b>      | 4 621 668      |
| Incidences des dispositions     | -            | -             | -                                           | -                                 | -                                  | -                     | -                        | -                          | -                     | 118 721        |
| Solde de clôture                | -            | 65 669 635    | 73 613 995                                  | 2 473 483                         | 267 709                            | 1 285 030             | 1 040 026                | 2 053 170                  | <b>146 403 048</b>    | 140 451 694    |
| <b>Immobilisations</b>          | 7 759 090 \$ | 32 748 188 \$ | 35 777 825 \$                               | 1 001 540 \$                      | 43 199 \$                          | 27 736 \$             | 70 845 \$                | 154 716 \$                 | <b>77 583 139 \$</b>  | 66 158 484 \$  |

Les œuvres d'art de la Société sont constituées principalement de peintures et de sculptures et leur coût est imputé aux charges de l'année financière au cours de laquelle elles sont acquises.

## Note 10 Emprunts à court terme

Le gouvernement du Québec a autorisé la Société à contracter auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec les emprunts suivants relatifs au maintien des immobilisations:

|                                                                                                                                                  | 2011                 | 2010          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------|
| Billet à terme renouvelable le 30 septembre 2011, autorisé par décret pour un montant maximum de 28 977 546 \$ portant intérêt au taux de 1,25 % | <b>19 615 040 \$</b> | 8 016 042 \$  |
| Billet à terme renouvelable le 30 septembre 2011, autorisé par décret pour un montant maximum de 9 309 170 \$ portant intérêt au taux de 1,25 %  | <b>6 550 966</b>     | 7 919 966     |
|                                                                                                                                                  | <b>26 166 006 \$</b> | 15 936 008 \$ |

Le montant maximum autorisé par le gouvernement du Québec pour les emprunts à court terme relatif au maintien des actifs est de 64 163 643 \$. De cette somme, un montant maximum autorisé de 8 473 395 \$ a été transféré en dette à long terme.

De ce montant, la Société est autorisée à contracter pour son fonctionnement des emprunts temporaires à titre de marge de crédit d'une somme maximale de 2 000 000 \$ à taux variable ou fixe sans excéder le taux préférentiel pour un terme ne pouvant dépasser un an.



## Note 11 Dette à long terme

Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec garantis par des hypothèques mobilières sans dépossession:

|                                                                                                                                                                                | 2011                 | 2010          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------|
| 5,28% remboursable par versements annuels en capital de 886 252 \$ jusqu'au 3 décembre 2011 et par un versement de 6 203 762 \$ le 3 décembre 2012                             | <b>7 090 014 \$</b>  | 7 976 266 \$  |
| 5,48% remboursable par versements annuels en capital de 93 452 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2012                                                                        | <b>186 904</b>       | 280 354       |
| 4,62% remboursable par versements annuels en capital de 183 686 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> décembre 2015                                                                      | <b>918 429</b>       | 1 102 115     |
| 4,62% remboursable par versements annuels en capital de 509 834 \$ jusqu'au 31 mars 2016                                                                                       | <b>2 549 168</b>     | 3 059 002     |
| 5,19% remboursable par versements annuels en capital de 88 625 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2013                                                                        | <b>265 876</b>       | 354 501       |
| 5,19% remboursable par versements annuels en capital de 255 975 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2013                                                                       | <b>767 926</b>       | 1 023 902     |
| 4,94% remboursable par versements annuels en capital de 357 634 \$ jusqu'au 16 juillet 2020                                                                                    | <b>3 218 710</b>     | 3 576 344     |
| 4,27% remboursable par versements annuels en capital de 171 413 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> décembre 2014 et par un versement de 1 028 479 \$ le 1 <sup>er</sup> décembre 2015 | <b>1 714 132</b>     | 1 885 545     |
| 4,56% remboursable par versements annuels en capital de 284 945 \$ jusqu'au 10 mai 2012 et par un versement de 1 424 724 \$ le 10 mai 2013                                     | <b>1 709 668</b>     | 1 994 613     |
| 4,16% remboursable par versements annuels en capital de 285 759 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2012 et par un versement de 1 428 794 \$ le 1 <sup>er</sup> octobre 2013   | <b>2 000 312</b>     | 2 286 070     |
| 2,73% remboursable par versements annuels en capital de 284 711 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2012 et par un versement de 1 708 267 \$ le 1 <sup>er</sup> octobre 2013   | <b>2 273 191</b>     | 2 554 768     |
| 3,84% remboursable par versements annuels en capital de 316 496 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> juin 2018                                                                          | <b>2 202 784</b>     | 2 517 400     |
| 3,84% remboursable par versements annuels en capital de 316 943 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> juin 2018                                                                          | <b>2 205 894</b>     | 2 520 955     |
| 3,84% remboursable par versements annuels en capital de 310 776 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> juin 2018                                                                          | <b>2 162 970</b>     | 2 471 901     |
| 3,84% remboursable par versements annuels en capital de 379 867 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> juin 2018                                                                          | <b>2 643 838</b>     | 3 021 449     |
| 5,83% remboursable par un versement de 17 792 858 \$ le 1 <sup>er</sup> décembre 2010                                                                                          | —                    | 17 792 858    |
| 4,24% remboursable par un versement de 271 321 \$ le 1 <sup>er</sup> décembre 2010                                                                                             | —                    | 271 321       |
| 3,71% remboursable par versements annuels en capital de 844 864 \$ jusqu'au 16 juillet 2020                                                                                    | <b>7 549 244</b>     | —             |
| 2,58% remboursable par versements annuels en capital de 3 063 992 \$ jusqu'au 15 juillet 2015                                                                                  | <b>12 198 209</b>    | —             |
|                                                                                                                                                                                | <b>51 657 269</b>    | 54 689 364    |
| Versements échéant au cours du prochain exercice                                                                                                                               | <b>8 635 224</b>     | 22 790 547    |
|                                                                                                                                                                                | <b>43 022 045 \$</b> | 31 898 817 \$ |

Le montant des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des prochains exercices en vertu des clauses de rachat et d'amortissement pour la dette obligataire, se détaille comme suit:

|                   |              |
|-------------------|--------------|
| 2012              | 8 635 224 \$ |
| 2013              | 15 092 513   |
| 2014              | 9 937 169    |
| 2015              | 6 455 506    |
| 2016              | 4 248 578    |
| 2017 et suivantes | 7 458 160    |

## Note 12 Subventions reportées du gouvernement du Québec

|                                                                                   | 2011          | 2010          |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Solde du début                                                                    | 59 462 429 \$ | 49 658 148 \$ |
| Subventions constatées à titre de produits de l'exercice                          | (6 767 211)   | (5 461 007)   |
| Subventions reçues au cours de l'exercice destinées à couvrir les charges futures | 18 807 163    | 15 265 288    |
| Solde à la fin                                                                    | 71 502 381 \$ | 59 462 429 \$ |

## Note 13 Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. La Société a notamment des produits de location commerciale de 837 301 \$ (2010 : 823 305 \$) avec une société apparentée sous contrôle commun. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## Note 14 Avantages sociaux futurs

**Régimes de retraite**

Certains membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, le taux de cotisation de la Société pour le RREGOP a augmenté de 8,19 % à 8,69 % de la masse salariale cotisable et celui pour le RRPE, et le RRAS de 10,54 % à 11,54 %.

D'autres membres de la Société contribuent à un régime à cotisations déterminées soit les employés du groupe des habilleuses.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 392 560 \$ (2010 : 370 020 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes se limitent à ces cotisations à titre d'employeur.

## Note 15 Obligations relatives aux congés de maladie et provision pour vacances

**Obligations relatives aux congés de maladie**

La Société dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations dont les coûts sont assumés en totalité par la Société.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société et sont évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées. La valeur de ces obligations est répartie sur la durée de la carrière active des employés.

**Évaluations et estimations subséquentes**

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 août 2011 :

|                                                                            | 2011   | 2010   |
|----------------------------------------------------------------------------|--------|--------|
| Taux d'indexation                                                          | 0,75 % | 2,50 % |
| Taux d'actualisation (taux des obligations du Québec échéant dans dix ans) | 4,66 % | 5,06 % |
| Durée résiduelle d'activité des salariés actifs                            | 14 ans | 15 ans |

**Provision pour vacances**

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque la Société estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

**Provision pour congés de maladie et vacances incluse aux fournisseurs et frais courus**

|                                            | <b>Maladie</b>    | <b>2011<br/>Vacances</b> | <b>Total</b>      | 2010<br>Total |
|--------------------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|---------------|
| Solde au début                             | <b>232 298 \$</b> | <b>328 382 \$</b>        | <b>560 680 \$</b> | 577 374 \$    |
| Charge de l'exercice                       | <b>125 564</b>    | <b>253 227</b>           | <b>378 791</b>    | 350 562       |
| Prestations versées au cours de l'exercice | <b>(103 617)</b>  | <b>(222 690)</b>         | <b>(326 307)</b>  | (367 256)     |
| Solde à la fin                             | <b>254 245 \$</b> | <b>358 919 \$</b>        | <b>613 164 \$</b> | 560 680 \$    |

**Note 16 Taxes foncières**

En vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*, la Société est exemptée de taxes foncières. Toutefois, le Gouvernement du Québec verse à la Ville de Montréal et à la Ville de Joliette, des sommes d'argent équivalentes au montant total des taxes foncières municipales qui seraient payables à l'égard des immeubles inscrits au nom de la Société, si celle-ci était imposable. La contribution du Gouvernement du Québec se détaille ainsi :

|                   | <b>2011</b>         | 2010         |
|-------------------|---------------------|--------------|
| Ville de Montréal | <b>6 425 493 \$</b> | 6 433 615 \$ |
| Ville de Joliette | <b>119 413</b>      | 114 611      |
| Total             | <b>6 544 906 \$</b> | 6 548 226 \$ |

Ces montants ne sont pas comptabilisés dans les états financiers de la Société.

**Note 17 Engagements**

La Société est engagée par des contrats à long terme échéant à diverses dates jusqu'en 2022 pour des biens et services ainsi que pour des travaux de construction sur des immobilisations corporelles.

Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

|                   |                     |
|-------------------|---------------------|
| 2012              | 9 456 970 \$        |
| 2013              | 355 430             |
| 2014              | 87 429              |
| 2015              | 16 298              |
| 2016              | 16 298              |
| 2017 et suivantes | 39 581              |
|                   | <u>9 972 006 \$</u> |

**Note 18 Chiffres de l'exercice précédent**

Certains chiffres de 2010 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2011.

## RAPPORT DE LA DIRECTION

La préparation et la présentation des états financiers de la Société de l'assurance automobile du Québec (Société) sont la responsabilité de la direction, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel est conforme aux présents états financiers.

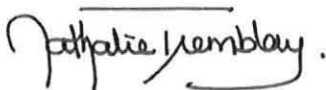
Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fidélité des états financiers, la direction maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Direction de la vérification interne procède à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes que la Société applique de façon uniforme.

La Société reconnaît qu'elle est tenue de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et d'approuver les états financiers. Pour ce faire, il est assisté par le comité de vérification. Ce comité rencontre la direction ainsi que les auditeurs indépendants, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

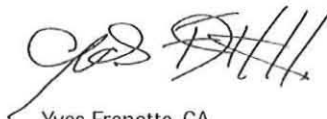
Le Vérificateur général du Québec et PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l. procèdent à l'audit des états financiers de la Société conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport des auditeurs indépendants expose la nature et l'étendue de leur travail ainsi que l'expression de leur opinion. Ils peuvent rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui a rapport à leur audit.

La présidente et chef de la direction,



Nathalie Tremblay, FCA  
Québec, le 29 mars 2012

Le vice-président aux ressources humaines,  
à l'administration et aux finances,



Yves Frenette, CA

# RAPPORT

## DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

À l'Assemblée nationale,

### **Rapport sur les états financiers**

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de l'assurance automobile du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2011, les états des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité des auditeurs*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur et, notamment, de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de l'assurance automobile du Québec au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.,

*Michel Samson, CA auditeur*

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*

Michel Samson, CA auditeur  
Québec, le 29 mars 2012

Comptable agréé auditeur permis n° 19478

# ÉTAT DES RÉSULTATS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

|                                                                               | Notes | 2011<br>(en milliers de dollars canadiens) | 2010      |
|-------------------------------------------------------------------------------|-------|--------------------------------------------|-----------|
| <b>REVENUS</b>                                                                |       |                                            |           |
| Gestion de l'accès au réseau routier                                          |       |                                            |           |
| Frais perçus liés aux transactions d'immatriculation et de permis de conduire |       | 116 212                                    | 114 614   |
| Contributions du gouvernement du Québec                                       | 4     | 36 985                                     | 37 197    |
| Revenus nets d'intérêts                                                       | 5     | 5 784                                      | 4 270     |
| Autres                                                                        |       | 951                                        | 481       |
|                                                                               |       | 159 932                                    | 156 562   |
| Contrôle routier                                                              |       |                                            |           |
| Contributions du gouvernement du Québec                                       | 4     | 57 759                                     | 60 698    |
| Autres revenus                                                                |       | 3 171                                      | 1 766     |
|                                                                               |       | 60 930                                     | 62 464    |
| Programmes financés par le ministère des Transports                           | 4     | 10 323                                     | 11 255    |
| Frais perçus pour la gestion des amendes impayées                             |       | 6 775                                      | 7 143     |
|                                                                               |       | 237 960                                    | 237 424   |
| <b>CHARGES</b>                                                                |       |                                            |           |
| Frais d'administration et autres                                              | 6     |                                            |           |
| Gestion de l'accès au réseau routier                                          |       | 159 932                                    | 159 245   |
| Contrôle routier                                                              |       | 60 930                                     | 62 464    |
| Programmes financés par le ministère des Transports                           |       | 10 323                                     | 11 255    |
| Gestion des amendes impayées                                                  |       | 6 775                                      | 7 143     |
|                                                                               |       | 237 960                                    | 240 107   |
| <b>DÉFICIT DE L'EXERCICE</b>                                                  |       | -                                          | (2 683)   |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT</b>                                                |       | (218 200)                                  | (215 517) |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN</b>                                                |       | (218 200)                                  | (218 200) |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE

|                                                                     | Notes | 2011<br>(en milliers de dollars canadiens) | 2010             |
|---------------------------------------------------------------------|-------|--------------------------------------------|------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                            |       |                                            |                  |
| Créances                                                            | 7     | 142 379                                    | 117 257          |
| À recevoir du Fonds d'assurance                                     | 8     | 49 548                                     | 51 538           |
|                                                                     |       | <b>191 927</b>                             | <b>168 795</b>   |
| <b>PASSIFS</b>                                                      |       |                                            |                  |
| Découvert bancaire                                                  |       | 8 882                                      | 8 641            |
| Marge de crédit                                                     | 9     | 232 230                                    | 245 303          |
| Charges à payer et frais courus                                     |       |                                            |                  |
| Gouvernement du Québec                                              |       | 216 147                                    | 163 055          |
| Autres                                                              |       | 39 756                                     | 42 396           |
| Provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés | 10    | 67 537                                     | 64 674           |
| Contributions reportées                                             |       |                                            |                  |
| Gouvernement du Québec                                              |       | 1 164                                      | 1 237            |
| Autres                                                              |       | 556                                        | 497              |
|                                                                     |       | <b>566 272</b>                             | <b>525 803</b>   |
| <b>DETTE NETTE</b>                                                  |       | <b>(374 345)</b>                           | <b>(357 008)</b> |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                                        |       |                                            |                  |
| Immobilisations corporelles                                         | 11    | 152 900                                    | 137 025          |
| Frais payés d'avance                                                |       | 3 245                                      | 1 783            |
|                                                                     |       | <b>156 145</b>                             | <b>138 808</b>   |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ</b>                                               |       | <b>(218 200)</b>                           | <b>(218 200)</b> |

**OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 12)****PASSIFS ÉVENTUELS (note 13)****POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

La présidente du conseil d'administration,



Marie-Anne Tawil, LL.L., LL.B., MBA

Le président du comité de vérification,



André Lesage, FCA

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



# ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

|                                                      | 2011                               | 2010      |
|------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------|
|                                                      | (en milliers de dollars canadiens) |           |
| <b>DÉFICIT DE L'EXERCICE</b>                         | -                                  | (2 683)   |
| <b>VARIATION DUE AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b> |                                    |           |
| Acquisitions                                         | (38 339)                           | (37 656)  |
| Amortissement                                        | 22 086                             | 22 695    |
| Perte sur disposition                                | 238                                | 210       |
| Produit de disposition                               | 140                                | 140       |
|                                                      | (15 875)                           | (14 611)  |
| <b>VARIATION DUE AUX FRAIS PAYÉS D'AVANCE</b>        | (1 462)                            | (676)     |
| <b>AUGMENTATION DE LA DETTE NETTE</b>                | (17 337)                           | (17 970)  |
| <b>DETTE NETTE AU DÉBUT</b>                          | (357 008)                          | (339 038) |
| <b>DETTE NETTE À LA FIN</b>                          | (374 345)                          | (357 008) |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS 31 DÉCEMBRE

|                                                                                          | 2011                               | 2010            |
|------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------|
|                                                                                          | (en milliers de dollars canadiens) |                 |
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                                       |                                    |                 |
| Gestion de l'accès au réseau routier                                                     |                                    |                 |
| Frais perçus liés aux transactions d'immatriculation et de permis de conduire            | 114 871                            | 113 131         |
| Frais d'administration payés                                                             | (144 824)                          | (145 449)       |
| Frais d'administration remboursés par des tiers                                          | 726                                | 803             |
| Droits perçus pour le gouvernement du Québec et conservés pour le financement de charges | 75 263                             | -               |
| Contribution reçue du ministère des Transports                                           | 1 000                              | 1 000           |
| Autres revenus perçus                                                                    | 803                                | 316             |
| Contrôle routier                                                                         |                                    |                 |
| Droits perçus pour le gouvernement du Québec et conservés pour le financement de charges | 58 929                             | 63 172          |
| Autres revenus perçus                                                                    | 2 078                              | 2 041           |
| Frais d'administration payés                                                             | (54 647)                           | (55 409)        |
| Frais d'administration remboursés par des tiers                                          | 392                                | 103             |
| Programmes financés par le ministère des Transports                                      |                                    |                 |
| Contribution reçue du ministère des Transports                                           | 9 505                              | 12 496          |
| Frais payés                                                                              | (10 299)                           | (11 136)        |
| Frais d'administration remboursés par des tiers                                          | 1                                  | 2               |
| Gestion des amendes impayées                                                             |                                    |                 |
| Frais perçus                                                                             | 6 247                              | 5 287           |
| Frais payés                                                                              | (6 362)                            | (6 318)         |
| Frais d'administration remboursés par des tiers                                          | 4                                  | 8               |
| Revenus nets d'intérêts                                                                  |                                    |                 |
| Intérêts perçus                                                                          | 7 536                              | 5 315           |
| Intérêts versés                                                                          | (1 945)                            | (1 082)         |
|                                                                                          | <b>59 278</b>                      | <b>(15 720)</b> |
| Mandat de fiduciaire pour le Fonds d'assurance                                           |                                    |                 |
| Contributions - immatriculation                                                          |                                    |                 |
| Perçues pour le Fonds d'assurance                                                        | 741 603                            | 721 901         |
| Remises au Fonds d'assurance                                                             | (750 448)                          | (731 928)       |
| Contributions - permis de conduire                                                       |                                    |                 |
| Perçues pour le Fonds d'assurance                                                        | 416 713                            | 409 021         |
| Remises au Fonds d'assurance                                                             | (421 349)                          | (417 200)       |
| Frais d'administration et autres frais payés pour le Fonds d'assurance                   | (128 811)                          | (125 341)       |
| Frais d'administration et autres frais remboursés par le Fonds d'assurance               | 134 227                            | 127 526         |
| Autres revenus perçus pour le Fonds d'assurance                                          | 761                                | 613             |
| Immobilisations payées pour le Fonds d'assurance                                         | (18 081)                           | (16 451)        |
| Immobilisations remboursées par le Fonds d'assurance                                     | 10 838                             | 15 782          |
|                                                                                          | <b>(14 547)</b>                    | <b>(16 077)</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (suite)

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

|                                                                             | 2011                               | 2010        |
|-----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-------------|
|                                                                             | (en milliers de dollars canadiens) |             |
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)</b>                                  |                                    |             |
| Mandats confiés par le gouvernement du Québec                               |                                    |             |
| Droits d'immatriculation et de permis de conduire                           |                                    |             |
| Perçus pour le gouvernement du Québec                                       | 750 529                            | 790 141     |
| Remis au gouvernement du Québec                                             | (759 876)                          | (802 948)   |
| Perçus pour la Société de financement des infrastructures locales           | 66 215                             | 63 331      |
| Remis à la Société de financement des infrastructures locales               | (66 247)                           | (63 284)    |
| Perçus pour d'autres gouvernements                                          | 22 261                             | 28 920      |
| Remis à d'autres gouvernements                                              | (22 210)                           | (28 782)    |
| Taxes de vente                                                              |                                    |             |
| Perçues pour le gouvernement du Québec                                      | 1 255 230                          | 1 174 604   |
| Remises au gouvernement du Québec                                           | (1 243 135)                        | (1 152 783) |
| Taxes sur l'immatriculation des véhicules de promenade                      |                                    |             |
| Perçues pour la Ville de Montréal                                           | 17 884                             | -           |
| Remises à la Ville de Montréal                                              | (16 659)                           | -           |
| Contributions des automobilistes au transport en commun                     |                                    |             |
| Perçues pour le gouvernement du Québec                                      | 78 896                             | 78 020      |
| Remises au gouvernement du Québec                                           | (78 958)                           | (78 199)    |
| Vignettes de stationnement                                                  |                                    |             |
| Perçues pour le gouvernement du Québec                                      | 499                                | 539         |
| Remises au gouvernement du Québec                                           | (527)                              | (543)       |
|                                                                             | 3 902                              | 9 016       |
| Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement                     | 48 633                             | (22 781)    |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>                        |                                    |             |
| Acquisitions                                                                | (36 046)                           | (36 482)    |
| Produit de disposition                                                      | 210                                | 119         |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations   | (35 836)                           | (36 363)    |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                             |                                    |             |
| Variation de la marge de crédit                                             | (13 073)                           | 59 579      |
| Encaissement de contributions reportées à recevoir                          | 35                                 | 1 523       |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement                        | (13 038)                           | 61 102      |
| <b>(DIMINUTION) AUGMENTATION DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b> | (241)                              | 1 958       |
| <b>DÉCOUVERT BANCAIRE AU DÉBUT</b>                                          | (8 641)                            | (10 599)    |
| <b>DÉCOUVERT BANCAIRE À LA FIN</b>                                          | (8 882)                            | (8 641)     |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 2011

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

## 1 | CONSTITUTION ET FONCTIONS

La Société de l'assurance automobile du Québec (Société) est une personne morale de droit public au sens du Code civil du Québec, constituée par la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., c. S-11.011).

### FONCTIONS

La Société a pour fonctions:

- d'appliquer le Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2), notamment en ce qui a trait à l'immatriculation des véhicules routiers, aux permis et aux licences, aux normes de sécurité routière en ce qui concerne les véhicules ainsi qu'aux obligations en cas d'accident;
- en matière de contrôle routier:
  - d'assurer la surveillance et le contrôle du transport routier des personnes et des biens sur route et en entreprise, notamment en ce qui a trait à l'application des dispositions:
    - du Code de la sécurité routière;
    - des lois et règlements liés au transport routier qui relèvent de la responsabilité des ministères et organismes désignés par le gouvernement, dans la mesure et aux conditions déterminées par entente conformément au Code de la sécurité routière;
  - d'assumer un rôle de coordination opérationnelle en matière de contrôle du transport routier entre les ministères et organismes visés et de favoriser un contrôle routier accru sur tout le territoire du Québec;
- d'exécuter tout autre mandat qui peut lui être donné par la loi ou par entente avec le gouvernement, avec l'un de ses ministères ou organismes ou avec la Ville de Montréal, notamment:
  - Programmes financés par le ministère des Transports

L'application du Programme d'adaptation de véhicules est confiée à la Société par entente avec le ministère des Transports, conformément à la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec. Selon cette même entente, le ministre confie également à la Société le mandat de délivrer les vignettes de stationnement pour les personnes handicapées, conformément au Code de la sécurité routière.

L'application et la responsabilité de la gestion du programme Alcofrein sont confiées à la Société par une seconde entente avec le ministère des Transports, conformément à la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec.

- Gestion des amendes impayées

Le Code de la sécurité routière prévoit que la Société doit limiter l'accès au réseau routier aux personnes ou aux véhicules lorsque le perceuteur (Code de procédure pénale [L.R.Q., c. C-25.1]), principalement les municipalités, avise la Société de la situation du défendeur en matière d'amendes impayées.

## 1 | CONSTITUTION ET FONCTIONS (suite)

- de percevoir, en vertu d'ententes ou de la réglementation :
  - pour la gestion de l'accès au réseau routier, les frais liés aux transactions d'immatriculation et de permis de conduire;
  - à titre de fiduciaire du Fonds d'assurance automobile du Québec (Fonds d'assurance), les contributions d'assurance relatives à l'obtention de l'immatriculation d'un véhicule routier et à la délivrance d'un permis de conduire;
  - à titre de mandataire du gouvernement du Québec, les droits relatifs à l'immatriculation et au permis de conduire, les taxes de vente s'appliquant aux véhicules, la taxe applicable sur les contributions d'assurance ainsi que les contributions des automobilistes au transport en commun;
  - pour la Société de financement des infrastructures locales, les droits relatifs aux véhicules munis d'un moteur de forte cylindrée;
  - pour le compte d'administrations provinciales et d'États américains, d'autres droits d'immatriculation;
  - pour la Ville de Montréal, la taxe sur l'immatriculation de véhicules de promenade.

La Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec prévoit que la Société doit transférer au Fonds d'assurance, au fur et à mesure, toutes les sommes qu'elle perçoit à titre de contribution d'assurance ainsi que toute autre somme destinée à augmenter le Fonds d'assurance.

- d'administrer, en qualité de fiduciaire, le Fonds d'assurance:

Le Fonds d'assurance est une fiducie d'utilité sociale au sens du Code civil du Québec qui a été constituée le 1<sup>er</sup> janvier 2004 par le transfert d'actifs de la Société, et dont le patrimoine est affecté à l'indemnisation des préjudices corporels et matériels prévus dans la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., c. A-25), ainsi qu'à la prévention en matière de sécurité routière et à la promotion qui s'y rattache.

Le Fonds d'assurance n'est pas consolidé avec la Société puisqu'il constitue un patrimoine fiduciaire distinct en vertu de la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec. Des états financiers distincts sont produits pour le Fonds d'assurance. Le tableau suivant présente un sommaire des sommes gérées pour le Fonds d'assurance au 31 décembre:

|                        | 2011             | 2010             |
|------------------------|------------------|------------------|
| <b>ACTIF</b>           |                  |                  |
| Dépôts à participation | 7 370 259        | 6 983 376        |
| Autres actifs          | 97 242           | 90 660           |
|                        | <b>7 467 501</b> | <b>7 074 036</b> |
| <b>PASSIF</b>          |                  |                  |
| Passif actuariel       | 7 864 569        | 8 093 233        |
| Dû à la Société        | 49 548           | 51 538           |
| Autres passifs         | 483 779          | 502 244          |
|                        | <b>8 397 896</b> | <b>8 647 015</b> |

## 2 | PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise le *Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptes agréés pour le secteur public* et, pour la première année, applique le modèle de présentation recommandé dans ce manuel. Il doit y avoir cohérence entre l'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus et ce manuel. Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, l'élaboration des états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les créances irrécouvrables, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction.

### ■ REVENUS

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ils sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Les frais perçus liés aux transactions d'immatriculation et de permis de conduire sont comptabilisés à titre de revenus lorsque le service est rendu. Les contributions relatives aux programmes ou mandats confiés à la Société sont comptabilisées dans les revenus de l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où ils sont autorisés, où les critères d'admissibilité sont rencontrés et où une estimation raisonnable des montants en cause est possible. Les autres revenus sont comptabilisés lorsqu'ils peuvent être estimés et que leur recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

### ■ CHARGES

Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités.

### ■ ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS

#### a) Trésorerie et équivalents de trésorerie (découvert bancaire)

La Société présente, à titre de trésorerie et équivalents de trésorerie (découvert bancaire), les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible. Ces découverts bancaires représentent des chèques émis en sus des soldes bancaires.

#### b) Provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés

##### ■ Régimes de retraite interemployeurs

Les employés de la Société contribuent aux régimes interemployeurs à prestations déterminées du gouvernement du Québec. La Société ne disposant pas d'information suffisante pour utiliser la méthode de comptabilisation des régimes à prestations déterminées, elle utilise la méthode de comptabilisation des régimes à cotisations déterminées.

##### ■ Régime supplémentaire de retraite

Ce régime est comptabilisé selon la méthode des régimes à prestations déterminées. Le coût de ce régime est établi annuellement d'après des évaluations actuarielles qui font appel à la méthode des coûts projetés au prorata des années de service. Les évaluations actuarielles sont produites annuellement sur la base d'un taux d'actualisation fondé sur le rendement à échéance des titres de créance de qualité supérieure dont les flux de trésorerie permettent un appariement des paiements prévus pour ce régime. Les autres hypothèses économiques et démographiques sont celles qui sont jugées les plus probables par la direction de la Société. Les gains et pertes actuariels sont amortis de façon linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants.

## 2 | PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### ■ Provision pour congés de maladie

La provision pour congés de maladie est établie à l'aide d'une méthode actuarielle qui tient compte des avantages gagnés à la date de clôture. La valeur des obligations actuarielles est établie selon les hypothèses de nature économique les plus probables. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle.

### ■ Provision pour vacances

La provision pour vacances n'est pas actualisée puisque les journées de vacances accumulées par les employés de la Société sont prises dans l'exercice suivant.

### c) Contributions reportées

Les subventions accordées par l'intermédiaire des programmes d'aide gouvernementale et les autres contributions reçues pour le financement d'immobilisations corporelles sont comptabilisées à titre de revenu reporté lorsqu'il existe une assurance raisonnable que les sommes sont autorisées et mesurables et qu'elles seront reçues. Les contributions reportées sont amorties au même rythme que les immobilisations corporelles afférentes.

## ■ ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

### d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'origine. Elles sont amorties comme suit, sur leur durée de vie utile, compte tenu de leur valeur résiduelle:

|                                                            | Méthode                                                   | Vie utile                    |
|------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------------------------|
| Bâtisse                                                    | Linéaire                                                  | 40 ans                       |
| Aménagement du siège social<br>et améliorations locatives  |                                                           |                              |
| Aménagement du siège social                                | Linéaire                                                  | 10 ans                       |
| Améliorations locatives                                    | Linéaire                                                  | Durée du bail, maximum 7 ans |
| Équipements, matériel roulant<br>et postes de photographie |                                                           |                              |
| Équipements                                                | Linéaire                                                  | Maximum 7 ans                |
| Matériel roulant                                           | Linéaire                                                  | Maximum 5 ans                |
| Postes de photographie                                     | Linéaire                                                  | Maximum 5 ans                |
| Matériel informatique et logiciels                         |                                                           |                              |
| Matériel informatique<br>et logiciels d'exploitation       | Linéaire                                                  | Maximum 7 ans                |
| Logiciels d'application                                    | Linéaire                                                  | Maximum 5 ans                |
| Développements informatiques                               | Linéaire                                                  | Maximum 10 ans               |
| Postes de contrôle routier                                 |                                                           |                              |
| Bâtiments                                                  | Linéaire                                                  | 10 ans et 20 ans             |
| Aménagement de terrains                                    | Linéaire                                                  | 20 ans                       |
| Équipement                                                 | Proportionnelle à l'ordre<br>numérique inversé des années | Maximum 10 ans               |



## ■ 2 | PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### e) Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et services, ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice pendant lequel la dépréciation est déterminée.

## ■ 3 | MODIFICATION COMPTABLE

### ■ RÉVISION D'ESTIMATION

La durée de vie utile des immobilisations corporelles a été révisée au cours de l'exercice 2011 pour les équipements, le matériel informatique et logiciels d'exploitation ainsi que pour les développements informatiques. Auparavant, elle était respectivement de 5 ans pour les équipements ainsi que pour le matériel informatique et les logiciels d'exploitation, et de 7 ans pour les développements informatiques. Ce changement d'estimation comptable est appliqué de façon prospective.

## ■ 4 | CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

En vertu des articles 648 et 648.4 du Code de la sécurité routière, la Société et le ministère des Finances conviennent par ententes du montant que le gouvernement du Québec assume pour combler :

- l'excédent des charges encourues par la Société sur les autres revenus afin d'exercer sa compétence en matière de contrôle routier;
- depuis le 1<sup>er</sup> avril 2010, l'excédent des charges encourues par la Société sur les revenus liés à la gestion de l'accès au réseau routier.

De plus, le ministère des Transports est autorisé, par décret, à verser à la Société une subvention d'un montant maximal de 1 000 000 \$ par année pour la mise en œuvre du programme permis de conduire Plus, pour les exercices financiers 2009 à 2016 de la Société, et ce, sous réserve de l'allocation des crédits appropriés.

En vertu de la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., c. S-11.011), le ministère des Transports assume les charges liées à l'application du programme d'adaptation de véhicules, au mandat de délivrance des vignettes de stationnement ainsi qu'à la gestion du programme Alcofrein.



## 4 | CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (suite)

### Composition des contributions du gouvernement du Québec

|                                                                        | 2011    | 2010    |
|------------------------------------------------------------------------|---------|---------|
| <b>Gestion de l'accès au réseau routier</b>                            |         |         |
| Financement de charges liées à la gestion de l'accès au réseau routier | 35 985  | 36 197  |
| Permis de conduire Plus                                                | 1 000   | 1 000   |
|                                                                        | 36 985  | 37 197  |
| <b>Contrôle routier</b>                                                |         |         |
| Financement de charges liées au contrôle routier                       | 57 759  | 60 698  |
| <b>Programmes financés par le ministère des Transports</b>             |         |         |
| Adaptation de véhicules                                                |         |         |
| Frais d'administration                                                 | 518     | 438     |
| Subventions versées                                                    | 8 028   | 9 000   |
|                                                                        | 8 546   | 9 438   |
| Vignettes de stationnement                                             | 1 389   | 1 402   |
| Alcofrein                                                              | 388     | 415     |
|                                                                        | 10 323  | 11 255  |
|                                                                        | 105 067 | 109 150 |

## 5 | REVENUS NETS D'INTÉRÊTS

|                                       | 2011    | 2010  |
|---------------------------------------|---------|-------|
| Intérêts imputés au Fonds d'assurance | 280     | 134   |
| Intérêts imputés au contrôle routier  | 496     | 285   |
| Intérêts sur soldes bancaires         | 79      | 22    |
| Intérêts sur étalement des paiements  |         |       |
| Revenus                               | 6 874   | 4 899 |
| Frais d'intérêts                      | (1 420) | (702) |
| Frais d'intérêts sur marge de crédit  | (525)   | (368) |
|                                       | 5 784   | 4 270 |

## 6 | FRAIS D'ADMINISTRATION ET AUTRES

|                                                                                    | 2011                                 |                  |                                                     |                              | 2010    |         |
|------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------|---------|---------|
|                                                                                    | Gestion de l'accès au réseau routier | Contrôle routier | Programmes financés par le ministère des Transports | Gestion des amendes impayées | Total   | Total   |
| <b>Frais d'administration</b>                                                      |                                      |                  |                                                     |                              |         |         |
| Traitements et charges sociales                                                    | 82 605                               | 37 029           | 1 574                                               | 2 506                        | 123 714 | 124 113 |
| Rémunération des mandataires                                                       | 15 613                               | 36               | -                                                   | 63                           | 15 712  | 15 987  |
| Services administratifs et professionnels                                          | 14 716                               | 2 747            | 430                                                 | 413                          | 18 306  | 17 497  |
| Frais de déplacement                                                               | 864                                  | 1 009            | 7                                                   | 25                           | 1 905   | 2 370   |
| Frais de communication                                                             | 9 090                                | 1 761            | 33                                                  | 2 927                        | 13 811  | 13 563  |
| Information et publicité                                                           | 270                                  | 176              | 2                                                   | 5                            | 453     | 1 094   |
| Loyers, taxes et électricité                                                       | 6 808                                | 2 829            | 16                                                  | 75                           | 9 728   | 9 975   |
| Frais d'entretien                                                                  | 1 019                                | 3 153            | 7                                                   | 16                           | 4 195   | 3 791   |
| Mobilier, agencement et équipement                                                 | 352                                  | 874              | 1                                                   | 3                            | 1 230   | 1 152   |
| Location et entretien de matériel informatique et bureautique                      | 7 056                                | 2 551            | 47                                                  | 151                          | 9 805   | 10 228  |
| Matériel informatique et bureautique                                               | 220                                  | 94               | 3                                                   | 6                            | 323     | 701     |
| Impression, fournitures et autres dépenses                                         | 6 823                                | 1 616            | 47                                                  | 49                           | 8 535   | 8 943   |
| Frais d'utilisation du siège social                                                | 3 340                                | 854              | 88                                                  | 155                          | 4 437   | 3 688   |
| Remboursement de frais d'administration par des tiers                              | (726)                                | (392)            | (1)                                                 | (4)                          | (1 123) | (694)   |
|                                                                                    | 148 050                              | 54 337           | 2 254                                               | 6 390                        | 211 031 | 212 408 |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                      | 15 490                               | 6 170            | 41                                                  | 385                          | 22 086  | 22 695  |
| Amortissement des contributions reportées                                          | (49)                                 | (73)             | -                                                   | -                            | (122)   | (73)    |
| Frais d'utilisation des immobilisations corporelles attribués au Fonds d'assurance | (4 285)                              | -                | -                                                   | -                            | (4 285) | (5 234) |
|                                                                                    | 11 156                               | 6 097            | 41                                                  | 385                          | 17 679  | 17 388  |
|                                                                                    | 159 206                              | 60 434           | 2 295                                               | 6 775                        | 228 710 | 229 796 |
| <b>Autres</b>                                                                      |                                      |                  |                                                     |                              |         |         |
| Subventions versées                                                                | -                                    | -                | 8 028                                               | -                            | 8 028   | 9 000   |
| Participation au financement du Tribunal administratif du Québec <sup>(1)</sup>    | 726                                  | -                | -                                                   | -                            | 726     | 816     |
| Intérêts et autres                                                                 | -                                    | 496              | -                                                   | -                            | 496     | 495     |
|                                                                                    | 726                                  | 496              | 8 028                                               | -                            | 9 250   | 10 311  |
|                                                                                    | 159 932                              | 60 930           | 10 323                                              | 6 775                        | 237 960 | 240 107 |

(1) La participation au financement du Tribunal administratif du Québec est prévue dans la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3). Un décret annuel fixe la participation de chaque organisme utilisateur.

## 6 | FRAIS D'ADMINISTRATION ET AUTRES (suite)

La Société acquitte l'ensemble des frais d'administration des mandats qu'elle gère, y compris les frais attribuables au Fonds d'assurance. Par la suite, ils sont répartis par mandat à l'aide de la gestion par activité, exception faite des subventions versées, de la participation au financement du Tribunal administratif du Québec et des intérêts. Cette répartition donne les résultats suivants:

|                                                            | 2011           | 2010    |
|------------------------------------------------------------|----------------|---------|
| <b>Gestion de l'accès au réseau routier</b>                | <b>159 206</b> | 158 219 |
| <b>Contrôle routier</b>                                    | <b>60 434</b>  | 62 179  |
| <b>Programmes financés par le ministère des Transports</b> |                |         |
| Adaptation de véhicules                                    | 518            | 438     |
| Vignettes de stationnement                                 | 1 389          | 1 402   |
| Alcofrein                                                  | 388            | 415     |
|                                                            | <b>2 295</b>   | 2 255   |
| <b>Gestion des amendes impayées</b>                        | <b>6 775</b>   | 7 143   |
| Total pour la Société                                      | <b>228 710</b> | 229 796 |
| <b>Frais attribués au Fonds d'assurance <sup>(1)</sup></b> | <b>135 808</b> | 129 613 |
| Total des frais d'administration                           | <b>364 518</b> | 359 409 |

(1) Les frais d'administration du Fonds d'assurance sont présentés de façon détaillée dans les états financiers du Fonds d'assurance automobile du Québec.

## 7 | CRÉANCES

|                                           | 2011           | 2010    |
|-------------------------------------------|----------------|---------|
| Comptes clients - Étalement des paiements | 107 351        | 86 609  |
| Centres de services privés                | 25 528         | 21 776  |
| Municipalités                             | 3 076          | 2 548   |
| Autres                                    | 6 424          | 6 324   |
|                                           | <b>142 379</b> | 117 257 |

## 8 | À RECEVOIR DU FONDS D'ASSURANCE

Le montant à recevoir du Fonds d'assurance est remboursable sur demande et il porte intérêt au taux mensuel moyen applicable à la marge de crédit dont dispose la Société auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Le taux de la marge de crédit est de 1,05 % au 31 décembre 2011 (2010 : 1,05 %).

## ■ 9 | MARGE DE CRÉDIT

La Société est autorisée, par décret du gouvernement du Québec, à contracter une marge de crédit de 400 000 000 \$, et ce, jusqu'au 31 décembre 2013, auprès d'institutions financières, auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement. Par conséquent, au 31 décembre 2011, la Société détient :

- une marge de crédit auprès de la Caisse de 390 000 000 \$ échéant le 31 décembre 2013. Cette marge de crédit porte intérêt au taux annuel de rendement du compte de dépôts à vue établi quotidiennement et majoré de 0,05 %. Le taux d'intérêt de cette marge est de 1,05 % au 31 décembre 2011 (2010 : 1,05 %). Le solde de cette marge de crédit est de 232 230 000 \$ au 31 décembre 2011 (2010 : 245 303 000 \$);
- une marge de crédit auprès de la Caisse centrale Desjardins de 10 000 000 \$ sans échéance déterminée. Cette marge de crédit porte intérêt au taux de base de la Caisse centrale Desjardins calculé quotidiennement. Le taux d'intérêt est de 3,0 % au 31 décembre 2011 (2010 : 3,0 %). Le solde de cette marge de crédit est nul au 31 décembre 2011 (2010 : 0 \$).

## ■ 10 | PROVISION POUR AVANTAGES SOCIAUX FUTURS ET SOMMES DUES AUX EMPLOYÉS

### ■ PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

La Société dispose d'un programme d'accumulation de congés de maladie. Ce programme permet aux employés d'accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et ce, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Par ailleurs, dans un contexte de départ en préretraite, les employés peuvent faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées.

Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Société. Les obligations de ce programme augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société. La valeur de ces obligations est établie à l'aide d'une méthode qui répartit les coûts du programme sur la durée de la carrière active des employés. Le programme ne fait l'objet d'aucune capitalisation pour en pourvoir le paiement.

### ■ RÉGIMES DE RETRAITE INTEREMPLOYEURS

Les employés de la Société participent principalement au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Les régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de l'exercice s'élèvent à 10 664 000 \$ (2010 : 9 676 000 \$). Ce montant inclut une somme de 4 353 000 \$ imputée au Fonds d'assurance en 2011 (2010 : 3 846 000 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, le taux de cotisation de la Société au RREGOP est de 8,69 % de la masse salariale cotisable par rapport à 8,19 % au 1<sup>er</sup> janvier 2010 alors que le taux du RRPE et du RRAS est de 11,54 % par rapport à 10,54 %.

### ■ RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RETRAITE

Le Régime supplémentaire de retraite pour les vice-président(e)s de la Société (RSRVP) s'adresse aux vice-présidents et aux vice-présidentes qui ne participent pas au RRAS. Les participants ne cotisent pas au RSRVP. Ce régime à prestations déterminées n'est pas capitalisé et a pour principal objet de pourvoir des prestations supplémentaires de retraite aux vice-présidents et aux vice-présidentes de la Société qui participent au RRPE de façon que les prestations de retraite provenant du RSRVP et du RRPE soient comparables à celles qui seraient pourvues en vertu du RRAS.

## 10 | PROVISION POUR AVANTAGES SOCIAUX FUTURS ET SOMMES DUES AUX EMPLOYÉS (suite)

Les données financières de l'exercice sont présentées dans le tableau qui suit.

|                                           | 2011                             |                 |                                                             |                                                                    | 2010            |          |
|-------------------------------------------|----------------------------------|-----------------|-------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-----------------|----------|
|                                           | Congés de maladie <sup>(2)</sup> | Vacances        | Régime supplé-<br>mentaire<br>de<br>retraite <sup>(3)</sup> | Autres<br>avantages<br>sociaux et<br>sommes<br>dues <sup>(4)</sup> | Total           | Total    |
| <b>Solde au début</b>                     | <b>40 167</b>                    | <b>19 898</b>   | <b>433</b>                                                  | <b>4 176</b>                                                       | <b>64 674</b>   | 64 476   |
| Charges de l'exercice <sup>(1)</sup>      | <b>14 289</b>                    | <b>17 886</b>   | <b>60</b>                                                   | <b>4 208</b>                                                       | <b>36 443</b>   | 33 945   |
| Montants versés au cours<br>de l'exercice | <b>(11 745)</b>                  | <b>(17 518)</b> | <b>(13)</b>                                                 | <b>(4 304)</b>                                                     | <b>(33 580)</b> | (33 747) |
| <b>Solde à la fin</b>                     | <b>42 711</b>                    | <b>20 266</b>   | <b>480</b>                                                  | <b>4 080</b>                                                       | <b>67 537</b>   | 64 674   |

(1) Les charges de l'exercice incluent, s'il y a lieu, les intérêts et l'amortissement des gains et pertes actuariels.

(2) Cette provision a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre et la valeur des obligations actuarielles est établie selon les principales hypothèses suivantes:

|                                                                  | 2011   | 2010   |
|------------------------------------------------------------------|--------|--------|
| Taux de croissance annuelle pondéré de la rémunération           | 2,77 % | 3,13 % |
| Taux d'actualisation pondéré                                     | 3,18 % | 4,00 % |
| Durée résiduelle moyenne pondérée d'activité des salariés actifs | 7 ans  | 8 ans  |

(3) Cette provision a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre. Les hypothèses actuarielles significatives retenues lors de l'évaluation des obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes:

|                                                             | 2011   | 2010   |
|-------------------------------------------------------------|--------|--------|
| Taux de croissance de la rémunération                       | 3,50 % | 3,50 % |
| Taux d'actualisation                                        | 3,60 % | 3,70 % |
| Durée résiduelle moyenne d'activité des participants actifs | 4 ans  | 3 ans  |

Le passif au titre des avantages de retraite au 31 décembre s'établit comme suit:

|                                                 | 2011              | 2010              |
|-------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Obligation au titre des prestations constituées | 342 000 \$        | 282 000 \$        |
| Gains actuariels nets non amortis               | 138 000 \$        | 151 000 \$        |
|                                                 | <u>480 000 \$</u> | <u>433 000 \$</u> |

(4) Les autres avantages sociaux comprennent les compensations de l'employeur pour des absences rémunérées, notamment en assurance salaire et en congé de maternité ou de paternité. Les sommes dues sont relatives aux banques d'heures supplémentaires et aux congés autofinancés.

## 11 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                                       | Terrain      | Bâtisse      | Aménagement<br>du siège social<br>et améliorations<br>locatives | Équipements,<br>matériel roulant<br>et postes de<br>photographie | Matériel<br>Informatique<br>et logiciels | Dévelop-<br>pements<br>informatiques | Postes de<br>contrôle<br>routier | Total          |
|---------------------------------------|--------------|--------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|----------------|
| <b>Coût</b>                           |              |              |                                                                 |                                                                  |                                          |                                      |                                  |                |
| Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2010 | 1 637        | 3 925        | 16 664                                                          | 31 825                                                           | 36 140                                   | 193 771                              | 50 850                           | 334 812        |
| Acquisitions                          | -            | -            | 1 254                                                           | 1 969                                                            | 3 054                                    | 25 982                               | 5 397                            | 37 656         |
| Dispositions                          | -            | -            | -                                                               | (1 761)                                                          | -                                        | -                                    | (23)                             | (1 784)        |
| <b>Solde au<br/>31 décembre 2010</b>  | <b>1 637</b> | <b>3 925</b> | <b>17 918</b>                                                   | <b>32 033</b>                                                    | <b>39 194</b>                            | <b>219 753</b>                       | <b>56 224</b>                    | <b>370 684</b> |
| Acquisitions                          | -            | -            | 2 708                                                           | 1 350                                                            | 3 822                                    | 26 550                               | 3 909                            | 38 339         |
| Dispositions                          | -            | -            | (2 642)                                                         | (10 107)                                                         | (7 962)                                  | (16 794)                             | (106)                            | (37 611)       |
| <b>Solde au<br/>31 décembre 2011</b>  | <b>1 637</b> | <b>3 925</b> | <b>17 984</b>                                                   | <b>23 276</b>                                                    | <b>35 054</b>                            | <b>229 509</b>                       | <b>60 027</b>                    | <b>371 412</b> |
| <b>Amortissement cumulé</b>           |              |              |                                                                 |                                                                  |                                          |                                      |                                  |                |
| Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2010 | -            | 1 734        | 11 792                                                          | 24 343                                                           | 31 922                                   | 131 698                              | 10 909                           | 212 398        |
| Amortissement                         | -            | 111          | 874                                                             | 1 873                                                            | 1 959                                    | 15 323                               | 2 555                            | 22 695         |
| Dispositions                          | -            | -            | -                                                               | (1 421)                                                          | -                                        | -                                    | (13)                             | (1 434)        |
| <b>Solde au<br/>31 décembre 2010</b>  | <b>-</b>     | <b>1 845</b> | <b>12 666</b>                                                   | <b>24 795</b>                                                    | <b>33 881</b>                            | <b>147 021</b>                       | <b>13 451</b>                    | <b>233 659</b> |
| Amortissement                         | -            | 100          | 1 293                                                           | 2 007                                                            | 2 170                                    | 13 697                               | 2 819                            | 22 086         |
| Dispositions                          | -            | -            | (2 642)                                                         | (9 729)                                                          | (7 962)                                  | (16 794)                             | (106)                            | (37 233)       |
| <b>Solde au<br/>31 décembre 2011</b>  | <b>-</b>     | <b>1 945</b> | <b>11 317</b>                                                   | <b>17 073</b>                                                    | <b>28 089</b>                            | <b>143 924</b>                       | <b>16 164</b>                    | <b>218 512</b> |
| <b>Valeur comptable nette</b>         |              |              |                                                                 |                                                                  |                                          |                                      |                                  |                |
| Au 31 décembre 2010                   | 1 637        | 2 080        | 5 252                                                           | 7 238                                                            | 5 313                                    | 72 732                               | 42 773                           | 137 025        |
| Au 31 décembre 2011                   | 1 637        | 1 980        | 6 667                                                           | 6 203                                                            | 6 965                                    | 85 585                               | 43 863                           | 152 900        |

## 11 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

Les immobilisations corporelles qui étaient en voie de réalisation ou non encore en service au 31 décembre ne sont pas amorties et s'élèvent à:

|                                                         | 2011          | 2010          |
|---------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Équipements, matériel roulant et postes de photographie | 676           | 1 053         |
| Matériel informatique et logiciels                      | 80            | 1 128         |
| Développements informatiques                            | 41 671        | 26 733        |
| Postes de contrôle routier                              | 2 467         | 6 074         |
|                                                         | <b>44 894</b> | <b>34 988</b> |

Au 31 décembre 2011, les charges à payer et frais courus afférents aux immobilisations corporelles s'élèvent à 12 723 000 \$ (2010: 10 430 000 \$).

## 12 | OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

### ■ CONTRATS DE LOCATION

La Société est engagée en vertu de divers contrats de location de locaux pour une somme minimale estimée à 49 623 000 \$ au 31 décembre 2011. Ces contrats s'échelonnent jusqu'en 2022 et se répartissent comme suit:

|                               |               |
|-------------------------------|---------------|
| 2012                          | 10 063 000 \$ |
| 2013                          | 9 681 000     |
| 2014                          | 8 052 000     |
| 2015                          | 6 558 000     |
| 2016                          | 5 179 000     |
| 2017 et exercices subséquents | 10 090 000    |

### ■ CONTRATS DE SERVICES INFORMATIQUES ET AUTRES

La Société est engagée en vertu de divers contrats de services informatiques et autres pour une somme minimale estimée à 50 922 000 \$ au 31 décembre 2011. Ces contrats s'échelonnent jusqu'en 2016 et se répartissent comme suit:

|      |               |
|------|---------------|
| 2012 | 28 062 000 \$ |
| 2013 | 16 578 000    |
| 2014 | 5 761 000     |
| 2015 | 517 000       |
| 2016 | 4 000         |

## 13 | PASSIFS ÉVENTUELS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à diverses réclamations et poursuites judiciaires. La direction est d'avis qu'aucune provision n'est requise à l'égard de ces litiges et elle ne prévoit pas d'incidence défavorable importante sur sa situation financière et les résultats de ses activités.

## 14 | OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société est apparentée à l'ensemble des ministères et des fonds spéciaux ainsi qu'aux organismes et entreprises contrôlés, directement ou indirectement, par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable de la part du gouvernement du Québec. Elle est également apparentée au Fonds d'assurance. Elle n'a conclu aucune opération avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités.

Les principales opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de celles qui sont présentées distinctement dans les états financiers:

|                                                               | 2011  | 2010  |
|---------------------------------------------------------------|-------|-------|
| <b>Frais d'administration <sup>(1)</sup></b>                  |       |       |
| Centre de services partagés du Québec                         |       |       |
| Services administratifs et professionnels                     | 1 312 | 653   |
| Frais de communication                                        | 3 068 | 3 131 |
| Information et publicité                                      | 2 901 | 4 311 |
| Location et entretien de matériel informatique et bureautique | 3 369 | 4 065 |
| Société immobilière du Québec - Loyers, taxes et électricité  | 2 434 | 2 528 |
| Hydro-Québec - Frais d'utilisation du siège social            | 1 057 | 920   |

(1) Une partie de ces frais est imputée au Fonds d'assurance. En effet, la Société acquitte l'ensemble des frais d'administration des mandats qu'elle gère, y compris les frais attribuables au Fonds d'assurance. Par la suite, ils sont répartis par mandat à l'aide de la gestion par activité.

Les opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange.

## 15 | INFORMATION COMPLÉMENTAIRE SUR LES RISQUES FINANCIERS

### RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt se définit comme la volatilité des taux d'intérêt qui se répercute sur les éléments de trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que sur le montant à recevoir du Fonds d'assurance et la marge de crédit (taux d'intérêt variable) de la Société.

Le montant à recevoir du Fonds d'assurance et la marge de crédit portent intérêt à taux variable. Il en résulte donc un risque de flux de trésorerie quant aux intérêts qui seront encaissés ou versés relativement à ces éléments. L'effet net, tant sur cet actif que sur ce passif, d'une augmentation (réduction) immédiate et soutenue de 0,25 % des taux d'intérêt aurait augmenté (réduit) les charges d'intérêts de 396 000 \$ (2010: 318 000 \$).



## 15 | INFORMATION COMPLÉMENTAIRE SUR LES RISQUES FINANCIERS (suite)

### ■ RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières.

Afin de contrer ce risque, des prévisions à l'égard des besoins de liquidités de la Société sont effectuées quotidiennement. Pour assurer les besoins de liquidités, la Société dispose d'une marge de crédit de 400 000 000 \$, dont le solde s'élève à 232 230 000 \$ au 31 décembre 2011 (2010 : 245 303 000 \$).

La Société est en mesure d'honorer les passifs qui nécessitent des déboursés dans une échéance rapprochée au 31 décembre 2011. La Société paie généralement ses créances à l'intérieur d'un délai de 30 jours.

### ■ RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit correspond au risque de pertes financières résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles. La Société est exposée à un risque de crédit à l'égard de sommes à recouvrer. La Société évalue périodiquement les pertes probables sur ses créances et constitue une provision pour créances irrécouvrables selon les tendances historiques. La valeur comptable des créances représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

L'analyse de l'âge des créances se détaille comme suit :

|                                 | 2011         |           | 2010         |              |
|---------------------------------|--------------|-----------|--------------|--------------|
|                                 | Valeur brute | Provision | Valeur nette | Valeur nette |
| Créances non en souffrance      | 138 849      | -         | 138 849      | 113 823      |
| Créances en souffrance depuis : |              |           |              |              |
| Moins de 1 an                   | 5 483        | 2 353     | 3 130        | 3 086        |
| De 1 à 2 ans                    | 1 917        | 1 567     | 350          | 311          |
| De 2 à 3 ans                    | 1 424        | 1 374     | 50           | 37           |
| De 3 à 4 ans                    | 925          | 925       | -            | -            |
|                                 | 148 598      | 6 219     | 142 379      | 117 257      |

## 15 | INFORMATION COMPLÉMENTAIRE SUR LES RISQUES FINANCIERS (suite)

Les créances non en souffrance sont constituées principalement des sommes à percevoir de la clientèle ayant adhéré à l'étalement des paiements, de centres de services privés mandataires de la Société et de municipalités.

L'évolution de la provision pour créances irrécouvrables se détaille comme suit :

|                                                | 2011           | 2010    |
|------------------------------------------------|----------------|---------|
| <b>Solde au début</b>                          | <b>5 485</b>   | 4 770   |
| Provision comptabilisée au cours de l'exercice | <b>3 216</b>   | 3 042   |
| Reprise de provision                           | <b>(2 482)</b> | (2 327) |
| <b>Solde à la fin</b>                          | <b>6 219</b>   | 5 485   |

## 16 | CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2010 ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée en 2011.



**RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT  
À L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Les états financiers qui suivent ont été dressés par la direction de la Société des alcools du Québec (la Société) et approuvés par son conseil d'administration. La direction est responsable des données et des affirmations contenues dans ces états financiers et dans les autres sections du rapport annuel. Les états financiers ont été préparés selon les méthodes et les procédés établis par la direction, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), et reflètent les meilleurs jugements et estimations de la direction, basés sur l'information actuellement disponible.

Dans le cadre de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que les biens de l'entreprise sont convenablement protégés, que les transactions sont effectuées conformément à son autorisation et, enfin, que les registres comptables constituent une base fiable pour l'établissement d'états financiers exacts et ponctuels. De plus, le Service de la vérification interne passe en revue, sur une base sélective, les processus comptables et les systèmes de gestion. Ses constatations et ses recommandations sont transmises à la direction, qui agit en conséquence. La direction reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires de la Société conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration de la Société a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses obligations relatives à la préparation d'états financiers et au contrôle financier de l'exploitation. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche au moyen de son comité de vérification, qui se compose uniquement d'administrateurs indépendants. Ce comité révise périodiquement les états financiers et étudie également les rapports portant sur les méthodes comptables ainsi que sur les systèmes de contrôle interne. Les auditeurs indépendants externes peuvent, sans restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne leur audit.

Les états financiers ont été audités par le vérificateur général du Québec et par le cabinet Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Leur responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la fidélité des états financiers. Le rapport des auditeurs indépendants, qui figure ci-contre, précise la nature et l'étendue de leur audit et présente leur opinion à l'égard de ces états financiers.



**PHILIPPE DUVAL**  
Président et chef de la direction



**RICHARD GENEST**  
Vice-président et chef de la direction financière

Montréal, le 7 juin 2012

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Au ministre des Finances,

### Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société des alcools du Québec, qui comprennent les états de la situation financière au 31 mars 2012, au 26 mars 2011 et au 28 mars 2010, et les états du résultat global, les états des variations des capitaux propres et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2012 et le 26 mars 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion

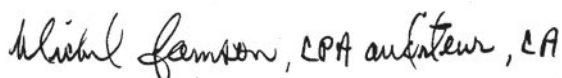
À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société des alcools du Québec au 31 mars 2012, au 26 mars 2011 et au 28 mars 2010, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2012 et le 26 mars 2011, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

#### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

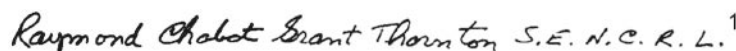
Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement de référentiel comptable expliqué à la note 28 afférente aux états financiers, ces normes ont été appliquées pour l'exercice clos le 31 mars 2012 de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, ainsi que pour l'état de la situation financière d'ouverture au 28 mars 2010.

Le vérificateur général du Québec par interim,

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

 MICHEL SAMSON, CPA auditeur, CA

MICHEL SAMSON, CPA auditeur, CA

 Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A102361

Montréal, le 7 juin 2012

# ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
(en milliers de dollars canadiens)

|                                                                                                                     | 2012<br>(53 semaines) | 2011<br>(52 semaines) |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>VENTES (note 6)</b>                                                                                              | <b>2 837 123 \$</b>   | <b>2 657 818 \$</b>   |
| <b>COÛT DES PRODUITS VENDUS (note 6)</b>                                                                            | <b>1 327 802</b>      | <b>1 240 719</b>      |
| <b>BÉNÉFICE BRUT (note 6)</b>                                                                                       | <b>1 509 321</b>      | <b>1 417 099</b>      |
| Frais de vente et mise en marché et distribution                                                                    | 456 708               | 433 508               |
| Frais d'administration                                                                                              | 109 787               | 124 200               |
| Revenus publicitaires, promotionnels et divers                                                                      | (60 106)              | (53 053)              |
| <b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>                                                                                        | <b>1 002 932</b>      | <b>912 444</b>        |
| Charge de financement nette des produits de financement (note 8)                                                    | 2 117                 | 1 881                 |
| Quote-part du résultat net des participations comptabilisées<br>selon la méthode de la mise en équivalence (note 9) | 1 069                 | 41                    |
| <b>RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE</b>                                                              | <b>999 746 \$</b>     | <b>910 522 \$</b>     |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

# ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
(en milliers de dollars canadiens)

|                                                 | Capital-actions  | Résultats<br>non distribués | Total            |
|-------------------------------------------------|------------------|-----------------------------|------------------|
| <b>SOLDE AU 28 MARS 2010</b>                    | 30 000 \$        | 19 037 \$                   | 49 037 \$        |
| Résultat net et résultat global pour l'exercice | —                | 910 522                     | 910 522          |
| Dividende                                       | —                | (914 671)                   | (914 671)        |
| <b>SOLDE AU 26 MARS 2011</b>                    | 30 000           | 14 888                      | 44 888           |
| Résultat net et résultat global pour l'exercice | —                | 999 746                     | 999 746          |
| Dividende                                       | —                | (999 746)                   | (999 746)        |
| <b>SOLDE AU 31 MARS 2012</b>                    | <b>30 000 \$</b> | <b>14 888 \$</b>            | <b>44 888 \$</b> |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

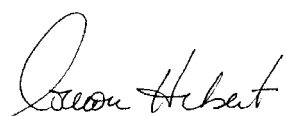
# ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

31 mars 2012, 26 mars 2011 et 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens)

|                                                                                                              | 2012       | 2011       | 2010       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|
| <b>ACTIF</b>                                                                                                 |            |            |            |
| <b>À court terme</b>                                                                                         |            |            |            |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 24)                                                            | 30 753 \$  | 30 624 \$  | 43 769 \$  |
| Comptes clients et autres débiteurs (note 10)                                                                | 49 594     | 50 005     | 45 582     |
| Stocks (note 11)                                                                                             | 302 350    | 294 536    | 302 124    |
| Dépôts et charges payées d'avance (note 12)                                                                  | 56 724     | 19 419     | 10 161     |
|                                                                                                              | 439 421    | 394 584    | 401 636    |
| <b>Participations dans des coentreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (note 9)</b> | 7 963      | 7 282      | 323        |
| <b>Immeuble de placement (note 13)</b>                                                                       | —          | 1 864      | 1 864      |
| <b>Immobilisations corporelles (note 14)</b>                                                                 | 221 501    | 223 650    | 213 596    |
| <b>Immobilisations incorporelles (note 15)</b>                                                               | 29 372     | 23 752     | 22 937     |
| <b>Actif au titre des prestations définies du régime de retraite (note 20)</b>                               | 2 132      | —          | —          |
|                                                                                                              | 700 389 \$ | 651 132 \$ | 640 356 \$ |
| <b>PASSIF</b>                                                                                                |            |            |            |
| <b>À court terme</b>                                                                                         |            |            |            |
| Emprunts (note 16)                                                                                           | 53 992 \$  | 3 000 \$   | — \$       |
| Comptes fournisseurs et autres charges à payer (note 17)                                                     | 231 157    | 224 882    | 211 305    |
| Taxes et droits gouvernementaux à payer                                                                      | 56 343     | 92 235     | 88 306     |
| Provisions et passifs éventuels (note 18)                                                                    | 25 872     | 32 068     | 26 852     |
| Dividende à payer                                                                                            | 258 746    | 221 671    | 233 213    |
|                                                                                                              | 626 110    | 573 856    | 559 676    |
| <b>Obligation découlant d'un contrat de location-financement (note 19)</b>                                   | —          | 54         | 1 765      |
| <b>Passif au titre des crédits de congés de maladie cumulés (note 20)</b>                                    | 29 391     | 26 683     | 24 896     |
| <b>Passif au titre des prestations définies du régime de retraite (note 20)</b>                              | —          | 5 651      | 4 982      |
|                                                                                                              | 655 501    | 606 244    | 591 319    |
| <b>CAPITAUX PROPRES (note 21)</b>                                                                            |            |            |            |
| <b>Capital-actions</b>                                                                                       | 30 000     | 30 000     | 30 000     |
| <b>Résultats non distribués</b>                                                                              | 14 888     | 14 888     | 19 037     |
|                                                                                                              | 44 888     | 44 888     | 49 037     |
|                                                                                                              | 700 389 \$ | 651 132 \$ | 640 356 \$ |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Les états financiers ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 7 juin 2012.



NORMAN HÉBERT JR.  
Président du conseil d'administration



DOUGLAS M. DERUCHIE  
Président du comité de vérification

# TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
(en milliers de dollars canadiens)

|                                                                                                      | 2012             | 2011             |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>                                                                     |                  |                  |
| Résultat net                                                                                         | 999 746 \$       | 910 522 \$       |
| Éléments sans effet sur la trésorerie :                                                              |                  |                  |
| Amortissements des immobilisations corporelles                                                       | 23 695           | 23 874           |
| Amortissements des immobilisations incorporelles                                                     | 6 502            | 5 657            |
| Perte sur cessions d'immobilisations corporelles                                                     | 127              | 730              |
| Gain sur cession d'immeuble de placement                                                             | (1 214)          | —                |
| Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence | 1 069            | 41               |
| Charge au titre des crédits de congés de maladie                                                     | 6 107            | 5 637            |
| Charge au titre du régime de retraite                                                                | 748              | 729              |
| Ajustements pour produits et charges d'intérêts                                                      | 654              | 297              |
|                                                                                                      | <b>1 037 434</b> | <b>947 487</b>   |
| Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 24)                             | (77 525)         | 16 309           |
| Intérêts payés                                                                                       | (781)            | (642)            |
| Intérêts perçus                                                                                      | 127              | 345              |
| Prestations versées au titre du régime de crédits de congés de maladie cumulés                       | (3 399)          | (3 850)          |
| Capitalisation de l'obligation au titre de prestations définies du régime de retraite                | (8 467)          | —                |
| Prestations versées au titre du régime de retraite                                                   | (64)             | (60)             |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles                                                | <b>947 325</b>   | <b>959 589</b>   |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                                                    |                  |                  |
| Distribution de capital reçue d'une coentreprise                                                     | 750              | —                |
| Apport de capital dans une coentreprise                                                              | (2 500)          | (7 000)          |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles                                                           | (23 195)         | (36 481)         |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles                                                         | (12 068)         | (6 663)          |
| Produit de cessions d'immobilisations corporelles                                                    | 129              | 2 156            |
| Produit de cession d'un immeuble de placement                                                        | 3 078            | —                |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement                                               | <b>(33 806)</b>  | <b>(47 988)</b>  |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                                                      |                  |                  |
| Variation nette des emprunts                                                                         | 50 992           | 3 000            |
| Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-financement                         | (1 711)          | (1 533)          |
| Dividende payé                                                                                       | (962 671)        | (926 213)        |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement                                                 | <b>(913 390)</b> | <b>(924 746)</b> |
| <b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>                    | <b>129</b>       | <b>(13 145)</b>  |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>                                | <b>30 624</b>    | <b>43 769</b>    |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 24)</b>                      | <b>30 753 \$</b> | <b>30 624 \$</b> |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.



# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

## 1. GÉNÉRALITÉS, STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société des alcools du Québec (la Société) est constituée en vertu de la *Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., c. S-13)*. Son siège social est situé au 905, avenue De Lorimier, à Montréal. La Société a pour mandat de faire le commerce de boissons alcooliques sur le territoire du Québec. À titre de société d'État, elle est exonérée de l'impôt sur les bénéfices.

## 2. EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de la Société se termine le dernier samedi du mois de mars. Par conséquent, l'exercice financier clos le 31 mars 2012 comprend 53 semaines d'exploitation (52 semaines pour celui clos le 26 mars 2011).

## 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### Mode de présentation, adoption des IFRS et déclaration de conformité

Les présents états financiers ainsi que les notes afférentes ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Comme ce sont les premiers états financiers annuels en IFRS, ils ont été préparés en appliquant la norme IFRS 1 « *Première application des Normes internationales d'information financière* ». Conformément à l'IFRS 1, la Société présente trois états de la situation financière dans ses premiers états financiers IFRS. Pour les périodes subséquentes, l'IAS 1 exige la présentation de deux périodes comparatives pour l'état de la situation financière seulement dans certaines circonstances.

Jusqu'au 26 mars 2011, la Société préparait ses états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (ci-après nommés les « PCGR du Canada ») applicables avant le basculement aux IFRS. Les PCGR du Canada diffèrent des IFRS à certains égards. Lors de la préparation des présents états financiers conformément aux IFRS, la direction a modifié certaines méthodes de comptabilisation et d'évaluation qu'elle appliquait auparavant pour préparer ses états financiers selon les PCGR du Canada. Les informations comparatives de l'exercice 2011 ont été retraitées pour rendre compte de ces modifications. La note 28 présente le rapprochement des capitaux propres et du résultat global selon les PCGR du Canada et selon les IFRS de même que l'explication de l'incidence de la transition des PCGR du Canada aux IFRS sur ces éléments.

Les méthodes comptables décrites ci-dessous sont fondées sur les normes en vigueur au 31 mars 2012 et ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf lorsque la Société a appliqué certaines méthodes comptables, exemptions et exceptions au moment de la transition aux IFRS. Les exemptions et exceptions appliquées et les effets de la transition aux IFRS sont présentés à la note 28.

Les états financiers sont présentés conformément à l'IAS 1 « *Présentation des états financiers* ». La Société a décidé de présenter les états du résultat net et du résultat global en un seul état.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Base d'évaluation**

Les présents états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains éléments dont la base d'évaluation est divulguée dans les méthodes comptables.

**Constatation des produits**

Les ventes de boissons alcooliques effectuées aux consommateurs, aux agences, aux titulaires de permis (incluant les établissements licenciés et les institutions), aux distributeurs autorisés (grossistes-épiciers) ainsi que les autres produits sont constatés déduction faite des escomptes et retours, lorsque :

- la Société a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société ne continue ni à n'être impliquée dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés;
- le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société et que les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Pour la Société, ces critères de constatation sont généralement rencontrés au moment de la livraison des biens et lorsque les services sont rendus.

La Société agit à titre d'intermédiaire en ce qui concerne les ventes de bières effectuées aux titulaires d'un permis de brasseur et aux titulaires d'un permis de distributeur de bière. Ces derniers vendent et livrent, dans la province de Québec, des bières fabriquées dans les autres provinces canadiennes ou à l'étranger par eux-mêmes ou par des sociétés qui leur sont liées. Ces produits doivent être achetés exclusivement de la Société, laquelle agit à titre d'intermédiaire entre les fournisseurs et les brasseurs et distributeurs de bière. Ces transactions de vente ne génèrent aucun bénéfice brut pour la Société, qui perçoit toutefois des frais de service pour celles-ci.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés sur une base d'exercice selon la méthode du taux effectif.

Les programmes publicitaires et promotionnels en coopération avec les représentants des fournisseurs et les autres revenus peuvent être évalués de façon fiable et sont comptabilisés séparément lorsque les services sont rendus.

**Participations dans des coentreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence**

Les entités dont les activités économiques sont sous le contrôle conjoint de la Société et d'une tierce partie (les coentreprises) sont initialement comptabilisées au coût, puis ultérieurement selon la méthode de la mise en équivalence. La valeur comptable des participations dans les coentreprises est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises. Ces changements comprennent l'amortissement ou les dépréciations qui sont prises subséquemment relativement aux ajustements de juste valeur des actifs ou des passifs.

La Société détient des participations de 50 % dans la Société d'investissement M.-S., S.E.C. et de 50 % dans TWIST, société en commandite (S.E.C.). La quote-part de la Société dans le résultat de ces coentreprises est présentée distinctement dans les états du résultat global.

Les participations dans les coentreprises et l'actif sous-jacent sont également soumis à un test de dépréciation du point de vue de la Société lorsqu'il existe un indice que l'actif a pu se déprécier.

**Secteurs opérationnels**

La Société n'œuvre que dans un seul secteur et n'a, par conséquent, aucune information à fournir à ce sujet.

**Constatation des contreparties reçues ou à recevoir de fournisseurs**

Les contreparties en espèces reçues ou à recevoir de fournisseurs sont considérées comme des ajustements de prix des produits des fournisseurs et, en conséquence, sont comptabilisées en réduction du coût des produits vendus et des stocks. Certaines exceptions s'appliquent lorsque les contreparties en espèces reçues ou à recevoir représentent des remboursements de coûts différentiels engagés par la Société pour vendre des produits des fournisseurs ou des paiements au titre de biens livrés ou de services fournis aux fournisseurs. Ces dernières contreparties reçues ou à recevoir des fournisseurs sont enregistrées, selon leur nature, en réduction des charges afférentes ou à titre d'autres produits.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011

ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Conversion des devises**

Les états financiers annuels sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de la Société, soit le dollar canadien, qui est aussi celle des coentreprises.

Les éléments monétaires d'actif et de passif libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière tandis que les éléments d'actif et de passif non monétaires sont convertis au taux en vigueur à la date d'origine des transactions. Les produits et les charges libellés en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et les pertes de change sont inclus dans les stocks de fin et dans le coût des produits vendus.

**Instruments financiers**

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants sont transférés.

Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

Les instruments financiers sont évalués à la juste valeur au moment de leur constatation initiale, majorés ou diminués des coûts de transaction, à l'exception des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont évalués initialement à la juste valeur. Leur évaluation au cours des périodes subséquentes et la comptabilisation des variations de leur juste valeur dépendent de la catégorie dans laquelle ils sont classés.

La Société a effectué le classement suivant pour ses instruments financiers :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes clients et autres débiteurs et les dépôts sont classés dans les « Prêts et créances ». Ils sont évalués subséquentement au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif moins une provision pour perte de valeur, le cas échéant.
- Les instruments financiers dérivés sont classés dans les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net puisqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués subséquentement à la juste valeur et les profits et pertes sont comptabilisés en résultat net.
- Les emprunts, les comptes fournisseurs et autres charges à payer (à l'exception des avantages du personnel à payer et de la tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-financement échéant à moins de un an), ainsi que le dividende à payer, sont classés dans les « Autres passifs financiers ». Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

De plus, les instruments financiers mesurés à la juste valeur doivent être classés selon une hiérarchie à trois niveaux fondée sur le type de données utilisées pour réaliser les évaluations. Cette hiérarchie est comme suit :

niveau 1 : les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et

niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif concerné qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, pour tous les actifs financiers, sauf ceux comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, la Société détermine s'il existe un indice qu'un actif financier s'est déprécié. Les actifs financiers sont dépréciés lorsqu'il existe des indications objectives qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a subi une perte de valeur. Le montant comptabilisé de perte de valeur correspond à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Dérivés**

La Société gère partiellement son risque de change sur les sorties de fonds prévues en devises au moyen de contrats de change à terme et d'autres instruments financiers dérivés. Ils sont évalués en fin de période à la juste valeur confirmée par le ministre des Finances du Québec. Toutefois, la Société ne documente pas la relation de couverture selon les IFRS et, par conséquent, ces instruments financiers dérivés ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture. Néanmoins, la Société estime que, du point de vue de l'exploitation et de la gestion des flux de trésorerie, ils lui permettent de réduire les effets négatifs éventuels d'une variation du dollar canadien sur le marché des changes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

**Dérivés incorporés**

Les dérivés incorporés à des instruments financiers ou contrats, autres que ceux pour lesquels le contrat hôte est détenu ou désigné à des fins de transaction, sont séparés lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas étroitement liés à ceux que présente le contrat hôte et sont alors comptabilisés à titre de dérivés.

Au 31 mars 2012, au 26 mars 2011 et au 28 mars 2010, la Société ne détenait aucun instrument financier ou contrat comportant un dérivé incorporé nécessitant d'être séparé.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent l'encaisse et les placements à court terme dont l'échéance est de trois mois ou moins de la date d'acquisition.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût des stocks de boissons alcooliques comprend le coût d'acquisition, les frais de transport à l'achat, les droits de douane et d'accise afférents ainsi que les frais de livraison directs encourus pour rendre disponibles les produits aux différents points de vente. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

**Immeuble de placement**

L'immeuble de placement est constitué d'un terrain détenu pour valoriser le capital à long terme. Il est comptabilisé en utilisant le modèle du coût, soit le coût d'acquisition diminué des pertes de valeur ultérieures. Le terrain n'est pas amorti.

**Immobilisations corporelles**

Les terrains détenus à des fins administratives sont présentés à leur coût d'acquisition (voir note 28 concernant la première application des IFRS en ce qui a trait à l'utilisation de la juste valeur en tant que coût présumé à la date de transition). Puisque aucune durée d'utilité finie ne peut être établie pour les terrains, ils ne sont pas amortis.

Les bâtisses, le mobilier et équipement, le matériel roulant et les améliorations locatives sont comptabilisés au coût d'acquisition (voir note 28 concernant la première application des IFRS en ce qui a trait à l'utilisation de la juste valeur en tant que coût présumé à la date de transition), diminué des amortissements et des pertes de valeur ultérieures.

Une partie de l'entrepôt principal qui est détenue dans le cadre d'un contrat de location-financement est également présentée dans les immobilisations corporelles. Cet actif est amorti sur la durée d'utilité attendue (déterminée en fonction de celle des actifs similaires détenus).

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011

ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

Ces actifs sont amortis, à compter de la date où ils sont prêts à être mis en service, c'est-à-dire dès qu'ils se trouvent à l'endroit et dans l'état nécessaires pour pouvoir les exploiter de la manière prévue par la direction, sur leur durée d'utilité attendue selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les valeurs résiduelles, les durées d'utilité et le mode d'amortissement sont réexaminés à chaque fin de période de présentation de l'information financière. Les périodes d'amortissement sont les suivantes :

**Bâtisses :**

|                                        |              |
|----------------------------------------|--------------|
| Structures et enveloppes des bâtisses  | 75 ans       |
| Toitures et systèmes électromécaniques | 20 ans       |
| Aménagements intérieurs et extérieurs  | 10 et 15 ans |
| Améliorations locatives                | 5 à 15 ans   |
| Mobilier et équipement                 | 3 à 20 ans   |
| Matériel roulant                       | 3 à 10 ans   |

L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les « Frais de vente et mise en marché et distribution » et les « Frais d'administration ».

**Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles, composées de logiciels développés à l'interne et de licences de logiciels acquises, sont comptabilisées au coût, diminué des amortissements et des pertes de valeur ultérieures. Celui-ci comprend les frais directement liés à l'acquisition, à l'installation ou au développement de logiciels destinés à un usage interne. Les dépenses pour la phase de recherche d'un projet interne sont comptabilisées en charges dans la période où elles sont encourues.

Les coûts directement attribuables à la phase de développement de nouveaux logiciels sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles à condition qu'ils remplissent les exigences suivantes :

- l'achèvement de l'immobilisation incorporelle est techniquement faisable en vue de sa mise en service;
- la Société a l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service;
- la Société a la capacité de mettre en service l'immobilisation incorporelle;
- l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- il existe des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement de l'immobilisation incorporelle et la mettre en service;
- les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement peuvent être évaluées de façon fiable.

Les dépenses de développement qui ne remplissent pas ces critères pour l'inscription à l'actif sont comptabilisées en charges au fur et à mesure qu'elles sont encourues.

Ces actifs sont amortis, à compter de la date où ils sont prêts à être mis en service, c'est-à-dire dès qu'ils se trouvent à l'endroit et dans l'état nécessaires pour pouvoir les exploiter de la manière prévue par la direction, sur leur durée d'utilité attendue selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les valeurs résiduelles, les durées d'utilité et le mode d'amortissement sont réexaminés à chaque fin de période de présentation de l'information financière. Les périodes d'amortissement sont les suivantes :

|                                  |            |
|----------------------------------|------------|
| Logiciels et licences acquis     | 3 à 5 ans  |
| Logiciels développés à l'interne | 3 à 10 ans |

Les coûts se rapportant à la maintenance des logiciels, c'est-à-dire les sommes dépensées pour l'achat et l'installation de correctifs et de mises à niveau mineures, sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont encourus.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est réparti entre les « Frais de vente et mise en marché et distribution » et les « Frais d'administration ».

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Dépréciation des actifs à long terme**

Aux fins d'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés aux niveaux les plus bas générant des entrées de trésorerie largement indépendantes (unités génératrices de trésorerie). Par conséquent, certains actifs sont soumis individuellement à un test de dépréciation tandis que d'autres sont testés au niveau de l'unité génératrice de trésorerie.

Les immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les participations dans les coentreprises sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. À la fin de chaque période de présentation, la Société détermine s'il existe un indice qu'un actif à long terme ait subi une perte de valeur. Au cours de l'exercice, la Société effectue un test de dépréciation des immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées, qu'il y ait eu indice de dépréciation ou non. Une perte de valeur égale au montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable est comptabilisée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction procède à une estimation des flux de trésorerie futurs provenant de chaque actif ou de chaque unité génératrice de trésorerie, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Les données utilisées pour les tests de dépréciation sont directement liées au budget le plus récent approuvé et ont été ajustées au besoin. Les facteurs d'actualisation sont établis individuellement pour chaque actif ou unité génératrice de trésorerie et reflètent leur profil de risque respectif déterminé par la direction.

Les pertes de valeur liées aux unités génératrices de trésorerie sont réparties au prorata des actifs de l'unité génératrice de trésorerie. Tous les actifs sont subséquemment réévalués afin de relever tout indice indiquant qu'une perte de valeur comptabilisée antérieurement puisse ne plus exister. Une reprise de valeur peut compenser une perte de valeur antérieure si la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède la valeur comptable jusqu'à concurrence du coût amorti qui aurait été obtenu si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée. Pour la période et celles précédentes, il n'y a eu aucun événement ou circonstance indiquant que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

**Actifs loués**

Les contrats de location sont traités comme des contrats de location simple ou de location-financement.

Location simple

Les contrats de location pour lesquels les risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont conservés par le bailleur sont considérés comme des contrats de location simple.

Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location. Les frais connexes, comme ceux se rapportant à la maintenance et à l'assurance, sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont encourus.

Location-financement

Il s'agit d'un contrat de location par lequel la propriété économique d'un actif loué est transférée au locataire lorsque ce dernier assume la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif loué. L'actif est comptabilisé à la date de début de la période de location à la juste valeur de l'actif loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Le passif lié au contrat de location-financement correspondant est réduit des paiements au titre de location moins les charges d'intérêts, lesquelles sont comptabilisées à titre de charge de financement. Le mode d'amortissement et la durée d'utilité sont les mêmes que ceux utilisés pour les immobilisations corporelles.

La part des intérêts des paiements au titre de location représente une proportion constante du solde du capital restant et est comptabilisée en charge sur la durée du contrat de location sous le poste « Charge de financement nette des produits de financement » aux états du résultat global.

**Coûts d'emprunt**

Les coûts d'emprunt, s'il y a lieu, sont capitalisés à l'actif, dans la mesure où ils sont directement attribuables à l'acquisition, à la production ou à la construction d'actifs qualifiés qui exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus. Les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges durant la période au cours de laquelle ils sont encourus sous le poste « Charge de financement nette des produits de financement » aux états du résultat global.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011

ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Taxes et droits gouvernementaux à payer**

Les taxes et droits gouvernementaux à payer sont comptabilisés au montant exigé par les lois.

**Régimes d'avantages du personnel****Crédits de congés de maladie cumulés**

La Société administre un régime non capitalisé de congés de maladie cumulés qui garantit à la plupart de ses employés le paiement de crédits de congés de maladie. Le coût des prestations futures au titre de paiement de crédits de congés de maladie gagnés par les employés de la Société qui participent au régime est établi par calculs actuariels, selon la méthode de répartition des prestations définies au prorata des années de service, et il est imputé aux résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par ces employés. Les calculs actuariels tiennent compte des hypothèses les plus probables établies par la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite et le taux d'utilisation des crédits de congés de maladie.

Comme le régime des crédits de congés de maladie cumulés est considéré comme un avantage à long terme plutôt qu'un avantage postérieur à l'emploi, les écarts actuariels sont comptabilisés en charges immédiatement dans l'exercice courant.

La direction procède à une estimation annuelle de l'obligation au titre de crédits de congés de maladie cumulés avec le soutien d'actuaire indépendants en faisant une mise à jour du taux d'actualisation utilisé lors de la dernière évaluation actuarielle complète. Une nouvelle évaluation actuarielle complète est effectuée tous les trois ans. Si des événements ayant un effet significatif sur l'obligation au titre des crédits de congés de maladie surviennent, la direction procédera à une évaluation actuarielle complète. L'évaluation de l'obligation au titre d'avantage à long terme est fondée sur les taux standards d'inflation et les taux de mortalité. Elle tient également compte des prévisions spécifiques de la Société relativement aux taux d'utilisation des congés de maladie et aux futures augmentations de salaire. Les taux d'actualisation sont déterminés à la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entités de première catégorie libellées dans la même monnaie que les prestations à verser et ayant des échéances similaires à celles du passif connexe.

**Régimes de retraite**

Les employés de la Société participent à des régimes de retraite généraux et obligatoires, soit au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes, administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, sont considérés par la Société comme des régimes à cotisations déterminées. En effet, les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent donc à ses cotisations à titre d'employeur. La part de l'employeur à ces régimes est comptabilisée en charge dans la période au cours de laquelle les services correspondants des employés sont reçus.

La Société administre un régime de retraite supplémentaire pour la haute direction. Ce régime prend en compte le nombre d'années de service et la moyenne des trois salaires annuels les plus élevés durant la carrière de l'employé. Ce régime est à prestations définies et comporte également des garanties de versement de rentes à la retraite et de prestations au décès qui sont indexées annuellement. Le régime est capitalisé depuis l'exercice clos le 31 mars 2012.

La direction procède à une estimation annuelle de l'obligation au titre des prestations définies (OPD) du régime de retraite supplémentaire avec le soutien d'actuaire indépendants. Une évaluation actuarielle complète est effectuée chaque année. L'évaluation de l'OPD au titre d'avantage postérieur à l'emploi est fondée sur des méthodes et hypothèses actuarielles similaires à celles décrites pour le régime de congés de maladie cumulés en utilisant les taux spécifiques au régime supplémentaire de retraite de la haute direction.

Les écarts actuariels relatifs au régime de retraite supplémentaire ne sont pas comptabilisés en charges à moins que le total des écarts actuariels non comptabilisés excède 10 % de la plus grande des valeurs entre la valeur actuelle de l'obligation et la juste valeur des actifs du régime. Dans un tel cas, le montant excédant le corridor de 10 % est comptabilisé en produit ou en charge sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue du groupe de salariés actifs participant au régime. Le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en charge aux états du résultat global sauf si les changements apportés au régime de retraite sont conditionnels à ce que les membres du personnel demeurent en service pour une période de temps définie (la période d'acquisition des droits). Dans un tel cas, le coût des services passés est amorti selon un mode linéaire sur la période d'acquisition des droits. Le rendement pour l'actif et l'intérêt sur l'OPD sont passés en charges.

Les actifs et les passifs liés aux régimes d'avantages du personnel (crédits de congés de maladie cumulés et régime de retraite supplémentaire pour la haute direction) comptabilisés dans l'état de la situation financière correspondent à la valeur actuelle de l'OPD déduction faite de la juste valeur des actifs du régime ainsi que les ajustements liés aux écarts actuariels non comptabilisés à la date des périodes de présentation de l'information financière.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Autres**

De plus, la Société contribue à plusieurs régimes gouvernementaux pour les employés qui sont considérés comme des régimes à cotisations définies. La part de l'employeur à ces régimes est comptabilisée en charge dans la période au cours de laquelle les services correspondants des employés sont reçus.

Les avantages du personnel à court terme, notamment des droits aux vacances, sont des passifs à court terme compris dans « Comptes fournisseurs et autres charges à payer » évalués aux montants non actualisés que la Société s'attend à payer en raison des droits non utilisés.

**Provisions et passifs éventuels**

Les provisions sont comptabilisées lorsque les obligations actuelles (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, se traduiront probablement par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques de la Société et que les montants peuvent être estimés de manière fiable. Les provisions ne sont pas comptabilisées au titre des pertes opérationnelles futures. Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant sont incertains.

L'évaluation des provisions correspond aux dépenses estimées nécessaires à l'extinction de l'obligation actuelle, en fonction des éléments probants les plus fiables disponibles à la fin de la période de présentation de l'information financière, incluant les risques et les incertitudes liés à l'obligation actuelle. Les provisions sont actualisées lorsque la valeur temps de l'argent est significative.

Les provisions sont revues à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et ajustées pour refléter les meilleures estimations actuelles à cette date.

Lorsqu'une sortie possible de ressources représentatives d'avantages économiques résultant d'une obligation actuelle est considérée comme étant improbable ou de probabilité faible, aucun passif n'est comptabilisé.

**Capitaux propres et dividende**

Les capitaux propres comprennent le capital-actions, représentant la valeur nominale des actions émises, ainsi que les résultats non distribués de la période et de celles précédentes.

Le dividende à payer à l'actionnaire est présenté séparément à l'état de la situation financière lorsqu'il a été approuvé avant la date de clôture.

## 4.

### UTILISATIONS D'ESTIMATIONS ET DE JUGEMENTS

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables et qu'elle utilise des hypothèses et des estimations qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice.

Les estimations et leurs hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement, et l'incidence de toute modification est immédiatement comptabilisée. Celles-ci reposent sur l'expérience, la conjoncture économique et les tendances générales, ainsi que les conjectures à l'égard de l'issue probable de ces questions. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Des explications quant aux principaux jugements, hypothèses et estimations utilisées sont présentées ci-dessous :

**Logiciels développés à l'interne et dépenses de recherche**

La direction doit poser un jugement important pour distinguer l'étape de la recherche de celle du développement. Les coûts directement attribuables à la phase de développement sont comptabilisés en tant qu'actifs lorsque tous les critères sont respectés, tandis que les dépenses de recherche sont passées en charges à mesure qu'elles sont encourues.

La Société veille également à ce que les exigences permettant la comptabilisation des coûts directement attribuables à la phase de développement en tant qu'actifs continuent d'être respectées. Ce suivi est nécessaire puisque le développement d'un logiciel est incertain et peut être compromis par des problèmes techniques survenant après la comptabilisation.



**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**4. UTILISATIONS D'ESTIMATIONS ET DE JUGEMENTS (suite)**Contrats de location

La Société considère son contrat de location d'une partie de son entrepôt principal comme un contrat de location-financement. Dans certains cas, le classement des contrats de location n'est pas concluant et la direction doit faire preuve de jugement pour déterminer si un contrat de location est un contrat de location-financement qui transfère la quasi-totalité des risques et des avantages se rattachant à la propriété du bien loué, ou un contrat de location simple.

Provisions

La classification de certaines provisions à court ou à long terme exige parfois que la direction fasse preuve de jugement pour déterminer le moment le plus probable de la sortie de fonds.

Stocks

Les principaux éléments pour lesquels la direction établit des estimations et formule des hypothèses concernent l'évaluation des écarts de change contenus dans les stocks et la provision pour déficiences ou désuétude.

Actif et passif au titre des avantages du personnel

Le passif au titre des crédits de congés de maladie cumulés et le passif (l'actif) au titre des prestations définies du régime de retraite sont sujets à des incertitudes, particulièrement quant à l'estimation des taux d'actualisation, des taux d'utilisation des crédits de congés de maladie, du taux de rendement prévu à long terme sur les actifs, des taux d'inflation et de mortalité, qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des obligations au titre des prestations définies de la Société.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Au 31 mars 2012, la direction a évalué que les durées d'utilité correspondaient à l'utilité attendue des actifs de la Société. Les valeurs comptables sont analysées dans les notes 14 et 15.

Perte de valeur

Une perte de valeur égale au montant de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie qui excède la valeur recouvrable est comptabilisée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. La direction détermine la valeur d'utilité en procédant à une estimation des flux de trésorerie futurs prévus provenant de chaque actif ou unité génératrice de trésorerie.

Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la direction pose des hypothèses relativement aux résultats opérationnels futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent différer et donner lieu à des ajustements futurs.

## 5.

### **NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS FUTURS**

À la date d'autorisation pour publication des présents états financiers annuels, de nouvelles normes, amendements et interprétations des normes existantes ont été publiés mais ne sont pas encore en vigueur. La Société ne les a pas adoptés de façon anticipée. Elle prévoit les adopter selon leur date d'entrée en vigueur.

L'information sur les nouvelles normes et interprétations et les nouveaux amendements qui sont susceptibles d'être pertinents pour les états financiers de la Société est fournie ci-après.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**5. NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS FUTURS (suite)****IFRS 9, Instruments financiers (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015)**

L'IASB vise à remplacer intégralement l'IAS 39 « *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* » et l'IFRIC 9 « *Réexamen de dérivés incorporés* ». La norme de remplacement (IFRS 9) est émise en plusieurs phases. À ce jour, les chapitres traitant de la comptabilisation, du classement, de l'évaluation et de la décomptabilisation des actifs et passifs financiers ont été publiés. D'autres chapitres traitant de la méthodologie de dépréciation et de comptabilité de couverture sont toujours en cours d'élaboration.

La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la Société. Cependant, elle ne prévoit pas adopter cette nouvelle norme avant que tous les chapitres du projet de remplacement de l'IFRS 9 aient été publiés et qu'elle puisse déterminer toutes les incidences de ces changements.

**IFRS 11, Partenariats (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013)**

L'IASB a publié l'IFRS 11 « *Partenariats* », qui remplace l'IAS 31 « *Participations dans des coentreprises* » et la SIC-13 « *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs* ». La comptabilisation par les investisseurs reflète davantage leurs droits et obligations relatifs au partenariat. En outre, l'IFRS 11 élimine la possibilité d'utiliser la consolidation proportionnelle pour les coentreprises. La méthode de la mise en équivalence, qui est utilisée actuellement pour les participations dans des entreprises associées, est maintenant exigée selon l'IFRS 11. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la Société.

**IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013)**

En parallèle avec la publication de l'IFRS 11, l'IASB a également publié l'IFRS 12 « *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* ». Cette nouvelle norme établit les exigences minimales en matière d'informations à fournir relativement aux intérêts dans d'autres entités. Cette norme combine les informations à fournir au sujet des participations dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées exclues du périmètre des états financiers consolidés, qui se retrouvaient antérieurement dans chaque norme individuelle applicable. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la Société.

**IFRS 13, Évaluation de la juste valeur (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013)**

L'IASB a publié l'IFRS 13 « *Évaluation de la juste valeur* » afin d'établir une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. L'IFRS 13 n'a pas d'incidence sur les éléments qui doivent être évalués à la juste valeur, mais clarifie la définition de la juste valeur, fournit des directives connexes et requiert un plus grand volume d'informations concernant les évaluations à la juste valeur. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la Société.

**Modifications de l'IAS 1, Présentation des états financiers (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012)**

Selon les modifications de l'IAS 1, une entité doit regrouper les éléments présentés au poste « *Autres éléments du résultat global* » dans des éléments qui, conformément à d'autres normes IFRS : a) ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net et b) seront reclassés ultérieurement en résultat net lorsque certaines conditions seront remplies.

**IAS 19, Avantages du personnel (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013)**

L'IASB a publié une version révisée de l'IAS 19 « *Avantages du personnel* » qui fait en sorte, entre autres, d'éliminer la méthode du corridor permettant le report d'une partie des écarts actuariels des régimes à prestations définies. Selon la direction, les écarts actuariels du régime de retraite supplémentaire de la haute direction devront, par conséquent, être passés en charges immédiatement. Les autres incidences sur les états financiers de la Société, s'il y a lieu, n'ont pas encore été déterminées.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011

ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

## 6.

### VENTES, COÛT DES PRODUITS VENDUS ET BÉNÉFICE BRUT

|                          | 2012                                     |                         |              | 2011                                     |                         |              |
|--------------------------|------------------------------------------|-------------------------|--------------|------------------------------------------|-------------------------|--------------|
|                          | Succursales<br>et centres<br>spécialisés | Grossistes-<br>épiciers | Total        | Succursales<br>et centres<br>spécialisés | Grossistes-<br>épiciers | Total        |
| Ventes                   | 2 524 408 \$                             | 312 715 \$              | 2 837 123 \$ | 2 362 516 \$                             | 295 302 \$              | 2 657 818 \$ |
| Coût des produits vendus | 1 168 233                                | 159 569                 | 1 327 802    | 1 090 527                                | 150 192                 | 1 240 719    |
| Bénéfice brut            | 1 356 175 \$                             | 153 146 \$              | 1 509 321 \$ | 1 271 989 \$                             | 145 110 \$              | 1 417 099 \$ |

Les ventes de la Société ne comprennent pas les ventes de bières effectuées aux titulaires d'un permis de brasseur et aux titulaires d'un permis de distributeur de bière. Les ventes et le coût des produits vendus résultant de ces transactions se sont élevés à 282,9 millions de dollars pour l'exercice 2012 (270,2 millions de dollars pour l'exercice 2011).

## 7.

### RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Les charges comptabilisées aux titres des avantages du personnel se détaillent comme suit :

|                                                                    | 2012       | 2011       |
|--------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| Frais de vente et mise en marché et distribution                   |            |            |
| Salaires et autres avantages du personnel                          | 225 414 \$ | 217 870 \$ |
| Coûts des avantages sociaux et cotisations aux régimes de retraite | 51 266     | 46 896     |
|                                                                    | 276 680    | 264 766    |
| Frais d'administration                                             |            |            |
| Salaires et autres avantages du personnel                          | 58 644     | 68 175     |
| Coûts des avantages sociaux et cotisations aux régimes de retraite | 8 984      | 8 988      |
|                                                                    | 67 628     | 77 163     |
|                                                                    | 344 308 \$ | 341 929 \$ |

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

## 8. CHARGE DE FINANCEMENT NETTE DES PRODUITS DE FINANCEMENT

|                                                                                                                                                            | 2012     | 2011     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|
| Intérêts sur les emprunts contractés auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec, un organisme du gouvernement exerçant des opérations fiduciaires | 141 \$   | 31 \$    |
| Autres intérêts sur les emprunts à court terme                                                                                                             | 530      | 324      |
|                                                                                                                                                            | 671      | 355      |
| Intérêts relatifs à l'obligation découlant d'un contrat de location-financement                                                                            | 110      | 287      |
| Intérêts nets relatifs aux passifs et à l'actif découlant des régimes d'avantages du personnel                                                             | 1 463    | 1 584    |
|                                                                                                                                                            | 2 244    | 2 226    |
| Moins produits financiers :                                                                                                                                |          |          |
| Produits d'intérêts sur les placements inclus dans les équivalents de trésorerie contractés auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec            | (50)     | (74)     |
| Produits d'intérêts sur la trésorerie et équivalents de trésorerie                                                                                         | (77)     | (271)    |
|                                                                                                                                                            | (127)    | (345)    |
|                                                                                                                                                            | 2 117 \$ | 1 881 \$ |

## 9. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE MISE EN ÉQUIVALENCE

Le 28 octobre 2010, la Société a procédé, avec le Fonds de Solidarité des Travailleurs du Québec (FTQ) et le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (Fondaction), à la formation d'une coentreprise, TWIST, S.E.C. La société Expert en vins et spiritueux TWIST inc. agit à titre de commanditée de celle-ci. Le 8 avril 2011, TWIST, S.E.C. a procédé à l'acquisition des éléments d'actifs nets de J.J. Buckley, un détaillant américain spécialisé dans le commerce électronique de boissons alcooliques milieu et haut de gamme. D'abord, cette coentreprise offrait des solutions de développement commercial dans l'industrie des boissons alcooliques à l'échelle mondiale. Après un repositionnement stratégique en décembre 2011, TWIST, S.E.C. a décidé de se concentrer sur les activités de commerce électronique du vin sur le marché américain.

L'apport de la Société dans TWIST, S.E.C. s'est établi à 9,5 millions de dollars dont 2,5 millions de dollars au cours de l'exercice pour obtenir 50 % des parts de catégorie A émises. Les deux autres commanditaires détiennent respectivement 25 % des parts de catégorie A et ils ont investi 9,5 millions de dollars dont 2,5 millions de dollars au cours de l'exercice. Aux termes d'une convention de cession datée du 28 octobre 2010, la Société a transféré à TWIST, S.E.C. toutes ses activités de démarrage et sa transaction effectuée ou en voie de l'être, notamment l'acquisition des activités de J.J. Buckley en contrepartie d'une part de catégorie B ayant une valeur de 1 \$. La part de catégorie B est non votante et seule la Société peut y souscrire. L'attribution des bénéfices au détenteur de cette part s'établit selon une formule fondée sur l'atteinte d'un bénéfice minimal, prévu jusqu'au 31 décembre 2013.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011

ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**9. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES  
COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE  
DE MISE EN ÉQUIVALENCE (suite)**

La Société d'investissement M.-S., S.E.C. se veut un cybermarché interentreprises offrant une solution intégrée pour l'achat et la vente de vins. Au cours de l'exercice, la Société a reçu une distribution de capital de 0,8 million de dollars. Sa date de fin d'exercice est le 31 mars alors que celle de la société TWIST, S.E.C. est le 31 décembre, les transactions du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars sont donc considérées. Les montants regroupés des coentreprises sont présentés ci-après :

|              | Total des actifs |            | Total des passifs |            | Produits  | Charges   |
|--------------|------------------|------------|-------------------|------------|-----------|-----------|
|              | Court terme      | Long terme | Court terme       | Long terme |           |           |
| 28 mars 2010 | 653 \$           | – \$       | 330 \$            | – \$       |           |           |
| 26 mars 2011 | 9 828 \$         | 53 \$      | 2 599 \$          | – \$       | 3 878 \$  | 3 919 \$  |
| 31 mars 2012 | 11 965 \$        | 12 445 \$  | 10 587 \$         | 5 860 \$   | 15 129 \$ | 16 198 \$ |

La Société n'a aucun passif éventuel et n'a pris aucun engagement relativement à ses coentreprises.

**10.  
COMPTES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS**

|                                                                      | 2012      | 2011      | 2010      |
|----------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Grossistes-épiciers                                                  | 15 338 \$ | 13 924 \$ | 11 955 \$ |
| Établissements licenciés, institutions et autres comptes commerciaux | 34 962    | 36 948    | 34 663    |
| Provision pour perte de crédit                                       | (706)     | (867)     | (1 036)   |
|                                                                      | 49 594 \$ | 50 005 \$ | 45 582 \$ |

**11.  
STOCKS**

|                                     | 2012       | 2011       | 2010       |
|-------------------------------------|------------|------------|------------|
| Boissons alcooliques <sup>(1)</sup> | 299 368 \$ | 291 483 \$ | 299 236 \$ |
| Fournitures diverses                | 2 982      | 3 053      | 2 888      |
|                                     | 302 350 \$ | 294 536 \$ | 302 124 \$ |

(1) Le montant des stocks de boissons alcooliques comptabilisé en charge correspond au coût des produits vendus.

Aucun stock n'a été donné en nantissement de passifs.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

## 12. DÉPÔTS ET CHARGES PAYÉES D'AVANCE

Les dépôts divers et charges payées d'avance sont principalement constitués de paiements de taxes foncières et d'assurances alors que les dépôts produits vinicoles représentent des sommes versées à des fournisseurs relatifs à l'achat de produits qui seront livrés ultérieurement.

|                                          | 2012             | 2011             | 2010             |
|------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Dépôts divers et charges payées d'avance | 3 083 \$         | 1 433 \$         | 2 382 \$         |
| Dépôts produits vinicoles                | 53 641           | 17 986           | 7 779            |
|                                          | <b>56 724 \$</b> | <b>19 419 \$</b> | <b>10 161 \$</b> |

## 13. IMMEUBLE DE PLACEMENT

L'immeuble de placement, constitué d'un terrain comptabilisé selon le modèle du coût, a été vendu durant l'exercice. Le profit sur cession a été imputé aux « Revenus publicitaires, promotionnels et divers ».

|                                                     |                 |
|-----------------------------------------------------|-----------------|
| Valeur comptable au 28 mars 2010 et au 26 mars 2011 | 1 864 \$        |
| Sortie                                              | 1 864           |
| Valeur comptable au 31 mars 2012                    | – \$            |
| Produit de cession                                  | 3 078 \$        |
| Valeur comptable                                    | 1 864           |
| Profit sur cession 2012                             | <b>1 214 \$</b> |

La juste valeur du terrain s'élevait à 3,1 millions de dollars au 26 mars 2011 et elle était sensiblement la même au 28 mars 2010. Cette juste valeur était fondée sur un acte de vente intervenu entre la Société et un acheteur dont la conclusion était sujette à certaines conditions. Celles-ci ont été respectées au cours de l'exercice entraînant l'exécution de la vente.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011

ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

# 14.

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                               | Terrains         | Bâtisses          | Améliorations<br>locatives <sup>(1)</sup> | Mobilier et<br>équipement | Matériel<br>roulant | Total             |
|-------------------------------|------------------|-------------------|-------------------------------------------|---------------------------|---------------------|-------------------|
| <b>Coût</b>                   |                  |                   |                                           |                           |                     |                   |
| Solde au 28 mars 2010         | 29 427 \$        | 108 861 \$        | 50 163 \$                                 | 178 191 \$                | 17 196 \$           | 383 838 \$        |
| Acquisitions                  | —                | 18 413            | 6 825                                     | 10 838                    | 738                 | 36 814            |
| Sorties                       | (582)            | (1 559)           | (2 212)                                   | (46 694)                  | (1 020)             | (52 067)          |
| Solde au 26 mars 2011         | 28 845           | 125 715           | 54 776                                    | 142 335                   | 16 914              | 368 585           |
| Acquisitions                  | 17               | 6 036             | 4 836                                     | 8 590                     | 1 748               | 21 227            |
| Sorties                       | —                | —                 | (2 478)                                   | (5 319)                   | (524)               | (8 321)           |
| Transferts                    | —                | —                 | —                                         | 575                       | —                   | 575               |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>  | <b>28 862 \$</b> | <b>131 751 \$</b> | <b>57 134 \$</b>                          | <b>146 181 \$</b>         | <b>18 138 \$</b>    | <b>382 066 \$</b> |
| <b>Amortissements cumulés</b> |                  |                   |                                           |                           |                     |                   |
| Solde au 28 mars 2010         | — \$             | 17 \$             | 33 663 \$                                 | 124 505 \$                | 12 057 \$           | 170 242 \$        |
| Amortissements                | —                | 7 424             | 3 456                                     | 11 779                    | 1 215               | 23 874            |
| Sorties                       | —                | (220)             | (2 048)                                   | (45 893)                  | (1 020)             | (49 181)          |
| Solde au 26 mars 2011         | —                | 7 221             | 35 071                                    | 90 391                    | 12 252              | 144 935           |
| Amortissements                | —                | 7 908             | 3 604                                     | 11 063                    | 1 120               | 23 695            |
| Sorties                       | —                | —                 | (2 449)                                   | (5 092)                   | (524)               | (8 065)           |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>  | <b>— \$</b>      | <b>15 129 \$</b>  | <b>36 226 \$</b>                          | <b>96 362 \$</b>          | <b>12 848 \$</b>    | <b>160 565 \$</b> |
| <b>Valeur comptable nette</b> |                  |                   |                                           |                           |                     |                   |
| Solde au 28 mars 2010         | 29 427 \$        | 108 844 \$        | 16 500 \$                                 | 53 686 \$                 | 5 139 \$            | 213 596 \$        |
| Solde au 26 mars 2011         | 28 845 \$        | 118 494 \$        | 19 705 \$                                 | 51 944 \$                 | 4 662 \$            | 223 650 \$        |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>  | <b>28 862 \$</b> | <b>116 622 \$</b> | <b>20 908 \$</b>                          | <b>49 819 \$</b>          | <b>5 290 \$</b>     | <b>221 501 \$</b> |

(1) Des travaux liés à l'aménagement des succursales, d'une valeur capitalisée de 9,2 millions de dollars, étaient en voie de réalisation au 31 mars 2012 (11,5 millions de dollars au 26 mars 2011 et 17,3 millions de dollars au 28 mars 2010) et ne sont pas amortis.

L'amortissement des immobilisations corporelles a été réparti comme suit dans les états du résultat global :

|                                                  | 2012             | 2011             |
|--------------------------------------------------|------------------|------------------|
| Frais de vente et mise en marché et distribution | 18 074 \$        | 18 741 \$        |
| Frais d'administration                           | 5 621            | 5 133            |
|                                                  | <b>23 695 \$</b> | <b>23 874 \$</b> |

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

## 15. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

|                               | Logiciels et<br>licences acquis | Logiciels<br>développés à<br>l'interne <sup>(1)</sup> | Total             |
|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------------------------|-------------------|
| <b>Coût</b>                   |                                 |                                                       |                   |
| Solde au 28 mars 2010         | 14 525 \$                       | 130 734 \$                                            | 145 259 \$        |
| Acquisitions                  | 2 981                           | 3 491                                                 | 6 472             |
| Sorties                       | (5 754)                         | (8 346)                                               | (14 100)          |
| Solde au 26 mars 2011         | 11 752                          | 125 879                                               | 137 631           |
| Acquisitions                  | 1 107                           | 11 590                                                | 12 697            |
| Transferts                    | —                               | (575)                                                 | (575)             |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>  | <b>12 859 \$</b>                | <b>136 894 \$</b>                                     | <b>149 753 \$</b> |
| <b>Amortissements cumulés</b> |                                 |                                                       |                   |
| Solde au 28 mars 2010         | 12 300 \$                       | 110 022 \$                                            | 122 322 \$        |
| Amortissements                | 1 145                           | 4 512                                                 | 5 657             |
| Sorties                       | (5 754)                         | (8 346)                                               | (14 100)          |
| Solde au 26 mars 2011         | 7 691                           | 106 188                                               | 113 879           |
| Amortissements                | 1 483                           | 5 019                                                 | 6 502             |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>  | <b>9 174 \$</b>                 | <b>111 207 \$</b>                                     | <b>120 381 \$</b> |
| <b>Valeur comptable nette</b> |                                 |                                                       |                   |
| Solde au 28 mars 2010         | 2 225 \$                        | 20 712 \$                                             | 22 937 \$         |
| Solde au 26 mars 2011         | 4 061 \$                        | 19 691 \$                                             | 23 752 \$         |
| <b>Solde au 31 mars 2012</b>  | <b>3 685 \$</b>                 | <b>25 687 \$</b>                                      | <b>29 372 \$</b>  |

(1) Des logiciels développés à l'interne, d'une valeur capitalisée de 5,7 millions de dollars, étaient en voie de réalisation au 31 mars 2012 (7,3 millions de dollars au 26 mars 2011 et 9,1 millions de dollars au 28 mars 2010) et ne sont pas amortis.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a été réparti comme suit dans les états du résultat global :

|                                                  | 2012            | 2011            |
|--------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
| Frais de vente et mise en marché et distribution | 1 102 \$        | 1 212 \$        |
| Frais d'administration                           | 5 400           | 4 445           |
|                                                  | <b>6 502 \$</b> | <b>5 657 \$</b> |



**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011

ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

## 16. EMPRUNTS

|          | 2012      | 2011     | 2010 |
|----------|-----------|----------|------|
| Emprunts | 53 992 \$ | 3 000 \$ | – \$ |

Au 31 mars 2012, il y a 3 emprunts à court terme totalisant 54,0 millions de dollars. Ces emprunts portent intérêt à un taux de 1,02 % et viennent à échéance à 6 jours ou moins (1 seul emprunt à un taux de 1,04 % au 26 mars 2011 et aucun au 28 mars 2010). Ceux-ci ont été contractés auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec, un organisme du gouvernement exerçant des opérations fiduciaires exclu du périmètre comptable du gouvernement du Québec.

La Société dispose d'une facilité de crédit bancaire de 300,0 millions de dollars autorisée et entièrement disponible au 31 mars 2012. Ce crédit est disponible sous forme de découverts bancaires portant intérêt au taux préférentiel ou sous forme d'avances portant intérêt à un taux fixe correspondant au coût des fonds de l'institution financière plus une marge à être déterminée. Ce crédit est remboursable sur demande. Au 26 mars 2011, elle disposait de deux facilités de crédit bancaire totalisant 310,0 millions de dollars dont un montant de 3,3 millions de dollars y était prélevé. Ces mêmes facilités existaient et étaient entièrement disponibles au 28 mars 2010.

## 17. COMPTES FOURNISSEURS ET AUTRES CHARGES À PAYER

|                                                                                                    | 2012       | 2011       | 2010       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|
| Comptes fournisseurs et autres charges à payer                                                     | 162 706 \$ | 160 767 \$ | 143 253 \$ |
| Rémunération et avantages du personnel à payer                                                     | 68 397     | 62 404     | 66 519     |
| Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-financement<br>échéant à moins de un an | 54         | 1 711      | 1 533      |
|                                                                                                    | 231 157 \$ | 224 882 \$ | 211 305 \$ |

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

## 18. PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

**Provisions**

Toutes les provisions sont considérées à court terme. Les valeurs comptables des provisions se détaillent comme suit :

|                                         | Litiges          | Programmes<br>municipaux de<br>collecte sélective | Total            |
|-----------------------------------------|------------------|---------------------------------------------------|------------------|
| Valeur comptable au 28 mars 2010        | 19 392 \$        | 7 460 \$                                          | 26 852 \$        |
| Augmentation des provisions             | 6 142            | 4 396                                             | 10 538           |
| Montants utilisés                       | (851)            | (4 471)                                           | (5 322)          |
| Valeur comptable au 26 mars 2011        | 24 683           | 7 385                                             | 32 068           |
| Augmentation des provisions             | 513              | 10 702                                            | 11 215           |
| Montants repris                         | (12 090)         | —                                                 | (12 090)         |
| Montants utilisés                       | (477)            | (4 844)                                           | (5 321)          |
| <b>Valeur comptable au 31 mars 2012</b> | <b>12 629 \$</b> | <b>13 243 \$</b>                                  | <b>25 872 \$</b> |

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à diverses réclamations et poursuites judiciaires. La direction est d'avis qu'une provision adéquate a été constituée à l'égard des déboursés qui pourraient découler de ces litiges. Outre cette provision, elle ne prévoit donc pas d'incidence défavorable significative sur la situation financière de la Société. La quasi-totalité de la provision pour litiges est afférente à une divergence d'opinion concernant l'application de la *Loi sur l'équité salariale*. En septembre dernier, la cour d'appel du Québec a rendu un jugement favorable à l'endroit de la Société, mettant ainsi fin à un litige qui durait depuis plus de cinq ans. La Société a, par conséquent, revu à la baisse sa provision comptabilisée dans les « Frais d'administration » et doit réaliser le programme d'équité au cours du prochain exercice financier.

La provision pour contribution aux programmes municipaux de collecte sélective est composée principalement des coûts nets estimés des programmes municipaux de collecte sélective à être assumés par la Société, en tenant compte des rapports de bouteilles vendues, jumelés à une estimation des taux applicables aux contenants de la Société.

**Risques environnementaux**

Les activités de la Société sont assujetties à des lois, règlements et directives sur l'environnement adoptés par les autorités gouvernementales. La direction considère que les risques environnementaux sont gérés adéquatement et qu'aucun passif actuel ou probable n'existe à leur égard à l'exception de la provision pour les programmes municipaux de collecte sélective mentionnée ci-haut.

**Passifs éventuels**

Dans le cours normal de son exploitation, la Société fait face à des réclamations et poursuites diverses, principalement en dommages-intérêts, qui totalisent près de 3,6 millions de dollars. La direction de la Société conteste ces poursuites judiciaires et s'oppose donc à donner suite aux réclamations qui en découlent. Aucune provision n'est comptabilisée dans les livres de la Société relativement à ces éventualités car, selon la direction, leur dénouement n'aura aucun effet significatif sur les états financiers de la Société.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011

ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

# 19.

## OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-FINANCEMENT

**Contrat de location-financement en tant que preneur**

Une partie de l'entrepôt principal de la Société est détenue en vertu d'un contrat de location-financement. La valeur nette comptable des actifs détenus en vertu du contrat de location totalise 28,1 millions de dollars au 31 mars 2012 (30,1 millions de dollars au 26 mars 2011 et 32,1 millions de dollars au 28 mars 2010). Les actifs sont présentés sous la rubrique bâtisses et font donc partie intégrante des immobilisations corporelles (voir la note 14).

Les paiements minimaux futurs exigibles au titre de l'obligation découlant d'un contrat de location-financement, calculés au taux annuel de 11 %, se résument comme suit :

|                                            | Paiements minimaux exigibles au titre de la location |                                            |          |
|--------------------------------------------|------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------|
|                                            | À un an au plus                                      | À plus<br>de un an mais à<br>5 ans au plus | Total    |
|                                            | <b>2012</b>                                          |                                            |          |
| Paiement minimum au titre de la location   | 55 \$                                                | – \$                                       | 55 \$    |
| Charge de financement                      | 1                                                    | –                                          | 1        |
| Valeur actuelle nette                      | 54 \$                                                | – \$                                       | 54 \$    |
|                                            | <b>2011</b>                                          |                                            |          |
| Paiements minimaux au titre de la location | 1 820 \$                                             | 55 \$                                      | 1 875 \$ |
| Charge de financement                      | 109                                                  | 1                                          | 110      |
| Valeur actuelle nette                      | 1 711 \$                                             | 54 \$                                      | 1 765 \$ |
|                                            | <b>2010</b>                                          |                                            |          |
| Paiements minimaux au titre de la location | 1 820 \$                                             | 1 875 \$                                   | 3 695 \$ |
| Charge de financement                      | 287                                                  | 110                                        | 397      |
| Valeur actuelle nette                      | 1 533 \$                                             | 1 765 \$                                   | 3 298 \$ |

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

## 20.

### ACTIF ET PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

La charge à l'égard des régimes généraux et obligatoires totalise 16,1 millions de dollars (14,8 millions de dollars en 2011) et est prise en compte dans les postes « Frais de vente et mise en marché et distribution » et « Frais d'administration » aux états du résultat global.

Afin de déterminer la charge et l'obligation au titre des prestations définies, les hypothèses actuarielles suivantes ont été utilisées :

|                                                                                                                               | Régime de crédits de congés de maladie cumulés<br>(Avantage à long terme) |                   |                   | Régime de retraite supplémentaire de la haute direction<br>(Avantage postérieur à l'emploi) |        |        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|
|                                                                                                                               | 2012                                                                      | 2011              | 2010              | 2012                                                                                        | 2011   | 2010   |
| Taux de rendement prévu à long terme sur les actifs                                                                           | —                                                                         | —                 | —                 | 2,00 %                                                                                      | —      | —      |
| Taux d'actualisation                                                                                                          | 3,75 %                                                                    | 4,75 %            | 5,25 %            | 4,25 %                                                                                      | 4,75 % | 5,25 % |
| Taux attendus d'augmentation des salaires                                                                                     | 3,00 %                                                                    | 3,00 %            | 3,00 %            | 3,50 %                                                                                      | 3,50 % | 3,50 % |
| Taux d'utilisation des crédits de congés de maladie selon le groupe d'employés                                                | de 50 %<br>à 70 %                                                         | de 50 %<br>à 70 % | de 45 %<br>à 65 % | —                                                                                           | —      | —      |
| <b>Espérance de vie moyenne :</b><br>Homme, âgé de 65 ans à la date de la période de présentation de l'information financière |                                                                           |                   |                   | 84,7                                                                                        | 84,6   | 84,4   |
| Femme, âgée de 65 ans à la date de la période de présentation de l'information financière                                     |                                                                           |                   |                   | 87,1                                                                                        | 87,0   | 86,8   |
| Homme, âgé de 45 ans à la date de la période de présentation de l'information financière                                      |                                                                           |                   |                   | 84,3                                                                                        | 84,2   | 82,6   |
| Femme, âgée de 45 ans à la date de la période de présentation de l'information financière                                     |                                                                           |                   |                   | 86,4                                                                                        | 86,4   | 85,4   |

Ces hypothèses ont été élaborées par la direction en tenant compte des conseils d'évaluateurs actuariels indépendants. Ces hypothèses ont également mené aux montants déterminés comme obligation au titre des prestations définies de la Société de la période de présentation de l'information financière et elles devraient être considérées comme la meilleure estimation de la direction. Toutefois, les résultats réels pourraient être différents. Il existe des incertitudes, particulièrement quant à l'estimation du taux de rendement prévu à long terme sur les actifs, des taux d'actualisation et des taux d'utilisation des crédits de congés de maladie, qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures de l'obligation au titre des prestations définies de la Société.

L'excédent des gains actuariels cumulés nets (des pertes actuarielles cumulées nettes) sur 10 % de l'obligation au titre des prestations définies est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs participant au régime. Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, cette durée est de 6,6 ans (6,1 ans pour l'exercice 2011).

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011

ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**20. ACTIF ET PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)**

Au cours de l'exercice, la Société a versé un montant de 8,5 millions de dollars pour sécuriser les droits accumulés aux prestations des participants actuellement actifs au régime de retraite supplémentaire de la haute direction.

Les actifs et les obligations au titre des prestations définies de la Société peuvent être rapprochés des montants présentés dans les états de la situation financière de la façon suivante :

|                                                                                             | Régime de crédits de congés de maladie cumulés<br>(Avantage à long terme) |           | Régime de retraite supplémentaire de la haute direction<br>(Avantage postérieur à l'emploi) |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|-----------|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
|                                                                                             | 2012                                                                      | 2011      | 2012                                                                                        | 2011      |
| <b>Rapprochement des obligations au titre des prestations définies</b>                      |                                                                           |           |                                                                                             |           |
| Obligations au titre des prestations définies au début                                      | 26 683 \$                                                                 | 24 896 \$ | 6 866 \$                                                                                    | 4 962 \$  |
| Coût des services passés                                                                    | —                                                                         | —         | —                                                                                           | 119       |
| Coût de l'employeur pour le service courant                                                 | 2 148                                                                     | 1 722     | 460                                                                                         | 430       |
| Prestations payées                                                                          | (3 399)                                                                   | (3 850)   | (266)                                                                                       | (60)      |
| Intérêts débiteurs                                                                          | 1 289                                                                     | 1 296     | 341                                                                                         | 288       |
| Pertes actuarielles                                                                         | 2 670                                                                     | 2 619     | 628                                                                                         | 1 127     |
| Obligations au titre des prestations définies à la fin                                      | 29 391 \$                                                                 | 26 683 \$ | 8 029 \$                                                                                    | 6 866 \$  |
| <b>Rapprochement de la juste valeur des actifs du régime</b>                                |                                                                           |           |                                                                                             |           |
| Actifs du régime au début                                                                   |                                                                           |           | — \$                                                                                        | — \$      |
| Cotisations de l'employeur                                                                  |                                                                           |           | 8 467                                                                                       | —         |
| Prestations payées                                                                          |                                                                           |           | (202)                                                                                       | —         |
| Rendement prévu sur les actifs du régime                                                    |                                                                           |           | 167                                                                                         | —         |
| Gains actuariels sur les actifs du régime                                                   |                                                                           |           | 396                                                                                         | —         |
| Actifs du régime à la fin                                                                   |                                                                           |           | 8 828 \$                                                                                    | — \$      |
| <b>Les actifs du régime supplémentaire de la haute direction se détaillent comme suit :</b> |                                                                           |           |                                                                                             |           |
| Titres à revenu fixe                                                                        |                                                                           |           | 4 594 \$                                                                                    | — \$      |
| Impôt remboursable                                                                          |                                                                           |           | 4 234                                                                                       | —         |
|                                                                                             |                                                                           |           | 8 828 \$                                                                                    | — \$      |
| <b>Rapprochement de l'actif (passif) au titre des prestations définies</b>                  |                                                                           |           |                                                                                             |           |
| Obligations au titre des prestations définies                                               |                                                                           |           | (8 029)\$                                                                                   | (6 866)\$ |
| Juste valeur des actifs du régime                                                           |                                                                           |           | 8 828                                                                                       | —         |
| Excédent (déficit) du régime                                                                |                                                                           |           | 799                                                                                         | (6 866)   |
| Pertes actuarielles nettes non amorties à la fin                                            |                                                                           |           | 1 275                                                                                       | 1 127     |
| Coûts non amortis des services passés à la fin                                              |                                                                           |           | 58                                                                                          | 88        |
| Actif (passif) au titre des prestations définies à la fin                                   |                                                                           |           | 2 132 \$                                                                                    | (5 651)\$ |

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**20. ACTIF ET PASSIF AU TITRE  
DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)**

|                                                         | Régime de retraite supplémentaire<br>de la haute direction<br>(Avantage postérieur à l'emploi) |        |
|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
|                                                         | 2012                                                                                           | 2011   |
| <b>Charge</b>                                           |                                                                                                |        |
| Coût de l'employeur pour le service courant             | 460 \$                                                                                         | 430 \$ |
| Intérêts débiteurs                                      | 341                                                                                            | 288    |
| Rendement prévu sur les actifs du régime                | (167)                                                                                          | —      |
| Amortissement des pertes actuarielles nettes            | 84                                                                                             | —      |
| Amortissement des coûts non amortis des services passés | 30                                                                                             | 11     |
| Charge                                                  | 748 \$                                                                                         | 729 \$ |

Les rendements prévus des actifs du régime sont fondés sur la moyenne pondérée des rendements prévus des divers actifs dans le régime et comprennent une analyse de l'historique des rendements et des prévisions sur les rendements futurs. Les rendements futurs des actifs du régime sont estimés de façon indépendante par des évaluateurs externes. En 2012, le rendement réel des actifs du régime était de 0,6 million de dollars.

L'évolution du régime de retraite supplémentaire de la haute direction de la Société peut également se résumer de la façon suivante (les montants précédant la date de transition ne sont pas présentés puisque la Société a appliqué l'exemption stipulée dans l'IFRS I.D.11, se reporter à la note 28, exemptions facultatives) :

|                                               | 2012      | 2011      | 2010      |
|-----------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Obligations au titre des prestations définies | (8 029)\$ | (6 866)\$ | (4 962)\$ |
| Juste valeur des actifs du régime             | 8 828     | —         | —         |
| Excédent (déficit) du régime                  | 799 \$    | (6 866)\$ | (4 962)\$ |
| Gain lié à l'expérience :                     |           |           |           |
| Actifs du régime                              | 396 \$    | — \$      | —         |

La meilleure estimation des cotisations que la Société juge devoir verser au régime de retraite supplémentaire de la haute direction pendant la période annuelle qui commence après la présente période de présentation de l'information financière est de 1,1 million de dollars.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

## 21. CAPITAUX PROPRES

**Capital-actions**

La Société est une compagnie à fonds social dont les actions font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances du Québec. Le capital-actions autorisé de la Société se compose de 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune qui étaient émises et payées aux 31 mars 2012, 26 mars 2011 et 28 mars 2010.

**Résultats non distribués**

En vertu de la *Loi sur la Société des alcools du Québec*, le dividende déclaré par la Société est fixé par le ministre des Finances du Québec. Le ministre déclare annuellement le montant égal au résultat net de la Société et en détermine les modalités de paiement. Le dividende déclaré est déduit des capitaux propres de l'exercice pour lequel il a été déclaré.

## 22. GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société comprend les capitaux propres, l'obligation découlant d'un contrat de location-financement, le dividende à payer et les emprunts. La Société gère son capital de façon à répondre aux exigences de son actionnaire, à assurer la protection de ses fonds en tout temps et à soutenir sa croissance. Elle maintient un cadre de gestion rigoureux afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objets spécifiés dans sa loi constitutive.

La Société assume l'entière responsabilité du financement de ses activités. En cours d'exercice, elle verse le dividende à son actionnaire sous forme d'avances périodiques. En raison de ce mode de distribution du résultat net, la Société doit recourir à des sources de financement externes. Pour ce faire, la Société est autorisée par le gouvernement du Québec et son conseil d'administration à effectuer des emprunts à court terme jusqu'à concurrence d'un montant total non remboursé de 400,0 millions de dollars. Cette limite a été respectée au cours de chaque période de présentation.

La Société n'est assujettie à aucune autre exigence concernant le recours à des sources de financement externes.

La structure de capital, telle que définie par la Société, s'établit comme suit :

|                                                                          | 2012              | 2011              | 2010              |
|--------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Capitaux propres                                                         | 44 888 \$         | 44 888 \$         | 49 037 \$         |
| Obligation découlant d'un contrat de location-financement <sup>(1)</sup> | 54                | 1 765             | 3 298             |
| Dividende à payer                                                        | 258 746           | 221 671           | 233 213           |
| Emprunts                                                                 | 53 992            | 3 000             | —                 |
|                                                                          | <b>357 680 \$</b> | <b>271 324 \$</b> | <b>285 548 \$</b> |

(1) Incluant la tranche échéant à moins de un an

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

## 23. ENGAGEMENTS ET CHARGES LOCATIVES

En vertu de contrats de location simple, la Société s'est engagée à payer un montant total de 383,1 millions de dollars pour la location de succursales. Les versements des prochains exercices se chiffrent à :

|                                       |            |
|---------------------------------------|------------|
| Un an au plus                         | 48 513 \$  |
| Plus de un an mais à cinq ans au plus | 165 173 \$ |
| Plus de cinq ans                      | 169 440 \$ |

Généralement, les contrats de location simple prévoient une clause permettant à la Société de renouveler l'entente pour une période de temps additionnelle aux mêmes clauses et conditions, sauf le loyer, sujet à négociation. La Société peut se prévaloir de cette option de renouvellement dans les délais stipulés avant la date d'expiration de l'entente. Les charges locatives de succursales totalisent 48,4 millions de dollars au 31 mars 2012 (44,2 millions de dollars au 26 mars 2011).

## 24. INFORMATIONS SUR LES TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

|                                                                                                                                                    | 2012              | 2011             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|------------------|
| La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement se détaille ainsi :                                                              |                   |                  |
| Comptes clients et autres débiteurs                                                                                                                | 411 \$            | (4 423)\$        |
| Stocks                                                                                                                                             | (7 814)           | 7 588            |
| Dépôts et charges payées d'avance                                                                                                                  | (37 305)          | (9 258)          |
| Comptes fournisseurs et autres charges à payer                                                                                                     | 9 271             | 13 257           |
| Taxes et droits gouvernementaux à payer                                                                                                            | (35 892)          | 3 929            |
| Provisions et passifs éventuels                                                                                                                    | (6 196)           | 5 216            |
|                                                                                                                                                    | <u>(77 525)\$</u> | <u>16 309 \$</u> |
| Activités d'investissement sans effet sur la trésorerie :                                                                                          |                   |                  |
| Acquisitions des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles financées par les comptes fournisseurs et autres charges à payer | <u>2 170 \$</u>   | <u>3 509 \$</u>  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice                                                                                     | <u>30 753 \$</u>  | <u>30 624 \$</u> |

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent au 28 mars 2010 un placement temporaire de 16,0 millions de dollars, auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec, au taux de 0,25 % et venant à échéance le 29 mars 2010 (aucun placement temporaire au 31 mars 2012 et au 26 mars 2011).



**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011

ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

## 25.

### JUSTES VALEURS DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

La valeur comptable des instruments financiers qui viennent à échéance à court terme est présumée correspondre à leur juste valeur. Ces instruments financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes clients et autres débiteurs, les dépôts, les emprunts, les comptes fournisseurs et autres charges à payer (à l'exception de la rémunération et avantages du personnel à payer) ainsi que le dividende à payer.

La juste valeur de l'obligation découlant d'un contrat de location-financement représente la valeur actualisée des versements mensuels futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêt offerts sur le marché à la Société pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires, capitalisés semestriellement et échéant en avril 2012, soit 3,37 % en 2012 (3,79 % en 2011 et 3,86 % en 2010).

|                                                           | 2012         |                  | 2011         |                  | 2010         |                  |
|-----------------------------------------------------------|--------------|------------------|--------------|------------------|--------------|------------------|
|                                                           | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable |
| Passif financier                                          |              |                  |              |                  |              |                  |
| Obligation découlant d'un contrat de location-financement | 54 \$        | 54 \$            | 1 773 \$     | 1 765 \$         | 3 425 \$     | 3 298 \$         |

## 26.

### GESTION DES RISQUES DÉCOULANT DES INSTRUMENTS FINANCIERS

**Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers**

La Société est exposée à divers risques financiers qui découlent de ses activités d'exploitation, d'investissement et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société. Les objectifs poursuivis visent à garantir activement les flux de trésorerie à court terme et à moyen terme de la Société en réduisant l'exposition aux risques financiers.

La Société ne conclut pas de contrats ou d'ententes visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

**Risques financiers**Risque de taux d'intérêt

Les placements à court terme regroupés dans les équivalents de trésorerie, ainsi que les emprunts et les sommes prélevées sur les facilités de crédit bancaire, contractés sur une base quotidienne, exposent la Société au risque de flux de trésorerie associé aux fluctuations des taux d'intérêt puisqu'ils portent intérêt à taux variable. Pour l'exercice 2012, le solde moyen de ces actifs et passifs financiers correspond à un emprunt moyen net de 56,4 millions de dollars (36,0 millions de dollars en 2011). Les passifs financiers ont porté intérêt à des taux variant de 1,0 % à 3,0 % durant l'exercice (0,25 % à 3,0 % en 2011) et ont comporté des échéances variant de 1 à 7 jours en 2012 et en 2011.

L'obligation découlant d'un contrat de location-financement porte un taux d'intérêt fixe et expose la Société au risque de la juste valeur lié au taux d'intérêt, à savoir que le taux d'intérêt sur le marché soit inférieur à celui rattaché à cet élément de passif. Le taux d'intérêt effectif de cette obligation est de 11,3 %.

Une variation de 1 % dans les taux d'intérêt pour les instruments à taux variable n'aurait pas eu un impact significatif sur les résultats et les capitaux propres de la Société.

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**26. GESTION DES RISQUES DÉCOULANT DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison des achats qu'elle effectue à l'étranger, lesquels sont principalement libellés en euros ou en dollars américains. Au 31 mars 2012, ces comptes fournisseurs totalisent 14,1 millions de dollars (9,7 millions d'euros et 1,2 million de dollars américains). Au 26 mars 2011, ces comptes représentaient 16,9 millions de dollars (11,2 millions d'euros et 1,7 million de dollars américains) et au 28 mars 2010, ceux-ci totalisaient 10,1 millions de dollars (6,3 millions d'euros et 1,3 million de dollars américains).

Au cours de l'exercice, les achats en devises ont été calculés comme suit, en dollars canadiens :

|                  | 2012              | 2011              |
|------------------|-------------------|-------------------|
| Euro             | 290 294 \$        | 212 581 \$        |
| Dollar américain | 32 352            | 29 902            |
| Autres devises   | 5 858             | 5 006             |
|                  | <b>328 504 \$</b> | <b>247 489 \$</b> |

La Société négocie des contrats de change à terme visant à couvrir partiellement le risque de change auquel elle est exposée, en vertu desquels elle est tenue d'acheter des montants précis de devises, principalement en euros, à des taux de change déterminés à l'avance.

Bien que l'exposition au cours de change varie durant l'exercice en fonction du volume des opérations réalisées à l'étranger, la Société évalue qu'une variation de 1 % dans le taux de change n'aurait pas eu un impact important sur les résultats et les capitaux propres.

Au 31 mars 2012, la Société a conclu un contrat à terme de moins de 12 mois libellé en euros débutant le 2 avril 2012. Le montant du contrat se chiffre à 8,9 millions de dollars (6,7 millions d'euros) et le cours à terme est de 1,3233. Au 26 mars 2011, elle avait un contrat à terme de moins de 12 mois libellé en euros. Le montant en cours se chiffrait à 5,2 millions de dollars (3,8 millions d'euros) et le cours à terme était de 1,3863. Au 28 mars 2010, elle avait également un contrat à terme de moins de 12 mois libellé en euros. Le montant en cours se chiffrait à 3,6 millions de dollars (2,6 millions d'euros) et le cours à terme était de 1,3979 en 2010. La juste valeur du contrat détenu au 31 mars 2012 s'élève à 0,06 million de dollars (0,01 million de dollars en 2011 et 0,05 million de dollars en 2010) (données de niveau 2 selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur) et est incluse dans les comptes fournisseurs et autres charges à payer.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une perte survienne en raison du manquement d'un tiers à respecter ses obligations. En général, la valeur comptabilisée dans l'état de la situation financière de la Société au titre des actifs financiers exposés au risque de crédit, déduction faite des provisions pour pertes de crédit ou de valeur, constitue le montant maximal qui est exposé au risque de crédit.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011

ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**26. GESTION DES RISQUES DÉCOULANT DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)***Comptes clients et autres débiteurs*

La Société considère que son exposition au risque de crédit lié aux ventes de boissons alcooliques et d'autres biens et services est limitée en raison de la diversité de sa clientèle et du nombre élevé de ses clients. Pour certains clients, la Société exige des garanties accessoires. La politique de la Société consiste à soumettre certains clients à une procédure de vérification de crédit. De plus, le solde des comptes clients et autres débiteurs est géré et analysé de façon continue et, par conséquent, l'exposition de la Société aux pertes de créances n'est pas importante.

Certains comptes clients et autres débiteurs non dépréciés sont en souffrance à la date de clôture. Le tableau suivant présente l'âge des comptes clients et autres débiteurs en souffrance et la provision pour perte de crédit afférente. La provision est établie en fonction de l'âge des comptes et du statut des dossiers des clients.

|                                                           | 2012      | 2011      | 2010      |
|-----------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| En souffrance :                                           |           |           |           |
| 30 jours et moins                                         | 2 277 \$  | 6 573 \$  | 4 995 \$  |
| Plus de 30 jours                                          | 6 617     | 1 475     | 3 353     |
|                                                           | 8 894     | 8 048     | 8 348     |
| Non en souffrance                                         | 41 406    | 42 824    | 38 270    |
|                                                           | 50 300    | 50 872    | 46 618    |
| Provision pour perte de crédit pour comptes en souffrance | (706)     | (867)     | (1 036)   |
|                                                           | 49 594 \$ | 50 005 \$ | 45 582 \$ |

La perte de crédit sur comptes clients et autres débiteurs est présentée dans les « Frais d'administration ».

L'évolution de la provision pour perte de crédit pour comptes en souffrance se détaille comme suit :

|                               | 2012   | 2011     | 2010     |
|-------------------------------|--------|----------|----------|
| Solde au début                | 867 \$ | 1 036 \$ | 1 012 \$ |
| Reprise de provision          | (309)  | 13       | 122      |
| Radiation de créances         | (142)  | (97)     | (108)    |
| Perte de valeur comptabilisée | 290    | (85)     | 10       |
| Solde à la fin                | 706 \$ | 867 \$   | 1 036 \$ |

*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

Pour réduire son exposition au risque de crédit, la Société effectue le placement de sa trésorerie et équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières qu'elle considère comme contreparties solvables. La Société effectue un suivi et une évaluation continus des changements possibles de statut de ses parties contractantes ainsi que de leur solvabilité.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**26. GESTION DES RISQUES DÉCOULANT DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)****Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à ses passifs financiers. La Société est exposée à ce risque principalement par ses emprunts, ses comptes fournisseurs et autres charges à payer (à l'exception des avantages du personnel à payer), le dividende à payer et l'obligation découlant d'un contrat de location-financement.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts de montants autorisés suffisants. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

L'exposition de la Société à ce risque est réduite par un volume important de fonds générés par l'exploitation, par son niveau de trésorerie et équivalents de trésorerie, par son niveau de comptes clients récupérables, par des sources de financement préautorisées et par la gestion des emprunts à court terme à taux variables. La Société considère qu'elle est en mesure d'honorer à brève échéance les passifs financiers.

Les échéances des passifs financiers non dérivés se détaillent comme suit :

|                                                              | 2012                |                     | 2011                |                     | 2010                |                     |
|--------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
|                                                              | À 6 mois<br>au plus | À plus<br>de 6 mois | À 6 mois<br>au plus | À plus<br>de 6 mois | À 6 mois<br>au plus | À plus<br>de 6 mois |
| Emprunts                                                     | 53 992 \$           | – \$                | 3 000 \$            | – \$                | – \$                | – \$                |
| Comptes fournisseurs et autres<br>charges à payer            | 136 902             | 25 804              | 148 308             | 12 459              | 134 709             | 8 544               |
| Dividende à payer                                            | 258 746             | –                   | 221 671             | –                   | 233 213             | –                   |
| Obligation découlant d'un<br>contrat de location-financement | 54                  | –                   | 1 711               | 54                  | 1 533               | 1 765               |
|                                                              | 449 694 \$          | 25 804 \$           | 374 690 \$          | 12 513 \$           | 369 455 \$          | 10 309 \$           |

## 27. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part de ce dernier. Les autres parties liées de la Société comprennent ses coentreprises et les principaux dirigeants de la Société.

**Entités contrôlées par le gouvernement du Québec**

Sans avoir effectué de collecte de renseignements qui aurait représenté des coûts importants, la Société juge qu'elle n'a conclu aucune opération commerciale individuellement ou collectivement significative avec ces parties liées. Ainsi, la Société se prévaut de l'exemption de l'IAS 24.25 concernant les obligations en matière d'informations à fournir en ce qui a trait aux transactions et soldes, y compris les engagements, avec les parties liées à une autorité publique dont elle est sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable. Ces renseignements n'apporteraient aucune valeur ajoutée aux états financiers annuels.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011

ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**27. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES (suite)****Principaux dirigeants**

Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du conseil d'administration, le président et chef de la direction et les membres du comité de direction, composé des vice-présidents.

Le tableau suivant présente la charge de rémunération des principaux dirigeants :

|                                         | 2012            | 2011            |
|-----------------------------------------|-----------------|-----------------|
| Salaires et avantages à court terme     | 3 357 \$        | 3 257 \$        |
| Avantages postérieurs à l'emploi        | 759             | 703             |
| Indemnités de fin de contrat de travail | –               | 528             |
|                                         | <b>4 116 \$</b> | <b>4 488 \$</b> |

**Coentreprises**

Les détails des transactions et soldes entre la Société et ses coentreprises sont présentés ci-dessous :

|                                                           | 2012     | 2011     |
|-----------------------------------------------------------|----------|----------|
| <b>Transactions</b>                                       |          |          |
| Ventes de produits et services et autres revenus          | 503 \$   | 4 276 \$ |
| Achats de produits et services, autres charges et avances | 2 668 \$ | 2 689 \$ |
| Apport de capital                                         | 2 500 \$ | 7 000 \$ |
| Distribution de capital                                   | 750 \$   | – \$     |
| <b>Soldes des comptes</b>                                 |          |          |
| Comptes clients et autres débiteurs                       | 5 270 \$ | 2 738 \$ |
| Comptes fournisseurs et autres charges à payer            | 7 249 \$ | – \$     |

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

## 28. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS

Les présents états financiers annuels de la Société sont les premiers préparés selon les IFRS.

Les méthodes comptables de la Société présentées à la note 3 ont été utilisées pour la préparation de ces premiers états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2012, l'information comparative pour l'exercice clos le 26 mars 2011 et le premier état de la situation financière à la date de la transition, le 28 mars 2010.

La Société a mis en application l'IFRS I « *Première application des Normes internationales d'information financière* » pour préparer ses premiers états financiers annuels. Les incidences de la transition aux IFRS sur les capitaux propres et le résultat global sont présentées et expliquées plus en détail dans les tableaux de la présente note. Les exemptions facultatives à l'application rétrospective complète et les exceptions obligatoires suivantes ont été adoptées par la Société :

### Exemptions facultatives

- i) La Société a décidé d'utiliser la juste valeur en tant que coût présumé à la date de transition pour certaines immobilisations corporelles.
- ii) La Société a décidé de comptabiliser tous les écarts actuariels cumulés pour son régime de retraite à prestations définies à la date de transition. À compter de la date de transition, la Société utilise la méthode du « corridor » pour comptabiliser les écarts actuariels en résultat net, soit la même méthode que celle utilisée avant le basculement aux IFRS. De plus, la Société a choisi d'adopter l'exemption consistant à ne pas divulguer l'excédent ou le déficit du régime de retraite à prestations définies et les ajustements liés à l'expérience avant la date de transition.

### Exceptions obligatoires

- i) La Société a utilisé des estimations selon les IFRS qui sont cohérentes avec celles établies selon les PCGR du Canada (après les ajustements destinés à refléter toute différence entre les méthodes comptables), sauf si des éléments probants objectifs montrent que ces dernières étaient erronées.
- ii) Les actifs et passifs financiers qui ont été décomptabilisés avant le 28 mars 2010 selon les PCGR du Canada n'ont pas été comptabilisés selon les IFRS. La Société a appliqué par anticipation l'amendement à l'IFRS I relativement à la date d'application de cette exception.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011

ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**28. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS (suite)****Rapprochement des états de la situation financière au 28 mars 2010 et au 26 mars 2011**

|                                                                                                      |       | 28 mars 2010   |                                  |            | 26 mars 2011   |                                  |            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|----------------|----------------------------------|------------|----------------|----------------------------------|------------|
|                                                                                                      | Note  | PCGR du Canada | Effets de la transition aux IFRS | IFRS       | PCGR du Canada | Effets de la conversion aux IFRS | IFRS       |
| <b>ACTIF</b>                                                                                         |       |                |                                  |            |                |                                  |            |
| <b>À court terme</b>                                                                                 |       |                |                                  |            |                |                                  |            |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                                                              | d)    | 44 101 \$      | (332)\$                          | 43 769 \$  | 38 905 \$      | (8 281)\$                        | 30 624 \$  |
| Comptes clients et autres débiteurs                                                                  | d)    | 45 624         | (42)                             | 45 582     | 48 859         | 1 146                            | 50 005     |
| Stocks                                                                                               | d)    | 302 124        | —                                | 302 124    | 295 023        | (487)                            | 294 536    |
| Dépôts et charges payées d’avance                                                                    | d)    | 10 170         | (9)                              | 10 161     | 19 429         | (10)                             | 19 419     |
|                                                                                                      |       | 402 019        | (383)                            | 401 636    | 402 216        | (7 632)                          | 394 584    |
| <b>Participations dans des coentre-prises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence</b> |       |                |                                  |            |                |                                  |            |
|                                                                                                      | d)    | —              | 323                              | 323        | —              | 7 282                            | 7 282      |
| <b>Immeuble de placement</b>                                                                         | a)    | —              | 1 864                            | 1 864      | —              | 1 864                            | 1 864      |
| <b>Immobilisations corporelles</b>                                                                   | a) d) | 202 475        | 11 121                           | 213 596    | 214 138        | 9 512                            | 223 650    |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>                                                                 | b)    | 23 276         | (339)                            | 22 937     | 24 612         | (860)                            | 23 752     |
|                                                                                                      |       | 627 770 \$     | 12 586 \$                        | 640 356 \$ | 640 966 \$     | 10 166 \$                        | 651 132 \$ |
| <b>PASSIF</b>                                                                                        |       |                |                                  |            |                |                                  |            |
| <b>À court terme</b>                                                                                 |       |                |                                  |            |                |                                  |            |
| Emprunts                                                                                             |       | — \$           | — \$                             | — \$       | 3 000 \$       | — \$                             | 3 000 \$   |
| Comptes fournisseurs et autres charges à payer                                                       | d)    | 326 523        | (115 218)                        | 211 305    | 349 589        | (124 707)                        | 224 882    |
| Taxes et droits gouvernementaux à payer                                                              |       | —              | 88 306                           | 88 306     | —              | 92 235                           | 92 235     |
| Provisions et passifs éventuels                                                                      |       | —              | 26 852                           | 26 852     | —              | 32 068                           | 32 068     |
| Dividende à payer                                                                                    |       | 233 213        | —                                | 233 213    | 221 671        | —                                | 221 671    |
|                                                                                                      |       | 559 736        | (60)                             | 559 676    | 574 260        | (404)                            | 573 856    |
| <b>Obligation découlant d’un contrat de location-financement</b>                                     |       | 1 765          | —                                | 1 765      | 54             | —                                | 54         |
| <b>Passif au titre des crédits de congés de maladie cumulés</b>                                      | c)    | 17 733         | 7 163                            | 24 896     | 17 247         | 9 436                            | 26 683     |
| <b>Passif au titre des prestations définies du régime de retraite</b>                                | c)    | 3 728          | 1 254                            | 4 982      | 4 597          | 1 054                            | 5 651      |
|                                                                                                      |       | 582 962        | 8 357                            | 591 319    | 596 158        | 10 086                           | 606 244    |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                                                                              |       |                |                                  |            |                |                                  |            |
| <b>Capital-actions</b>                                                                               |       | 30 000         | —                                | 30 000     | 30 000         | —                                | 30 000     |
| <b>Résultats non distribués</b>                                                                      |       | 14 808         | 4 229                            | 19 037     | 14 808         | 80                               | 14 888     |
|                                                                                                      |       | 44 808         | 4 229                            | 49 037     | 44 808         | 80                               | 44 888     |
|                                                                                                      |       | 627 770 \$     | 12 586 \$                        | 640 356 \$ | 640 966 \$     | 10 166 \$                        | 651 132 \$ |

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**28. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS (suite)**

Le tableau suivant détaille l'incidence totale sur les capitaux propres :

|                                                                                | Note | 28 mars 2010 | 26 mars 2011 |
|--------------------------------------------------------------------------------|------|--------------|--------------|
| Juste valeur en tant que coût présumé de certaines immobilisations corporelles | a)   | 13 021 \$    | 12 729 \$    |
| Amortissements d'immobilisations corporelles                                   | a)   | (36)         | (1 299)      |
| Amortissements d'immobilisations incorporelles                                 | b)   | (339)        | (860)        |
| Régimes d'avantages du personnel                                               | c)   | (8 417)      | (10 490)     |
|                                                                                |      | 4 229 \$     | 80 \$        |

**Rapprochement de l'état du résultat global pour l'exercice clos le 26 mars 2011**

|                                                                                                         | Note        | PCGR du Canada | Effets de la transition aux IFRS | Reclassements par fonctions | IFRS         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|----------------|----------------------------------|-----------------------------|--------------|
| <b>VENTES</b>                                                                                           | d)          | 2 660 250 \$   | (2 432)\$                        | – \$                        | 2 657 818 \$ |
| <b>COÛT DES PRODUITS VENDUS</b>                                                                         | d)          | 1 242 926      | (2 207)                          | –                           | 1 240 719    |
| <b>BÉNÉFICE BRUT</b>                                                                                    |             | 1 417 324      | (225)                            | –                           | 1 417 099    |
| Frais de vente et mise en marché et distribution                                                        |             | –              | –                                | 433 508                     | 433 508      |
| Frais d'administration                                                                                  |             | –              | –                                | 124 200                     | 124 200      |
| Revenus publicitaires, promotionnels et divers                                                          | d)          | (56 056)       | 433                              | 2 570                       | (53 053)     |
| Frais de vente et mise en marché, de distribution et d'administration                                   | a) c) d) e) | 530 664        | 83                               | (530 747)                   | –            |
| Charge de financement                                                                                   | e)          | 297            | 1 584                            | (1 881)                     | –            |
| Amortissements des immobilisations corporelles                                                          | a)          | 22 611         | 1 263                            | (23 874)                    | –            |
| Amortissements des immobilisations incorporelles                                                        | b)          | 5 137          | 520                              | (5 657)                     | –            |
| <b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>                                                                            |             | 914 671        | (4 108)                          | 1 881                       | 912 444      |
| Charge de financement nette des produits de financement                                                 |             | –              | –                                | 1 881                       | 1 881        |
| Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence | d)          | –              | 41                               | –                           | 41           |
| <b>RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE</b>                                                  |             | 914 671 \$     | (4 149)\$                        | – \$                        | 910 522 \$   |



**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011

ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010

(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**28. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS (suite)****Différences de présentation**

Certaines différences de présentation entre les PCGR du Canada et les IFRS n'ont aucune incidence sur le résultat présenté ou sur le total des capitaux propres.

Certains actifs, passifs, revenus et charges ont été reclassés dans d'autres postes selon les IFRS à la date de transition. Un reclassement a été effectué pour l'immeuble de placement. Les provisions et passifs éventuels ainsi que les taxes et droits gouvernementaux à payer ont été retranchés des comptes fournisseurs et autres charges à payer. En vertu des IFRS, la Société a adopté la présentation des résultats par fonctions.

Certains postes sont décrits différemment dans les IFRS comparativement aux PCGR du Canada, et ce, même si les actifs et les passifs compris dans ces postes ne sont pas touchés.

Le tableau des flux de trésorerie établi selon les IFRS ne présente aucune différence importante par rapport à l'état des flux de trésorerie établi selon les PCGR du Canada.

**Notes relatives aux rapprochements****a) Immobilisations corporelles**

À la date de transition, la juste valeur en tant que coût présumé a été utilisée pour certaines immobilisations corporelles. La valeur comptable des immobilisations corporelles a ainsi augmenté de 13,0 millions de dollars au 28 mars 2010. Cette hausse de valeur comptable a fait augmenter la charge d'amortissement de 0,3 million de dollars et a fait diminuer d'autant la valeur comptable des immobilisations corporelles en 2011.

Selon les IFRS, un terrain répondant à la définition d'un immeuble de placement a été classé comme immeuble de placement et comptabilisé au coût d'acquisition. Par conséquent, la valeur comptable du terrain considéré comme un immeuble de placement a fait diminuer la valeur des immobilisations corporelles de 1,9 million de dollars.

De plus, selon les IFRS, la définition de la date où une immobilisation corporelle doit commencer à être amortie diffère des PCGR du Canada. Par conséquent, selon les IFRS, le calcul d'amortissement a débuté plus tôt et la valeur comptable des immobilisations corporelles a ainsi diminué de 0,04 million de dollars à la date de transition, le 28 mars 2010 (1,0 million de dollars en 2011).

Certaines immobilisations corporelles ayant une valeur comptable plus élevée en IFRS comparativement à leur valeur comptable selon les PCGR du Canada ont été cédées en 2011. La valeur comptable des immobilisations corporelles a donc diminué davantage de 0,3 million de dollars. L'impact aux résultats a été comptabilisé dans les « Frais de vente et mise en marché, de distribution et d'administration ».

**b) Immobilisations incorporelles**

Selon les IFRS, la définition de la date où une immobilisation incorporelle doit commencer à être amortie diffère des PCGR du Canada. Par conséquent, selon les IFRS, la valeur comptable des immobilisations incorporelles a ainsi diminué de 0,3 million de dollars à la date de transition, le 28 mars 2010 (0,9 million de dollars en 2011). La variation de l'amortissement a été comptabilisée comme charge d'amortissement.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**

Exercices clos les 31 mars 2012 et 26 mars 2011  
ainsi que l'état de la situation financière au 28 mars 2010  
(en milliers de dollars canadiens pour les tableaux)

**28. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS (suite)****c) Passifs au titre des crédits de congés de maladie cumulés et au titre des prestations définies du régime de retraite**

Selon les PCGR du Canada, la Société utilisait la méthode du corridor, impliquant le report d'une partie des écarts actuariels du régime des congés de maladie cumulés. Selon les IFRS, conformément à la norme IAS 19 « *Avantages du personnel* », les écarts actuariels doivent être passés en charges immédiatement. À la date de transition, le 28 mars 2010, l'impact de ce changement a eu pour effet d'augmenter le passif au titre des congés de maladie cumulés de 7,2 millions de dollars (9,4 millions de dollars en 2011). L'impact de 2,2 millions de dollars a été comptabilisé dans « Frais de vente et mise en marché, de distribution et d'administration ».

À la date de transition, la Société a choisi d'appliquer l'exemption prévue à l'IFRS 1 et de comptabiliser tous les écarts actuariels du régime de retraite de la haute direction non comptabilisés antérieurement dans les revenus non distribués. Ceci a eu pour effet d'augmenter le passif au titre des prestations définies du régime de retraite d'un montant de 1,3 million de dollars au 28 mars 2010. Cette reconnaissance des écarts actuariels à la date de transition s'est traduite en 2011 par une baisse de l'amortissement des pertes actuarielles de l'ordre de 0,2 million de dollars en IFRS comparativement à celui comptabilisé selon les PCGR du Canada, ce qui a fait diminuer d'autant le passif au titre des prestations définies du régime de retraite. La contrepartie de 0,2 million de dollars a été comptabilisée dans les « Frais de vente et mise en marché, de distribution et d'administration ».

**d) Participations dans des coentreprises**

Selon les PCGR du Canada, la Société comptabilisait ses participations dans les coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Conformément à la norme IAS 31 « *Participation dans des coentreprises* », la Société a choisi de comptabiliser ses participations dans les coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations dans les coentreprises font donc maintenant l'objet d'un poste distinct dans les états financiers et les quotes-parts des actifs, des passifs, des revenus, des charges et des flux monétaires ont été diminuées des postes respectifs. L'impact est nul sur les capitaux propres au 28 mars 2010 et sur le résultat global pour l'exercice clos le 26 mars 2011.

**e) Régimes d'avantages du personnel**

Les intérêts nets relatifs à l'actif et aux passifs découlant des régimes d'avantages du personnel qui étaient compris dans les « Frais de vente et mise en marché, de distribution et d'administration » avant la conversion aux IFRS sont maintenant imputés au poste « Charge de financement nette des produits de financement » en vertu des IFRS.

## 29.

### ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Aucun événement important donnant lieu ou non à des ajustements n'est survenu entre la fin de la période de présentation de l'information financière et la date de l'autorisation des états financiers annuels.



## RAPPORT DE LA DIRECTION

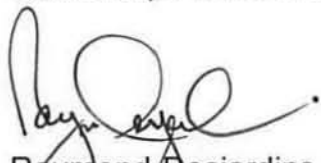
Les états financiers de la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation incluant les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du présent rapport annuel concordent avec l'information présentée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction s'est dotée d'un système comptable et d'un système de contrôle interne, conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Sépaq reconnaît par ailleurs qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Sépaq, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Son rapport d'audit expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Il peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Raymond Desjardins  
Président-directeur général



Guylaine Berthiaume, CPA, CA  
Vice-présidente à l'administration et aux finances

Québec, le 25 mai 2012

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au Ministre des Finances

### **Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société des établissements de plein air du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats, l'état du déficit cumulé, l'état des flux de trésorerie et l'état de la variation de la dette nette pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

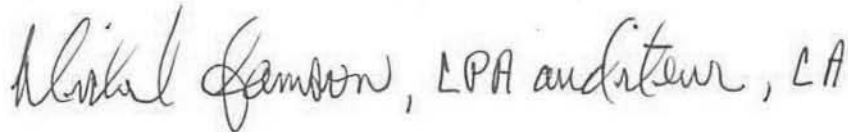
*Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01)*, je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 25 mai 2012

## SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

## RÉSULTATS

Page 4

Exercice clos le 31 mars  
(En milliers de dollars)

2012

2011

## REVENUS

|                                            |                |                |
|--------------------------------------------|----------------|----------------|
| Pêche et villégiature                      | 34 455         | 34 443         |
| Chasse                                     | 16 929         | 16 546         |
| Restauration, boutiques et dépanneurs      | 16 078         | 16 053         |
| Autres activités de plein air              | 20 413         | 17 850         |
| Concessions et divers                      | 4 840          | 5 255          |
| Intérêts                                   | 716            | 618            |
| Subventions                                | 5 511          | 5 733          |
| Virement de subventions reportées (note 6) | 7 168          | 6 824          |
| Honoraires de gestion                      | 21 751         | 22 753         |
|                                            | <u>127 861</u> | <u>126 075</u> |

## DÉPENSES

|                                                |                |                |
|------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Salaires et avantages sociaux                  | 60 552         | 58 346         |
| Entretien et énergie                           | 20 223         | 21 503         |
| Frais généraux et administratifs               | 11 203         | 10 529         |
| Produits de revente                            | 9 471          | 9 374          |
| Frais de vente et marketing                    | 6 736          | 6 431          |
| Amortissement                                  | 15 151         | 15 108         |
| Perte (gain) sur disposition d'immobilisations | 313            | (42)           |
| Frais financiers                               | 1 644          | 1 322          |
|                                                | <u>125 293</u> | <u>122 571</u> |

## EXCÉDENT ANNUEL

2 568

3 504

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC****DÉFICIT CUMULÉ**

Page 5

Exercice clos le 31 mars  
(En milliers de dollars)

|                        | <b>2012</b>     | <b>2011</b>     |
|------------------------|-----------------|-----------------|
| <b>SOLDE AU DÉBUT</b>  | <b>(11 296)</b> | <b>(14 800)</b> |
| <b>EXCÉDENT ANNUEL</b> | <b>2 568</b>    | <b>3 504</b>    |
| <b>SOLDE À LA FIN</b>  | <b>(8 728)</b>  | <b>(11 296)</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

## FLUX DE TRÉSORERIE

Page 6

Exercice clos le 31 mars

(En milliers de dollars)

2012

2011

## ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

|                                                                                  |              |               |
|----------------------------------------------------------------------------------|--------------|---------------|
| Excédent annuel                                                                  | 2 568        | 3 504         |
| Amortissement                                                                    | 15 151       | 15 108        |
| Perte (gain) sur disposition d'immobilisations                                   | 313          | (42)          |
| Variation des frais payés d'avance                                               | (352)        | 839           |
| Virement de subventions reportées                                                | (7 168)      | (6 824)       |
| Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement (note 3) | (1 083)      | 1 513         |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>                   | <b>9 429</b> | <b>14 098</b> |

## ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

|                                                               |                |              |
|---------------------------------------------------------------|----------------|--------------|
| Avance à la société apparentée (note 12)                      | (2 894)        | 3 847        |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b> | <b>(2 894)</b> | <b>3 847</b> |

## ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATION

|                                                                                 |                 |                 |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
| Acquisitions d'immobilisations                                                  | (33 887)        | (27 972)        |
| Produit de disposition d'immobilisations                                        | 7 543           | 212             |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisation</b> | <b>(26 344)</b> | <b>(27 760)</b> |

## ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

|                                                             |               |              |
|-------------------------------------------------------------|---------------|--------------|
| Subventions aux immobilisations corporelles encaissées      | 5 778         | 6 241        |
| Variation nette des emprunts                                | 15 023        | 2 500        |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b> | <b>20 801</b> | <b>8 741</b> |

## VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE

992

(1 074)

## TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT

(1 035)

39

## TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN

(43)

(1 035)

## LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE SE COMPOSENT DE L'ÉLÉMENT SUIVANT :

Découvert bancaire

43

1 035

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Page 7

Au 31 mars

(En milliers de dollars)

|                                                       | 2012             | 2011             |
|-------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                              |                  |                  |
| Créances                                              | 6 052            | 4 841            |
| Subventions à recevoir du gouvernement du Québec      | 54 804           | 42 295           |
| Stocks                                                | 2 126            | 2 147            |
| Avance à une société apparentée (note 12)             | 48 102           | 45 208           |
|                                                       | <u>111 084</u>   | <u>94 491</u>    |
| <b>PASSIFS</b>                                        |                  |                  |
| Découvert bancaire                                    | 43               | 1 035            |
| Comptes à payer et frais courus                       | 10 719           | 11 952           |
| Provision pour congés de maladie et vacances (note 4) | 5 885            | 5 673            |
| Honoraires de gestion reportés                        | 1 037            | 836              |
| Subventions perçues d'avance                          | 180              | -                |
| Dépôts de clients                                     | 13 148           | 13 166           |
| Emprunts (note 5)                                     | 111 023          | 96 000           |
| Subventions reportées (note 6)                        | 107 382          | 95 343           |
|                                                       | <u>249 417</u>   | <u>224 005</u>   |
| <b>DETTE NETTE</b>                                    | <u>(138 333)</u> | <u>(129 514)</u> |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                          |                  |                  |
| Frais payés d'avance                                  | 1 522            | 1 170            |
| Immobilisations corporelles (note 7)                  | 199 670          | 188 635          |
|                                                       | <u>201 192</u>   | <u>189 805</u>   |
| <b>CAPITAL-ACTIONS (note 8)</b>                       | <u>71 587</u>    | <u>71 587</u>    |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ</b>                                 | <u>(8 728)</u>   | <u>(11 296)</u>  |

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ÉVENTUALITÉS (notes 10 et 11)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION :


  
M. Daniel Deslauriers


  
M. Raymond Desjardins

## SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

## ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

Page 8

Exercice clos le 31 mars

(En milliers de dollars)

|                                               | 2012                    | 2011                    |
|-----------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Excédent annuel                               | 2 568                   | 3 504                   |
| Variation due aux immobilisations corporelles |                         |                         |
| Acquisitions                                  | (34 042)                | (29 187)                |
| Amortissement                                 | 15 151                  | 15 108                  |
| Perte (gain) sur disposition                  | 313                     | (42)                    |
| Dispositions                                  | 7 543                   | 212                     |
|                                               | <u>(11 035)</u>         | <u>(13 909)</u>         |
| Variation des frais payés d'avance            | <u>(352)</u>            | <u>839</u>              |
|                                               | <u>(352)</u>            | <u>839</u>              |
| <b>VARIATION DE LA DETTE NETTE</b>            | <b>(8 819)</b>          | <b>(9 566)</b>          |
| <b>DETTE NETTE AU DÉBUT</b>                   | <b><u>(129 514)</u></b> | <b><u>(119 948)</u></b> |
| <b>DETTE NETTE À LA FIN</b>                   | <b><u>(138 333)</u></b> | <b><u>(129 514)</u></b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**Au 31 mars 2012**

---

**1 — STATUTS CONSTITUTIFS ET OBJETS**

---

La Société a été créée par la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec (L.R.Q., chapitre S-13.01). Elle a pour objet d'administrer, d'exploiter et de développer, seule ou avec d'autres, les équipements, les immeubles ou les territoires à vocation récréative ou touristique qui lui sont transférés en vertu de sa loi constitutive; de concevoir, de construire, d'administrer, d'exploiter et de développer, seule ou avec d'autres, tout autre équipement, immeuble ou territoire à vocation récréative ou touristique.

En raison de sa loi constitutive, toutes les actions de la Société sont attribuées au ministre des Finances; la Société n'est donc pas assujettie aux impôts sur le revenu.

Le 30 mars 2010, lors du discours du budget 2010-2011, le gouvernement du Québec a annoncé l'abolition de la Société des parcs de sciences naturelles du Québec et l'intégration de ses activités à la Société des établissements de plein air du Québec. À la date de rapport des états financiers, l'abolition et le transfert des activités étaient toujours en cours de préparation.

---

**2 — PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

---

**a) Responsabilités de la direction et méthodes comptables**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public et, pour la première année, elle applique le modèle de présentation recommandé par le Manuel. L'utilisation de toutes autres sources de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des dépenses au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la durée de vie des immobilisations corporelles et la provision pour congés de maladie et vacances.

## SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

### 2 — PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### b) Comptabilisation des revenus

Les revenus tirés de la prestation de services reliés à la pêche, à la villégiature, à la chasse et aux autres activités sont comptabilisés lorsque les services sont rendus.

La Société comptabilise les revenus tirés de la vente de biens lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés au client.

Les subventions affectées proviennent du gouvernement du Québec et sont constatées à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées.

Les honoraires de gestion proviennent du gouvernement du Québec et de la société apparentée pour assumer les dépenses reliées à la conservation, à l'éducation, à l'entretien et à l'exploitation du réseau des parcs nationaux et de l'Aquarium du Québec et sont comptabilisés à titre de revenus au cours des exercices concernés.

#### c) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse, et le cas échéant, du découvert bancaire.

#### d) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

#### e) Partenariat

La Société comptabilise sa participation dans le partenariat autre que commercial selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

#### f) Immobilisations corporelles et amortissement

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire aux taux suivants :

|                                                                    |                   |
|--------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Bâtiments et infrastructures                                       | entre 4 % et 14 % |
| Matériel roulant, mobilier, équipements et améliorations locatives | entre 6 % et 33 % |

#### g) Dépréciation

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

**SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC****2 — PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****h) Subventions reportées**

Les subventions relatives aux immobilisations corporelles sont comptabilisées à titre de subventions reportées. Elles sont virées aux résultats sur la base de l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent.

**i) Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes gouvernementaux interemployeurs à prestations déterminées étant donné que la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

**j) Provision pour congés de maladie**

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les dépenses correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

**3 — INFORMATION SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE**

Variation des actifs financiers et des passifs liés au fonctionnement.

| (En milliers de dollars)                         | 2012    | 2011    |
|--------------------------------------------------|---------|---------|
| Créances                                         | (1 211) | 974     |
| Subventions à recevoir du gouvernement du Québec | 920     | (1 472) |
| Stocks                                           | 21      | (199)   |
| Comptes à payer et frais courus                  | (1 388) | 1 509   |
| Provision pour congés de maladies et vacances    | 212     | (301)   |
| Honoraires de gestion reportés                   | 201     | 321     |
| Subventions perçues d'avance                     | 180     | -       |
| Dépôts de clients                                | (18)    | 681     |
|                                                  | (1 083) | 1 513   |

## SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

### 3 — INFORMATION SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE (suite)

Les acquisitions d'immobilisations corporelles d'une somme de 33 887 000 \$ (2011 : 27 972 000 \$) comprennent des variations de frais courus de (155 000 \$) (2011 : 1 215 000 \$).

Les intérêts déboursés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 1 562 000 \$ (2011 : 1 018 000 \$).

### 4 — AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

#### a) Régimes de retraite

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite ou au décès.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 2 624 000 \$ (2011 : 2 372 000 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Au 1er janvier 2012, le taux de cotisation de la Société pour le RREGOP a augmenté de 8,69 % à 8,94 % de la masse salariale cotisable, et celui du RRPE de 11,54 % à 12,30 %.

#### b) Provision pour congés de maladie et vacances

La provision pour congés de maladie est établie sur la base d'une méthode actuarielle.

| En milliers de dollars                     | 2012     |                   |         | 2011     |                   |         |
|--------------------------------------------|----------|-------------------|---------|----------|-------------------|---------|
|                                            | Vacances | Congés de maladie | Total   | Vacances | Congés de maladie | Total   |
| Solde au début                             | 2 986    | 2 687             | 5 673   | 3 148    | 2 826             | 5 974   |
| Dépenses de l'exercice                     | 4 453    | 1 590 *           | 6 043   | 4 362    | 1 432 *           | 5 794   |
| Prestations versées au cours de l'exercice | (4 248)  | (1 583)           | (5 831) | (4 524)  | (1 571)           | (6 095) |
| Solde à la fin                             | 3 191    | 2 694             | 5 885   | 2 986    | 2 687             | 5 673   |

\* Les dépenses de l'exercice incluent les intérêts et l'amortissement des gains et des pertes actuariels.



**SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC****4 — AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**

La portion court terme de la provision pour congés de maladie est constituée des jours accumulés au cours de l'exercice et qui, majoritairement, seront remboursables à 50 % s'ils ne sont pas utilisés au cours du prochain exercice. La portion long terme de la provision pour congés de maladie est constituée de banques pour lesquelles il n'y a plus d'accumulation de journées et qui seront, dans la plupart des cas, écoulées en totalité au moment de la retraite de l'employé.

Les hypothèses utilisées pour déterminer la provision pour congés de maladie de la Société sont les suivantes :

|                                                         |                                                  |
|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Taux d'actualisation                                    | entre 1,45 % et 2,29 % (2011 : 2,33 % et 3,04 %) |
| Taux de croissance de la rémunération                   | entre 2,13 % et 2,50 % (2011 : 2,13 % et 2,50 %) |
| Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs | entre 2 ans et 5 ans (2011 : 3 ans et 5 ans)     |

**5 — EMPRUNTS**

| (En milliers de dollars)                                                                                                                         | 2012    | 2011   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|--------|
| Acceptations bancaires échéant d'avril 2012 à octobre 2012 et portant intérêt à des taux variant de 1,324 % à 2,234% (2011 : 1,337 % à 2,234 %). | 111 023 | 96 000 |

La Société a négocié auprès d'institutions financières et du Fonds de financement des facilités de crédit permettant d'emprunter, à son gré, des sommes sous différentes formes jusqu'à concurrence du montant maximum de 266 000 000 \$ que le gouvernement lui autorise à emprunter jusqu'au 30 juin 2014. Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts contractés, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, après s'être assuré que la Société n'est pas en mesure de rencontrer ses obligations sur l'un ou l'autre de ces emprunts, est autorisé à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à leur inexécution.

**6 — SUBVENTIONS REPORTÉES**

| (En milliers de dollars) | 2012    | 2011    |
|--------------------------|---------|---------|
| Solde au début           | 95 343  | 87 218  |
| Nouvelles subventions    | 19 207  | 14 949  |
| Virements aux résultats  | (7 168) | (6 824) |
| Solde à la fin           | 107 382 | 95 343  |



## SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

## 7 — IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| (En milliers de dollars)           | Terrains | Territoires à vocation récréative ou touristique | Bâtiments et infrastructures | Matériel roulant | Mobilier, équipements et améliorations locatives | 2012    | 2011    |
|------------------------------------|----------|--------------------------------------------------|------------------------------|------------------|--------------------------------------------------|---------|---------|
| <b>Coût</b>                        |          |                                                  |                              |                  |                                                  |         |         |
| Solde au début                     | 2 475    | 13 839                                           | 241 563                      | 16 650           | 22 421                                           | 296 948 | 268 598 |
| Acquisitions                       | -        | -                                                | 26 127                       | 3 038            | 4 877                                            | 34 042  | 29 187  |
| Dispositions                       | -        | (22)                                             | (7 630)                      | (441)            | (1 164)                                          | (9 257) | (837)   |
| Solde à la fin                     | 2 475    | 13 817                                           | 260 060                      | 19 247           | 26 134                                           | 321 733 | 296 948 |
| <b>Amortissement cumulé</b>        |          |                                                  |                              |                  |                                                  |         |         |
| Solde au début                     | -        | -                                                | 86 056                       | 7 810            | 14 447                                           | 108 313 | 93 872  |
| Amortissement                      | -        | -                                                | 10 475                       | 2 804            | 1 872                                            | 15 151  | 15 108  |
| Dispositions                       | -        | -                                                | (539)                        | (239)            | (623)                                            | (1 401) | (667)   |
| Solde à la fin                     | -        | -                                                | 95 992                       | 10 375           | 15 696                                           | 122 063 | 108 313 |
| <b>Valeur comptable nette 2012</b> |          |                                                  |                              |                  |                                                  |         |         |
|                                    | 2 475    | 13 817                                           | 164 068                      | 8 872            | 10 438                                           | 199 670 |         |
| <b>Valeur comptable nette 2011</b> |          |                                                  |                              |                  |                                                  |         |         |
|                                    | 2 475    | 13 839                                           | 155 507                      | 8 840            | 7 974                                            |         | 188 635 |

Des immobilisations corporelles classées sous les rubriques bâtiments et infrastructures, matériel roulant et mobilier, équipements et améliorations locatives, représentant respectivement 16 159 479 \$, 403 423 \$ et 2 530 933 \$ (2011 : 13 232 000 \$, 281 000 \$ et 1 581 000 \$), n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'ont pas été mises en service en fin d'exercice.

**SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC****8 — CAPITAL-ACTIONS**

| (En milliers de dollars)                                                                                                                                                     | 2012          | 2011          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>Autorisé</b>                                                                                                                                                              |               |               |
| D'après sa loi constitutive, la Société est autorisée à émettre, au ministre des Finances, 1 100 000 actions ordinaires, avec droit de vote, d'une valeur nominale de 100 \$ |               |               |
| <b>Émis</b>                                                                                                                                                                  |               |               |
| 268 617 actions en paiement de transferts d'actifs                                                                                                                           | 26 862        | 26 862        |
| 447 250 actions payées comptant                                                                                                                                              | 44 725        | 44 725        |
|                                                                                                                                                                              | <b>71 587</b> | <b>71 587</b> |

Après la fin de l'exercice, la société a émis 88 217 actions en contrepartie de 8 821 700 \$ en espèces.

**SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC****9 — PARTENARIAT****Partenariat autre que commercial**

La Société détient une participation de 50 % dans Mistissini-Sépaq S.E.N.C. dont l'objet est d'opérer et de gérer conjointement les réserves fauniques Assinica et des Lacs-Albanel-Mistassini-et-Waconichi ainsi que de promouvoir l'emploi des Cris et de la population de la région. Au 31 mars, la quote-part de chacun des éléments de ce partenariat comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle se détaille comme suit :

| (En milliers de dollars)                                   | 2012      | 2011      |
|------------------------------------------------------------|-----------|-----------|
| <b>Bilan</b>                                               |           |           |
| Stocks                                                     | -         | 8         |
| Frais payés d'avance                                       | 2         | 3         |
| Comptes à payer et frais courus                            | 25        | 25        |
| Dépôts de clients                                          | 186       | 179       |
| Subventions reportées                                      | 50        | 50        |
| <b>Résultats</b>                                           |           |           |
| Revenus                                                    | 532       | 518       |
| Dépenses                                                   | 500       | 484       |
| <b>Flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation</b> | <b>48</b> | <b>40</b> |

**SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC****10 — OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

---

La Société est liée par des obligations contractuelles dont le solde est de 3 609 000 \$, exclusion faite des clauses escalatoires sur les baux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

| (En milliers de dollars) |       |
|--------------------------|-------|
| 2013                     | 1 119 |
| 2014                     | 1 027 |
| 2015                     | 939   |
| 2016                     | 433   |
| 2017                     | 84    |

De plus, au 31 mars 2012, la Société s'était engagée à supporter des coûts pour des immobilisations corporelles au cours du prochain exercice pour un montant de 6 643 000 \$.

**11 — ÉVENTUALITÉS**

---

La Société peut, à l'occasion, être sujette à des réclamations et à des poursuites judiciaires dans le cours de ses affaires. Ces réclamations font souvent l'objet d'incertitudes. La direction est d'avis que des provisions suffisantes ont été comptabilisées en fin d'exercice aux états financiers de la Société et que le règlement final de ces éventualités n'aura pas d'effet négatif sur la situation financière de la Société.

**12 — OPÉRATIONS AVEC APPARENTÉES**

---

En date du 3 mai 2006, la Société a signé une convention avec la Société des parcs de sciences naturelles du Québec selon laquelle, elle s'est vu confier le mandat de gérer et d'administrer le Parc Aquarium du Québec et de coordonner le plan de fermeture du Jardin zoologique du Québec.

Au cours de l'exercice, la Société des parcs de sciences naturelles du Québec a emprunté à la Sépaq une somme nette de 2 894 000 \$ (2011 : remboursement net de 3 847 000 \$). La somme due à la Sépaq a porté intérêt au taux moyen de 1,54 % (2011 : 1,338 %). Elle est sans modalité de remboursement et la Sépaq a inscrit un revenu d'intérêts de 699 000 \$ (2011 : 604 000 \$). De plus, la Sépaq a comptabilisé un revenu d'honoraires de gestion de 4 654 000 \$ (2011 : 4 650 000 \$).

**SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC****12 — OPÉRATIONS AVEC APPARENTÉES (suite)**

---

En plus des opérations entre apparentées déjà divulguées ci-dessus et dans les états financiers, lesquelles sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentées autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. La plupart de ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

**13 — INFORMATION SUR LES RISQUES FINANCIERS**

---

**Risque de crédit**

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

La direction estime que la Société n'est pas exposée à un risque de crédit important, étant donné qu'elle transige avec un nombre important de clients, lesquels effectuent en majorité le paiement des services par cartes de crédit ou de débit et habituellement avant que ceux-ci ne soient rendus. Par conséquent, la Société n'a pas de compte en souffrance significatif.

**Juste valeur**

En raison de leur échéance très rapprochée ou à court terme, la valeur comptable de l'encaisse (découvert bancaire), des créances, de l'avance à la société apparentée, des comptes à payer et frais courus, des dépôts de clients et des emprunts indiqués à l'état de la situation financière se rapproche de leur juste valeur.

La juste valeur de l'avance à la société apparentée ne peut être évaluée de façon fiable étant donné que la transaction est survenue entre des parties apparentées.

**Risque de liquidité**

La Société considère qu'elle détient suffisamment d'actifs financiers facilement convertibles en trésorerie et également de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

**Risque de taux d'intérêt**

La Société est exposée à un risque de taux d'intérêt au niveau de l'avance à la société apparentée et des emprunts puisqu'ils portent intérêt à taux variable.

L'effet net d'une augmentation (réduction) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 167 317 \$ le bénéfice net (2011 : 23 149 \$).

**SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC****14 — CHIFFRES COMPARATIFS**

---

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.



MALLETTE

Mallette

SENCRL

Comptables professionnels agréés

200-3075 chemin des Quatre-Bourgeois  
Québec QC G1W 5C4

Téléphone 418 653-4431

Télécopie 418 656-0800

Courriel info.quebec@mallette.ca

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres de la  
Société des parcs de sciences naturelles du Québec,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la **SOCIÉTÉ DES PARCS DE SCIENCES NATURELLES DU QUÉBEC**, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, les états des résultats, du déficit cumulé, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Société portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société des parcs de sciences naturelles du Québec au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de la dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.



Mallette  
SENCRL

Québec, Canada  
Le 25 septembre 2012

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A107995



**RÉSULTATS**

Exercice terminé le 31 mars

(En milliers de dollars)

|                                                             | 2012            | 2011          |
|-------------------------------------------------------------|-----------------|---------------|
| <b>REVENUS</b>                                              |                 |               |
| Subventions (note 1)                                        | 11 329 \$       | 11 418        |
| Amortissements des subventions reportées                    | 156             | 156           |
| Autres                                                      | 48              | 5             |
|                                                             | <u>11 533</u>   | <u>11 579</u> |
| <b>DÉPENSES</b>                                             |                 |               |
| Frais de fermeture                                          | 947             | 910           |
| Honoraires de gestion concernant le Parc Aquarium du Québec | 4 654           | 4 650         |
| Frais financiers (note 3)                                   | 699             | 604           |
| Taxes foncières                                             | 1 611           | 1 622         |
| Amortissements des immobilisations                          | 1 146           | 1 126         |
|                                                             | <u>9 057</u>    | <u>8 912</u>  |
| <b>EXCÉDENT ANNUEL</b>                                      | <b>2 476 \$</b> | <b>2 667</b>  |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**DÉFICIT CUMULÉ**

| Exercice terminé le 31 mars<br>(En milliers de dollars) | 2012        | 2011        |
|---------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Solde au début                                          | (21 972) \$ | (24 639) \$ |
| Excédent annuel                                         | 2 476       | 2 667       |
| Solde à la fin                                          | (19 496) \$ | (21 972) \$ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

Exercice terminé le 31 mars

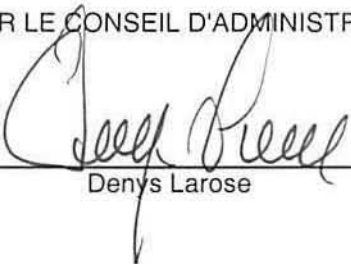
(En milliers de dollars)

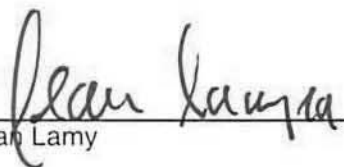
|                                             | 2012               | 2011               |
|---------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                    |                    |                    |
| Débiteurs                                   | 30 \$              | 19 \$              |
| Subvention à recevoir                       | 917                | 459                |
|                                             | <u>947</u>         | <u>478</u>         |
| <b>PASSIFS</b>                              |                    |                    |
| Créditeurs                                  | 130                | 50                 |
| Somme due à une société apparentée (note 1) | 48 102             | 45 208             |
| Subventions reportées                       | 3 363              | 3 519              |
|                                             | <u>51 595</u>      | <u>48 777</u>      |
| <b>DETTE NETTE</b>                          | <u>(50 648)</u>    | <u>(48 299)</u>    |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                |                    |                    |
| Frais reportés au prochain exercice         | 419                | 900                |
| Immobilisations (note 4)                    | 30 733             | 25 427             |
|                                             | <u>31 152</u>      | <u>26 327</u>      |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ</b>                       | <u>(19 496) \$</u> | <u>(21 972) \$</u> |

**ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (notes 1 et 5)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION :


  
 Denys Larose


  
 Jean Lamy

**ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE**

Exercice terminé le 31 mars

(En milliers de dollars)

|                                               | 2012                      | 2011                      |
|-----------------------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Excédent annuel                               | 2 476 \$                  | 2 667 \$                  |
| Variation due aux immobilisations corporelles |                           |                           |
| Acquisitions                                  | (6 452)                   | -                         |
| Amortissements                                | 1 146                     | 1 126                     |
|                                               | <u>(5 306)</u>            | <u>1 126</u>              |
| Variation des frais reportés                  | 481                       | (471)                     |
| <b>VARIATION DE LA DETTE NETTE</b>            | <u><b>(2 349)</b></u>     | <u><b>3 322</b></u>       |
| <b>DETTE NETTE AU DÉBUT</b>                   | <u><b>(48 299)</b></u>    | <u><b>(51 621)</b></u>    |
| <b>DETTE NETTE À LA FIN</b>                   | <u><b>(50 648) \$</b></u> | <u><b>(48 299) \$</b></u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FLUX DE TRÉSORERIE**

Exercice terminé le 31 mars  
(En milliers de dollars)

**2012****2011****ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT**

Excédent annuel

**2 476 \$****2 667 \$**

Amortissements des immobilisations, nets des subventions reportées

**990****970**

Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement

**92****209****3 558****3 846****ACTIVITÉS DE FINANCEMENT**

Remboursement de la somme due à la société apparentée

**(3 558)****(3 846)****(3 558)****(3 846)****VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE****-****-****ENCAISSE AU DÉBUT****-****-****ENCAISSE À LA FIN****-****\$****-****\$**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## **1 — STATUTS CONSTITUTIFS, NATURE DES ACTIVITÉS, ENGAGEMENTS ET OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES**

---

La Société a été constituée le 30 août 1994 en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec pour effectuer la gestion du Parc Aquarium du Québec (« Aquarium ») et du Jardin zoologique du Québec (« Jardin »).

En 2002, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et le ministre des Transports du Québec ont cédé à la Société, en vertu d'un bail emphytéotique, les immeubles de l'Aquarium et du Jardin pour une période de quarante ans se terminant le 31 mars 2042. La Société s'est engagée à assumer tous les frais liés aux immeubles. Aucune valeur n'a été comptabilisée à titre d'apports pour ces immeubles.

Le 3 mai 2006, la Société a signé une convention de gestion avec la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) et le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs selon laquelle la Sépaq se voit confier le mandat de gérer et d'administrer l'Aquarium et de coordonner le plan de fermeture du Jardin. En vertu de cette convention, et sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires, le ministre s'est engagé à verser à la Société les sommes nécessaires pour qu'elle respecte ses obligations. À cet effet, la Société a reçu au cours de l'exercice une subvention de 11 329 000 \$ (2011, 11 418 000 \$) et a engagé une dépense de 4 654 000 \$ (2011, 4 650 000 \$) pour les honoraires de gestion concernant les opérations de l'Aquarium.

La Société peut aussi emprunter lorsque la subvention annuelle est insuffisante pour couvrir les déboursés. Au cours de l'exercice, l'avance de la Sépaq s'est accrue de 6 346 000 \$ en relation avec la construction d'un nouveau bâtiment à l'Aquarium tandis que les remboursements ont totalisé 3 452 000 \$, et ce, pour une augmentation nette de 2 894 000 \$ (2011, remboursement net de 3 846 000 \$). Cette avance de la Sépaq a porté intérêt au taux moyen de 1,54 % (2011, 1,33 %). Elle est sans modalité de remboursement et la Société a inscrit une dépense d'intérêts de 699 000 \$ (2011, 604 000 \$).

En termes d'engagements contractuels, la Société est liée par contrat pour la construction d'un nouveau bâtiment. Le solde de cet engagement s'établit à 30 000 \$ et il sera honoré au cours du prochain exercice.

## 2 — MÉTHODES COMPTABLES

---

### a) Responsabilités de la direction et méthodes comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public et, pour la première année, elle applique le modèle de présentation recommandé par le Manuel. L'utilisation de toutes autres sources de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public exige que la Société ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des dépenses au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction.

L'élément principal faisant l'objet d'estimation est la durée de vie des immobilisations corporelles.

### b) Comptabilisation des revenus

Les subventions sont comptabilisées à titre de revenus lorsque les dépenses sont constatées.

### c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire aux taux suivants :

|                                                   |                  |
|---------------------------------------------------|------------------|
| Bâtiments et infrastructures                      | entre 3 % et 7 % |
| Mobilier, équipement, matériel roulant et animaux | 20 %             |

Les immobilisations sont révisées pour dépréciation lorsqu'il y a des indications que leurs valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables.

**d) Subventions reportées**

Les subventions relatives aux immobilisations sont comptabilisées à titre de subventions reportées. Elles sont virées aux résultats sur la base de l'amortissement des immobilisations auxquelles elles se rapportent.

**e) Avantages sociaux futurs**

La Société offre à ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées. Le coût du régime de retraite afférent aux services courants est porté à l'état des résultats au cours de la période pendant laquelle les cotisations sont payables par l'employeur.

**3 — FRAIS FINANCIERS**

Les frais financiers de 699 000 \$ (2011, 604 000 \$) ne comprennent que des intérêts sur la somme empruntée de la Sépaq.

**4 — IMMOBILISATIONS**

(En milliers de dollars)

|                               | Bâtiments et<br>infrastructures | Mobilier,<br>équipement<br>et matériel<br>roulant | Animaux | 2012      | 2011      |
|-------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------------------|---------|-----------|-----------|
| <b>Coût</b>                   |                                 |                                                   |         |           |           |
| Solde au début                | 33 921 \$                       | 3 533 \$                                          | 430 \$  | 37 884 \$ | 37 884 \$ |
| Acquisitions                  | 6 452                           | -                                                 | -       | 6 452     | -         |
| Solde à la fin                | 40 373                          | 3 533                                             | 430     | 44 336    | 37 884    |
| <b>Amortissement cumulé</b>   |                                 |                                                   |         |           |           |
| Solde au début                | 8 654                           | 3 373                                             | 430     | 12 457    | 11 331    |
| Amortissement                 | 1 073                           | 73                                                | -       | 1 146     | 1 126     |
| Solde à la fin                | 9 727                           | 3 446                                             | 430     | 13 603    | 12 457    |
| <b>Valeur comptable nette</b> |                                 |                                                   |         |           |           |
| 2012                          | 30 646 \$                       | 87 \$                                             | - \$    | 30 733 \$ |           |
| <b>Valeur comptable nette</b> |                                 |                                                   |         |           |           |
| 2011                          | 25 267 \$                       | 160 \$                                            | - \$    |           | 25 427 \$ |



La Société a acquis des immobilisations corporelles pour un montant de 6 452 000 \$ (2011, - \$) en contrepartie d'une somme due à la société apparentée.

## **5 — ÉVENTUALITÉS**

---

La Société peut, à l'occasion, être sujette à des réclamations et des poursuites judiciaires dans le cours de ses affaires. Ces réclamations font souvent l'objet d'incertitudes. La Société est d'avis que des provisions suffisantes ont été comptabilisées en fin d'exercice et que le règlement final de ces éventualités n'aura pas d'effet négatif sur sa situation financière.

Par ailleurs, la Société négocie présentement avec la Commission de la capitale nationale du Québec la cession d'une partie de son terrain. Dans le cadre de ces négociations, il est prévu que cette dernière remboursera les taxes foncières relatives à la portion de terrain qui lui sera cédée, et ce, rétroactivement au 1<sup>er</sup> septembre 2006. À la date d'approbation des états financiers, les négociations étaient toujours en cours.

## **6 — RÉGIME DE RETRAITE**

---

Le 29 avril 2002, la Société a instauré un régime de retraite facultatif à cotisations déterminées. La cotisation de l'employeur correspond à 5 % du salaire brut de l'employé si ce dernier contribue au régime un minimum de 5 % de son salaire brut. Cette condition ne s'est pas réalisée au cours de l'exercice et aucune dépense relative au régime de retraite n'a donc été engagée par la Société (2011, 5 800 \$).

## **7 — OPÉRATIONS NON MONÉTAIRES**

---

Par le passé, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs assumait une portion de la masse salariale et des avantages sociaux de certains employés affectés à la Société. En 2012, il n'y a plus d'employés assujettis à cette contribution (2011, 88 000 \$).

**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers de la Société des traversiers du Québec (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La vérification interne procède à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes que la Société applique de façon uniforme.

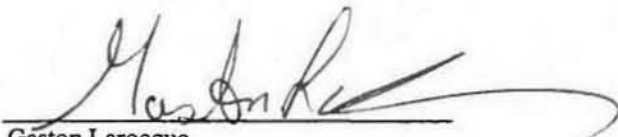
La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Pour ce faire, il est assisté par le comité de vérification. Ce comité rencontre la direction ainsi que les auditeurs indépendants, examine les états financiers et en recommande l'approbation au Conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société des traversiers du Québec conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Son rapport d'audit expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Georges Farrah  
Président-directeur général



Gaston Larocque  
Directeur de l'administration et des finances

Québec, le 26 juin 2012

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Au Ministre des Finances

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société des traversiers du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats et déficit cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

*Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

*Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec par intérim,

 CPA auditeur, CA

Marcel Couture, CPA auditeur, CA  
Vérificateur général adjoint

Québec, le 26 juin 2012

**SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC  
RÉSULTATS ET DÉFICIT CUMULÉ  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012**

|                                                     | <u>2012</u>        | <u>2011</u>         |
|-----------------------------------------------------|--------------------|---------------------|
|                                                     | \$                 | \$                  |
| <b>CHARGES</b>                                      |                    |                     |
| Frais d'exploitation (note 3)                       | 88 074 237         | 78 508 011          |
| Frais d'administration (note 4)                     | 6 476 152          | 6 329 459           |
| Perte sur disposition d'immobilisations corporelles | 527 929            | 175                 |
| Amortissement des immobilisations corporelles       | 7 438 726          | 7 534 208           |
| Frais financiers (note 5)                           | 2 778 024          | 2 984 699           |
|                                                     | <u>105 295 068</u> | <u>95 356 552</u>   |
| <b>REVENUS</b>                                      |                    |                     |
| Participations gouvernementales (note 6)            | 87 117 353         | 83 340 076          |
| Transport des véhicules                             | 11 078 768         | 10 172 202          |
| Transport des passagers                             | 8 212 847          | 7 913 861           |
| Autres (note 7)                                     | 1 152 178          | 1 013 217           |
|                                                     | <u>107 561 146</u> | <u>102 439 356</u>  |
| <b>EXCÉDENT ANNUEL</b>                              | 2 266 078          | 7 082 804           |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT</b>                      | <u>(3 332 685)</u> | <u>(10 415 489)</u> |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN</b>                      | <u>(1 066 607)</u> | <u>(3 332 685)</u>  |

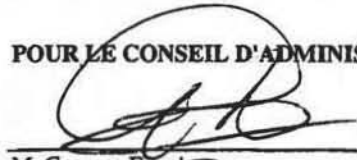
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

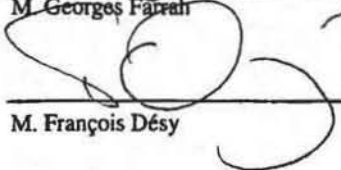
**SOCIÉTÉ DES TRAVERSISERS DU QUÉBEC**  
**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 MARS 2012**

|                                                                                  | <u>2012</u>          | <u>2011</u>         |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------------|
|                                                                                  | \$                   | \$                  |
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                                         |                      |                     |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                                          | 19 229 703           | 15 789 601          |
| Placement temporaire (note 8)                                                    | -                    | 5 135 037           |
| Créances                                                                         | 541 680              | 445 996             |
| Subvention à recevoir reliée au passif environnemental                           | 293 000              | -                   |
| Participations gouvernementales recouvrables (note 9)                            | 17 779 471           | 19 658 063          |
| Placement de la compensation provenant du transfert des quais fédéraux (note 10) | 15 380 167           | 22 533 745          |
|                                                                                  | <u>53 224 021</u>    | <u>63 562 442</u>   |
| <b>PASSIFS</b>                                                                   |                      |                     |
| Billet à payer (note 11)                                                         | 15 319 876           | 15 066 298          |
| Charges à payer et frais courus (note 12)                                        | 18 171 573           | 15 658 775          |
| Passif environnemental                                                           | 293 000              | -                   |
| Dette à long terme (note 13)                                                     | 69 039 046           | 70 602 863          |
| Loyers perçus d'avance                                                           | 102 000              | 108 000             |
| Participations gouvernementales reportées                                        |                      |                     |
| Afférentes à la compensation financière provenant du                             |                      |                     |
| transfert des quais fédéraux (note 10)                                           | 15 380 167           | 22 533 745          |
| Afférentes aux immobilisations corporelles (note 14)                             | 44 105 897           | 38 802 648          |
|                                                                                  | <u>162 411 559</u>   | <u>162 772 329</u>  |
| <b>DETTE NETTE</b>                                                               | <u>(109 187 538)</u> | <u>(99 209 887)</u> |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                                                     |                      |                     |
| Frais payés d'avance                                                             | 587 882              | 410 294             |
| Immobilisations corporelles (note 16)                                            | 109 033 049          | 96 966 908          |
|                                                                                  | <u>109 620 931</u>   | <u>97 377 202</u>   |
| <b>CAPITAL-ACTIONS (NOTE 17)</b>                                                 | 1 500 000            | 1 500 000           |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ</b>                                                            | <u>(1 066 607)</u>   | <u>(3 332 685)</u>  |
| <b>OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 18)</b>                                      |                      |                     |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

  
 M. Georges Farrah

  
 M. François Désy

**SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC  
ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012**

|                                                      | <u>2012</u>                 | <u>2011</u>                |
|------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------|
|                                                      | \$                          | \$                         |
| <b>EXCÉDENT ANNUEL</b>                               | <u>2 266 078</u>            | <u>7 082 804</u>           |
| Acquisition d'immobilisations corporelles            | (20 034 117)                | (25 224 291)               |
| Amortissement des immobilisations corporelles        | 7 438 726                   | 7 534 208                  |
| Perte sur disposition d'immobilisations corporelles  | 527 929                     | 175                        |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles | <u>1 321</u>                | <u>-</u>                   |
|                                                      | <u>(12 066 141)</u>         | <u>(17 689 908)</u>        |
| Acquisition de frais payés d'avance                  | (586 450)                   | (410 212)                  |
| Utilisation de frais payés d'avance                  | <u>408 862</u>              | <u>559 048</u>             |
|                                                      | <u>(177 588)</u>            | <u>148 836</u>             |
| <b>AUGMENTATION DE LA DETTE NETTE</b>                | (9 977 651)                 | (10 458 268)               |
| <b>DETTE NETTE AU DÉBUT</b>                          | <u>(99 209 887)</u>         | <u>(88 751 619)</u>        |
| <b>DETTE NETTE À LA FIN</b>                          | <u><u>(109 187 538)</u></u> | <u><u>(99 209 887)</u></u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC**  
**FLUX DE TRÉSORERIE**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012**

|                                                                                           | <b>2012</b>         | <b>2011</b>         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                                                                           | <b>\$</b>           | <b>\$</b>           |
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                                        |                     |                     |
| Excédent annuel                                                                           | 2 266 078           | 7 082 804           |
| Eléments sans incidence sur la trésorerie :                                               |                     |                     |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                             | 7 438 726           | 7 534 208           |
| Augmentation de la participation gouvernementale recouvrable                              | (6 756 716)         | (7 049 869)         |
| Augmentation de participations gouvernementales reportées                                 | (10 798 948)        | (11 807 179)        |
| Perte sur disposition d'immobilisations corporelles                                       | 527 929             | 175                 |
| Diminution des loyers perçus d'avance                                                     | (6 000)             | (6 000)             |
|                                                                                           | <u>(9 595 009)</u>  | <u>(11 328 665)</u> |
| Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :                            |                     |                     |
| Créances                                                                                  | (95 684)            | 2 313 232           |
| Frais payés d'avance                                                                      | (177 588)           | 148 836             |
| Charges à payer et frais courus                                                           | 2 856 706           | 3 050 170           |
|                                                                                           | <u>2 583 434</u>    | <u>5 512 238</u>    |
| <b>Flux de trésorerie (utilisés pour les) provenant des activités de fonctionnement</b>   | <u>(4 745 497)</u>  | <u>1 266 377</u>    |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                                         |                     |                     |
| Placements effectués                                                                      | (1 778 586)         | (6 518 878)         |
| Rachat de placement                                                                       | 5 135 037           | -                   |
| Produit de dispositions et de rachats de placements                                       | 8 930 441           | 9 758 127           |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>                        | <u>12 286 892</u>   | <u>3 239 249</u>    |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>                                      |                     |                     |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                                                 | (20 378 025)        | (21 771 698)        |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles                                      | 1 321               | -                   |
| <b>Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations</b> | <u>(20 376 704)</u> | <u>(21 771 698)</u> |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                                           |                     |                     |
| Emprunts effectués                                                                        | 19 819 876          | 17 566 298          |
| Emprunts remboursés                                                                       | (21 130 115)        | (7 009 580)         |
| Encaissement de contributions et produits financiers connexes                             | 8 950 342           | 9 253 468           |
| Encaissement de participations gouvernementales                                           | 8 635 308           | 10 068 051          |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>                          | <u>16 275 411</u>   | <u>29 878 237</u>   |
| <b>Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>                     | <u>3 440 102</u>    | <u>12 612 165</u>   |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>                                   | <u>15 789 601</u>   | <u>3 177 436</u>    |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN</b>                                   | <u>19 229 703</u>   | <u>15 789 601</u>   |
| <b>LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN COMPREND :</b>                 |                     |                     |
| Encaisse                                                                                  | 14 010 408          | 15 789 601          |
| Placement bancaire                                                                        | 5 219 295           | -                   |
|                                                                                           | <u>19 229 703</u>   | <u>15 789 601</u>   |
| Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 2 571 490 \$                        |                     |                     |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



**SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**31 MARS 2012**

**1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS**

La Société des traversiers du Québec (la Société) est une compagnie à fonds social constituée par loi spéciale (L.R.Q., chapitre S-14) dont les actions font partie du domaine public du Québec et sont réservées au ministre des Finances. La Société a pour objet notamment de fournir des services de transport par traversier entre les rives des fleuves, rivières et lacs situés dans le Québec.

En vertu de l'article 5 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public* et pour la première année, le modèle de présentation des états financiers recommandé par le Manuel a été appliqué. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables sont cohérentes avec les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi qu'à l'égard de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations et le passif environnemental. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**REVENUS**

*Prestations de services*

Les revenus provenant de la prestation de services sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- ✓ Le service est payé et rendu;
- ✓ Le service est rendu et facturé, et le recouvrement est raisonnablement assuré.

*Participations et subventions gouvernementales*

La subvention et les produits financiers connexes, grevés d'une affectation d'origine externe aux charges d'exercices futurs, sont constatés à titre de revenus au cours des exercices où les charges correspondantes sont engagées. Les subventions non affectées sont constatées à titre de revenus lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.



**ACTIFS FINANCIERS****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible, et les placements bancaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

**Placements temporaires**

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre de la valeur comptable et de la valeur du marché.

**Participation gouvernementale recouvrable**

La participation gouvernementale recouvrable correspond à l'écart entre, d'une part, la somme des charges d'intérêts encourues sur des emprunts du Fonds de financement afférents à l'acquisition d'immobilisations corporelles et de l'amortissement cumulé sur ces immobilisations et, d'autre part, les subventions du gouvernement du Québec reçues pour permettre les versements sur ces emprunts.

**PASSIFS****Dettes**

Les emprunts liés à la dette sont comptabilisés au montant encaissé au moment de leur émission.

Les montants indiqués au titre de la charge d'intérêts comprennent les frais d'émission liés aux emprunts.

**Participations gouvernementales reportées**

La contrepartie de la valeur attribuée aux biens acquis par donation et les subventions pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont comptabilisées comme participations gouvernementales reportées et sont virées aux revenus selon les mêmes méthodes et taux d'amortissement que les immobilisations en cause.

**Avantages sociaux futurs***Provision pour congés de maladie et vacances*

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les congés de maladie seront normalement payés dans l'exercice suivant.

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

*Régimes de retraite*

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, compte tenu que la Société ne dispose pas suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

**ACTIFS NON FINANCIERS**

Les actifs non financiers, de par leur nature, sont généralement utilisés pour fournir des services futurs.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon une méthode logique et systématique, en fonction de leur durée de vie utile.

Les immobilisations en cours de construction, en développement ou en mise en valeur ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition avec contrepartie aux contributions reportées, à l'exception des terrains où la contrepartie est constatée aux revenus dans l'année d'acquisition.

|                           | Méthode         | Taux          |
|---------------------------|-----------------|---------------|
| Bâtiments                 | Solde dégressif | 4 % et 10 %   |
| Quais                     | Solde dégressif | 5 %           |
| Navires                   | Solde dégressif | 15 %          |
| Ameublement et équipement | Solde dégressif | 20 %          |
| Matériel roulant          | Solde dégressif | 30 %          |
| Améliorations locatives   | Linéaire        | Durée du bail |

**Réduction de valeurs sur immobilisations corporelles**

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux produits et charges de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

**3. FRAIS D'EXPLOITATION**

|                                               | 2012              | 2011              |
|-----------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                               | \$                | \$                |
| Traitements et avantages sociaux              | 25 924 471        | 24 916 964        |
| Formation du personnel                        | 249 352           | 313 120           |
| Contrats d'exploitation                       | 26 847 803        | 22 983 591        |
| Carburant                                     | 11 421 630        | 9 177 675         |
| Entretien et réparation - navires             | 6 814 605         | 5 484 106         |
| Entretien et réparation - quais               | 8 782 257         | 8 116 905         |
| Entretien et réparation - bâtiments           | 935 731           | 634 263           |
| Taxes foncières et scolaires                  | 990 021           | 933 237           |
| Assurances                                    | 1 360 854         | 1 370 606         |
| Commission de la santé et sécurité au travail | 833 021           | 630 631           |
| Frais de déplacement                          | 492 540           | 376 343           |
| Maintenance des TI et télécommunications      | 327 439           | 182 117           |
| Uniformes                                     | 347 187           | 330 442           |
| Publicité                                     | 172 467           | 170 499           |
| Honoraires professionnels                     | 702 046           | 1 304 310         |
| Frais de port et frais de quais               | 517 941           | 492 534           |
| Autres                                        | 1 354 872         | 1 145 412         |
| Recouvrements des assureurs                   | -                 | (54 744)          |
|                                               | <u>88 074 237</u> | <u>78 508 011</u> |

**4. FRAIS D'ADMINISTRATION**

|                                          | <b>2012</b>      | <b>2011</b>      |
|------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                          | \$               | \$               |
| Traitements et avantages sociaux         | 4 398 134        | 4 146 269        |
| Formation du personnel                   | 40 379           | 37 999           |
| Frais de déplacement                     | 240 633          | 213 607          |
| Honoraires professionnels                | 741 542          | 1 052 820        |
| Frais reliés au bâtiment du siège social | 215 722          | 226 606          |
| Publicité                                | 176 464          | 128 993          |
| Maintenance des TI et télécommunications | 329 572          | 218 009          |
| Papeterie et impression                  | 89 992           | 90 575           |
| Autres                                   | 243 714          | 214 581          |
|                                          | <u>6 476 152</u> | <u>6 329 459</u> |

**5. FRAIS FINANCIERS**

|                                                | <b>2012</b>      | <b>2011</b>      |
|------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                | \$               | \$               |
| Intérêts sur la dette                          | 2 731 073        | 2 928 126        |
| Frais d'émission et de gestion liés aux dettes | 46 951           | 56 573           |
|                                                | <u>2 778 024</u> | <u>2 984 699</u> |

**6. PARTICIPATIONS GOUVERNEMENTALES**

|                                                                                                        | <b>2012</b>       | <b>2011</b>       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                                                        | \$                | \$                |
| <b>Subventions du gouvernement du Québec</b>                                                           |                   |                   |
| Subvention d'opération du ministère des Transports                                                     | 85 299 892        | 82 347 691        |
| Participation gouvernementale recouvrable                                                              | (1 878 592)       | (2 946 349)       |
|                                                                                                        | <u>83 421 300</u> | <u>79 401 342</u> |
| <b>Subvention du gouvernement du Québec reliée au passif environnemental</b>                           | <u>68 000</u>     | <u>-</u>          |
| <b>Virement de participations gouvernementales reportées</b>                                           |                   |                   |
| Afférentes à la compensation financière provenant du transfert des quais fédéraux (note 10)            | 1 760 407         | 1 890 864         |
| Afférentes aux immobilisations corporelles acquises par donation du gouvernement du Québec (note 14)   | 512 998           | 556 496           |
| Afférentes aux immobilisations corporelles acquises par donation du gouvernement du Canada (note 14)   | 1 023 155         | 1 077 007         |
| Afférentes aux immobilisations corporelles acquises par subvention du gouvernement du Canada (note 14) | 331 493           | 414 367           |
|                                                                                                        | <u>3 628 053</u>  | <u>3 938 734</u>  |
|                                                                                                        | <u>87 117 353</u> | <u>83 340 076</u> |

**7. AUTRES REVENUS**

|                                                      | <b>2012</b>      | <b>2011</b>      |
|------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                      | \$               | \$               |
| Intérêts sur dépôts bancaires                        | 281 294          | 219 492          |
| Droits d'amarrage                                    | 48 146           | 42 212           |
| Droits de débarcadère ferroviaire                    | 314 640          | 338 580          |
| Stationnement et divers                              | 94 992           | 86 293           |
| Distributeurs automatiques et concession alimentaire | 223 968          | 191 576          |
| Affichage publicitaire                               | 137 786          | 101 970          |
| Location de navires                                  | 14 807           | -                |
| Location de locaux                                   | 36 545           | 33 094           |
|                                                      | <u>1 152 178</u> | <u>1 013 217</u> |

**8. PLACEMENT TEMPORAIRE**

|                                                                           | <b>2012</b> | <b>2011</b>      |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------|------------------|
|                                                                           | <b>\$</b>   | <b>\$</b>        |
| Dépôt à terme portant intérêt au taux de 1,56 % et échu le 6 janvier 2012 | -           | 5 135 037        |
|                                                                           | <u>-</u>    | <u>5 135 037</u> |

**9. PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE RECOUVRABLE**

Le gouvernement du Québec s'est engagé à verser les sommes nécessaires à la Société pour qu'elle soit en mesure de s'acquitter de ses obligations sur des emprunts du Fonds de financement servant à financer l'acquisition d'immobilisations corporelles, après s'être assuré que la Société n'est pas en mesure de le faire.

La participation recouvrable s'établit comme suit :

|                                                                      | <b>2012</b>        | <b>2011</b>        |
|----------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                                      | <b>\$</b>          | <b>\$</b>          |
| Solde au début                                                       | 19 658 063         | 22 604 412         |
| Amortissement des immobilisations corporelles financées à long terme | 4 227 904          | 4 153 907          |
| Intérêts encourus sur les emprunts                                   | 2 528 812          | 2 895 962          |
|                                                                      | <u>6 756 716</u>   | <u>7 049 869</u>   |
| Participations gouvernementales reçues                               | (8 635 308)        | (9 996 218)        |
| Variation imputée aux résultats (note 6)                             | <u>(1 878 592)</u> | <u>(2 946 349)</u> |
| Solde à la fin                                                       | <u>17 779 471</u>  | <u>19 658 063</u>  |

Ce solde se rapporte aux éléments suivants de l'état de la situation financière :

|                                                                        | <b>2012</b>         | <b>2011</b>         |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                                                        | <b>\$</b>           | <b>\$</b>           |
| Emprunts du Fonds de financement (note 13)                             | 43 487 636          | 45 051 453          |
| Coût non amorti des immobilisations corporelles financées à long terme | <u>(26 306 756)</u> | <u>(26 034 659)</u> |
|                                                                        | 17 180 880          | 19 016 794          |
| Intérêts courus sur ces emprunts                                       | <u>598 591</u>      | <u>641 269</u>      |
|                                                                        | <u>17 779 471</u>   | <u>19 658 063</u>   |

# **10. PARTICIPATIONS GOUVERNEMENTALES REPORTÉES AFFÉRENTES À LA COMPENSATION FINANCIÈRE PROVENANT DU TRANSFERT DES QUAIS FÉDÉRAUX**

En vertu d'une entente signée le 30 mars 2001, le gouvernement du Québec a transféré à la Société la propriété, effective le 19 juin 2000, des installations portuaires d'une valeur attribuée de 35 525 305 \$, situées sur le site des dix terminaux de traversiers reçus du gouvernement du Canada, ainsi que la compensation financière de 36 300 000 \$ associée à ce transfert. Selon cette entente, la Société doit utiliser cette somme forfaitaire, ainsi que les fruits de son investissement, exclusivement pour l'opération, l'entretien et la réfection des dix terminaux.

|                                                                                                                | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
|                                                                                                                | <b>\$</b>   | <b>\$</b>   |
| Solde au début                                                                                                 | 22 533 745  | 30 910 395  |
| Intérêts gagnés                                                                                                | 34 991      | 233 739     |
| Amortissement des escomptes et des primes sur placements                                                       | 1 240 463   | 1 134 937   |
| Frais de garde                                                                                                 | (862)       | (1 182)     |
| Gain sur disposition de placements                                                                             | 503 132     | 15 165      |
|                                                                                                                | <hr/>       | <hr/>       |
|                                                                                                                | 24 311 469  | 32 293 054  |
| Virement aux revenus d'un montant équivalent des charges nettes des quais transférés du gouvernement du Canada | (1 760 407) | (1 890 864) |
| Virement à la participation gouvernementale reportée pour l'acquisition d'immobilisations (note 14)            | (7 170 895) | (7 868 445) |
|                                                                                                                | <hr/>       | <hr/>       |
|                                                                                                                | 15 380 167  | 22 533 745  |

Ce solde à l'état de la situation financière se rapporte aux éléments suivants :

|                                                                                                  | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
|                                                                                                  | <b>\$</b>   | <b>\$</b>   |
| Placement de la compensation pour les quais fédéraux, constitué de :                             |             |             |
| Encaisse                                                                                         | 878 231     | 375 077     |
| Placement sur le marché obligataire<br>(valeur au marché : 17 784 052 \$; 24 858 244 \$ en 2011) | 14 501 936  | 22 139 074  |
| Intérêts courus à recevoir                                                                       | -           | 20 776      |
| Comptes à payer frais de garde                                                                   | -           | (1 182)     |
|                                                                                                  | <hr/>       | <hr/>       |
|                                                                                                  | 15 380 167  | 22 533 745  |

Les placements obligataires portent intérêt à des taux compris entre 6,678 % et 7,019 %. Les échéances s'échelonnent d'avril 2013 à juillet 2025.

Les escomptes et les primes sont amortis selon la méthode du taux de rendement effectif.

## **11. BILLET À PAYER**

Emprunt au Fonds de financement, 1,38901 % (2011 : 1,75357 %, échu le 29 décembre 2011), venant à échéance le 29 juin 2012.

**12. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS**

|                                              | <b>2012</b>       | <b>2011</b>       |
|----------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                              | \$                | \$                |
| Fournisseurs et frais courus                 | 15 119 723        | 12 888 670        |
| Apparentés                                   | 1 382 714         | 1 260 746         |
| Provision pour congés de maladie et vacances | 1 669 136         | 1 509 359         |
|                                              | <u>18 171 573</u> | <u>15 658 775</u> |

Au 31 mars 2012, les fournisseurs et frais courus incluent une somme de 3 869 772 \$ (4 213 679 \$ au 31 mars 2011) relative à des acquisitions d'immobilisations.

**13. DETTE À LONG TERME**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <b>2012</b>       | <b>2011</b>       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                         | \$                | \$                |
| Dû au gouvernement du Québec payable sur demande, sans intérêt et remboursable selon des modalités qui seront convenues entre le ministre des Finances et la Société en vertu d'une entente relative à la cession, par le gouvernement du Québec à la Société, de bâtiments et de quais | 25 551 410        | 25 551 410        |
| Emprunts du Fonds de financement, 8,49 %, remboursables par des versements semestriels de 1 766 415 \$, échus en juin 2011*                                                                                                                                                             | -                 | 1 687 329         |
| Emprunt du Fonds de financement, 4,72 %, remboursable par des versements semestriels de 91 860 \$, échéant en décembre 2015*                                                                                                                                                            | 660 188           | 807 439           |
| Emprunt du Fonds de financement, 5,00 %, remboursable par des versements semestriels de 181 137 \$, échéant en 2016*                                                                                                                                                                    | 2 701 934         | 2 920 787         |
| Emprunt du Fonds de financement, 4,37 %, remboursable par des versements semestriels de 284 796 \$, échéant en décembre 2017*                                                                                                                                                           | 6 892 411         | 7 152 557         |
| Emprunt du Fonds de financement, 6,96 %, remboursable par des versements semestriels de 1 725 967 \$, échéant en janvier 2018*                                                                                                                                                          | 16 658 951        | 18 834 018        |
| Emprunt du Fonds de financement, 5,06 %, remboursable par des versements semestriels de 280 938 \$, échéant en janvier 2018*                                                                                                                                                            | 2 887 987         | 3 283 504         |
| Emprunt du Fonds de financement, 5,68 %, remboursable par des versements semestriels de 288 635 \$, échéant en janvier 2018*                                                                                                                                                            | 2 865 170         | 3 266 498         |
| Emprunt du Fonds de financement, 4,65 %, remboursable par des versements semestriels de 200 726 \$, échéant en juin 2018*                                                                                                                                                               | 2 225 248         | 2 513 992         |
| Emprunt du Fonds de financement, 4,56 %, remboursable par des versements semestriels de 150 630 \$, échéant en décembre 2020*                                                                                                                                                           | 2 201 688         | 2 397 040         |
| Emprunt du Fonds de financement, 6,04 %, remboursable par des versements semestriels de 102 319 \$, échéant en juin 2028*                                                                                                                                                               | 2 114 505         | 2 188 289         |
| Emprunt du Fonds de financement, 3,311 %, remboursable par des versements semestriels de 254 875 \$, échéant en juin 2021*                                                                                                                                                              | 4 279 554         | -                 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <u>69 039 046</u> | <u>70 602 863</u> |

Les versements en capital à effectuer sur les emprunts au fonds de financement au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

|                   |                      |
|-------------------|----------------------|
| 2013              | 4 773 769 \$         |
| 2014              | 5 051 804 \$         |
| 2015              | 5 346 810 \$         |
| 2016              | 5 659 862 \$         |
| 2017              | 7 241 816 \$         |
| 2018 et suivantes | <u>15 413 575 \$</u> |
|                   | <u>43 487 636 \$</u> |

\* Ces emprunts portent intérêt à taux fixes

**14. PARTICIPATIONS GOUVERNEMENTALES REPORTÉES AFFÉRENTES AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

|                                                                                                             | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
|                                                                                                             | <b>\$</b>   | <b>\$</b>   |
| <b>Participations par donation</b>                                                                          |             |             |
| <b>a) Gouvernement du Québec</b>                                                                            |             |             |
| Solde au début                                                                                              | 7 813 965   | 8 370 461   |
| Virement aux revenus des montants suivants :                                                                |             |             |
| Amortissement des immobilisations subventionnées ou acquises par donation                                   | (512 998)   | (556 496)   |
| Solde à la fin                                                                                              | 7 300 967   | 7 813 965   |
| <b>b) Gouvernement du Canada</b>                                                                            |             |             |
| Solde au début                                                                                              | 20 502 112  | 21 579 119  |
| Virement aux revenus des montants suivants :                                                                |             |             |
| Amortissement des immobilisations subventionnées ou acquises par donation                                   | (1 023 155) | (1 077 007) |
| Solde à la fin                                                                                              | 19 478 957  | 20 502 112  |
| <b>Participations à même la compensation financière provenant du transfert des quais fédéraux (note 10)</b> |             |             |
| <b>Gouvernement du Canada</b>                                                                               |             |             |
| Solde du début                                                                                              | 8 829 105   | 960 660     |
| Transfert de la compensation financière provenant du transfert des quais fédéraux                           | 7 170 895   | 7 868 445   |
| Solde à la fin                                                                                              | 16 000 000  | 8 829 105   |
| <b>Participations à l'aide d'une subvention</b>                                                             |             |             |
| <b>Gouvernement du Canada</b>                                                                               |             |             |
| Solde du début                                                                                              | 1 657 466   | 2 000 000   |
| Subvention pour le programme de contribution pour la sûreté maritime                                        | -           | 71 833      |
| Virement aux revenus des montants suivants :                                                                |             |             |
| Amortissement des immobilisations subventionnées                                                            | (331 493)   | (414 367)   |
| Solde à la fin                                                                                              | 1 325 973   | 1 657 466   |
|                                                                                                             | 44 105 897  | 38 802 648  |
| <b>Ce solde se rapporte aux éléments suivants :</b>                                                         |             |             |
|                                                                                                             | <b>2012</b> | <b>2011</b> |
|                                                                                                             | <b>\$</b>   | <b>\$</b>   |
| Terrains                                                                                                    | 173 794     | 173 794     |
| Quais                                                                                                       | 40 947 216  | 35 089 332  |
| Bâtiments                                                                                                   | 1 535 061   | 1 705 623   |
| Navires                                                                                                     | 296 910     | 349 305     |
| Ameublement et équipement                                                                                   | 1 326 710   | 1 658 388   |
|                                                                                                             | 44 279 691  | 38 976 442  |
| Déduire : Terrains inscrits au déficit cumulé                                                               | (173 794)   | (173 794)   |
|                                                                                                             | 44 105 897  | 38 802 648  |

**15. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS****RÉGIMES DE RETRAITE**

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Société imputées aux produits et charges de l'exercice s'élèvent à 1 172 461 \$ (2011 : 1 072 607 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le taux de cotisation de la Société pour le RREGOP a augmenté de 8,69 % à 8,94 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE et du RRAS de 11,54 % à 12,30 %.

**PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES**

La provision pour congés de maladie et vacances a été établie à partir des heures cumulées au 31 mars 2012 et des taux horaires prévus en 2013. Le montant de la provision est payable dans l'année suivante et est présenté dans les charges et frais courus.



## 16. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                               | <u>Terrains</u> | <u>Quais *</u>    | <u>Bâtiments *</u> | <u>Navires *</u>   | <u>Ameublement<br/>Équipement *</u> | <u>Matériel<br/>roulant</u> | <u>Améliorations<br/>locatives</u> | <u>2012</u>        |
|-------------------------------|-----------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------|
| <b>Coût</b>                   |                 |                   |                    |                    |                                     |                             |                                    |                    |
| Solde au début                | 195 766         | 84 983 016        | 16 528 762         | 160 295 335        | 8 734 827                           | 159 063                     | 1 210 100                          | 272 106 869        |
| Acquisitions                  | 648 549         | 13 068 187        | 1 099 890          | 4 338 000          | 872 495                             | 6 995                       | -                                  | 20 034 116         |
| Dispositions                  | (351 361)       | -                 | (177 796)          | -                  | -                                   | (22 902)                    | -                                  | (552 059)          |
| Solde à la fin                | <u>492 954</u>  | <u>98 051 203</u> | <u>17 450 856</u>  | <u>164 633 335</u> | <u>9 607 322</u>                    | <u>143 156</u>              | <u>1 210 100</u>                   | <u>291 588 926</u> |
| <b>Amortissement cumulé</b>   |                 |                   |                    |                    |                                     |                             |                                    |                    |
| Solde au début                | -               | 33 850 472        | 8 840 918          | 127 945 094        | 3 445 599                           | 127 713                     | 930 165                            | 175 139 961        |
| Amortissement                 | -               | 1 815 947         | 629 997            | 3 859 838          | 1 063 550                           | 9 408                       | 59 986                             | 7 438 726          |
| Dispositions                  | -               | -                 | -                  | -                  | -                                   | (22 810)                    | -                                  | (22 810)           |
| Solde à la fin                | <u>-</u>        | <u>35 666 419</u> | <u>9 470 915</u>   | <u>131 804 932</u> | <u>4 509 149</u>                    | <u>114 311</u>              | <u>990 151</u>                     | <u>182 555 877</u> |
| <b>Valeur comptable nette</b> | <u>492 954</u>  | <u>62 384 784</u> | <u>7 979 941</u>   | <u>32 828 403</u>  | <u>5 098 173</u>                    | <u>28 845</u>               | <u>219 949</u>                     | <u>109 033 049</u> |

\* Au 31 mars 2012, ces postes incluent un total de 40 058 642 \$ d'acquisitions sur lesquelles aucun amortissement n'a été comptabilisé. Ce montant se répartit ainsi : quais 28 245 220 \$, navires 10 956 015 \$, bâtiments 544 514 \$ et équipement 312 893 \$.

|                               | <u>Terrains</u> | <u>Quais *</u>    | <u>Bâtiments *</u> | <u>Navires *</u>   | <u>Ameublement<br/>Équipement</u> | <u>Matériel<br/>roulant</u> | <u>Améliorations<br/>locatives</u> | <u>2011</u>        |
|-------------------------------|-----------------|-------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------|
| <b>Coût</b>                   |                 |                   |                    |                    |                                   |                             |                                    |                    |
| Solde au début                | 195 766         | 71 131 128        | 16 433 994         | 150 238 689        | 7 846 360                         | 149 171                     | 910 170                            | 246 905 278        |
| Acquisitions                  | -               | 13 851 888        | 94 768             | 10 056 646         | 888 467                           | 32 592                      | 299 930                            | 25 224 291         |
| Dispositions                  | -               | -                 | -                  | -                  | -                                 | (22 700)                    | -                                  | (22 700)           |
| Solde à la fin                | <u>195 766</u>  | <u>84 983 016</u> | <u>16 528 762</u>  | <u>160 295 335</u> | <u>8 734 827</u>                  | <u>159 063</u>              | <u>1 210 100</u>                   | <u>272 106 869</u> |
| <b>Amortissement cumulé</b>   |                 |                   |                    |                    |                                   |                             |                                    |                    |
| Solde au début                | -               | 31 938 946        | 8 153 647          | 124 209 191        | 2 279 526                         | 136 798                     | 910 170                            | 167 628 278        |
| Amortissement                 | -               | 1 911 526         | 687 271            | 3 735 903          | 1 166 073                         | 13 440                      | 19 995                             | 7 534 208          |
| Dispositions                  | -               | -                 | -                  | -                  | -                                 | (22 525)                    | -                                  | (22 525)           |
| Solde à la fin                | <u>-</u>        | <u>33 850 472</u> | <u>8 840 918</u>   | <u>127 945 094</u> | <u>3 445 599</u>                  | <u>127 713</u>              | <u>930 165</u>                     | <u>175 139 961</u> |
| <b>Valeur comptable nette</b> | <u>195 766</u>  | <u>51 132 544</u> | <u>7 687 844</u>   | <u>32 350 241</u>  | <u>5 289 228</u>                  | <u>31 350</u>               | <u>279 935</u>                     | <u>96 966 908</u>  |

\* Au 31 mars 2011, ces postes incluent un total de 26 035 734 \$ d'acquisitions sur lesquelles aucun amortissement n'a été comptabilisé. Ce montant se répartit ainsi : quais 14 813 598 \$, navires 11 180 153 \$ et bâtiments 41 983 \$.

**17. CAPITAL-ACTIONS**

Autorisé :

100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune

Émis et payé :

15 000 actions

| 2012      | 2011      |
|-----------|-----------|
| \$        | \$        |
| 1 500 000 | 1 500 000 |

**18. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

La Société a signé un bail pour la location des locaux au port de Québec renouvelé pour cinq ans en 2009. Ce bail comporte deux autres options de renouvellement de cinq ans chacune. Également, la Société a signé une entente d'occupation le 1<sup>er</sup> novembre 2010 avec la Société immobilière du Québec. Cette dernière permet l'utilisation des lieux pour une période minimale de cinq ans.

En vertu d'une entente conclue le 1<sup>er</sup> août 2009 avec le ministère des Transports (MTQ), la Société s'est vu confier la gestion de treize services de traversiers et de dessertes qui étaient sous la responsabilité du MTQ. Les ententes de service, maintenant au nombre de seize, visent à permettre à des transporteurs de maintenir des services maritimes et de transport aérien. La Société s'est engagée à leur verser une rémunération annuelle ou de combler leur déficit.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, la charge de loyer pour les locaux s'élève à 222 358 \$ et la rémunération versée aux transporteurs totalise 26 847 804 \$. De plus, la Société s'est engagée envers deux contracteurs, un étant pour des travaux majeurs sur les infrastructures et l'autre pour la construction d'un nouveau navire, le tout totalisant 12 416 933 \$.

Au 31 mars 2012, les obligations contractuelles de la Société s'établissent comme suit :

|                       | Baux    | Ententes<br>de services * |
|-----------------------|---------|---------------------------|
|                       | \$      | \$                        |
| 2013                  | 188 191 | 14 781 870                |
| 2014                  | 191 955 | 16 324 605                |
| 2015                  | 186 718 | 15 407 197                |
| 2016                  | 103 536 | 15 162 154                |
| 2017                  | -       | 15 577 268                |
| Exercices subséquents | -       | 66 714 959                |
|                       | 670 400 | 143 968 053               |

\* Les montants des ententes de services sont basés sur une estimation de coûts prévus aux contrats et des déficits budgétaires des transporteurs.

**19. OPERATIONS ENTRE APPARENTES**

En plus des opérations entre apparentés déjà exposées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas exposées distinctement dans les états financiers.

**20. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2011 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2012.



## SECTION 4

# LES ÉTATS FINANCIERS

### RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société d'habitation du Québec (SHQ) ont été dressés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité des données, notamment des estimations et des jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus ailleurs dans le rapport annuel de gestion concordent avec les états financiers. Par ailleurs, en vertu d'une loi annuelle du Québec de 2011 (L.Q. 2011, chapitre 16), Immobilière SHQ a été abolie et ses activités ont été intégrées à celles de la SHQ en date du 1<sup>er</sup> octobre 2011.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. La direction procède à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par la SHQ.

La SHQ reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent. Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'informations financières et il approuve les états financiers. Le comité de vérification assiste le conseil d'administration dans cette tâche. Ce comité rencontre la direction de la SHQ et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

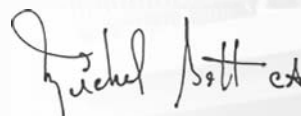
Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la SHQ, pour l'exercice clos le 31 mars 2012, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de son audit, la responsabilité de la direction pour ses états financiers, sa responsabilité d'auditeur ainsi que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Président-directeur général,



WILLIAM JOHN MACKAY, ing., ASC

Directeur général de l'administration,



MICHEL BETTEZ, CPA, CA

Québec, le 16 août 2012

## SECTION 4

LES ÉTATS  
FINANCIERSRAPPORT DE L'AUDITEUR  
INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

**RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société d'habitation du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

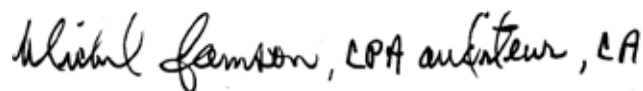
**Opinion**

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société d'habitation du Québec au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 16 août 2012

## ÉTAT DES RÉSULTATS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012  
(EN MILLIERS DE DOLLARS)

|                                                                       | Notes    | 2012           | 2011           |
|-----------------------------------------------------------------------|----------|----------------|----------------|
| <b>REVENUS</b>                                                        |          |                |                |
| Contributions                                                         | 3        |                |                |
| Gouvernement du Québec                                                |          | 397 533        | 404 139        |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement                       |          | 376 163        | 324 191        |
| Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles | 4        | 64 734         | —              |
| Intérêts                                                              | 4        | 16 711         | 1 819          |
| Autres                                                                | 4, 5     | 641            | 548            |
|                                                                       |          | <b>855 782</b> | <b>730 697</b> |
| <b>CHARGES</b>                                                        |          |                |                |
| Coût des programmes                                                   | 3        | 727 634        | 692 252        |
| Frais financiers                                                      | 4, 6, 25 | 40 911         | 79             |
| Frais d'administration                                                | 7, 25    | 36 036         | 34 928         |
| Amortissement des immobilisations corporelles                         | 4, 20    | 51 065         | 3 438          |
| Autre                                                                 | 4, 8     | 136            | —              |
|                                                                       |          | <b>855 782</b> | <b>730 697</b> |
| <b>EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES CHARGES</b>                           |          | <b>—</b>       | <b>—</b>       |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## SECTION 4

LES ÉTATS  
FINANCIERS

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2012

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

|                                                                                 | Notes     | 2012               | 2011           |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----------|--------------------|----------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                                        |           |                    |                |
| Encaisse                                                                        | 4, 9      | 14 403             | 4 500          |
| Placements temporaires                                                          | 9         | 10 960             | 55 750         |
| Intérêts courus sur les prêts et autres                                         | 4, 25     | 8 870              | 61             |
| Débiteurs                                                                       | 4, 10     | 243 369            | 167 104        |
| Avances aux offices d'habitation pour des améliorations majeures capitalisables | 4, 11     | 226 108            | 281 974        |
| Contribution recouvrable – Gouvernement du Québec                               | 19        | 34 300             | 31 782         |
| Prêts                                                                           | 4, 12, 25 | 318 658            | –              |
| Placements                                                                      | 4, 13     | 11 880             | 7 208          |
| Encaisse réservée                                                               | 14        | 1 224              | 1 324          |
|                                                                                 |           | <b>869 772</b>     | <b>549 703</b> |
| <b>PASSIFS</b>                                                                  |           |                    |                |
| Créditeurs et charges à payer                                                   | 4, 15     | 61 654             | 62 550         |
| Intérêts courus sur la dette à long terme et les emprunts temporaires           | 4, 25     | 40 472             | –              |
| Provision pour vacances                                                         | 22        | 3 404              | 3 389          |
| Emprunts temporaires                                                            | 4, 16, 25 | 321 920            | 8 059          |
| Dette à long terme                                                              | 4, 17     | 1 511 376          | –              |
| Contributions reportées                                                         |           |                    |                |
| Gouvernement du Québec                                                          | 4         | 137 538            | 79 227         |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement                                 | 4, 18     | 385 916            | 366 676        |
| Offices d'habitation                                                            | 4         | 5 881              | –              |
| Provision pour congés de maladie                                                | 22        | 6 292              | 5 756          |
| Provision pour pertes sur garanties de prêts                                    | 19        | 34 300             | 31 782         |
|                                                                                 |           | <b>2 508 753</b>   | <b>557 439</b> |
| <b>DETTE NETTE</b>                                                              |           | <b>(1 638 981)</b> | <b>(7 736)</b> |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                                                    |           |                    |                |
| Immobilisations corporelles                                                     | 4, 20     | <b>1 383 576</b>   | <b>7 736</b>   |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ</b>                                                           | 4         | <b>255 405</b>     | <b>–</b>       |
| <b>OBLIGATIONS CONTRACTUELLES</b>                                               | 23        |                    |                |
| <b>ÉVENTUALITÉS</b>                                                             | 24        |                    |                |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente du conseil d'administration,



Ginette Fortin, FCPA, FCGA, ASC

Président-directeur général,



William John MacKay, ing., ASC

## ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

|                                                                                                                 | Notes | 2012               | 2011           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------------------|----------------|
| <b>DETTE NETTE AU DÉBUT</b>                                                                                     |       | <b>(7 736)</b>     | <b>(7 363)</b> |
| Variation due aux immobilisations corporelles                                                                   |       |                    |                |
| Acquisition d'immobilisations corporelles,<br>incluant les intérêts capitalisés aux immobilisations corporelles | 20    | (1 426 921)        | (3 811)        |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                                                   | 20    | 51 065             | 3 438          |
| Dispositions d'immobilisations corporelles                                                                      | 20    | 16                 | —              |
|                                                                                                                 |       | (1 375 840)        | (373)          |
| Déficit cumulé à la suite de l'intégration de Immobilière SHQ                                                   | 4     | (255 405)          | —              |
| <b>Augmentation de la dette nette</b>                                                                           |       | <b>(1 631 245)</b> | <b>(373)</b>   |
| <b>DETTE NETTE À LA FIN</b>                                                                                     |       | <b>(1 638 981)</b> | <b>(7 736)</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## SECTION 4

LES ÉTATS  
FINANCIERS

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

|                                                                                 | Notes | 2012            | 2011             |
|---------------------------------------------------------------------------------|-------|-----------------|------------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                              |       |                 |                  |
| Rentrées de fonds – contributions des gouvernements                             |       | 772 070         | 908 460          |
| Rentrées de fonds – honoraires                                                  |       | 328             | 696              |
| Rentrées de fonds – organismes                                                  | 4     | 54 223          | –                |
| Rentrées de fonds (sorties de fonds) – autres                                   |       | (47)            | 43               |
| Sorties de fonds – coût des programmes                                          |       | (717 522)       | (703 003)        |
| Sorties de fonds – frais d'administration                                       | 4     | (35 388)        | (34 376)         |
| Intérêts reçus                                                                  | 4     | 11 951          | 1 760            |
| Intérêts payés                                                                  | 4     | (23 579)        | (79)             |
|                                                                                 |       | 62 036          | 173 501          |
| Encaisse réservée                                                               | 14    | 100             | 220              |
| Sommes détenues pour le compte d'organismes subventionnaires                    | 21    |                 |                  |
| Rentrées de fonds - sommes reçues                                               |       | 3 185           | 3 602            |
| Sorties de fonds - sommes versées                                               |       | (3 319)         | (3 618)          |
| Intérêts reçus                                                                  |       | 2               | 2                |
|                                                                                 |       | (132)           | (14)             |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement</b>             |       | <b>62 004</b>   | <b>173 707</b>   |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                               |       |                 |                  |
| Avances aux offices d'habitation pour des améliorations majeures capitalisables | 4, 11 | (70 710)        | (107 328)        |
| Trésorerie provenant de l'abolition de Immobilière SHQ                          | 4     | 140             | –                |
| Encaissements sur les placements                                                | 4     | 416             | –                |
| Encaissements sur les prêts                                                     | 4     | 6 098           | –                |
| <b>Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement</b>          |       | <b>(64 056)</b> | <b>(107 328)</b> |

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

|                                                                                           | Notes    | 2012            | 2011           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-----------------|----------------|
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>                                      |          |                 |                |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                                                 | 4, 20    | (33 654)        | (3 811)        |
| Produit sur la disposition d'immobilisations corporelles                                  | 4, 20    | 136             | —              |
| <b>Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations</b> |          | <b>(33 518)</b> | <b>(3 811)</b> |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                                           |          |                 |                |
| Remboursement sur la dette à long terme                                                   | 4        | (36 476)        | —              |
| Nouveaux emprunts temporaires                                                             | 4        | 159 605         | 696            |
| Remboursement d'emprunts temporaires                                                      | 4        | (122 446)       | —              |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>                          |          | <b>683</b>      | <b>696</b>     |
| <b>(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>        |          | <b>(34 887)</b> | <b>63 264</b>  |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>                                   | <b>9</b> | <b>60 250</b>   | <b>(3 014)</b> |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN</b>                                   | <b>9</b> | <b>25 363</b>   | <b>60 250</b>  |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## SECTION 4

LES ÉTATS  
FINANCIERS

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2012

(LES MONTANTS DANS LES TABLEAUX SONT EN MILLIERS DE DOLLARS.)

## 1. CONSTITUTION ET OBJETS

La Société d'habitation du Québec (SHQ), personne morale constituée par loi spéciale (L.R.Q., chapitre S-8), a pour objets :

- ➔ d'aviser le ministre sur les besoins, les priorités et les objectifs de tous les secteurs de l'habitation au Québec;
- ➔ de stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation;
- ➔ de mettre à la disposition des citoyens du Québec des logements à loyer modique;
- ➔ de favoriser le développement et la mise en œuvre de programmes de construction, d'acquisition, d'aménagement, de restauration et d'administration d'habitations;
- ➔ de faciliter aux citoyens du Québec l'accès à la propriété immobilière;
- ➔ de promouvoir l'amélioration de l'habitat.

La Société prépare et met en œuvre, avec l'autorisation du gouvernement, les programmes lui permettant de rencontrer ses objets.

En vertu d'une loi annuelle du Québec de 2011 (L.Q. 2011, chapitre 16), Immobilière SHQ a été abolie le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et ses activités ont été intégrées à la SHQ à cette même date. Par conséquent, tous les biens appartenant à Immobilière SHQ, incluant notamment les immeubles d'habitation et les droits et les obligations découlant des prêts consentis par elle ou par la SHQ à des offices d'habitation ou à d'autres organismes sans but lucratif, ont été transférés à la SHQ. De plus, la SHQ a acquis tous les droits et assume toutes les obligations de Immobilière SHQ à l'égard des biens ainsi transférés, incluant les droits et obligations découlant des emprunts contractés par elle ou par Immobilière SHQ pour financer la réalisation de ces immeubles ou pour consentir ces prêts. La SHQ est devenue, sans reprise d'instance, partie à toute procédure à laquelle était partie Immobilière SHQ.

Au cours des dernières années, la Société de gestion immobilière SHQ (SGI-SHQ) a cédé l'administration des immeubles qui lui avait été confiée à différents autres organismes. Par conséquent, la Société de gestion immobilière SHQ devrait être dissoute au cours de l'exercice 2012-2013.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la SHQ utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public* et pour la première année applique le modèle de présentation recommandé par ce manuel. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la SHQ, conformément aux principes comptables généralement reconnus pour le secteur public, exige le recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tels que la provision pour pertes sur garanties de prêts, la provision pour vacances ainsi que la provision pour congés de maladie, la durée de vie utile des immobilisations et la moins-value durable des placements. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

## REVENUS

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, soit dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

## Contributions

Les contributions au coût des programmes et aux autres charges de l'exercice sont inscrites à titre de revenus lorsque les coûts afférents à ces programmes et à ces autres charges y sont aussi comptabilisés.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement agit pour le compte du gouvernement du Canada en ce qui concerne les programmes prévus aux ententes-cadres Canada-Québec.

## Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles

La contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles est constatée à mesure qu'elle est gagnée en vertu de la réglementation en vigueur.

## Intérêts

Les revenus d'intérêt sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés.

**CHARGES**

Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités.

**Coût des programmes**

Les montants imputés au coût des programmes sont comptabilisés à titre de charges lorsque surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où ils ont été autorisés et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est.

**ACTIFS FINANCIERS****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la SHQ consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements temporaires, car ils sont facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

**Prêts**

Les prêts sont comptabilisés au coût.

Les intérêts créditeurs sont constatés au moment où ils sont gagnés. Lorsque le recouvrement du capital ou des intérêts n'est pas raisonnablement sûr, la comptabilisation des intérêts créditeurs cesse.

**Placements**

Les placements sont comptabilisés au coût d'acquisition diminués de toute moins-value durable.

**PASSIFS****Dette à long terme**

Au moment de leur comptabilisation initiale, les emprunts liés à la dette à long terme sont inscrits à la juste valeur. Par la suite, la dette à long terme est présentée à l'état de la situation financière au coût.

**Contribution reportée – Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)**

Les rentrées grevées d'affectations d'origine externe sont constatées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites. Celles reçues, avant l'exercice au cours duquel elles sont utilisées, sont présentées à titre de contributions reportées jusqu'à ce que les ressources soient utilisées aux fins prescrites.

Les contributions reportées relatives aux bâtiments sont virées aux résultats du compte « autres revenus » selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période variant de 35 ou 40 ans, soit en fonction des immeubles auxquels elles se rapportent.

**Avantages sociaux futurs****Provision pour vacances**

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

**Provision pour congés de maladie**

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

**Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

**Provision pour pertes sur garanties de prêts**

Cette provision est établie en appliquant aux prêts garantis un taux basé sur l'expérience passée.

**ACTIFS NON FINANCIERS**

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains. Leur coût inclut les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, d'amélioration ou de développement.

Le développement informatique inclut le coût pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'amélioration des systèmes.

Les bâtiments acquis par le biais de contributions de tiers sont comptabilisés à la juste valeur au moment de leur acquisition avec contrepartie aux contributions reportées.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la SHQ de fournir des biens et des services, ou que la valeur des échanges économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur les immobilisations corporelles sont passées en charge dans les résultats de l'exercice.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative, soit :

| Catégories                 | Méthode  | Durée        |
|----------------------------|----------|--------------|
| Bâtiments                  | Linéaire | 35 ou 40 ans |
| Améliorations majeures     | Linéaire | 20 ans       |
| Améliorations locatives    | Linéaire | 5 ans        |
| Matériel et équipement     | Linéaire | 3 ans        |
| Développement informatique | Linéaire | 5 ans        |
| Logiciels                  | Linéaire | 3 ans        |

## SECTION 4

LES ÉTATS  
FINANCIERS

## 3. COÛT ET CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES

| 2012                                                                                       |         |                           |             | 2011    |                           |             |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-------------|---------|---------------------------|-------------|
| Programmes                                                                                 | Coût    | Contributions             |             | Coût    | Contributions             |             |
|                                                                                            |         | Gouvernement<br>du Québec | SCHL<br>(a) |         | Gouvernement<br>du Québec | SCHL<br>(a) |
| Aide au logement social,<br>communautaire et abordable                                     |         |                           |             |         |                           |             |
| Logement à but non lucratif (b)                                                            |         |                           |             |         |                           |             |
| Public                                                                                     |         |                           |             |         |                           |             |
| Volet régulier                                                                             | 215 770 | 81 871                    | 133 899     | 232 221 | 95 071                    | 137 150     |
| Volet Inuit                                                                                | 71 791  | 34 687                    | 37 104      | 63 184  | 16 578                    | 46 606      |
|                                                                                            | 287 561 | 116 558                   | 171 003     | 295 405 | 111 649                   | 183 756     |
| Privé                                                                                      |         |                           |             |         |                           |             |
| Coopératives d'habitation et<br>organismes à but non lucratif                              | 31 418  | 7 953                     | 23 465      | 26 531  | 6 619                     | 19 912      |
| Logements autochtones urbains                                                              | 7 584   | 1 916                     | 5 668       | 8 679   | 2 190                     | 6 489       |
| Logements autochtones ruraux                                                               | 6 642   | 1 672                     | 4 970       | 7 443   | 1 872                     | 5 571       |
|                                                                                            | 45 644  | 11 541                    | 34 103      | 42 653  | 10 681                    | 31 972      |
| Logement à but non lucratif                                                                | 333 205 | 128 099                   | 205 106     | 338 058 | 122 330                   | 215 728     |
| AccèsLogis Québec pour<br>la réalisation de logements<br>coopératifs et à but non lucratif | 148 621 | 64 041                    | 84 580      | 108 150 | 59 275                    | 48 875      |
| Allocation-logement destinée<br>aux personnes âgées et aux familles                        | 70 550  | 36 069                    | 34 481      | 70 641  | 70 641                    | —           |
| Supplément au loyer                                                                        | 68 934  | 47 129                    | 21 805      | 64 420  | 43 970                    | 20 450      |
| Logement abordable Québec                                                                  |         |                           |             |         |                           |             |
| Volet social et communautaire                                                              | 23 575  | 21 563                    | 2 012       | 26 486  | 23 937                    | 2 549       |
| Volet privé                                                                                | 1 348   | 1 381                     | (33)        | 1 363   | 1 363                     | —           |
| Aide d'urgence dans le contexte<br>de la pénurie de logements locatifs                     |         |                           |             |         |                           |             |
| Programme 2004                                                                             | 4 943   | 2 610                     | 2 333       | 6 193   | 6 193                     | —           |
| Programme 2005                                                                             | 1 219   | 613                       | 606         | 1 612   | 1 612                     | —           |
| Achat-rénovation de logements<br>coopératifs et à but non lucratif                         | 1 962   | 1 962                     | —           | 2 012   | 2 012                     | —           |
| Aide aux organismes<br>communautaires                                                      | 1 521   | 1 521                     | —           | 1 520   | 1 520                     | —           |
| Initiative en habitation au Nunavik                                                        | 33      | 33                        | —           | 61      | 61                        | —           |
| Sous-total :                                                                               | 655 911 | 305 021                   | 350 890     | 620 516 | 332 914                   | 287 602     |

(a) Société canadienne d'hypothèques et de logement.

(b) Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, la SGI-SHQ n'a plus d'immeuble sous gestion. Aucune somme ne lui a alors été transférée pour cet exercice (2011 : 6,2 millions de dollars) pour le logement à but non lucratif.

## 3. COÛT ET CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES (SUITE)

| Programmes                                                                               | 2012           |                        |                | 2011           |                        |                |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|------------------------|----------------|----------------|------------------------|----------------|
|                                                                                          | Coût           | Contributions          |                | Coût           | Contributions          |                |
|                                                                                          |                | Gouvernement du Québec | SCHL (a)       |                | Gouvernement du Québec | SCHL (a)       |
| <b>Amélioration de l'habitat</b>                                                         |                |                        |                |                |                        |                |
| Adaptation de domicile                                                                   | 25 447         | 22 130                 | 3 317          | 24 104         | 19 181                 | 4 923          |
| RénoVillage                                                                              | 19 428         | 10 767                 | 8 661          | 20 566         | 7 655                  | 12 911         |
| Rénovation Québec                                                                        | 16 021         | 13 906                 | 2 115          | 17 447         | 10 687                 | 6 760          |
| Réparations d'urgence                                                                    | 3 358          | 1 791                  | 1 567          | 2 299          | 613                    | 1 686          |
| Logements adaptés pour aînés autonomes                                                   | 2 755          | 1 828                  | 927            | 2 672          | 1 155                  | 1 517          |
| Revitalisation des vieux quartiers                                                       | 1 330          | 1 330                  | —              | 1 303          | 1 303                  | —              |
| Amélioration des maisons d'hébergement                                                   | 1 209          | 390                    | 819            | 1 280          | 182                    | 1 098          |
| Aide aux propriétaires de bâtiments résidentiels endommagés par l'oxydation de la pyrite | 1 107          | 917                    | 190            | 979            | 722                    | 257            |
| Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite                              | 520            | 520                    | —              | —              | —                      | —              |
| Programme spécial de rénovation de maisons de la communauté algonquienne de Kitcisakik   | 286            | 286                    | —              | 182            | 182                    | —              |
| <b>Sous-total :</b>                                                                      | <b>71 461</b>  | <b>53 865</b>          | <b>17 596</b>  | <b>70 832</b>  | <b>41 680</b>          | <b>29 152</b>  |
| <b>Appui à l'industrie</b>                                                               |                |                        |                |                |                        |                |
| Appui au développement de l'industrie québécoise de l'habitation                         | 322            | 322                    | —              | 470            | 470                    | —              |
| <b>Divers programmes en phase de fermeture (c)</b>                                       | <b>(221)</b>   | <b>(94)</b>            | <b>(127)</b>   | <b>387</b>     | <b>444</b>             | <b>(57)</b>    |
| <b>TOTAL :</b>                                                                           | <b>727 634</b> | <b>359 275</b>         | <b>368 359</b> | <b>692 252</b> | <b>375 555</b>         | <b>316 697</b> |
| <b>CONTRIBUTIONS</b>                                                                     |                |                        |                |                |                        |                |
| Coût des programmes                                                                      |                | 359 275                | 368 359        |                | 375 555                | 316 697        |
| Frais d'administration (note 7)                                                          |                | 28 232                 | 7 804          |                | 27 434                 | 7 494          |
| Autres revenus et charges des résultats (d)                                              |                | 10 026                 | —              |                | 1 150                  | —              |
| <b>TOTAL :</b>                                                                           |                | <b>397 533</b>         | <b>376 163</b> |                | <b>404 139</b>         | <b>324 191</b> |

(a) Société canadienne d'hypothèques et de logement.

(c) Les divers programmes en phase de fermeture regroupés à ce poste sont les suivants : Aide au logement populaire, Aide à la restauration Canada-Québec, Virage Rénovation (Stimulation de la rénovation résidentielle), RénoVe, Aide à la mise de fonds, Logement abordable Québec (volet région Kativik et volet Nord-du-Québec) et Accession à la propriété pour les résidents de la région Kativik.

(d) Ce poste comprend tous les postes de l'état des résultats à l'exception des revenus de contributions et des charges relatives au coût des programmes et aux frais d'administration.

## SECTION 4

LES ÉTATS  
FINANCIERS

## 4. ABOLITION DE IMMOBILIÈRE SHQ

En vertu d'une loi annuelle du Québec de 2011 (L.Q. 2011, chapitre 16), Immobilière SHQ a été abolie le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et ses activités ont été intégrées à la SHQ à cette même date. Par conséquent, tous les biens appartenant à Immobilière SHQ, incluant notamment les immeubles d'habitation et les droits et les obligations découlant des prêts consentis par elle ou par la SHQ à des offices d'habitation ou à d'autres organismes sans but lucratif, ont été transférés à la SHQ.

De plus, la SHQ a acquis tous les droits et assume toutes les obligations de Immobilière SHQ à l'égard des biens ainsi transférés, incluant les droits et obligations découlant des emprunts

contractés par elle ou par Immobilière SHQ pour financer la réalisation de ces immeubles ou pour consentir ces prêts.

La SHQ est devenue, sans reprise d'instance, partie à toute procédure à laquelle était partie Immobilière SHQ.

Étant donné que les activités de Immobilière SHQ ont été intégrées le 1<sup>er</sup> octobre 2011, les résultats financiers de la SHQ comprennent donc six mois d'exploitation découlant du transfert de ces activités.

Le solde des actifs et des passifs de Immobilière SHQ qui a été intégré à la SHQ au 1<sup>er</sup> octobre 2011 est composé des éléments présentés dans le tableau ci-après.

| Libellé SHQ                                                                                    | Libellé Immobilière SHQ                                               | Actif et passif de Immobilière SHQ au 30 septembre 2011 | Ajustements d'intégration et de présentation | Effet de l'intégration des actifs et des passifs à la SHQ au 1 <sup>er</sup> octobre 2011 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>ACTIF</b>                                                                                   | <b>ACTIF</b>                                                          |                                                         |                                              |                                                                                           |
| Immobilisations corporelles                                                                    | Immeubles                                                             | 1 388 004                                               | —                                            | 1 388 004                                                                                 |
| Prêts <sup>(a)</sup>                                                                           | Prêts                                                                 | 324 756                                                 | —                                            | 324 756                                                                                   |
| Avances aux offices d'habitation pour des améliorations majeures capitalisables <sup>(b)</sup> | Avances temporaires                                                   | 86 919                                                  | (213 495) <sup>(c)</sup>                     | (126 576)                                                                                 |
| Placements                                                                                     | Placements                                                            | 5 088                                                   | —                                            | 5 088                                                                                     |
| Intérêts courus sur les prêts et autres <sup>(a)</sup>                                         | Intérêts courus sur les prêts et autres                               | 4 049                                                   | —                                            | 4 049                                                                                     |
| Débiteurs                                                                                      | Créances                                                              | 17 218                                                  | —                                            | 17 218                                                                                    |
| Encaisse                                                                                       | Trésorerie et équivalents de trésorerie                               | 140                                                     | —                                            | 140                                                                                       |
|                                                                                                |                                                                       | <b>1 826 174</b>                                        | <b>(213 495)</b>                             | <b>1 612 679</b>                                                                          |
| <b>PASSIF</b>                                                                                  | <b>PASSIF</b>                                                         |                                                         |                                              |                                                                                           |
| Dettes à long terme <sup>(a)</sup>                                                             | Dettes à long terme                                                   | 1 426 218                                               | —                                            | 1 426 218                                                                                 |
| Emprunts temporaires                                                                           | Emprunts temporaires                                                  | 398 336                                                 | —                                            | 398 336                                                                                   |
| —                                                                                              | Emprunts temporaires pour améliorations majeures                      | 213 495                                                 | (213 495) <sup>(c)</sup>                     | —                                                                                         |
| Contributions reportées                                                                        | Subventions reportées                                                 |                                                         |                                              |                                                                                           |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement                                                | Société canadienne d'hypothèques et de logement                       | 3 434                                                   | —                                            | 3 434                                                                                     |
| Gouvernement du Québec                                                                         | Gouvernement du Québec                                                | 12                                                      | (2 655) <sup>(d)</sup>                       | (2 643)                                                                                   |
| Offices d'habitation                                                                           | Offices d'habitation                                                  | 5 969                                                   | —                                            | 5 969                                                                                     |
| Intérêts courus sur la dette à long terme et les emprunts temporaires <sup>(a)</sup>           | Intérêts courus sur la dette à long terme et les emprunts temporaires | 23 140                                                  | —                                            | 23 140                                                                                    |
| Créditeurs et charges à payer                                                                  | Charges à payer                                                       | 100                                                     | 13 530 <sup>(e)</sup>                        | 13 630                                                                                    |
|                                                                                                |                                                                       | <b>2 070 704</b>                                        | <b>(202 620)</b>                             | <b>1 868 084</b>                                                                          |
| <b>— (d) (e)</b>                                                                               | <b>AVOIR DE L'ACTIONNAIRE</b>                                         |                                                         |                                              |                                                                                           |
| —                                                                                              | Capital-actions                                                       | 13 530                                                  | (13 530) <sup>(e)</sup>                      | —                                                                                         |
| —                                                                                              | Déficit cumulé                                                        | (258 060)                                               | 2 655 <sup>(d)</sup>                         | (255 405)                                                                                 |
|                                                                                                |                                                                       | <b>(244 530)</b>                                        | <b>(10 875)</b>                              | <b>(255 405)</b>                                                                          |
|                                                                                                |                                                                       | <b>1 826 174</b>                                        | <b>(213 495)</b>                             | <b>1 612 679</b>                                                                          |

(a) Ces postes ont été créés dans les états financiers de la SHQ suite à l'intégration des activités de Immobilière SHQ le 1<sup>er</sup> octobre 2011.

(b) En 2010-2011, les avances aux offices d'habitation pour des améliorations majeures capitalisables étaient présentées dans le poste « créances ». Cette année, en 2011-2012, elles font maintenant l'objet d'une présentation distincte à l'état de la situation financière.

(c) Suite à l'intégration des activités de Immobilière SHQ à la SHQ, le poste « emprunts temporaires pour améliorations majeures » n'a maintenant plus lieu d'être. Le solde de ce poste a été éliminé à l'encontre du poste « avances aux offices d'habitation pour des améliorations majeures capitalisables » dans les états financiers de la SHQ.

(d) Cet ajustement a été comptabilisé dans les états financiers de la SHQ aux actifs financiers en diminution des contributions reportées. Il correspond à la partie du déficit cumulé de Immobilière SHQ transféré à la SHQ le 1<sup>er</sup> octobre 2011 qui excède la somme maximale de 255 405 milliers de dollars que le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu en vertu de l'article 219 d'une loi annuelle du Québec de 2011 (L.Q. 2011, chapitre 16).

(e) Le capital-actions de Immobilière SHQ a été comptabilisé dans les états financiers de la SHQ à titre de créditeurs et charges à payer auprès du ministre des Finances du Québec pour faire suite au rachat des 135 300 actions qu'il détenait dans Immobilière SHQ.

Contrairement aux résultats de 2010-2011, les résultats de 2011-2012 comprennent des revenus et des charges découlant du transfert des actifs et des passifs de Immobilière SHQ à la SHQ au 1<sup>er</sup> octobre 2011. Ces revenus et charges se composent des éléments suivants :

|                                                                                      | 2012            |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| <b>REVENUS</b>                                                                       |                 |
| Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles <sup>(f)</sup> | 64 734          |
| Intérêts                                                                             | 13 663          |
| Autres <sup>(g)</sup>                                                                | 297             |
|                                                                                      | <b>78 694</b>   |
| <b>CHARGES</b>                                                                       |                 |
| Frais financiers <sup>(h)</sup>                                                      | 40 810          |
| Amortissement des immobilisations corporelles <sup>(i)</sup>                         | 47 782          |
| Autre <sup>(f)</sup>                                                                 | 136             |
|                                                                                      | <b>88 728</b>   |
| <b>EXCÉDENT DES CHARGES SUR LES REVENUS</b>                                          | <b>(10 034)</b> |

(f) Ces rubriques ont été créées à l'état des résultats de la SHQ suite à l'intégration des activités de Immobilière SHQ le 1<sup>er</sup> octobre 2011.

(g) Plus spécifiquement, le poste « gain sur la disposition d'immeubles ».

(h) Plus spécifiquement, les postes « intérêts sur la dette à long terme » et « intérêts sur les emprunts temporaires ».

(i) Suite à l'intégration des activités de Immobilière SHQ à la SHQ, les immobilisations corporelles transférées à la SHQ sont constituées de terrains, de bâtiments et d'améliorations majeures. La dépense d'amortissement relative aux bâtiments et aux améliorations majeures a été intégrée à la rubrique « amortissement des immobilisations corporelles » à l'état des résultats de la SHQ.

## 5. AUTRES REVENUS

|                                     | Note | 2012       | 2011       |
|-------------------------------------|------|------------|------------|
| Honoraires                          |      | 255        | 505        |
| Gain sur la disposition d'immeubles | 4    | 120        | —          |
| Revenus divers                      | 4    | 266        | 43         |
|                                     |      | <b>641</b> | <b>548</b> |

## 6. FRAIS FINANCIERS

|                                       | Note | 2012          | 2011      |
|---------------------------------------|------|---------------|-----------|
| Intérêts sur la dette à long terme    | 4    | 38 622        | —         |
| Intérêts sur les emprunts temporaires | 4    | 2 289         | 79        |
|                                       |      | <b>40 911</b> | <b>79</b> |

## 7. FRAIS D'ADMINISTRATION

|                                           | Notes | 2012          | 2011          |
|-------------------------------------------|-------|---------------|---------------|
| Traitements et autres rémunérations       | 22    | 27 206        | 26 374        |
| Services de transport et de communication |       | 1 329         | 1 289         |
| Services professionnels                   |       | 3 823         | 3 981         |
| Entretien et réparations                  |       | 439           | 251           |
| Loyers                                    | 25    | 2 705         | 2 502         |
| Fournitures et approvisionnements         |       | 244           | 221           |
| Subventions diverses                      |       | 241           | 258           |
| Autres                                    |       | 49            | 52            |
|                                           |       | <b>36 036</b> | <b>34 928</b> |

## 8. AUTRE CHARGE

|                                                                            | 2012       | 2011     |
|----------------------------------------------------------------------------|------------|----------|
| Remise aux organismes du gain ou du produit sur la disposition d'immeubles | 136        | —        |
|                                                                            | <b>136</b> | <b>—</b> |

Comme il est stipulé dans les accords de mise en œuvre concernant le programme d'aide au logement social qui sont intervenus entre la Société d'habitation du Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la SHQ remet les gains ou les produits sur la disposition d'immeubles se rapportant à ce programme aux partenaires, en proportion de leurs parts dans les dépenses budgétaires pour ce programme, par l'entremise des organismes subventionnés.

## 9. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

|                                                                                                                                                                                     | 2012          | 2011          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Encaisse                                                                                                                                                                            | 14 403        | 4 500         |
| Placements temporaires, au coût, 1,130 % et 1,180 %, échéant le 14 mai 2012 et 3 juillet 2012 (2011 : 1,020 % et 1,140 %, échéant le 1 <sup>er</sup> avril 2011 et le 4 avril 2011) | 10 960        | 55 750        |
|                                                                                                                                                                                     | <b>25 363</b> | <b>60 250</b> |



## SECTION 4

LES ÉTATS  
FINANCIERS

## 10. DÉBITEURS

|                                                                       | 2012           | 2011           |
|-----------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Contributions                                                         |                |                |
| Gouvernement du Québec                                                | 7 218          | —              |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement                       | 163 597        | 102 043        |
| Bénéficiaires de subventions                                          | 37 882         | 58 511         |
| Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles | 27 729         | —              |
| Avances aux partenaires                                               | 6 908          | 6 518          |
| Autres                                                                | 35             | 32             |
|                                                                       | <b>243 369</b> | <b>167 104</b> |

11. AVANCES AUX OFFICES D'HABITATION POUR  
DES AMÉLIORATIONS MAJEURES CAPITALISABLES

Des avances temporaires ont été versées aux offices d'habitation depuis l'exercice 2008-2009 pour des travaux d'améliorations majeures relatifs à des immeubles leur appartenant.

Ces avances temporaires sans modalité de remboursement sont consenties à un taux d'intérêt fixe. Le taux au 31 mars 2012 est de 1,294 % (2011 : 1,291 %).

## 12. PRÊTS

| 31 mars 2012                                                                                                 |                             |                          |                          |                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------|
|                                                                                                              | Taux d'intérêt fixe échéant |                          |                          | Total          |
|                                                                                                              | 2015-2016<br>à 2019-2020    | 2020-2021<br>à 2024-2025 | 2025-2026<br>à 2029-2030 |                |
| Prêts garantis par hypothèques immobilières remboursables par mensualités ou annuités au taux d'intérêt de : |                             |                          |                          |                |
| 6,875 %                                                                                                      | 9 300                       | 36 400                   | —                        | 45 700         |
| 7,000 % à 7,500 %                                                                                            | —                           | 39 138                   | 12 697                   | 51 835         |
| 7,625 % à 7,875 %                                                                                            | 65                          | 79 290                   | 39 489                   | 118 844        |
| 8,000 % à 8,625 %                                                                                            | —                           | 32 561                   | 60 220                   | 92 781         |
| 10,500 % à 15,125 %                                                                                          | 879                         | —                        | 166                      | 1 045          |
|                                                                                                              | <b>10 244</b>               | <b>187 389</b>           | <b>112 572</b>           | <b>310 205</b> |
| Prêts non garantis remboursables par mensualités au taux d'intérêt de :                                      |                             |                          |                          |                |
| 2,960 %                                                                                                      | —                           | 110                      | —                        | 110            |
| 6,875 %                                                                                                      | —                           | 5 877                    | —                        | 5 877          |
| 8,000 %                                                                                                      | —                           | —                        | 2 466                    | 2 466          |
|                                                                                                              | —                           | 5 987                    | 2 466                    | 8 453          |
|                                                                                                              | <b>10 244</b>               | <b>193 376</b>           | <b>115 038</b>           | <b>318 658</b> |

Le montant des encaissements à recevoir au cours des prochains exercices sur les prêts se détaille comme suit :

|                       |                |
|-----------------------|----------------|
| 2012-2013             | 17 843         |
| 2013-2014             | 19 371         |
| 2014-2015             | 20 891         |
| 2015-2016             | 22 411         |
| 2016-2017             | 23 954         |
|                       | 104 470        |
| 2017-2018 à 2021-2022 | 140 501        |
| 2022-2023 à 2026-2027 | 65 408         |
| 2027-2028 à 2029-2030 | 8 279          |
| <b>Total :</b>        | <b>318 658</b> |

## 13. PLACEMENTS

**Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) de tiers**

Au 31 mars 2012, la SHQ détient des BTAA émis conformément au plan de restructuration du Comité pancanadien des investisseurs finalisé le 21 janvier 2009.

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les billets sont détenus à travers des structures sous forme de fiducies appelées « véhicules d'actifs-cadres (VAC) ». Les actifs sous-jacents sont essentiellement des trocs de défaillance de crédit pour VAC1 et VAC2, tandis que VAC3 contient notamment des actifs traditionnels tels que les créances hypothécaires résidentielles et commerciales.

Les actifs soutenus par la facilité de financement de marge pour les VAC1 et VAC2 sont constitués d'une combinaison de billets de catégories A-1, A-2, B et C assortis d'une échéance prévue jusqu'en juillet 2056. Les actifs inadmissibles dans VAC2 ont été séparés dans des billets reflets pour les actifs inadmissibles (AI). Les actifs dans VAC3 ont été séparés dans des billets reflets pour les actifs traditionnels (AT) et les actifs inadmissibles (AI).

Les billets de catégories A-1, A-2 et B portent intérêt au taux des acceptations bancaires moins 0,50 %. L'intérêt sur les billets de catégorie B est cumulatif et est payable seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1 et A-2 auront été réglés intégralement. Les billets de catégorie C portent intérêt au taux des acceptations bancaires plus 20 %. Ces intérêts sont cumulatifs et payables seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1, A-2 et B auront été réglés intégralement.

Quant aux billets reflets pour actifs traditionnels et inadmissibles, ils portent intérêt à un taux qui sera rajusté en fonction du rendement des actifs sous-jacents.

Au 31 mars 2012, la SHQ détenait des BTAA d'une valeur nominale de 14,8 millions de dollars (31 mars 2011 : 9,5 millions de dollars) émis par des tiers et dont la valeur nette était de 11,9 millions de dollars (31 mars 2011 : 7,2 millions de dollars).

| Catégories                                | 2012          | 2011         |
|-------------------------------------------|---------------|--------------|
| <b>VAC2</b>                               |               |              |
| Catégorie A-1                             | 9 130         | 5 430        |
| Catégorie A-2                             | 2 874         | 2 523        |
| Catégorie B                               | 522           | 458          |
| Catégorie C                               | 388           | 260          |
| Billets reflets pour actifs inadmissibles | 811           | 811          |
|                                           | <b>13 725</b> | <b>9 482</b> |
| <b>VAC3</b>                               |               |              |
| Billets reflets pour actifs traditionnels | 724           | —            |
| Billets reflets pour actifs inadmissibles | 398           | —            |
|                                           | <b>1 122</b>  | <b>—</b>     |
| <b>Valeur nominale</b>                    | <b>14 847</b> | <b>9 482</b> |
| Provision cumulée pour moins-value        | 2 967         | 2 274        |
| <b>Valeur nette</b>                       | <b>11 880</b> | <b>7 208</b> |

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les titres de BTAA inclus dans le plan de restructuration, la direction a estimé le montant de BTAA qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur la valeur nominale. Elle est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2012 en fonction de l'information disponible à ce jour. La moins-value est estimée selon une technique d'évaluation tenant compte de la qualité du crédit des actifs sous-jacents ainsi que de certaines hypothèses et probabilités. Elle tient compte également de la séquence de subordination imbriquée dans les billets : les billets C sont subordonnés aux billets B, les billets B le sont aux billets A-2 et les billets A-2 le sont aux billets A-1. Cette structure en cascade vise à ce que les tranches subordonnées absorbent les premières pertes jusqu'à concurrence de leur valeur nominale de façon à immuniser les tranches supérieures. Ainsi, ce sont les billets C et B qui absorbent les plus grandes baisses de valeur.

La SHQ considère que les BTAA n'ont pas subi de moins-value durable additionnelle durant l'exercice clos le 31 mars 2012. Toutefois, l'augmentation de la provision cumulée pour moins-value est attribuable aux BTAA de Immobilière SHQ transférés à la suite de l'abolition de cette dernière à la SHQ, le 1<sup>er</sup> octobre 2011. Les encaissements en capital de l'exercice totalisent 0,4 million de dollars (31 mars 2011 : aucun encaissement en capital).

## 14. ENCAISSE RÉSERVÉE

L'encaisse réservée est constituée des réserves de remplacement centralisées relatives au Programme de logement à but non lucratif privé – coopératives d'habitation et organismes à but non lucratif. Ce compte sert à réaliser des travaux de remplacement, d'amélioration et de modernisation pour les coopératives d'habitation bénéficiaires de ce programme. La contrepartie des sommes détenues en fin d'exercice est incluse au poste « créiteurs et charges à payer » aux passifs de la SHQ.

## 15. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

| Note                                                         | 2012          | 2011          |
|--------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Bénéficiaires de subventions                                 | 43 519        | 50 924        |
| Gouvernement du Québec                                       | 13 542        | 7 087         |
| Fournisseurs et autres                                       | 4 206         | 4 020         |
| Sommes détenues pour le compte d'organismes subventionnaires | 21 387        | 519           |
|                                                              | <b>61 654</b> | <b>62 550</b> |

## SECTION 4

LES ÉTATS  
FINANCIERS

## 16. EMPRUNTS TEMPORAIRES

La SHQ est autorisée par le gouvernement du Québec à effectuer des emprunts à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou du Fonds de financement, entité sous contrôle commun, jusqu'à un maximum de 975 millions de dollars, et ce, jusqu'au 31 mars 2014.

Tout emprunt contracté en vertu de cette autorisation porte intérêt au taux fixe négocié au moment de l'emprunt. Les taux au 31 mars 2012 sont de 1,292 % et 1,294 % (2011 : 1,291 %).

Les intérêts sur les emprunts temporaires de l'exercice sont imputés au poste de charges « frais financiers » (note 6).

## 17. DETTE À LONG TERME

|                                                                                                           | 31 mars 2012                |                          |                  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------------|------------------|
|                                                                                                           | Taux d'intérêt fixe échéant |                          |                  |
|                                                                                                           | 2013-2014<br>à 2017-2018    | 2019-2020<br>à 2032-2033 | Total            |
| <b>Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)</b>                                             |                             |                          |                  |
| Obligations                                                                                               |                             |                          |                  |
| remboursables par versements mensuels 1,490 % à 4,810 %                                                   | 698 601                     | 138 165                  | 836 766          |
| remboursables par versements annuels ou semestriels<br>et rachetables par anticipation 6,875 % à 11,000 % | —                           | 275 114                  | 275 114          |
| remboursables par versements annuels 5,944 %                                                              | 423                         | 259 602                  | 260 025          |
| Emprunt garanti par hypothèque immobilière remboursable<br>par versements mensuels 2,750 % à 7,875 %      | 411                         | 439                      | 850              |
|                                                                                                           | <b>699 435</b>              | <b>673 320</b>           | <b>1 372 755</b> |
| <b>Autre</b>                                                                                              |                             |                          |                  |
| Obligation<br>remboursable par versements<br>annuels et assurés par la SCHL 8,950 %                       | 138 621                     | —                        | 138 621          |
|                                                                                                           | <b>838 056</b>              | <b>673 320</b>           | <b>1 511 376</b> |

En assumant que les refinancements seraient réalisés à l'échéance aux mêmes conditions que celles qui prévalaient au 31 mars 2012, le montant des versements en capital à effectuer au cours des prochains exercices sur la dette à long terme se détaille comme suit :

|                       |                  |
|-----------------------|------------------|
| 2012-2013             | 109 122          |
| 2013-2014             | 111 703          |
| 2014-2015             | 112 992          |
| 2015-2016             | 112 155          |
| 2016-2017             | 109 008          |
|                       | <b>554 980</b>   |
| 2017-2018 à 2021-2022 | 513 771          |
| 2022-2023 à 2026-2027 | 345 815          |
| 2027-2028 à 2031-2032 | 96 309           |
| 2032-2033             | 501              |
| <b>Total :</b>        | <b>1 511 376</b> |

## 18. CONTRIBUTION REPORTÉE – SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

La contribution reportée de la Société canadienne d'hypothèques et de logement se rapporte aux contributions des exercices considérés, destinées à couvrir les charges des exercices futurs, au regard des réparations capitalisables non amorties effectuées sur des immeubles dans le cadre du programme Logement à but non lucratif – Public, du programme AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, du programme Logement abordable Québec, de certains programmes de l'amélioration de l'habitat ainsi que les frais d'administration reliés à ces programmes. Une partie des contributions reportées est également destinée à l'acquisition de bâtiments. Les variations survenues au cours de l'exercice dans le solde de la contribution reportée sont les suivantes :

|                                                                                                                   | 2012           | 2011           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Solde au début                                                                                                    | 366 676        | 179 973        |
| Nouvelles contributions de l'exercice relatives aux :                                                             |                |                |
| Programmes                                                                                                        |                |                |
| Logement à but non lucratif – Public                                                                              | 72 287         | 100 177        |
| AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec | 32 181         | 130 797        |
| Amélioration de l'habitat (a)                                                                                     | 8 788          | 26 576         |
| Frais d'administration                                                                                            | 942            | 7 568          |
| Bâtiments                                                                                                         | 3 434          | –              |
|                                                                                                                   | 484 308        | 445 091        |
| Contributions constatées à titre de produits de l'exercice relatives aux :                                        |                |                |
| Programmes                                                                                                        |                |                |
| AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec | (83 510)       | (48 386)       |
| Amélioration de l'habitat (a)                                                                                     | (12 878)       | (25 107)       |
| Frais d'administration                                                                                            | (1 925)        | (4 922)        |
| Bâtiments                                                                                                         | (79)           | –              |
| <b>Solde à la fin</b>                                                                                             | <b>385 916</b> | <b>366 676</b> |

|                                                                                                                   | 2012           | 2011           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| <b>Le solde à la fin est composé des éléments suivants :</b>                                                      |                |                |
| Logement à but non lucratif – Public                                                                              | 344 244        | 271 957        |
| AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec | 32 044         | 83 373         |
| Amélioration de l'habitat (a)                                                                                     | 4 501          | 8 591          |
| Frais d'administration                                                                                            | 1 772          | 2 755          |
| Bâtiments                                                                                                         | 3 355          | –              |
|                                                                                                                   | <b>385 916</b> | <b>366 676</b> |

(a) Les contributions se rapportent à l'Entente concernant certains programmes de rénovation et d'adaptation de domicile pour les programmes suivants : RénoVillage, Adaptation de domicile, Rénovation Québec, Réparations d'urgence, Logements adaptés pour aînés autonomes, Amélioration des maisons d'hébergement et certains volets du programme AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif.

## 19. PROVISION POUR PERTES SUR GARANTIES DE PRÊTS

|                         | 2012          | 2011          |
|-------------------------|---------------|---------------|
| Solde au début          | 31 782        | 27 043        |
| Provision de l'exercice | 3 257         | 8 373         |
| Exécution de garanties  | (739)         | (3 634)       |
| <b>Solde à la fin</b>   | <b>34 300</b> | <b>31 782</b> |

|                                                                                            | 2012          | 2011          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| La provision (taux) par programme se répartit comme suit :                                 |               |               |
| AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (3 %) | 25 181        | 22 520        |
| Logement abordable Québec – Volet social et communautaire (3 %)                            | 7 368         | 7 396         |
| Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif (7 %)                      | 1 206         | 1 283         |
| Logement à but non lucratif – Privé (2 %)                                                  | 502           | 538           |
| Aide au logement populaire (2 %)                                                           | 43            | 45            |
|                                                                                            | <b>34 300</b> | <b>31 782</b> |

Une contribution recouvrable du gouvernement du Québec, comptabilisée aux actifs financiers, assure la disponibilité des fonds pour couvrir cette provision.

## SECTION 4

LES ÉTATS  
FINANCIERS

## 20. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                                   | Terrains<br>(b),(e) | Bâtiments<br>(c) | Améliorations<br>majeures<br>(a),(d),(f) | Améliorations<br>locatives | Matériel et<br>équipement | Développement<br>informatique | Logiciels    | Total            |
|-----------------------------------|---------------------|------------------|------------------------------------------|----------------------------|---------------------------|-------------------------------|--------------|------------------|
| <b>Coût</b>                       |                     |                  |                                          |                            |                           |                               |              |                  |
| <b>1<sup>er</sup> avril 2010</b>  | —                   | —                | —                                        | <b>1 478</b>               | <b>7 419</b>              | <b>22 757</b>                 | <b>1 208</b> | <b>32 862</b>    |
| Acquisitions                      | —                   | —                | —                                        | 119                        | 447                       | 3 212                         | 33           | 3 811            |
| Dispositions                      | —                   | —                | —                                        | —                          | —                         | —                             | —            | —                |
| <b>31 mars 2011</b>               | —                   | —                | —                                        | <b>1 597</b>               | <b>7 866</b>              | <b>25 969</b>                 | <b>1 241</b> | <b>36 673</b>    |
| Acquisitions*                     | 101 417             | 921 918          | 400 682                                  | —                          | 302                       | 2 503                         | 99           | 1 426 921        |
| Dispositions                      | 16                  | —                | —                                        | —                          | —                         | —                             | —            | 16               |
| <b>31 mars 2012</b>               | <b>101 401</b>      | <b>921 918</b>   | <b>400 682</b>                           | <b>1 597</b>               | <b>8 168</b>              | <b>28 472</b>                 | <b>1 340</b> | <b>1 463 578</b> |
| <b>Amortissement cumulé</b>       |                     |                  |                                          |                            |                           |                               |              |                  |
| <b>1<sup>er</sup> avril 2010</b>  | —                   | —                | —                                        | <b>990</b>                 | <b>6 505</b>              | <b>17 020</b>                 | <b>984</b>   | <b>25 499</b>    |
| Amortissement<br>de l'exercice    | —                   | —                | —                                        | 263                        | 645                       | 2 417                         | 113          | 3 438            |
| Dispositions                      | —                   | —                | —                                        | —                          | —                         | —                             | —            | —                |
| <b>31 mars 2011</b>               | —                   | —                | —                                        | <b>1 253</b>               | <b>7 150</b>              | <b>19 437</b>                 | <b>1 097</b> | <b>28 937</b>    |
| Amortissement<br>de l'exercice    | —                   | 37 013           | 10 769                                   | 155                        | 489                       | 2 529                         | 110          | 51 065           |
| Dispositions                      | —                   | —                | —                                        | —                          | —                         | —                             | —            | —                |
| <b>31 mars 2012</b>               | —                   | <b>37 013</b>    | <b>10 769</b>                            | <b>1 408</b>               | <b>7 639</b>              | <b>21 966</b>                 | <b>1 207</b> | <b>80 002</b>    |
| <b>Valeur nette<br/>comptable</b> |                     |                  |                                          |                            |                           |                               |              |                  |
| <b>31 mars 2011</b>               | —                   | —                | —                                        | <b>344</b>                 | <b>716</b>                | <b>6 532</b>                  | <b>144</b>   | <b>7 736</b>     |
| <b>31 mars 2012</b>               | <b>101 401</b>      | <b>884 905</b>   | <b>389 913</b>                           | <b>189</b>                 | <b>529</b>                | <b>6 506</b>                  | <b>133</b>   | <b>1 383 576</b> |

\* Telles que présentées à la note 4, à la suite de l'abolition de Immobilière SHQ, les immobilisations corporelles au montant de 1 388 004 milliers de dollars (terrains : 101 407 milliers de dollars, bâtiments : 921 918 milliers de dollars et améliorations majeures : 364 679 milliers de dollars) de cette dernière ont été intégrées à la SHQ au 1<sup>er</sup> octobre 2011.

- (a) Des intérêts sur les emprunts temporaires totalisant 0,2 million de dollars du 1<sup>er</sup> octobre 2011 au 31 mars 2012 ont été capitalisés aux améliorations majeures.
- (b) La SHQ détient des terrains en qualité de superficière, d'une durée illimitée, pour un montant de 33,7 millions de dollars. Le tréfonds de ces terrains appartient à la Ville de Montréal.
- (c) Des bâtiments ayant une valeur comptable de 80,4 millions de dollars au 31 mars 2012 sont érigés sur des terrains que la SHQ détient en qualité d'emphytéote. Les emphytéoses viennent à échéance entre 2025 et 2042. Les rentes annuelles sont assumées par les offices d'habitation et sont incluses dans leur déficit d'exploitation.
- (d) Des améliorations majeures ayant une valeur comptable de 32,7 millions de dollars au 31 mars 2012 ont été apportées à des bâtiments qui sont érigés sur des terrains que la SHQ détient en qualité d'emphytéote. Les emphytéoses viennent à échéance entre 2025 et 2042. Les rentes annuelles sont assumées par les offices d'habitation et sont incluses dans leur déficit d'exploitation.
- (e) Des travaux d'expertise ont révélé que la SHQ est propriétaire de terrains contaminés. En vertu de la réglementation en matière d'environnement, la SHQ pourrait être tenue de réaliser des travaux de décontamination. Compte tenu des conventions d'exploitation signées notamment entre la SHQ et les offices d'habitation, les coûts qui pourraient découler de ces travaux seront payés et se retrouveront dans le déficit d'exploitation de ces offices dans l'année de leur réalisation. Par conséquent, étant donné que les déficits d'exploitation des offices sont assumés généralement à quatre-vingt-dix pourcent (90 %) par la SHQ, et ce, par l'entremise du programme Logement à but non lucratif, les coûts de décontamination seront alors inclus dans les coûts de ce programme de la Société au moment où ceux-ci seront encourus par les offices d'habitation. Ces coûts sont estimés à 5,3 millions de dollars.
- (f) Le montant des acquisitions qui se retrouve dans les crédettes et les charges à payer et qui n'a pas d'effet sur les flux de trésorerie s'élève à 5 263 milliers de dollars.

21. SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE  
D'ORGANISMES SUBVENTIONNAIRES

Les sommes reçues des organismes subventionnaires en vertu des programmes AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif sont redistribuées à des organismes qui œuvrent dans le domaine du logement coopératif et à but non lucratif.

Les sommes détenues en fin d'exercice sont incluses aux postes « encaisse » et « débiteurs » aux actifs financiers et « crédettes et charges à payer » aux passifs de la SHQ.

|                       | 2012       | 2011       |
|-----------------------|------------|------------|
| Solde au début        | 519        | 533        |
| Plus :                |            |            |
| Sommes reçues         | 3 185      | 3 602      |
| Produits d'intérêts   | 2          | 2          |
|                       | 3 706      | 4 137      |
| Moins :               |            |            |
| Sommes versées        | 3 319      | 3 618      |
| <b>Solde à la fin</b> | <b>387</b> | <b>519</b> |

## 22. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

## RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de la SHQ participent soit au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les taux de cotisation de la SHQ au RRAS, au RRPE et au RREGOP ont été respectivement de 11,54 %, 11,54 % et 8,69 % de la masse salariale cotisable du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2011 et de 12,30 %, 12,30 % et 8,94 % du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2012.

Les cotisations de la SHQ imputées aux résultats de l'exercice et comptabilisées aux frais d'administration s'élèvent à 1,5 million de dollars (2011 : 1,3 million de dollars). Les obligations de la SHQ envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES

La SHQ dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la SHQ.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de les

monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. De plus, les employés peuvent faire le choix d'utiliser ces journées non utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

## ÉVALUATIONS ET ESTIMATIONS SUBSÉQUENTES

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la SHQ. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés. Ces obligations sont évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées.

Les hypothèses économiques à long terme utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des obligations relatives aux congés de maladie sont les suivantes :

|                                              | 2012   | 2011   |
|----------------------------------------------|--------|--------|
| - taux d'inflation                           | 2,75 % | 2,75 % |
| - progression des salaires nette d'inflation |        |        |
| - RREGOP                                     | 0,50 % | 0,50 % |
| - RRPE, RRAS                                 | 0,50 % | 0,50 % |
| - taux d'actualisation                       |        |        |
| - RREGOP                                     | 3,61 % | 4,49 % |
| - RRPE, RRAS                                 | 2,76 % | 3,57 % |
| - facteur de réduction                       | 93 %   | 93 %   |

|                                                        | 2012         |                   | 2011         |                   |
|--------------------------------------------------------|--------------|-------------------|--------------|-------------------|
|                                                        | Vacances     | Congés de maladie | Vacances     | Congés de maladie |
| Solde au début                                         | 3 389        | 5 756             | 3 105        | 5 198             |
| Charge de l'exercice                                   | 2 305        | 1 681*            | 2 287        | 1 279*            |
| Prestations versées ou annulées au cours de l'exercice | (2 290)      | (1 145)           | (2 003)      | (721)             |
| <b>Solde à la fin</b>                                  | <b>3 404</b> | <b>6 292</b>      | <b>3 389</b> | <b>5 756</b>      |

\* Les charges de l'exercice incluent les intérêts et l'amortissement des gains et pertes actuariels.

## 23. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En vertu des programmes énumérés ci-dessous, la SHQ s'est engagée à rembourser le capital et les intérêts de tout emprunt effectué par les organismes, jusqu'à concurrence de la promesse de subvention de la SHQ. Le capital des obligations contractuelles par programme se détaille comme suit :

|                                                                                          | 2012           | 2011           |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (a) | 532 503        | 504 402        |
| Rénovation Québec                                                                        | 124 813        | 114 436        |
| Logement abordable Québec                                                                |                |                |
| Volet social et communautaire (a)                                                        | 178 540        | 189 804        |
| Volet privé                                                                              | 10 435         | 11 628         |
| Revitalisation des vieux quartiers                                                       | 8 151          | 9 344          |
| Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif (a)                      | 1 664          | 3 575          |
|                                                                                          | <b>856 106</b> | <b>833 189</b> |

(a) La SHQ détient une garantie hypothécaire sur les immeubles visés par ces obligations contractuelles afin d'assurer le respect par les organismes des conditions assumées par ces derniers, aux termes de la convention d'exploitation existant entre la SHQ et les organismes.

En assumant que les refinancements seraient réalisés à l'échéance aux mêmes conditions que celles qui prévalaient au 31 mars 2012, l'échéancier des versements en capital à effectuer au cours des prochains exercices est le suivant :

|                       |                |
|-----------------------|----------------|
| 2012-2013             | 73 359         |
| 2013-2014             | 73 766         |
| 2014-2015             | 75 110         |
| 2015-2016             | 75 759         |
| 2016-2017             | 76 062         |
| 2017-2018 à 2021-2022 | 358 400        |
| 2022-2023 à 2026-2027 | 123 650        |
|                       | <b>856 106</b> |

## SECTION 4

LES ÉTATS  
FINANCIERS

## 24. ÉVENTUALITÉS

## GARANTIES DE PRÊTS (a)

La SHQ garantit le remboursement des prêts accordés par des institutions financières à des organismes bénéficiant des programmes AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec – Volet social et communautaire.

Ces garanties de remboursement comprennent des prêts consentis, avant l'achèvement des projets d'habitation, sous forme de marge de crédit et de marge de crédit hypothécaire, afin d'assurer le prêt de démarrage ainsi que le financement intérimaire. Le montant maximal de ces prêts, net de la provision pour pertes sur garanties de prêts, totalisait 158 millions de dollars au 31 mars 2012 (31 mars 2011 : 175 millions de dollars).

Ces prêts, une fois la construction des projets d'habitation terminée, seront scindés et prendront la forme de deux prêts afin d'en assurer le financement à long terme. Un prêt correspondant au montant d'aide financière consentie par la SHQ sous forme de promesse de subvention et pouvant s'étendre jusqu'à 15 ans deviendra alors une obligation contractuelle pour la SHQ (note 23). L'autre prêt correspondant à la partie non subventionnée des projets d'habitation sera garanti par la SHQ pour une période de 25 ou de 35 ans à la suite d'une acceptation de prolongation de la part de la SHQ. Le montant maximal des prêts, net de la provision pour pertes sur garanties de prêts, correspondant à la partie non subventionnée totalisait 939 millions de dollars au 31 mars 2012 (31 mars 2011 : 842 millions de dollars).

La SHQ détient des recours qui lui permettraient de recouvrer des sommes versées par suite de la mise en jeu de la garantie. À la suite du remboursement de la garantie par la SHQ à l'institution financière, cette dernière subroge la SHQ dans tous ses droits, titres et intérêts, y compris ceux d'une créance hypothécaire de premier rang. La nature des actifs obtenus de ces recours se compose des biens immobiliers ayant fait l'objet d'une subvention en vertu des programmes mentionnés ci-dessus.

## AUTRES GARANTIES (a)

La SHQ a conclu des accords avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement relativement au programme de Logement à but non lucratif privé, au programme d'Aide au logement populaire ainsi qu'au programme de Logement en régions éloignées en vertu desquels elle s'est engagée à acheter les propriétés reprises par cette Société à la suite du défaut de paiement d'un emprunteur, pour une somme correspondant à la valeur de la réclamation payée au prêteur agréé, plus les frais d'accessoires. Les garanties accordées pour les programmes couvrent des périodes de 25 ans sauf celles ayant trait aux prêts accordés dans les régions urbaines pour les programmes de Logement à but non lucratif privé qui sont de 35 ans. Le solde des prêts, net de la provision pour pertes sur garanties de prêts, assujettis à ces accords totalisait 271 millions de dollars au 31 mars 2012 (31 mars 2011 : 289 millions de dollars).

## PROGRAMME INITIATIVE EN HABITATION AU NUNAVIK

En vertu de ce programme, la SHQ s'est engagée à verser une contribution égale aux encaissements réalisés par l'Office municipal d'habitation Kativik au regard des arrérages de loyer antérieurs au 31 décembre 1999, et cela, jusqu'à concurrence de 2,9 millions de dollars. Le solde de cet engagement s'établissait à 1,0 million de dollars au 31 mars 2012 (31 mars 2011 : 1,0 million de dollars).

## POURSUITES

Le solde des actions en justice en dommages et intérêts intentées contre la SHQ totalise 3,3 millions de dollars. Selon l'opinion de la SHQ, aucun passif important ne peut résulter de ces actions.

(a) Les programmes pour lesquels une provision pour pertes sur garanties de prêts est requise sont présentés à la note 19.

## 25. APPARENTÉS

La SHQ est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec ou encore apparentés par les membres de la direction de la Société d'habitation du Québec.

La SHQ n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, les opérations jugées importantes de l'exercice avec ces apparentés ainsi que les soldes qui en résultent en fin d'exercice sont mesurés à la valeur d'échange et se détaillent comme suit :

|                                                                       | 31 mars 2012 | 31 mars 2011 |
|-----------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Société immobilière du Québec                                         |              |              |
| Intérêts                                                              | 1 019        | –            |
| Frais d'administration - Loyers                                       | 2 624        | 2 369        |
| Prêts                                                                 | 26 538       | –            |
| Intérêts courus sur les prêts et autres                               | 1 515        | –            |
| Organismes du réseau de la santé et des services sociaux              |              |              |
| Intérêts                                                              | 2 562        | –            |
| Prêts                                                                 | 67 202       | –            |
| Intérêts courus sur les prêts et autres                               | 3 808        | –            |
| Organismes du réseau de l'éducation                                   |              |              |
| Prêts                                                                 | 10 115       | –            |
| Fonds de financement                                                  |              |              |
| Frais financiers - Intérêts sur les emprunts temporaires              | 2 289        | 79           |
| Emprunts temporaires                                                  | 321 920      | 8 059        |
| Intérêts courus sur la dette à long terme et les emprunts temporaires | 669          | –            |

## 26. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2011 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2012.

De plus, suite à l'intégration des activités de Immobilière SHQ à la SHQ, de nouveaux postes ont été ajoutés aux états financiers de cette dernière. Pour l'année 2011-2012, les nouveaux postes provenant de Immobilière SHQ présentent uniquement des résultats pour les six derniers mois, soit depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2011, date de l'abolition de Immobilière SHQ.

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale,

## Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société du Centre des congrès de Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires et l'annexe.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

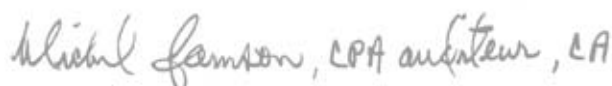
### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société du Centre des congrès de Québec au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



**Michel Samson, CPA auditeur, CA**

Québec, le 20 juin 2012



# ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

de l'exercice clos le 31 mars 2012

|                                                                                                                              | 2012<br>\$        | 2011<br>\$        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Revenus</b>                                                                                                               |                   |                   |
| Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec (note 3)                                                              | 11 625 447        | 12 200 509        |
| Subvention du gouvernement du Québec relative aux immobilisations corporelles et aux frais de financement reportés (note 13) | 2 203 008         | 2 188 507         |
| Location d'espaces - événements                                                                                              | 2 139 810         | 2 247 020         |
| Redevances (note 4)                                                                                                          | 2 261 041         | 2 199 010         |
| Services auxiliaires (note 5)                                                                                                | 2 150 498         | 2 060 203         |
| Virements des apports reportés (note 15)                                                                                     | 776 997           | 776 997           |
| Revenus d'intérêts                                                                                                           | 140 975           | 93 165            |
| Gain sur disposition d'une immobilisation corporelle                                                                         | 3 000             | -                 |
| Autres                                                                                                                       | 338 242           | 293 910           |
|                                                                                                                              | <b>21 639 018</b> | <b>22 059 321</b> |
| <b>Charges</b>                                                                                                               |                   |                   |
| Frais d'événements (note 6)                                                                                                  | 2 067 007         | 1 920 725         |
| Frais d'opération et d'administration (note 7)                                                                               | 9 316 362         | 9 113 746         |
| Taxes                                                                                                                        | 4 107 875         | 3 996 226         |
| Frais financiers (note 8)                                                                                                    | 2 113 642         | 2 266 337         |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                                                                | 3 494 627         | 3 357 476         |
| Entretien majeur                                                                                                             | 957 247           | 339 927           |
| Virement des frais de financement reportés                                                                                   | 44 871            | 44 871            |
|                                                                                                                              | <b>22 101 631</b> | <b>21 039 308</b> |
| <b>(Déficit) Excédent annuel</b>                                                                                             | <b>(462 613)</b>  | <b>1 020 013</b>  |
| <b>Excédent cumulé du début</b>                                                                                              | <b>11 975 476</b> | <b>10 955 463</b> |
| <b>Excédent cumulé à la fin (note 17)</b>                                                                                    | <b>11 512 863</b> | <b>11 975 476</b> |

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 2012

|                                                         | 2012<br>\$        | 2011<br>\$        |
|---------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Actifs financiers</b>                                |                   |                   |
| Encaisse                                                | 1 255 624         | 1 140 044         |
| Dépôts à terme (note 9)                                 | 8 435 000         | 7 985 000         |
| Créances                                                | 701 247           | 644 945           |
| Frais de financement reportés                           | 99 371            | 144 241           |
|                                                         | <b>10 491 242</b> | <b>9 914 230</b>  |
| <b>Passifs</b>                                          |                   |                   |
| Charges à payer et frais courus (note 11)               | 3 715 766         | 3 085 819         |
| Dépôts de clients                                       | 1 010 995         | 902 165           |
| Revenus reportés                                        | 101 848           | 94 778            |
| Autre passif (note 12)                                  | 141 391           | 179 210           |
| Subvention reportée du gouvernement du Québec (note 13) | 12 938 492        | 12 180 867        |
| Dettes (note 14)                                        | 46 581 871        | 49 481 952        |
| Apports reportés (note 15)                              | 18 411 256        | 19 188 253        |
|                                                         | <b>82 901 619</b> | <b>85 113 044</b> |
| <b>Dette nette</b>                                      | <b>72 410 377</b> | <b>75 198 814</b> |
| <b>Actifs non financiers</b>                            |                   |                   |
| Frais payés d'avance                                    | 1 182 173         | 1 137 451         |
| Immobilisations corporelles (note 16)                   | 82 741 067        | 86 036 839        |
|                                                         | <b>83 923 240</b> | <b>87 174 290</b> |
| <b>Excédent cumulé (note 17)</b>                        | <b>11 512 863</b> | <b>11 975 476</b> |

Obligations contractuelles (note 21)

Éventualités (note 22)

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



**P.-Michel Bouchard, administrateur**  
Président-directeur général



**Roger Demers, FCPA, FCA**  
Président du comité d'audit

# ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

de l'exercice clos le 31 mars 2012

|                                                      | 2012<br>\$          | 2011<br>\$          |
|------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>(Déficit)Excédent annuel</b>                      | (462 613)           | 1 020 013           |
| <b>Variation due aux immobilisations corporelles</b> |                     |                     |
| Acquisition                                          | (198 855)           | (600 743)           |
| Amortissement                                        | 3 494 627           | 3 357 476           |
|                                                      | 3 295 772           | 2 756 733           |
| <b>Variation due aux frais payés d'avance</b>        |                     |                     |
| Acquisition                                          | (1 182 173)         | (1 137 451)         |
| Utilisation                                          | 1 137 451           | 1 083 986           |
|                                                      | (44 722)            | (53 465)            |
| <b>Diminution de la dette nette</b>                  | <b>2 788 437</b>    | <b>3 723 281</b>    |
| <b>Dette nette au début</b>                          | <b>(75 198 814)</b> | <b>(78 922 095)</b> |
| <b>Dette nette à la fin</b>                          | <b>(72 410 377)</b> | <b>(75 198 814)</b> |

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

# ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice clos le 31 mars 2012

|                                                                                              | 2012<br>\$         | 2011<br>\$         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Activités de fonctionnement</b>                                                           |                    |                    |
| Rentrée de fonds - clients                                                                   | 6 971 977          | 7 082 607          |
| Rentrée de fonds - subvention du gouvernement du Québec                                      | 14 586 080         | 15 042 500         |
| Sortie de fonds - fournisseurs et membres du personnel                                       | (15 731 281)       | (15 146 664)       |
| Intérêts reçus                                                                               | 118 187            | 99 294             |
| Intérêts versés                                                                              | (2 174 195)        | (2 325 077)        |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>                               | <b>3 770 768</b>   | <b>4 752 660</b>   |
| <b>Activités d'investissement en immobilisations corporelles</b>                             |                    |                    |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles                                                   | (308 107)          | (743 543)          |
| Produit de disposition d'une immobilisation corporelle                                       | 3 000              | -                  |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations corporelles</b> | <b>(305 107)</b>   | <b>(743 543)</b>   |
| <b>Activités de financement</b>                                                              |                    |                    |
| <b>Remboursement de la dette et flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>     | <b>(2 900 081)</b> | <b>(2 783 251)</b> |
| <b>Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>                            | <b>565 580</b>     | <b>1 225 866</b>   |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début</b>                                      | <b>9 125 044</b>   | <b>7 899 178</b>   |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin <sup>(1)</sup></b>                       | <b>9 690 624</b>   | <b>9 125 044</b>   |
| <sup>(1)</sup> La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :                  |                    |                    |
| Encaisse                                                                                     | 1 255 624          | 1 140 044          |
| Dépôts à terme                                                                               | 8 435 000          | 7 985 000          |
|                                                                                              | <b>9 690 624</b>   | <b>9 125 044</b>   |

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2012

### 1 CONSTITUTION ET OBJETS

La Société du Centre des congrès de Québec (la Société), personne morale au sens du Code civil, a été instituée le 1<sup>er</sup> juillet 1993 par une loi spéciale (L.R.Q. S-14.001). Elle a pour objets :

- d'administrer et d'exploiter le Centre des congrès de Québec;
- d'élaborer des projets de développement ou d'exploitation du Centre des congrès;
- d'exercer des commerces et autres activités de nature à contribuer au développement du Centre des congrès et d'en assurer l'exploitation, la promotion et l'administration.

En vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

### 2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public* et pour la première année, elle applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

#### + Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Le principal élément faisant l'objet d'une estimation est la durée de vie des immobilisations corporelles.

#### + Actifs financiers

##### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition et les emprunts temporaires.

##### Dépôts à terme

Les dépôts à terme sont comptabilisés selon la méthode de la moindre valeur entre le coût et la valeur de marché.

##### Frais de financement reportés

Les frais d'émission et de gestion de la dette sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'emprunt.

## + Passifs

### Subvention reportée du gouvernement du Québec

Le gouvernement s'est engagé à verser à la Société les sommes nécessaires pour qu'elle soit en mesure de s'acquitter de ses obligations sur ses emprunts du Fonds de financement servant à financer l'acquisition d'immobilisations corporelles et les frais d'émission et de gestion de ces emprunts, après s'être assuré que la Société n'est pas en mesure de le faire.

La subvention reportée du gouvernement du Québec correspond à l'écart entre, d'une part, la somme des charges d'intérêts engagées sur les emprunts afférents à l'acquisition d'immobilisations corporelles et de l'amortissement cumulé sur ces immobilisations corporelles et sur les frais de financement reportés financés par ces emprunts et, d'autre part, la somme des subventions du gouvernement du Québec reçues pour permettre les versements sur ces emprunts.

### Dettes

Les emprunts liés à la dette sont comptabilisés au montant encaissé au moment de leur émission.

### Apports reportés

Les apports reçus pour l'acquisition d'immobilisations corporelles amortissables et ceux reçus sous forme d'immobilisations corporelles amortissables sont reportés et virés aux résultats selon la même méthode et les mêmes durées de vies utiles prévues que les immobilisations corporelles auxquelles ils se rapportent.

### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

## + Actifs non financiers

De part leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

### Immobilisations corporelles

Le terrain et la bâtisse, acquis pour une valeur symbolique de 1 \$ le 1er janvier 1994, ont été comptabilisés à la valeur de l'évaluation municipale à cette date. Les autres immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée de vie utile prévue comme suit :

|                               |                   |
|-------------------------------|-------------------|
| <b>Bâtisses</b>               | <b>40 ans</b>     |
| <b>Aménagements</b>           | <b>10 ans</b>     |
| <b>Mobilier et équipement</b> | <b>3 et 5 ans</b> |
| <b>Logiciels</b>              | <b>5 ans</b>      |

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

### Constatations des revenus

Les revenus provenant de la location d'espaces et de la prestation de services auxiliaires sont constatés au fur et à mesure que les services sont rendus. Toute différence entre le montant perçu et le montant constaté à titre de revenus est inscrite à l'état de la situation financière à titre de dépôts des clients ou de créances. Les redevances sont constatées à mesure que celles-ci deviennent gagnées en vertu des conditions contractuelles.

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date du règlement et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

### Constatations des subventions

Les subventions de fonctionnement sont constatées à titre de revenus de l'exercice pour lequel elles ont été octroyées. Les subventions affectées sont constatées à titre de revenus au cours de l'exercice duquel les charges connexes sont engagées. La subvention relative aux immobilisations corporelles et aux frais de financement reportés représente la contribution du gouvernement pour le remboursement de la dette relative au financement d'immobilisations corporelles amortissables et des frais de financement reportés afférents, laquelle correspond à l'amortissement de ces immobilisations corporelles et des frais d'émission et de gestion de la dette reportés.

### Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Les revenus et les charges sont pour leur part convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains ou pertes de change sont inclus dans les résultats de l'exercice.

## 3 SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

|                                                                                                 | 2012<br>\$        | 2011<br>\$        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Subvention de fonctionnement :</b>                                                           |                   |                   |
| Subvention reçue pour l'exercice                                                                | 14 586 080        | 15 042 500        |
| Subvention reportée relative au service de la dette (note 13)                                   | (5 069 085)       | (5 077 681)       |
|                                                                                                 | 9 516 995         | 9 964 819         |
| Virement de la subvention reportée relative<br>aux intérêts encourus sur les emprunts (note 13) | 2 108 452         | 2 235 690         |
|                                                                                                 | <b>11 625 447</b> | <b>12 200 509</b> |

## 4 REDEVANCES

|                       | 2012<br>\$       | 2011<br>\$       |
|-----------------------|------------------|------------------|
| Services alimentaires | 1 829 000        | 1 795 576        |
| Services audiovisuels | 367 279          | 382 129          |
| Autres                | 64 762           | 21 305           |
|                       | <b>2 261 041</b> | <b>2 199 010</b> |

## 5 SERVICES AUXILIAIRES

|                                        | 2012<br>\$       | 2011<br>\$       |
|----------------------------------------|------------------|------------------|
| Aménagement et ameublement             | 1 013 588        | 953 345          |
| Électricité et plomberie               | 625 085          | 508 839          |
| Télécommunications                     | 165 406          | 267 115          |
| Audiovisuel, sonorisation et éclairage | 85 390           | 50 740           |
| Accueil, billetterie et vestiaire      | 125 185          | 143 016          |
| Sécurité                               | 35 691           | 39 220           |
| Entretien ménager                      | 25 918           | 21 068           |
| Autres                                 | 74 235           | 76 860           |
|                                        | <b>2 150 498</b> | <b>2 060 203</b> |

## 6 FRAIS D'ÉVÉNEMENTS

|                                        | 2012<br>\$       | 2011<br>\$       |
|----------------------------------------|------------------|------------------|
| Aménagement et ameublement             | 1 134 509        | 1 049 397        |
| Électricité et plomberie               | 189 823          | 171 837          |
| Télécommunications                     | 13 266           | 15 068           |
| Audiovisuel, sonorisation et éclairage | 120              | 125              |
| Accueil, billetterie et vestiaire      | 300 854          | 284 404          |
| Sécurité                               | 134 891          | 134 895          |
| Entretien ménager                      | 266 693          | 247 706          |
| Autres                                 | 26 851           | 17 293           |
|                                        | <b>2 067 007</b> | <b>1 920 725</b> |



## 7 FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION

|                                           | 2012<br>\$       | 2011<br>\$       |
|-------------------------------------------|------------------|------------------|
| Traitements et avantages sociaux          | 4 448 338        | 4 633 283        |
| Assurances et permis                      | 120 992          | 114 976          |
| Énergie et chauffage                      | 868 877          | 898 995          |
| Gardiennage                               | 447 574          | 411 441          |
| Service d'entretien ménager               | 193 244          | 243 330          |
| Service d'entretien spécialisé            | 1 009 937        | 827 111          |
| Entretien et réparations                  | 842 352          | 922 288          |
| Promotion et communications               | 914 062          | 766 905          |
| Services professionnels et administratifs | 418 982          | 255 101          |
| Formation professionnelle                 | 50 400           | 45 728           |
| Créances (recouvrées) douteuses           | 1 604            | (5 412)          |
|                                           | <b>9 316 362</b> | <b>9 113 746</b> |

## 8 FRAIS FINANCIERS

|                                    | 2012<br>\$       | 2011<br>\$       |
|------------------------------------|------------------|------------------|
| Intérêts sur la dette              | 2 108 452        | 2 235 690        |
| (Gain) perte de change             | (13 240)         | 25 409           |
| Autres intérêts et frais bancaires | 18 430           | 5 238            |
|                                    | <b>2 113 642</b> | <b>2 266 337</b> |

## 9 DÉPÔTS À TERME

|                                         | 2012<br>\$       | 2011<br>\$       |
|-----------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>Certificats de dépôt rachetables</b> |                  |                  |
| 1,54 %, échu en février 2012            | -                | 7 985 000        |
| 1,06 %, échéant en avril 2012           | 5 285 000        | -                |
| 1,32 %, échéant en juillet 2012         | 3 150 000        | -                |
|                                         | <b>8 435 000</b> | <b>7 985 000</b> |

## 10 EMPRUNTS TEMPORAIRES

La Société est autorisée, en vertu d'un régime d'emprunts à court terme, à contracter des emprunts temporaires jusqu'à concurrence d'un montant total de 4 000 000 \$ jusqu'au 31 octobre 2013. Aux 31 mars 2011 et 2012, la Société n'avait pas d'emprunts temporaires.

Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts contractés auprès du ministre des Finances, en vertu de ce régime d'emprunts, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les respecter pour l'un ou l'autre de ces emprunts.

## 11 CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

|                                            | 2012<br>\$       | 2011<br>\$       |
|--------------------------------------------|------------------|------------------|
| Traitements et avantages sociaux           | 688 137          | 780 278          |
| Fournisseurs                               | 1 449 739        | 1 207 846        |
| Fournisseurs - immobilisations corporelles | 2 570            | 111 822          |
| Intérêts courus sur emprunts               | 925 320          | 985 873          |
| Provision pour entretien majeur            | 650 000          | -                |
|                                            | <b>3 715 766</b> | <b>3 085 819</b> |

## 12 AUTRE PASSIF

L'autre passif est constitué d'un contrat d'achat d'équipement, remboursable par versements mensuels, ne portant pas intérêt et échéant en septembre 2015.

|   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + |
| + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + |
| + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + |
| + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + |
| . | . | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + | + |

## 13 SUBVENTION REPORTÉE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

|                                                                                                                           | 2012<br>\$        | 2011<br>\$        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| La subvention reportée s'établit comme suit :                                                                             |                   |                   |
| Solde au début                                                                                                            | 12 180 867        | 11 527 383        |
| Virement de la subvention relative à l'amortissement des immobilisations corporelles et des frais de financement reportés | (2 203 008)       | (2 188 507)       |
| Virement de la subvention relative aux intérêts encourus sur les emprunts                                                 | (2 108 452)       | (2 235 690)       |
|                                                                                                                           | 7 869 407         | 7 103 186         |
| Subvention reportée relative au service de la dette                                                                       | 5 069 085         | 5 077 681         |
|                                                                                                                           | <b>12 938 492</b> | <b>12 180 867</b> |
| Ce solde se rapporte aux éléments suivants:                                                                               |                   |                   |
| Emprunts du Fonds de financement (note 14)                                                                                | (46 581 871)      | (49 481 952)      |
| Coût non amorti des immobilisations corporelles et des frais de financement reportés                                      | 60 445 683        | 62 648 692        |
|                                                                                                                           | 13 863 812        | 13 166 740        |
| Intérêts courus sur les emprunts (note 11)                                                                                | (925 320)         | (985 873)         |
|                                                                                                                           | <b>12 938 492</b> | <b>12 180 867</b> |

## 14 DETTES

|                                                                                                                                                                   | 2012<br>\$        | 2011<br>\$        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Après du Fonds de financement du gouvernement du Québec                                                                                                           |                   |                   |
| Billets à payer                                                                                                                                                   |                   |                   |
| Taux fixe de 4,379 % l'an, remboursable par versements semestriels de 1 856 554 \$ en capital et intérêts, échéant le 1 <sup>er</sup> octobre 2013 <sup>(1)</sup> | 30 987 493        | 33 268 475        |
| Taux fixe de 5,385 % l'an, remboursable par versements semestriels de 79 807 \$ en capital, échéant le 1 <sup>er</sup> octobre 2012 <sup>(1)</sup>                | 957 681           | 1 117 295         |
| Taux fixe de 4,531 % l'an, remboursable par versements semestriels de 569 173 \$ en capital et intérêts, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2016 <sup>(1)</sup>  | 14 636 697        | 15 096 182        |
|                                                                                                                                                                   | <b>46 581 871</b> | <b>49 481 952</b> |

<sup>(1)</sup> Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts contractés en vertu du régime d'emprunts instauré par la Société, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les respecter pour l'un ou l'autre de ces emprunts.

## 14 DETTES (SUITE)

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

|             | \$                |
|-------------|-------------------|
| <b>2013</b> | 3 820 181         |
| <b>2014</b> | 29 108 093        |
| <b>2015</b> | 525 589           |
| <b>2016</b> | 549 673           |
| <b>2017</b> | 12 578 335        |
|             | <b>46 581 871</b> |

## 15 APPORTS REPORTÉS

|                                                                                                                                | 2012<br>\$        | 2011<br>\$        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Gouvernement du Québec :</b>                                                                                                |                   |                   |
| Solde au début                                                                                                                 | 198 371           | 219 769           |
| Virement aux résultats d'un montant équivalent à l'amortissement des immobilisations corporelles s'y rapportant <sup>(1)</sup> | (21 398)          | (21 398)          |
|                                                                                                                                | 176 973           | 198 371           |
| <b>Ville de Québec : <sup>(2)</sup></b>                                                                                        |                   |                   |
| Solde au début                                                                                                                 | 1 833 632         | 1 914 231         |
| Virement aux résultats d'un montant équivalent à l'amortissement de la bâtisse <sup>(1)</sup>                                  | (80 599)          | (80 599)          |
|                                                                                                                                | 1 753 033         | 1 833 632         |
| <b>Gouvernement du Canada :</b>                                                                                                |                   |                   |
| Solde au début                                                                                                                 | 17 156 250        | 17 831 250        |
| Virement aux résultats d'un montant équivalent à l'amortissement de la bâtisse <sup>(1)</sup>                                  | (675 000)         | (675 000)         |
|                                                                                                                                | 16 481 250        | 17 156 250        |
|                                                                                                                                | <b>18 411 256</b> | <b>19 188 253</b> |

<sup>(1)</sup> Le virement des apports reportés de l'exercice totalise 776 997 \$ (31 mars 2011 : 776 997 \$).

<sup>(2)</sup> Représente la cession par la Ville de Québec, le 1<sup>er</sup> janvier 1994, d'une bâtisse pour une valeur symbolique de 1 \$ comptabilisée à la valeur de l'évaluation municipale à cette date.

## 16 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                                    |           |             |              |                        |           | 2012        | 2011        |
|------------------------------------|-----------|-------------|--------------|------------------------|-----------|-------------|-------------|
|                                    | Terrains  | Bâtisses    | Aménagements | Mobilier et équipement | Logiciels | Total       | Total       |
|                                    | \$        | \$          | \$           | \$                     | \$        | \$          | \$          |
| <b>Coût des immobilisations</b>    |           |             |              |                        |           |             |             |
| Solde d'ouverture                  | 5 618 150 | 117 562 795 | 1 962 958    | 3 114 403              | 595 902   | 128 854 208 | 128 253 465 |
| Acquisitions                       | -         | -           | 9 160        | 189 695                | -         | 198 855     | 600 743     |
| Dispositions                       | -         | -           | -            | -                      | -         | -           | -           |
| Solde de clôture                   | 5 618 150 | 117 562 795 | 1 972 118    | 3 304 098              | 595 902   | 129 053 063 | 128 854 208 |
| <b>Amortissement cumulé</b>        |           |             |              |                        |           |             |             |
| Solde d'ouverture                  | -         | 39 576 157  | 678 190      | 1 967 120              | 595 902   | 42 817 369  | 39 459 893  |
| Amortissement de l'exercice        | -         | 2 920 541   | 190 518      | 383 568                | -         | 3 494 627   | 3 357 476   |
| Incidence des dispositions         | -         | -           | -            | -                      | -         | -           | -           |
| Solde de clôture                   | -         | 42 496 698  | 868 708      | 2 350 688              | 595 902   | 46 311 996  | 42 817 369  |
| <b>Valeur nette comptable 2012</b> | 5 618 150 | 75 066 097  | 1 103 410    | 953 410                | -         | 82 741 067  |             |
| <b>Valeur nette comptable 2011</b> | 5 618 150 | 77 986 638  | 1 284 768    | 1 147 283              | -         |             | 86 036 839  |

Des immobilisations corporelles classées sous la rubrique « Mobilier et équipement » totalisant 16 502 \$ (31 mars 2011 : « Aménagement » et « Mobilier et équipement » totalisant 155 927 \$) n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'étaient pas opérationnelles en fin d'exercice.

La Société a signé une promesse d'achat pour acquérir la galerie marchande de Place Québec pour un montant de 4,3 M\$. Cette transaction a pour but de répondre aux besoins d'expansion du Centre des congrès de Québec en y aménageant des salles de réunion et des espaces de préfonctions. Des travaux évalués à 31,7 M\$ sont en cours et seront complétés dans l'exercice financier 2013-2014.

## 17 EXCÉDENT CUMULÉ

Le tableau suivant fournit les principaux éléments qui composent le poste « Excédent cumulé » :

|                                                        | 2012<br>\$        | 2011<br>\$        |
|--------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Excédent relatif à un terrain reçu <sup>(1)</sup>      | 1 532 250         | 1 532 250         |
| Excédent cumulé investi en immobilisations corporelles | 2 295 733         | 2 835 118         |
| Excédent cumulé réservé pour entretien majeur          | 6 250 000         | 6 200 000         |
| Excédent cumulé réservé pour développement des marchés | 300 000           | 300 000           |
| Excédent cumulé non affecté                            | 1 134 880         | 1 108 108         |
|                                                        | <b>11 512 863</b> | <b>11 975 476</b> |

Les affectations pour l'excédent cumulé investi en immobilisations corporelles, l'excédent réservé pour entretien majeur et l'excédent réservé pour développement des marchés sont approuvés annuellement par le conseil d'administration.

<sup>(1)</sup> Il représente la cession par la Ville de Québec, le 1<sup>er</sup> janvier 1994, d'un terrain pour une valeur symbolique de 1 \$ comptabilisé à la valeur de l'évaluation municipale à cette date.

## 18 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

### Régime de retraite

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le taux de cotisation de la Société pour le RREGOP a augmenté de 8,69 % à 8,94 % de la masse salariale cotisable et celui pour le RRPE de 11,54 % à 12,30 %.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 249 084 \$ (31 mars 2011: 235 811 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

### Indemnités de vacances dues aux employés

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la Société estime que les vacances accumulées sont prises dans l'exercice suivant. La provision pour indemnités de vacances dues aux employés est incluse au poste charges à payer et frais courus.

### Provision pour congés de maladie

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la Société rembourse les jours non utilisés au 31 mars de chaque année selon les normes et barèmes de rémunération. La provision pour congés de maladie est incluse au poste charges à payer et frais courus.

## 19 INFORMATIONS SUR LES RISQUES FINANCIERS

### Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison d'encaisse libellée en dollars américains. Au 31 mars 2012, l'encaisse libellée en devises américaines totalise 549 461 \$ canadien (31 mars 2011 : 524 207 \$ canadien).

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de change.

À la date de l'état de la situation financière, le taux de change pour le dollar américain est de 0,997 (31 mars 2011 : 0,972).

La Société a comptabilisé 13 240 \$ à titre de gains de change pour l'encaisse au cours de l'exercice (31 mars 2011 : 25 409 \$ à titre de pertes de change).

Une variation de 10 % du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la date de l'état de la situation financière, aurait augmenté ou diminué l'encaisse de 54 946 \$ (31 mars 2011 : 52 421 \$). Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. L'analyse comparative a été effectuée selon les mêmes hypothèses.

## 20 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 21 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société est engagée par des contrats échéant à diverses dates jusqu'au 31 mars 2016 pour des services d'entretien ménager et d'entretien spécialisé.

Les paiements minimums futurs de ces contrats s'établissent comme suit :

|      | \$               |
|------|------------------|
| 2013 | 822 146          |
| 2014 | 705 069          |
| 2015 | 156 897          |
| 2016 | 104 030          |
|      | <b>1 788 142</b> |

## 22 ÉVENTUALITÉS

La Société doit refaire le parement extérieur donnant sur les rues Saint-Joachim et Jean-Jacques Bertrand. Elle est à évaluer le type de parement qui sera privilégié. Selon le choix préconisé, les coûts pourraient varier entre 1 M\$ et 1,7 M\$. Une éventuelle entente avec une tierce partie pourrait en diminuer les coûts.

La Société doit également refaire une partie de la dalle de béton d'une salle du Centre. Des expertises sont en cours afin d'en évaluer les solutions. Une provision au montant de 650 000 \$ a été enregistrée dans les états financiers. La somme a été déduite du poste d'excédent cumulé réservé pour entretien majeur.

## 23 CHIFFRES COMPARATIFS

Les chiffres de 2011 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2012.

# ANNEXE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2012

Afin de faciliter les comparaisons avec le secteur privé, la Société a choisi de divulguer des renseignements complémentaires sur ses résultats suivant la présentation qu'elle adoptait par le passé.

|                                                                                                           | 2012<br>\$          | 2011<br>\$          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Revenus</b>                                                                                            |                     |                     |
| Location d'espaces - événements                                                                           | 2 139 810           | 2 247 020           |
| Redevances                                                                                                | 2 261 041           | 2 199 010           |
| Services auxiliaires                                                                                      | 2 150 498           | 2 060 203           |
| Revenus d'intérêts                                                                                        | 140 975             | 93 165              |
| Autres                                                                                                    | 338 242             | 293 910             |
|                                                                                                           | <b>7 030 566</b>    | <b>6 893 308</b>    |
| <b>Charges</b>                                                                                            |                     |                     |
| Frais d'événements                                                                                        | 2 067 007           | 1 920 725           |
| Frais d'opération et d'administration                                                                     | 9 316 362           | 9 113 746           |
| Taxes                                                                                                     | 4 107 875           | 3 996 226           |
| Frais financiers                                                                                          | 2 113 642           | 2 266 337           |
|                                                                                                           | <b>17 604 886</b>   | <b>17 297 034</b>   |
| <b>Déficit des revenus sur les charges avant<br/>subvention de fonctionnement et autres éléments :</b>    | <b>(10 574 320)</b> | <b>(10 403 726)</b> |
| Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec                                                    | 11 625 447          | 12 200 509          |
| <b>Excédent des revenus sur les charges avant les éléments suivants :</b>                                 | <b>1 051 127</b>    | <b>1 796 783</b>    |
| Gain sur cession d'une immobilisation corporelle                                                          | 3 000               | -                   |
| Subvention du gouvernement du Québec relative aux<br>immobilisations et aux frais de financement reportés | 2 203 008           | 2 188 507           |
| Virement des frais de financement reportés                                                                | (44 871)            | (44 871)            |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                                             | (3 494 627)         | (3 357 476)         |
| Virement des apports reportés                                                                             | 776 997             | 776 997             |
| Entretien majeur                                                                                          | (957 247)           | (339 927)           |
| <b>(Déficit)Excédent annuel</b>                                                                           | <b>(462 613)</b>    | <b>1 020 013</b>    |





# RESSOURCES FINANCIÈRES



## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société du Grand Théâtre de Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société du Grand Théâtre de Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,

MARCEL DALLAIRE

La directrice de l'administration,

NATHALIE BÉLANGER, CA

Québec, le 13 décembre 2011.



# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

## Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société du Grand Théâtre de Québec, qui comprennent le bilan au 31 août 2011 ainsi que les états des résultats, de l'évolution des soldes de Fonds et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

## Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

## Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société du Grand Théâtre de Québec au 31 août 2011, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

## Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q. chapitre v-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le Vérificateur général du Québec par intérim,

MICHEL SAMSON, CA AUDITEUR

Québec, le 13 décembre 2011.

## ÉTATS FINANCIERS

## RÉSULTATS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT  
(en milliers de dollars)



|                                                                 | 2011                    |                                       |                              |               | 2010          |
|-----------------------------------------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|------------------------------|---------------|---------------|
|                                                                 | FONDS DES<br>OPÉRATIONS | FONDS DE<br>DÉVELOPPEMENT<br>CULTUREL | FONDS DES<br>IMMOBILISATIONS | TOTAL         | TOTAL         |
| <b>PRODUITS</b>                                                 |                         |                                       |                              |               |               |
| Subventions du gouvernement du Québec (note 3)                  | 3 087                   | –                                     | 2 233                        | 5 320         | 5 157         |
| Billetterie                                                     | 1 677                   | –                                     | –                            | 1 677         | 1 544         |
| Services scéniques                                              | 1 190                   | –                                     | –                            | 1 190         | 926           |
| Location de salles                                              | 979                     | –                                     | –                            | 979           | 834           |
| Présentation de spectacles (note 4)                             | 755                     | 2                                     | –                            | 757           | 1 331         |
| Stationnements                                                  | 153                     | –                                     | –                            | 153           | 137           |
| Services à la clientèle                                         | 106                     | –                                     | –                            | 106           | 81            |
| Commandite                                                      | 67                      | –                                     | –                            | 67            | 10            |
| Intérêts                                                        | 30                      | –                                     | –                            | 30            | 16            |
| Autres                                                          | 32                      | –                                     | –                            | 32            | 35            |
|                                                                 | <b>8 076</b>            | <b>2</b>                              | <b>2 233</b>                 | <b>10 311</b> | <b>10 071</b> |
| <b>CHARGES</b>                                                  |                         |                                       |                              |               |               |
| Salaires et avantages sociaux                                   | 3 843                   | 18                                    | –                            | 3 861         | 3 545         |
| Frais généraux – bâtisse                                        | 1 807                   | –                                     | –                            | 1 807         | 1 679         |
| Frais artistiques                                               | 461                     | 177                                   | –                            | 638           | 876           |
| Frais financiers (note 5)                                       | 11                      | –                                     | 540                          | 551           | 549           |
| Entretien et réparations de la bâtisse                          | 450                     | –                                     | 62                           | 512           | 471           |
| Frais de vente de la billetterie                                | 538                     | –                                     | –                            | 538           | 416           |
| Publicité                                                       | 259                     | 28                                    | –                            | 287           | 307           |
| Gardiennage                                                     | 287                     | –                                     | –                            | 287           | 272           |
| Achats, entretien et réparations d'équipements                  | 150                     | –                                     | 17                           | 167           | 163           |
| Honoraires professionnels                                       | 25                      | –                                     | 82                           | 107           | 103           |
| Transport et communications                                     | 88                      | –                                     | –                            | 88            | 85            |
| Fournitures                                                     | 81                      | –                                     | –                            | 81            | 76            |
| Location d'équipements                                          | 23                      | –                                     | –                            | 23            | 21            |
| Amortissement des immobilisations corporelles                   | –                       | –                                     | 1 626                        | 1 626         | 1 353         |
|                                                                 | <b>8 023</b>            | <b>223</b>                            | <b>2 327</b>                 | <b>10 573</b> | <b>9 916</b>  |
| <b>EXCÉDENT (INSUFFISANCE)<br/>DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b> | <b>53</b>               | <b>(221)</b>                          | <b>(94)</b>                  | <b>(262)</b>  | <b>155</b>    |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT (en milliers de dollars)

|                                                      | 2011                    |                                       |                              |              | 2010         |
|------------------------------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|------------------------------|--------------|--------------|
|                                                      | FONDS DES<br>OPÉRATIONS | FONDS DE<br>DÉVELOPPEMENT<br>CULTUREL | FONDS DES<br>IMMOBILISATIONS | TOTAL        | TOTAL        |
| <b>SOLDE DE FONDS AU DÉBUT</b>                       | <b>405</b>              | <b>559</b>                            | <b>4 687</b>                 | <b>5 651</b> | <b>5 496</b> |
| Virement interfonds                                  | (220)                   | 110                                   | 110                          | –            | –            |
|                                                      | 185                     | 669                                   | 4 797                        | 5 651        | 5 496        |
| Excédent (insuffisance) des produits sur les charges | 53                      | (221)                                 | (94)                         | (262)        | 155          |
| <b>SOLDE DE FONDS À LA FIN</b>                       | <b>238</b>              | <b>448</b>                            | <b>4 703</b>                 | <b>5 389</b> | <b>5 651</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTATS FINANCIERS

**BILAN**

AU 31 AOÛT

(en milliers de dollars)



|                                                                    | <b>2011</b>             |                                       |                              |               | 2010          |
|--------------------------------------------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|------------------------------|---------------|---------------|
|                                                                    | FONDS DES<br>OPÉRATIONS | FONDS DE<br>DÉVELOPPEMENT<br>CULTUREL | FONDS DES<br>IMMOBILISATIONS | TOTAL         | TOTAL         |
| <b>ACTIF</b>                                                       |                         |                                       |                              |               |               |
| <b>À COURT TERME</b>                                               |                         |                                       |                              |               |               |
| Encaisse                                                           | 479                     | –                                     | 232                          | 711           | 22            |
| Dépôt à terme (note 6)                                             | 1 100                   | –                                     | –                            | 1 100         | 1 600         |
| Créances                                                           | 470                     | –                                     | 11                           | 481           | 658           |
| Créances interfonds, sans intérêt<br>ni modalités d'encaissement   | –                       | 448                                   | –                            |               |               |
| Subventions à recevoir du gouvernement<br>du Québec (note 7)       | –                       | –                                     | 1 684                        | 1 684         | 2 818         |
| Fournitures                                                        | 74                      | –                                     | –                            | 74            | 82            |
| Frais payés d'avance                                               | 494                     | –                                     | –                            | 494           | 508           |
|                                                                    | <b>2 617</b>            | <b>448</b>                            | <b>1 927</b>                 | <b>4 544</b>  | <b>5 688</b>  |
| Frais reportés                                                     | –                       | –                                     | 48                           | 48            | 56            |
| Subventions à recevoir du gouvernement<br>du Québec (note 7)       | –                       | –                                     | 17 188                       | 17 188        | 15 801        |
| Immobilisations corporelles (note 8)                               | –                       | –                                     | 28 697                       | 28 697        | 28 430        |
|                                                                    | <b>2 617</b>            | <b>448</b>                            | <b>47 860</b>                | <b>50 477</b> | <b>49 975</b> |
| <b>PASSIF</b>                                                      |                         |                                       |                              |               |               |
| <b>À COURT TERME</b>                                               |                         |                                       |                              |               |               |
| Chèques en circulation nets de l'encaisse                          | –                       | –                                     | –                            | –             | 107           |
| Emprunts bancaires (note 9)                                        | –                       | –                                     | 9 032                        | 9 032         | 3 962         |
| Dépôts – vente de billets                                          | 1 128                   | –                                     | –                            | 1 128         | 1 131         |
| Charges à payer et frais courus                                    | 803                     | –                                     | 287                          | 1 090         | 3 839         |
| Créances interfonds, sans intérêt ni modalités<br>de remboursement | 448                     | –                                     | –                            |               |               |
| Intérêts courus                                                    | –                       | –                                     | 134                          | 134           | 210           |
| Versements sur la dette à long terme (note 11)                     | –                       | –                                     | 1 444                        | 1 444         | 2 501         |
|                                                                    | <b>2 379</b>            | <b>–</b>                              | <b>10 897</b>                | <b>12 828</b> | <b>11 750</b> |
| Subventions reportées du gouvernement<br>du Québec (note 10)       | –                       | –                                     | 24 106                       | 24 106        | 23 855        |
| Dette à long terme (note 11)                                       | –                       | –                                     | 8 154                        | 8 154         | 8 719         |
|                                                                    | <b>2 379</b>            | <b>–</b>                              | <b>43 157</b>                | <b>45 088</b> | <b>44 324</b> |
| <b>SOLDE DE FONDS (note 12)</b>                                    | 238                     | 448                                   | 4 703                        | 5 389         | 5 651         |
|                                                                    | <b>2 617</b>            | <b>448</b>                            | <b>47 860</b>                | <b>50 477</b> | <b>49 975</b> |

Obligations contractuelles (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

SUZANNE GAGNÉ

ALAIN LEMAY

## ÉTATS FINANCIERS

## FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT  
(en milliers de dollars)



|                                                                      | 2011                    |                                       |                              |              | 2010           |
|----------------------------------------------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|------------------------------|--------------|----------------|
|                                                                      | FONDS DES<br>OPÉRATIONS | FONDS DE<br>DÉVELOPPEMENT<br>CULTUREL | FONDS DES<br>IMMOBILISATIONS | TOTAL        | TOTAL          |
| <b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>                                      |                         |                                       |                              |              |                |
| Excédent (insuffisance) des produits<br>sur les charges              | 53                      | (221)                                 | (94)                         | (262)        | 155            |
| Amortissement des subventions reportées<br>du gouvernement du Québec | –                       | –                                     | (1 706)                      | (1 706)      | (1 394)        |
| Amortissement des immobilisations corporelles                        | –                       | –                                     | 1 626                        | 1 626        | 1 353          |
| Amortissement des frais reportés                                     | –                       | –                                     | 13                           | 13           | 14             |
| Variation des postes à court terme (note 14)                         | 348                     | –                                     | 84                           | 432          | (1 675)        |
|                                                                      | <b>401</b>              | <b>(221)</b>                          | <b>(77)</b>                  | <b>103</b>   | <b>(1 547)</b> |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                      |                         |                                       |                              |              |                |
| Emprunts bancaires                                                   | –                       | –                                     | 5 070                        | 5 070        | 2 267          |
| Subventions reportées encaissées                                     | –                       | –                                     | 1 627                        | 1 627        | 1 627          |
| Augmentation de la dette à long terme                                | –                       | –                                     | 1 099                        | 1 099        | 1 014          |
| Remboursement de la dette à long terme                               | –                       | –                                     | (2 721)                      | (2 721)      | (1 624)        |
|                                                                      | <b>–</b>                | <b>–</b>                              | <b>5 075</b>                 | <b>5 075</b> | <b>3 284</b>   |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                    |                         |                                       |                              |              |                |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles                           | –                       | –                                     | (4 882)                      | (4 882)      | (3 354)        |
| <b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET<br/>ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>   |                         |                                       |                              |              |                |
| TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS<br>DE TRÉSORERIE AU DÉBUT                  | 1 515                   | –                                     | –                            | 1 515        | 3 132          |
| VIREMENT INTERFONDS                                                  | (105)                   | 221                                   | (116)                        | –            | –              |
| TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS<br>DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 14)        | <b>1 811</b>            | <b>–</b>                              | <b>–</b>                     | <b>1 811</b> | <b>1 515</b>   |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTATS FINANCIERS

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2011

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



## 1 CONSTITUTION ET FONCTIONS

La Société du Grand Théâtre de Québec (la Société), personne morale au sens du Code civil, instituée en vertu de la *Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec* (L.R.Q., chapitre S-14.01), a pour objet d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer le Grand Théâtre de Québec ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'art de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

En vertu de l'article 32 de sa loi constitutive, la Société finance ses activités par les sommes qu'elle reçoit et les crédits accordés annuellement à cette fin par le Parlement. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts du Québec* et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

## 2 MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les charges à payer et les frais courus. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**Comptabilité par fonds**

Le Fonds des opérations présente les opérations courantes de la Société.

Le Fonds de développement culturel a pour but de soutenir les projets et les activités qui contribuent à alimenter la vie culturelle d'activités artistiques diversifiées, à sensibiliser et à développer de nouveaux publics ainsi qu'à favoriser l'accès de la population aux créations d'artistes d'ici et d'ailleurs. Il est constitué, à l'exception des intérêts qu'il produit, de virements du Fonds des opérations, de dons, de commandites ou de toutes autres contributions extérieures. À cela s'ajoute le produit de la vente de billets associée à la présentation des productions issues de ce Fonds.

Le Fonds des immobilisations présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations, à l'exception de celles de nature courante. La partie du solde du fonds non investie en immobilisations est réservée à l'acquisition d'immobilisations, au maintien de ces immobilisations et au paiement des frais afférents. De plus, la Société ne peut, sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement, acquérir, aliéner, hypothéquer ou louer un immeuble.

## ÉTATS FINANCIERS

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2011

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

**Constatation des produits**

## Subventions

Les subventions affectées sont reportées et constatées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. À cet effet, les subventions à recevoir relatives aux immobilisations et à leur maintien sont inscrites dans l'exercice au cours duquel la Société réalise les travaux ou a obtenu le financement donnant droit à ces subventions. Les subventions non affectées sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

## Autres produits

Les produits provenant de la prestation de services et des ventes sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- La livraison a eu lieu et les services ont été rendus;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

**Fournitures**

Les fournitures sont comptabilisées au moindre du coût ou de la valeur marchande.

**Frais reportés**

Les frais d'émission de la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de la dette à laquelle ils se rapportent selon la méthode de l'amortissement linéaire.

**Immobilisations corporelles**

Le terrain et la bâtisse, acquis du gouvernement du Québec pour une valeur symbolique, sont comptabilisés selon l'évaluation municipale à la date d'acquisition. Les autres acquisitions sont comptabilisées au coût. Le coût comprend le matériel, la main-d'œuvre directe, les honoraires professionnels et les autres frais directs. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

|                                             |        |
|---------------------------------------------|--------|
| Bâtisse                                     | 40 ans |
| Ajouts et réparations majeures à la bâtisse | 15 ans |
| Équipement technique de scène               | 10 ans |
| Ameublement et équipement de bureau         | 5 ans  |
| Équipement informatique                     | 3 ans  |

La Société examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée.



## ÉTATS FINANCIERS

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2011

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie l'encaisse et des placements temporaires, très liquides, facilement convertibles en un montant connu d'espèces dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

**Régime de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée au régime interentreprises à prestations déterminées gouvernemental puisque que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

## 3 SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

|                                                                           | 2011                    |                                       |                              |              | 2010         |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|------------------------------|--------------|--------------|
|                                                                           | FONDS DES<br>OPÉRATIONS | FONDS DE<br>DÉVELOPPEMENT<br>CULTUREL | FONDS DES<br>IMMOBILISATIONS | TOTAL        | TOTAL        |
| Frais de fonctionnement*                                                  | 3 087                   | –                                     | –                            | 3 087        | 3 228        |
| Frais financiers                                                          | –                       | –                                     | 527                          | 527          | 535          |
| Amortissement des subventions<br>reportées du gouvernement<br>du Québec** | –                       | –                                     | 1 706                        | 1 706        | 1 394        |
|                                                                           | <b>3 087</b>            | <b>–</b>                              | <b>2 233</b>                 | <b>5 320</b> | <b>5 157</b> |

\* La subvention du Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine tient compte de l'obligation de la Société de loger gratuitement le Conservatoire de musique de Québec, selon les conditions rattachées au transfert de propriété du terrain et de la bâtisse. La valeur comptable de cette obligation s'élève à 909 499 \$ (2010: 829 820 \$) et se compose de la part attribuable au Conservatoire de musique de Québec pour les frais de fonctionnement, les taxes foncières et l'amortissement.

\*\* En plus d'inclure une somme pour l'amortissement des immobilisations corporelles, ce montant inclut une somme ayant servi à financer des charges de nature courante relatives au maintien des immobilisations. Le total se répartit comme suit :

|                             | 2011         | 2010         |
|-----------------------------|--------------|--------------|
| Immobilisations corporelles | 1 614        | 1 346        |
| Frais reportés              | 13           | 14           |
| Entretien et réparations    | 62           | 22           |
| Services scéniques          | 17           | 12           |
|                             | <b>1 706</b> | <b>1 394</b> |

## 4 PRÉSENTATION DE SPECTACLES

La Société effectue avec certains fournisseurs des échanges de biens et de services. Ces opérations non monétaires sont inscrites aux résultats de la Société à la juste valeur des biens et services échangés, augmentant ainsi les produits relatifs à la production de spectacles et les charges de publicité du Fonds des opérations pour un montant de 34 100 \$ (2010: 34 691 \$) et de 2 200 \$ (2010: 3 325 \$) pour le Fonds de développement culturel.

## ÉTATS FINANCIERS

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2011

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



## 5 FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers de 551 311 \$ (2010: 548 507 \$) comprennent des intérêts sur la dette à long terme de 433 285 \$ (2010: 525 034 \$) et sur l'emprunt bancaire de 107 084 \$ (2010: 23 473 \$).

## 6 DÉPÔTS À TERME

Le dépôt à terme porte intérêts à un taux de 1,41 % (2010: variation entre 0,65 et 1,25%).

## 7 SUBVENTIONS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions à recevoir du gouvernement du Québec présentées à court terme correspondent aux intérêts courus sur la dette à long terme, aux intérêts payés et non remboursés sur les emprunts bancaires et aux remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice.

Quant à celles présentées à long terme, elles représentent le total des engagements du gouvernement du Québec relatifs aux immobilisations et à leur maintien, diminué des remboursements de capital sur la dette à long terme à faire au cours du prochain exercice. Ces subventions sont encaissables en fonction des versements sur la dette à long terme y afférant.

## 8 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                                             | 2011                     |                      |               | 2010                     |                      |               |
|---------------------------------------------|--------------------------|----------------------|---------------|--------------------------|----------------------|---------------|
|                                             | COÛT OU VALEUR ATTRIBUÉE | AMORTISSEMENT CUMULÉ | NET           | COÛT OU VALEUR ATTRIBUÉE | AMORTISSEMENT CUMULÉ | NET           |
| Terrain                                     | 4 622                    | –                    | 4 622         | 4 622                    | –                    | 4 622         |
| Bâtisse                                     | 23 901                   | 12 697               | 11 204        | 23 901                   | 12 100               | 11 801        |
| Ajouts et réparations majeures à la bâtisse | 17 038                   | 5 645                | 11 393        | 15 682                   | 4 908                | 10 774        |
| Équipement technique de scène               | 7 094                    | 5 697                | 1 397         | 6 567                    | 5 463                | 1 104         |
| Ameublement et équipement de bureau         | 467                      | 427                  | 40            | 467                      | 399                  | 68            |
| Équipement informatique                     | 299                      | 258                  | 41            | 289                      | 228                  | 61            |
|                                             | <b>53 421</b>            | <b>24 724</b>        | <b>28 697</b> | <b>51 528</b>            | <b>23 098</b>        | <b>28 430</b> |

Au cours de l'exercice, la Société a procédé aux acquisitions suivantes:

|                                             | 2011             | 2010             |
|---------------------------------------------|------------------|------------------|
| Ajouts et réparations majeures à la bâtisse | 1 355 078        | 5 234 498        |
| Équipement technique de scène               | 526 970          | 26 803           |
| Ameublement et équipement de bureau         | –                | 514              |
| Équipement informatique                     | 10 501           | 42 079           |
|                                             | <b>1 892 549</b> | <b>5 303 894</b> |

Au cours des exercices 2011 et 2010, la Société n'a fait aucune disposition.

## ÉTATS FINANCIERS

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2011

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



Des immobilisations corporelles classées sous les rubriques Ajouts et réparations majeures à la bâtisse et Équipements technique de scène représentant respectivement 167 000 \$ (2010: 4 410 000 \$) et 127 000 \$ (2010: aucun) n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'étaient pas opérationnelles en fin d'exercice.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles comprennent un montant de 281 716 \$ (2010: 3 272 010 \$) qui est inclus dans les charges à payer et frais courus au 31 août 2011.

## 9 EMPRUNTS BANCAIRES

**Fonds des opérations**

La Société détient, auprès d'une institution financière, une marge de crédit pour son fonctionnement renouvelable annuellement au 30 novembre. Les sommes empruntées sont autorisées par le gouvernement du Québec jusqu'à concurrence de 800 000 \$ et portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 août 2011 et 2010, cette marge de crédit n'était pas utilisée par la Société.

**Fonds des immobilisations**

Le gouvernement du Québec a autorisé par décret et ce jusqu'au 30 novembre 2011, la Société à contracter des emprunts bancaires relatifs au maintien des immobilisations pour un montant maximum de 15 623 571 \$ (2010: 12 732 174 \$).

|                                                                                                                                                     | 2011         | 2010         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 6 300 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel et au taux des billets grille. | 6 247        | 2 716        |
| Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 478 600 \$ portant intérêt au taux préférentiel et au taux des billets grille. | 1 003        | 657          |
| Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 790 300 \$ portant intérêt au taux préférentiel et au taux des billets grille.   | 550          | 467          |
| Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 899 300 \$ portant intérêt au taux préférentiel et au taux des billets grille. | 1 090        | 122          |
| Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel.                               | 62           | –            |
| Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 993 600 \$ portant intérêt au taux préférentiel.                               | 80           | –            |
|                                                                                                                                                     | <b>9 032</b> | <b>3 962</b> |

Au 31 août 2011, le taux préférentiel est de 3 % (2010: 2,75 %) et celui des billets grille 1,495 % (2010: 1,201 %).

## 10 SUBVENTIONS REPORTÉES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

**Fonds des immobilisations**

Au cours de l'exercice 2010-2011, des subventions pour un montant de 1 956 820 \$ (2010: 5 327 307 \$) ont été octroyées pour la réalisation de travaux d'immobilisation et de maintien des actifs et ont été comptabilisées en subventions reportées.

## ÉTATS FINANCIERS

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2011

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



## 11 DETTE À LONG TERME

Emprunts auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec.

|                                                                                                                                                                                                 | 2011         | 2010          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|---------------|
| Taux fixe de 4,207 %, remboursable par versements annuels en capital de 206 700 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2012 et par un versement de 2 067 002 \$ le 1 <sup>er</sup> octobre 2013    | 2 480        | 2 687         |
| Taux fixe de 4,90 %, remboursable par versements annuels en capital de 110 726 \$ jusqu'au 16 juillet 2020                                                                                      | 997          | 1 107         |
| Taux fixe de 2,579 %, remboursable par versements annuels en capital de 219 832 \$ jusqu'au 15 juillet 2015.                                                                                    | 879          | –             |
| Taux fixe de 4,622 %, remboursable par versements annuels en capital de 174 933 \$ jusqu'au 31 mars 2016                                                                                        | 875          | 1 050         |
| Taux fixe de 4,087 %, remboursable par versements annuels en capital de 101 360 \$ jusqu'au 3 décembre 2018                                                                                     | 811          | 913           |
| Taux fixe de 2,726 %, remboursable par versements annuels en capital de 82 039 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2012 et par un versement de 492 235 \$ le 1 <sup>er</sup> octobre 2013       | 656          | 738           |
| Taux fixe de 2,726 %, remboursable par versements annuels en capital de 81 185 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2012 et par un versement de 487 112 \$ le 1 <sup>er</sup> octobre 2013       | 649          | 731           |
| Taux fixe de 5,343 %, remboursable par versements annuels en capital de 211 837 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2013                                                                        | 636          | 847           |
| Taux fixe de 4,207 %, remboursable par versements annuels en capital de 84 553 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2012 et par un versement de 422 763 \$ le 1 <sup>er</sup> octobre 2013       | 592          | 676           |
| Taux fixe de 4,207 %, remboursable par versements annuels en capital de 84 492 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2012 et par un versement de 422 465 \$ le 1 <sup>er</sup> octobre 2013       | 591          | 676           |
| Taux fixe de 4,692 %, remboursable par versements annuels en capital de 86 324 \$ jusqu'au 31 mars 2016                                                                                         | 432          | 518           |
| Taux fixe de 6,0364 %, remboursable par versements annuels en capital de 182 369 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> décembre 2009 et par un versement de 1 276 580 \$ le 1 <sup>er</sup> décembre 2010 | –            | 1 277         |
|                                                                                                                                                                                                 | <b>9 598</b> | <b>11 220</b> |
| Versement à court terme sur la dette à long terme                                                                                                                                               | 1 444        | 2 501         |
|                                                                                                                                                                                                 | <b>8 154</b> | <b>8 719</b>  |

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

|                   |       |
|-------------------|-------|
| 2012              | 1 444 |
| 2013              | 1 444 |
| 2014              | 4 797 |
| 2015              | 693   |
| 2016              | 473   |
| 2017 et suivantes | 747   |

## 12 SOLDE DE FONDS

Le solde de fonds inclut un montant de 4 622 000 \$ correspondant à l'apport du gouvernement du Québec lors de l'acquisition du terrain par la Société. Cette somme équivaut à l'évaluation municipale lors du transfert.

## ÉTATS FINANCIERS

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2011

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



## 13 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société est liée par des obligations contractuelles principalement pour l'entretien ménager et la sécurité. Les paiements minimums exigibles pour les prochaines années s'établissent comme suit:

|      |            |
|------|------------|
| 2012 | 568        |
| 2013 | 70         |
| 2014 | 70         |
| 2015 | 12         |
| 2016 | 10         |
|      | <b>730</b> |

## 14 FLUX DE TRÉSORERIE

## Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés dans le bilan :

|                                           | 2011         | 2010         |
|-------------------------------------------|--------------|--------------|
| Encaisse                                  | 711          | 22           |
| Dépôts à terme                            | 1 100        | 1 600        |
| Chèques en circulation nets de l'encaisse | –            | (107)        |
|                                           | <b>1 811</b> | <b>1 515</b> |

## Variation des postes à court terme

|                                                    | 2011                    |                              |            | 2010           |
|----------------------------------------------------|-------------------------|------------------------------|------------|----------------|
|                                                    | FONDS DES<br>OPÉRATIONS | FONDS DES<br>IMMOBILISATIONS | TOTAL      | TOTAL          |
| Créances                                           | (9)                     | 186                          | 177        | (173)          |
| Subventions à recevoir                             | 90                      | (14)                         | 76         | (12)           |
| Fournitures                                        | 8                       | –                            | 8          | 1              |
| Frais payés d'avance                               | 5                       | 9                            | 14         | (24)           |
| Frais reportés                                     | –                       | (5)                          | (5)        | (7)            |
| Dépôts-vente de billets                            | (3)                     | –                            | (3)        | (676)          |
| Charges à payer et frais courus                    | 257                     | (16)                         | 241        | (354)          |
| Intérêts courus                                    | –                       | (76)                         | (76)       | (21)           |
| Subventions reportées du<br>gouvernement du Québec | –                       | –                            | –          | (409)          |
|                                                    | <b>348</b>              | <b>84</b>                    | <b>432</b> | <b>(1 675)</b> |

## Frais financiers

Les intérêts versés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 603 566 \$ (2010: 555 490 \$).

## ÉTATS FINANCIERS

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2011

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)



## 15 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

**Régime de retraite**

La Société cotise aux trois régimes de retraite auxquels participent certains membres de son personnel. Deux de ces régimes soit le Régime de retraite simplifié des employés du Grand Théâtre de Québec et le Régime complémentaire de retraite de l'Alliance Internationale des Employés de scènes et des projectionnistes des États-Unis et du Canada, local 523 sont à cotisations déterminées et donnent droit à des prestations de retraite, de cessation de service et de décès, alors que l'autre est un régime interentreprises à prestations déterminées soit le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) du gouvernement du Québec. Ce régime comporte des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, le taux de cotisation de la Société pour le RRPE est de 11,54% (2010: 10,54%) de la masse salariale cotisable.

Les cotisations de la Société, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 190 745 \$ (2010: 186 575 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**Provision pour les congés de maladie et les vacances**

|                                            | 2011              |            |            | 2010       |
|--------------------------------------------|-------------------|------------|------------|------------|
|                                            | CONGÉS DE MALADIE | VACANCES   | TOTAL      | TOTAL      |
| Solde au début                             | 35                | 161        | 196        | 193        |
| Charge de l'exercice                       | 54                | 351        | 405        | 406        |
| Prestations versées au cours de l'exercice | (58)              | (323)      | (381)      | (403)      |
| Solde à la fin                             | <b>31</b>         | <b>189</b> | <b>220</b> | <b>196</b> |

Cette provision est incluse au poste «Charges à payer et frais courus».

## 16 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 17 CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2010 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2011.



## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société du Palais des congrès de Montréal ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.



Marc Tremblay  
Président-directeur général

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



André Saucier, CPA, CGA  
Directeur exécutif des opérations et des finances

Montréal, le 7 juin 2012



# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

## RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société du Palais des congrès de Montréal, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ses états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant

sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

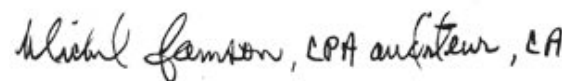
## OPINION

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société du Palais des congrès de Montréal au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

## RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA Auditeur, CA

Montréal, le 7 juin 2012

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE  
CLOS LE 31 MARS 2012

|                                                                                             | 2012          | 2011          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>REVENUS</b>                                                                              |               |               |
| Subventions du gouvernement du Québec                                                       |               |               |
| De fonctionnement (note 3)                                                                  | 31 429 332 \$ | 33 427 453 \$ |
| Relative aux immobilisations et aux frais d'émission<br>et de gestion financés à long terme | 9 797 604     | 9 859 126     |
| Virement des contributions reportées (note 4)                                               | 658 853       | 658 852       |
| Location d'espaces                                                                          | 8 068 537     | 7 018 093     |
| Redevances (note 5)                                                                         | 4 894 235     | 4 433 148     |
| Services auxiliaires (note 6)                                                               | 6 668 571     | 6 630 231     |
| Location à titre gratuit (note 7)                                                           | 785 843       | 770 072       |
| Location de locaux                                                                          | 994 794       | 981 165       |
| Intérêts                                                                                    | 309 456       | 138 735       |
|                                                                                             | 63 607 225    | 63 916 875    |
| <b>CHARGES</b>                                                                              |               |               |
| Frais d'événements (note 8)                                                                 | 5 656 557     | 5 317 755     |
| Frais d'exploitation et d'administration (note 9)                                           | 18 255 058    | 18 122 401    |
| Taxes municipales et scolaires (note 10)                                                    | 13 955 322    | 13 662 467    |
| Perte sur location à titre gratuit (note 7)                                                 | 785 843       | 770 072       |
| Frais financiers (note 11)                                                                  | 12 657 975    | 13 596 210    |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                               | 11 213 573    | 11 214 973    |
| Amortissement des frais d'émission et de<br>gestion de la dette à long terme reportés       | 238 115       | 232 251       |
| Perte (gain) sur cession d'immobilisations corporelles                                      | 398           | (13 704)      |
|                                                                                             | 62 762 841    | 62 902 425    |
| <b>EXCÉDENT ANNUEL</b>                                                                      | 844 384       | 1 014 450     |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>                                                             | 31 208 816    | 30 194 366    |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>                                                             | 32 053 200 \$ | 31 208 816 \$ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

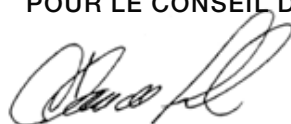
# ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2012

|                                                                         | 2012          | 2011          |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                                |               |               |
| Encaisse                                                                | 23 334 911 \$ | 667 306 \$    |
| Placements temporaires (note 12)                                        | 899 928       | 18 871 057    |
| Placements (note 13)                                                    | 2 325 515     | 2 325 515     |
| Débiteurs                                                               | 910 380       | 1 268 772     |
| Loyers à recevoir                                                       | 257 064       | 296 192       |
| Subvention recouvrable<br>du gouvernement du Québec (note 14)           | 41 924 027    | 42 534 601    |
| Contribution spéciale à recevoir<br>du gouvernement du Québec (note 15) | 2 400 000     | -             |
| Frais reportés liés à la dette                                          | 989 702       | 455 263       |
|                                                                         | 73 041 527    | 66 418 706    |
| <b>PASSIFS</b>                                                          |               |               |
| Charges à payer et frais courus                                         | 4 320 120     | 5 145 569     |
| Intérêts courus à payer                                                 | 4 665 543     | 4 158 984     |
| Dépôts des clients                                                      | 2 518 106     | 2 890 896     |
| Dettes (note 16)                                                        | 266 888 118   | 272 030 302   |
| Contributions reportées (note 4)                                        | 7 234 521     | 7 893 374     |
| Contribution spéciale<br>du gouvernement du Québec reportée (note 15)   | 2 400 000     | -             |
|                                                                         | 288 026 408   | 292 119 125   |
| <b>DETTE NETTE</b>                                                      | (214 984 881) | (225 700 419) |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                                            |               |               |
| Frais payés d'avance                                                    | 3 804 333     | 3 766 753     |
| Frais reportés, au coût amorti                                          | 306 736       | 376 511       |
| Immobilisations corporelles (note 17)                                   | 242 927 012   | 252 765 971   |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ (note 18)</b>                                        | 32 053 200 \$ | 31 208 816 \$ |

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 19)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Claude Liboiron  
Président du conseil d'administration



Suzanne Landry  
Présidente du comité d'audit

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE DE L'EXERCICE  
CLOS LE 31 MARS 2012

|                                                            | 2012             | 2011             |
|------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>EXCÉDENT ANNUEL</b>                                     | 844 384 \$       | 1 014 450 \$     |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                  | (1 375 012)      | (948 306)        |
| Amortissement des immobilisations corporelles              | 11 213 573       | 11 214 973       |
| Perte (gain) sur disposition d'immobilisations corporelles | 398              | (13 704)         |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles       | -                | 14 365           |
|                                                            | 9 838 959        | 10 267 328       |
| Acquisition de frais payés d'avance                        | (15 271 866)     | (14 945 794)     |
| Utilisation des frais payés d'avance                       | 15 234 286       | 14 846 369       |
| Utilisation des frais reportés                             | 69 775           | 74 776           |
|                                                            | 32 195           | (24 649)         |
| <b>DIMINUTION DE LA DETTE NETTE</b>                        | 10 715 538       | 11 257 129       |
| <b>DETTE NETTE AU DÉBUT</b>                                | (225 700 419)    | (236 957 548)    |
| <b>DETTE NETTE À LA FIN</b>                                | (214 984 881) \$ | (225 700 419) \$ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX  
DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE  
CLOS LE 31 MARS 2012

|                                                                                           | 2012          | 2011          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                                        |               |               |
| Rentrée de fonds – clients                                                                | 20 637 854 \$ | 18 794 397 \$ |
| Sortie de fonds – fournisseurs et membres du personnel                                    | (38 419 610)  | (36 391 074)  |
| Intérêts reçus                                                                            | 300 984       | 126 359       |
| Intérêts versés                                                                           | (12 151 416)  | (13 742 892)  |
| Flux de trésorerie utilisés pour les activités de fonctionnement                          | (29 632 188)  | (31 213 210)  |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>                                      |               |               |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles                                                | (1 594 109)   | (864 205)     |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles                                      | -             | 14 365        |
| <b>Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations</b> | (1 594 109)   | (849 840)     |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                                           |               |               |
| Dettes contractées                                                                        | 5 000 000     | -             |
| Dettes remboursées                                                                        | (10 914 737)  | (9 523 464)   |
| Encaissement de subventions                                                               | 41 837 510    | 43 097 600    |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>                          | 35 922 773    | 33 574 136    |
| <b>Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>                     | 4 696 476     | 1 511 086     |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>                                   | 19 538 363    | 18 027 277    |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN</b>                                   | 24 234 839    | 19 538 363    |
| <b>LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN COMPRENNENT :</b>              |               |               |
| Encaisse                                                                                  | 23 334 911    | 667 306       |
| Placements temporaires                                                                    | 899 928       | 18 871 057    |
|                                                                                           | 24 234 839 \$ | 19 538 363 \$ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

En date du 31 mars 2012, le poste Charges à payer et frais courus inclut des soldes à payer relatifs à des acquisitions d'immobilisations corporelles totalisant 554 933 \$ (au 31 mars 2011 : 774 030 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 MARS 2012**1. CONSTITUTION ET OBJETS**

La Société du Palais des congrès de Montréal, personne morale au sens du Code civil, a été constituée sans capital-actions par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre S-14.1). Elle a pour mission :

- d'administrer et d'exploiter le Palais des congrès de Montréal ;
- d'élaborer des projets de développement ou d'exploitation du Palais des congrès ;
- d'exercer des activités commerciales ou autres de nature à contribuer au développement du Palais des congrès et d'en assurer l'exploitation, la promotion et l'administration.

En vertu de l'article 985 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. 1-3), de l'article 149 (1) d) de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.Q. 1985, 5<sup>e</sup> suppl.) et de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés pour le secteur public* et, pour la première année, la Société applique le nouveau modèle de présentation recommandé par le chapitre SP-1200. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables est permise lorsqu'elle est cohérente avec les principes comptables généralement reconnus et l'application des fondements conceptuels des états financiers pour le secteur public.

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige le recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers.

Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tels que la durée de vie des immobilisations et l'évaluation de la provision pour moins-value du placement à long terme. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

**REVENUS**

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus, y compris les gains, sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Les revenus provenant de la location d'espaces et de la prestation de services auxiliaires sont constatés au fur et à mesure que les services sont rendus. Toute différence entre le montant perçu et le montant constaté à titre de revenus est inscrite à l'état de la situation financière à titre de dépôts des clients ou de débiteurs. Les redevances sont constatées à mesure que celles-ci deviennent gagnées en vertu des conditions contractuelles.

Les subventions affectées sont constatées à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les subventions de fonctionnement sont constatées à titre de revenu de l'exercice pour lequel elles ont été octroyées. La subvention relative aux immobilisations et aux frais d'émission et de gestion financés représente la contribution du gouvernement pour le remboursement de la dette à long terme relative au financement d'immobilisations amortissables et des frais d'émission afférents. Ainsi, elle est constatée aux résultats au même rythme que l'amortissement de ces immobilisations et frais d'émission et de gestion de la dette à long terme.

**CHARGES**

Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachés à ces activités.

**ACTIFS FINANCIERS****PLACEMENTS TEMPORAIRES**

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre de la valeur comptable et de la valeur du marché.

**PLACEMENTS**

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

**PROVISIONS POUR MOINS-VALUE**

Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, la valeur comptable doit être réduite pour tenir compte de cette moins-value. La variation annuelle de cette provision pour moins-value doit être prise en compte dans l'état des résultats.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de la préparation des états financiers. Les facteurs suivants sont pris en compte lors de l'établissement de la provision pour moins-value : la qualité des actifs sous-jacents, de la séquence de subordination imbriquée dans les billets et de certaines hypothèses et probabilités.

**SUBVENTION RECOUVRABLE  
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

Le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à la Société les sommes nécessaires pour qu'elle soit en mesure de s'acquitter de ses obligations sur ses emprunts du Fonds de financement servant à financer l'acquisition d'immobilisations et les frais d'émission et de gestion de ces emprunts, après s'être assuré que la Société n'est pas en mesure de le faire.

La subvention recouvrable du gouvernement du Québec correspond à l'écart entre, d'une part, la somme des dépenses d'intérêts encourus sur les emprunts afférents à l'acquisition d'immobilisations et de l'amortissement cumulé sur ces immobilisations et sur les frais d'émission et de gestion financés par ces emprunts et, d'autre part, la somme des subventions du gouvernement du Québec reçues pour permettre les versements sur ces emprunts.

**PASSIFS****DETTES**

Les emprunts liés aux dettes sont comptabilisés au montant encaissé au moment de leur émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque emprunt.

Les montants indiqués au titre de la charge d'intérêts comprennent l'amortissement de l'escompte ou de la prime relatifs aux dettes.

Les frais d'émission liés aux emprunts sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais d'émission reportés liés aux dettes.

**CONTRIBUTIONS REPORTÉES**

Les contributions reçues pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et celles reçues sous forme d'immobilisations amortissables sont comptabilisées au titre de contributions reportées et amorties au même rythme que les immobilisations qui s'y rapportent.

**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS***Régimes de retraite*

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

**ACTIFS NON FINANCIERS****FRAIS PAYÉS D'AVANCE**

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont la Société bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Ces frais sont imputés aux charges au moment où l'entité bénéficiera des services acquis.

**FRAIS REPORTÉS**

Les frais initiaux directs encourus pour la location des espaces commerciaux du rez-de-chaussée sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée probable d'utilisation établie comme suit :

|                         |        |
|-------------------------|--------|
| Bâtisse                 | 40 ans |
| Aménagements            | 10 ans |
| Mobilier et équipement  | 10 ans |
| Équipement informatique | 5 ans  |
| Logiciels informatiques | 5 ans  |

Les immobilisations en cours de construction ou d'agrandissement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

**CONVERSION DES DEVISES ÉTRANGÈRES**

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date des états financiers. Les revenus et charges sont pour leur part convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains ou pertes de change sont inclus dans les résultats de l'exercice.

**TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse, des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition et, le cas échéant, du découvert de banque.

**3. SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

|                                                                                                               | 2012          | 2011          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>Subvention de fonctionnement :</b>                                                                         |               |               |
| Subvention encaissée au cours de l'exercice                                                                   | 41 837 510 \$ | 43 097 600 \$ |
| Encaissement – Subvention relative à l'exercice précédent                                                     | (15 073 721)  | (13 829 131)  |
|                                                                                                               | 26 763 789    | 29 268 469    |
| Contribution recouvrable pour le paiement des intérêts sur la dette relative au financement d'immobilisations | 4 665 543     | 4 158 984     |
| Total de la subvention de fonctionnement                                                                      | 31 429 332 \$ | 33 427 453 \$ |



## 4. CONTRIBUTIONS REPORTÉES

|                                                                                                                    | 2012         | 2011         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>Contribution du gouvernement du Québec reportée</b>                                                             |              |              |
| Solde au début                                                                                                     | 248 258 \$   | 268 946 \$   |
| Moins :                                                                                                            |              |              |
| Virement aux résultats d'un montant équivalent à l'amortissement des immobilisations s'y rapportant <sup>(1)</sup> | 20 688       | 20 688       |
|                                                                                                                    | 227 570      | 248 258      |
| <b>Contribution du bailleur reportée</b>                                                                           |              |              |
| Solde au début                                                                                                     | 261 072      | 282 827      |
| Moins :                                                                                                            |              |              |
| Virement aux résultats d'un montant équivalent à l'amortissement des immobilisations s'y rapportant <sup>(1)</sup> | 21 756       | 21 755       |
|                                                                                                                    | 239 316      | 261 072      |
| <b>Contribution du concessionnaire reportée</b>                                                                    |              |              |
| Solde au début                                                                                                     | 119 763      | 129 744      |
| Moins :                                                                                                            |              |              |
| Virement aux résultats d'un montant équivalent à l'amortissement des immobilisations s'y rapportant <sup>(1)</sup> | 9 980        | 9 981        |
|                                                                                                                    | 109 783      | 119 763      |
| <b>Contribution d'Hydro-Québec reportée</b>                                                                        |              |              |
| Solde au début                                                                                                     | 64 281       | 70 709       |
| Moins :                                                                                                            |              |              |
| Virement aux résultats d'un montant équivalent à l'amortissement des immobilisations s'y rapportant <sup>(1)</sup> | 6 429        | 6 428        |
|                                                                                                                    | 57 852       | 64 281       |
| <b>Contribution du gouvernement du Canada reportée</b>                                                             |              |              |
| Solde au début                                                                                                     | 7 200 000    | 7 800 000    |
| Moins :                                                                                                            |              |              |
| Virement aux résultats d'un montant équivalent à l'amortissement des immobilisations s'y rapportant <sup>(1)</sup> | 600 000      | 600 000      |
|                                                                                                                    | 6 600 000    | 7 200 000    |
|                                                                                                                    | 7 234 521 \$ | 7 893 374 \$ |

(1) L'amortissement des contributions reportées de l'exercice totalise 658 853 \$ (31 mars 2011 : 658 852 \$).

**5. REDEVANCES**

|                       | 2012         | 2011         |
|-----------------------|--------------|--------------|
| Billets vendus        | 437 607 \$   | 436 465 \$   |
| Services alimentaires | 3 127 602    | 3 067 220    |
| Services audiovisuels | 1 260 325    | 863 114      |
| Autres                | 68 701       | 66 349       |
|                       | 4 894 235 \$ | 4 433 148 \$ |

**6. SERVICES AUXILIAIRES**

|                          | 2012         | 2011         |
|--------------------------|--------------|--------------|
| Stationnement            | 1 235 702 \$ | 1 202 413 \$ |
| Aménagement              | 1 475 149    | 1 431 463    |
| Entretien ménager        | 494 539      | 514 218      |
| Audiovisuel              | 746 436      | 779 130      |
| Télécommunications       | 671 833      | 738 608      |
| Accueil et vestiaire     | 211 311      | 194 635      |
| Plomberie et électricité | 1 542 538    | 1 508 840    |
| Sécurité                 | 211 625      | 176 548      |
| Autres                   | 79 438       | 84 376       |
|                          | 6 668 571 \$ | 6 630 231 \$ |

**7. LOCATION À TITRE GRATUIT**

La Société loue des espaces à titre gratuit à deux entités. Ces opérations sont effectuées en contrepartie partielle de l'expropriation, aux fins des travaux d'agrandissement du Palais des congrès, de certains actifs qui leur appartenaient. Ces opérations sont comptabilisées à la juste valeur.

## 8. FRAIS D'ÉVÉNEMENTS

|                                       | 2012         | 2011         |
|---------------------------------------|--------------|--------------|
| Traitements – personnel à l'événement |              |              |
| Services à la clientèle               | 616 652 \$   | 530 860 \$   |
| Stationnement                         | 123 447      | 122 962      |
| Accueil et vestiaire                  | 899 650      | 835 606      |
| Audiovisuel                           | 482 936      | 465 082      |
| Télécommunications                    | 156 877      | 141 772      |
| Aménagement                           | 1 500 216    | 1 479 580    |
| Entretien ménager                     | 731 217      | 647 487      |
| Audiovisuel                           | 107 641      | 102 860      |
| Télécommunications                    | 67 492       | 82 268       |
| Plomberie et électricité              | 375 665      | 360 202      |
| Sécurité                              | 199 725      | 178 132      |
| Autres frais                          | 395 039      | 370 944      |
|                                       | 5 656 557 \$ | 5 317 755 \$ |

## 9. FRAIS D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION

|                                                       | 2012          | 2011          |
|-------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Traitements et avantages sociaux                      | 8 986 884 \$  | 8 996 207 \$  |
| Assurances et permis                                  | 244 631       | 236 255       |
| Électricité et chauffage                              | 1 577 077     | 1 651 828     |
| Gardiennage                                           | 831 990       | 802 397       |
| Service d'entretien ménager                           | 642 579       | 671 808       |
| Service d'entretien spécialisé                        | 1 000 254     | 976 732       |
| Entretien et réparations                              | 2 152 709     | 1 859 175     |
| Amortissement des frais initiaux de location reportés | 74 776        | 74 776        |
| Loyers                                                | 1 849         | 944           |
| Promotion et communications                           | 1 844 637     | 1 957 899     |
| Services professionnels et administratifs             | 762 520       | 645 155       |
| Créances douteuses et irrécouvrables                  | 45 168        | 156 157       |
| Formation professionnelle                             | 89 984        | 93 067        |
|                                                       | 18 255 058 \$ | 18 122 400 \$ |

**10. TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES**

La valeur imposable de la bâtisse de la Société est passée de 316 391 667 \$ à 332 783 333 \$ au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Les taxes municipales afférentes pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012 sont de 13 480 810 \$. Elles étaient de 13 143 721 \$ pour la même période en 2011.

**11. FRAIS FINANCIERS**

|                                    | 2012          | 2011          |
|------------------------------------|---------------|---------------|
| Intérêts sur la dette à long terme | 12 566 764 \$ | 13 476 303 \$ |
| Autres intérêts et frais bancaires | 91 211        | 119 907       |
|                                    | 12 657 975 \$ | 13 596 210 \$ |

**12. PLACEMENTS TEMPORAIRES**

|                                                                                                                                                                    | 2012       | 2011          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|---------------|
| Acceptations bancaires à un taux de 1,00 %<br>(2011 – entre 1,00 % et 1,11 %) échéant le 2 avril 2012<br>(2011 – entre le 1 <sup>er</sup> avril et le 31 mai 2011) | 899 928 \$ | 18 871 057 \$ |

**13. PLACEMENTS****BILLETTS À TERME ADOSSÉS À DES ACTIFS (BTAA) ÉMIS PAR DES TIERS**

Au 31 mars 2012, la Société détient des billets à terme adossés à des actifs du VAC (véhicules d'actifs cadres) Il qu'elle a obtenus en échange de placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) à la suite d'une entente de restructuration survenue le 21 janvier 2009.

Ces billets ont été comptabilisés au coût moins une moins-value durable.

Ne pouvant qualifier le marché de ces nouveaux billets comme étant actif, la direction estime à 2 325 515 \$ le montant qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur leur valeur nominale. La direction est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2012. À cette date, ces placements n'ont pas subi de moins-value durable additionnelle à celle déjà comptabilisée.

Au 31 mars 2012, la Société détient les titres suivants :

|                      | Date d'échéance | 2012            |                    |                  | 2011            |                    |                  |
|----------------------|-----------------|-----------------|--------------------|------------------|-----------------|--------------------|------------------|
|                      |                 | Valeur nominale | Moins-value totale | Valeur comptable | Valeur nominale | Moins-value totale | Valeur comptable |
| VAC II Catégorie A-1 | 15 juil. 2056   | 185 206 \$      | - \$               | 185 206 \$       | 185 206 \$      | - \$               | 185 206 \$       |
| VAC II Catégorie A-2 | 15 juil. 2056   | 2 143 739       | 3 430              | 2 140 309        | 2 143 739       | 3 430              | 2 140 309        |
| VAC II Catégorie B   | 15 juil. 2056   | 389 148         | 389 148            | -                | 389 148         | 389 148            | -                |
| VAC II Catégorie C   | 15 juil. 2056   | 84 083          | 84 083             | -                | 84 083          | 84 083             | -                |
| TOTAL                |                 | 2 802 176 \$    | 476 661 \$         | 2 325 515 \$     | 2 802 176 \$    | 476 661 \$         | 2 325 515 \$     |

**14. SUBVENTION RECOUVRABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

La subvention recouvrable s'établit comme suit :

|                                                                                                  | 2012          | 2011          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Solde au début                                                                                   | 42 534 601 \$ | 42 345 622 \$ |
| Subvention relative aux immobilisations et aux frais d'émission et de gestion financés           | 9 797 604     | 9 859 126     |
| Subvention relative aux intérêts encourus sur les emprunts                                       | 12 566 764    | 13 476 303    |
|                                                                                                  | 64 898 969    | 65 681 051    |
| Subvention relative au paiement des intérêts et du capital de l'exercice                         | (22 974 942)  | (23 146 450)  |
| Solde à la fin                                                                                   | 41 924 027    | 42 534 601    |
| Ce solde se rapporte aux éléments suivants du bilan :                                            |               |               |
| Emprunts du Fonds de financement (note 16)                                                       | 266 888 118   | 272 030 302   |
| Solde non amorti des immobilisations et des frais d'émission et de gestion financés à long terme | (229 629 634) | (233 654 685) |
|                                                                                                  | 37 258 484    | 38 375 617    |
| Intérêts courus sur ces emprunts                                                                 | 4 665 543     | 4 158 984     |
|                                                                                                  | 41 924 027 \$ | 42 534 601 \$ |

**15. CONTRIBUTION SPÉCIALE À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

Le 28 mars 2012, le ministère du Tourisme était autorisé, par le décret 319-2012, à verser à la Société une subvention additionnelle de 2 400 000 \$ pour la phase 1 du projet ZAP du centre-ville de Montréal, dont la réalisation se fera au cours de l'exercice 2012-2013.

Ces fonds n'ayant pas été reçus au 31 mars 2012, ils ont été comptabilisés comme contribution spéciale à recevoir à l'état de la situation financière.

## 16. DETTES

**Billets à payer auprès du  
Fonds de financement du gouvernement du Québec**

Taux fixe de 5,234 % l'an, remboursable par versements semestriels de 1 172 832 \$, jusqu'au 30 mars 2015 et par un versement de 22 505 336 \$ le 30 septembre 2015

2012

2011

25 708 807 \$

26 670 941 \$

Taux fixe de 5,159 % l'an, remboursable par versements semestriels de 4 683 303 \$, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2013 et par un versement de 97 938 039 \$ le 1<sup>er</sup> octobre 2013

104 091 470

107 939 285

Taux fixe de 4,343 % l'an, remboursable par versements semestriels de 201 051 \$, jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2016 et par un versement de 4 445 695 \$ le 1<sup>er</sup> décembre 2016

5 292 106

5 458 990

Taux fixe de 4,598 % l'an, remboursable par versements semestriels de 1 157 508 \$, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2013 et par un versement de 22 466 006 \$ le 1<sup>er</sup> octobre 2013

24 303 903

25 461 360

Taux fixe de 3,779 % l'an, remboursable par versements semestriels de 4 031 559 \$, jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2021 et par un versement de 55 221 539 \$ le 1<sup>er</sup> décembre 2021

102 552 098

-

Taux fixe de 3,779 % l'an, remboursable par versements semestriels de 155 464 \$, jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2021 et par un versement de 3 535 344 \$ le 1<sup>er</sup> décembre 2021

4 939 734

-

Taux fixe de 4,6035 % l'an, remboursable par versements semestriels de 4 358 531 \$, jusqu'au 6 février 2011 et par un versement de 106 499 726 \$ le 6 août 2011

-

106 499 726

266 888 118 \$

272 030 302 \$

Les montants des versements en capital à effectuer sur les dettes à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

|                  |               |
|------------------|---------------|
| 2013             | 10 800 202 \$ |
| 2014             | 128 902 642   |
| 2015             | 6 004 371     |
| 2016             | 27 573 548    |
| 2017             | 9 603 836     |
| 2018 et suivants | 84 003 519 \$ |

Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts contractés en vertu du régime d'emprunts instauré par la Société, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de

ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les remplir pour l'un ou l'autre de ces emprunts. Les frais de financement sont inclus aux montants des versements en capital à effectuer au cours des prochains exercices.

## 17. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| COÛT                            | Terrain       | Bâtiments      | Mobilier et équipement | Aménagements | Équipement informatique | Logiciels informatiques | Total          |
|---------------------------------|---------------|----------------|------------------------|--------------|-------------------------|-------------------------|----------------|
| 1 <sup>er</sup> avril 2010      | 24 764 119 \$ | 348 350 289 \$ | 21 855 829 \$          | 2 901 848 \$ | 4 768 213 \$            | 2 484 368 \$            | 405 124 666 \$ |
| Acquisitions                    | 6 509         | –              | 218 223                | 541 630      | 122 258                 | 59 686                  | 948 306        |
| Cessions                        | –             | –              | (14 776)               | –            | (31 861)                | –                       | (46 637)       |
| 31 mars 2011                    | 24 770 628 \$ | 348 350 289 \$ | 22 059 276 \$          | 3 443 478 \$ | 4 858 610 \$            | 2 544 054 \$            | 406 026 335 \$ |
| Acquisitions                    | 15 196        | –              | 778 652                | 858 753      | 73 209                  | 15 363                  | 1 741 173      |
| Cessions                        | –             | –              | (7 099)                | –            | (48 434)                | –                       | (55 533)       |
| Ajustements                     | –             | (366 162)      | –                      | –            | –                       | –                       | (366 162)      |
| 31 mars 2012                    | 24 785 824 \$ | 347 984 127 \$ | 22 830 829 \$          | 4 302 231 \$ | 4 883 385 \$            | 2 559 417 \$            | 407 345 813 \$ |
| <b>CUMUL DES AMORTISSEMENTS</b> |               |                |                        |              |                         |                         |                |
| 1 <sup>er</sup> avril 2010      | –             | 118 439 665 \$ | 16 337 277 \$          | 593 894 \$   | 4 619 301 \$            | 2 101 230 \$            | 142 091 367 \$ |
| Amortissement de l'exercice     | –             | 8 907 249      | 1 833 410              | 307 348      | 58 099                  | 108 867                 | 11 214 973     |
| Cessions                        | –             | –              | (14 115)               | –            | (31 861)                | –                       | (45 976)       |
| 31 mars 2011                    | –             | 127 346 914 \$ | 18 156 572 \$          | 901 242 \$   | 4 645 539 \$            | 2 210 097 \$            | 153 260 364 \$ |
| Amortissement de l'exercice     | –             | 8 897 614      | 1 770 409              | 359 446      | 71 938                  | 114 166                 | 11 213 573     |
| Cessions                        | –             | –              | (6 701)                | –            | (48 435)                | –                       | (55 136)       |
| 31 mars 2012                    | –             | 136 244 528 \$ | 19 920 280 \$          | 1 260 688 \$ | 4 669 042 \$            | 2 324 263 \$            | 164 418 801 \$ |
| <b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>   |               |                |                        |              |                         |                         |                |
| 31 mars 2011                    | 24 770 628 \$ | 221 003 375 \$ | 3 902 704 \$           | 2 542 236 \$ | 213 071 \$              | 333 957 \$              | 252 765 971 \$ |
| 31 mars 2012                    | 24 785 824 \$ | 211 739 599 \$ | 2 910 549 \$           | 3 041 543 \$ | 214 343 \$              | 235 154 \$              | 242 927 012 \$ |

Le 30 septembre 1998, la Société a eu l'autorisation du gouvernement du Québec de procéder à l'agrandissement du Palais des congrès. Le mandat de réaliser cet agrandissement a été confié à une partie liée, la Société immobilière du Québec, entité sous contrôle commun, en contrepartie d'honoraires. Le coût total prévu de ce projet était de 257 800 000 \$.

Le 8 juin 2005, le gouvernement du Québec a autorisé une hausse du budget de ce projet à un montant de 280 700 000 \$. L'augmentation du budget comprenait notamment l'estimation du montant requis pour le règlement des réclamations en cours au 31 mars 2012 concernant l'agrandissement du Palais des congrès.

Les coûts cumulés sur ce projet jusqu'au 31 mars 2012 s'élèvent à 272 365 607 \$ et se répartissent comme suit :

|                        |                |
|------------------------|----------------|
| Terrains               | 21 800 772 \$  |
| Bâtisse                | 243 417 188    |
| Mobilier et équipement | 7 147 647      |
|                        | 272 365 607 \$ |

**18. EXCÉDENT CUMULÉ**

Le tableau suivant fournit les principaux éléments qui composent l'excédent cumulé.

|                                                        | 2012          | 2011          |
|--------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Excédent cumulé investi en immobilisations corporelles | 9 251 140 \$  | 8 423 849 \$  |
| Excédent cumulé non affecté                            | 22 802 060    | 22 784 967    |
|                                                        | 32 053 200 \$ | 31 208 816 \$ |

**19. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

La Société est engagée par des contrats à long terme échéant à diverses dates jusqu'au 31 mars 2015 pour des services de gardiennage, d'entretien ménager et d'entretien spécialisé.

Les paiements minimums futurs en vertu de ces contrats s'établissent comme suit :

|      |              |
|------|--------------|
| 2013 | 3 871 468 \$ |
| 2014 | 2 401 641    |
| 2015 | 194 971      |
|      | 6 468 080 \$ |

**20. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS****RÉGIMES DE RETRAITE**

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes sont interemployeurs à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le taux de cotisation de la Société au RREGOP est passé de 8,69 % de la masse salariale cotisable à 8,94 % et celui du RRPE de 11,54 % à 12,30 %.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 564 389 \$ (2011 : 492 305 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**21. APPARENTÉS**

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, soit la somme convenue entre les parties, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec des apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

**22. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2011 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2012.





## **RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (la Société) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

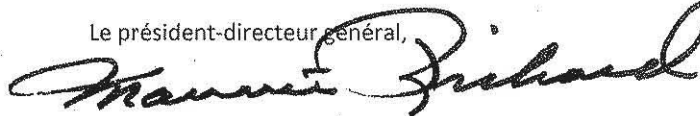
Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La directrice des finances,



Danielle Hébert, CPA, CA  
Bécancour, le 18 juin 2012

Le président-directeur général,



Maurice Richard

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

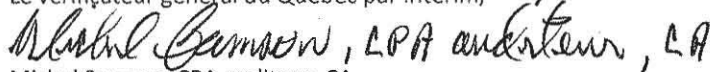
#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 18 juin 2012

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ**

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

|                                                                             | <u>2012</u>          | <u>2011</u>          |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| <b>REVENUS</b> (note 3)                                                     | 5 538 196 \$         | 5 225 694 \$         |
| <br><b>CHARGES</b>                                                          |                      |                      |
| Traitements et avantages sociaux                                            | 1 287 671            | 1 176 202            |
| Frais financiers (note 4)                                                   | 945 453              | 942 285              |
| Entretien et réparations                                                    | 642 587              | 684 380              |
| Fournitures et approvisionnements                                           | 532 263              | 523 093              |
| Gardiennage                                                                 | 252 161              | 243 242              |
| Taxes municipales et scolaires                                              | 171 989              | 172 793              |
| Services professionnels, administratifs et autres                           | 128 374              | 135 800              |
| Déplacements et communications                                              | 49 422               | 46 340               |
| Participation aux réseaux d'eau potable et d'égout de la Ville de Bécancour | 47 762               | 47 842               |
| Publicité et promotion                                                      | 38 420               | 31 123               |
| Autres charges                                                              | 14 463               | 7 000                |
| Amortissement des immobilisations corporelles (note 11)                     | 1 867 459            | 1 811 833            |
|                                                                             | <u>5 978 024</u>     | <u>5 821 933</u>     |
| <br><b>DÉFICIT ANNUEL</b>                                                   | (439 828 )           | (596 239 )           |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>                                             | <u>11 245 449</u>    | <u>11 841 688</u>    |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>                                             | <u>10 805 621 \$</u> | <u>11 245 449 \$</u> |

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers*

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2012

|                                                         | 2012                    | 2011                    |
|---------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                |                         |                         |
| Encaisse                                                | 441 171 \$              | 654 553 \$              |
| Dépôt à terme (note 5)                                  | 1 500 000               | 1 500 000               |
| Débiteurs (note 6)                                      | 773 799                 | 547 451                 |
| Inventaire de terrains                                  | 5 359 413               | 5 359 413               |
| Frais d'émission et de gestion reportés liés aux dettes | 25 616                  | 37 190                  |
|                                                         | <u>8 099 999 \$</u>     | <u>8 098 607 \$</u>     |
| <b>PASSIFS</b>                                          |                         |                         |
| Créditeurs et charges à payer                           | 768 553 \$              | 442 282 \$              |
| Intérêts courus à payer                                 | 407 675                 | 406 026                 |
| Retenues sur contrats                                   | 15 915                  | 5 690                   |
| Revenus reportés                                        | 158 828                 | 158 828                 |
| Dettes (note 8)                                         | 17 000 000              | 17 000 000              |
| Contributions reportées (note 9)                        | 1 841 284               | 1 968 684               |
| Provision pour congés de maladie (note 10)              | 184 289                 | 169 654                 |
|                                                         | <u>20 376 544 \$</u>    | <u>20 151 164 \$</u>    |
| <b>DETTE NETTE</b>                                      | <u>(12 276 545 ) \$</u> | <u>(12 052 557 ) \$</u> |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                            |                         |                         |
| Immobilisations corporelles (note 11)                   | 22 919 105              | 23 130 426              |
| Stock de pièces de rechange                             | 95 527                  | 97 904                  |
| Frais payés d'avance                                    | 67 534                  | 69 676                  |
|                                                         | <u>23 082 166 \$</u>    | <u>23 298 006 \$</u>    |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>                                  | <u>10 805 621 \$</u>    | <u>11 245 449 \$</u>    |

Éventualités (note 12)

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers*

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Henri Boudreau, président



Jean Rousseau, vice-président

**ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012**

|                                                      | <u>2012</u>                   | <u>2011</u>                   |
|------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| <b>DÉFICIT ANNUEL</b>                                | (439 828 )\$                  | (596 239 )\$                  |
| Acquisition d'immobilisations corporelles            | (1 658 811 )                  | (973 019 )                    |
| Amortissement des immobilisations corporelles        | 1 867 459                     | 1 811 833                     |
| Gain sur disposition d'immobilisations corporelles   | (16 248 )                     | -                             |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles | 18 921                        | -                             |
|                                                      | <u>211 321</u>                | <u>838 814</u>                |
| Acquisition de pièces de rechange                    | (13 283 )                     | (14 870 )                     |
| Acquisition de frais payés d'avance                  | (67 534 )                     | (69 676 )                     |
| Utilisation de pièces de rechange                    | 15 660                        | 18 919                        |
| Utilisation de frais payés d'avance                  | 69 676                        | 87 432                        |
|                                                      | <u>4 519</u>                  | <u>21 805</u>                 |
| <b>(AUGMENTATION) DIMINUTION DE LA DETTE</b>         | (223 988 )                    | 264 380                       |
| <b>DETTE NETTE AU DÉBUT</b>                          | <u>(12 052 557 )</u>          | <u>(12 316 937 )</u>          |
| <b>DETTE NETTE À LA FIN</b>                          | <u><u>(12 276 545 )\$</u></u> | <u><u>(12 052 557 )\$</u></u> |

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers*

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

|                                                                                           | 2012                       | 2011                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                                        |                            |                            |
| Déficit annuel                                                                            | (439 828 ) \$              | (596 239 ) \$              |
| Éléments sans incidence sur la trésorerie :                                               |                            |                            |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                             | 1 867 459                  | 1 811 833                  |
| Amortissement des frais d'émission et de gestion liés aux dettes                          | 11 574                     | 11 543                     |
| Gain sur disposition d'immobilisations corporelles                                        | (16 248 )                  | -                          |
| Virement des contributions reportées                                                      | (127 400 )                 | (127 123 )                 |
|                                                                                           | <u>1 295 557</u>           | <u>1 100 014</u>           |
| Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :                            |                            |                            |
| Débiteurs                                                                                 | (226 348 )                 | (22 117 )                  |
| Stock de pièces de rechange                                                               | 2 377                      | 4 049                      |
| Frais payés d'avance                                                                      | 2 142                      | 17 756                     |
| Créditeurs et charges à payer                                                             | 339 319                    | 85 628                     |
| Intérêts courus à payer                                                                   | 1 649                      | (900 )                     |
| Revenus reportés                                                                          | -                          | (3 674 )                   |
| Provision pour congés de maladie                                                          | 14 635                     | 27 119                     |
|                                                                                           | <u>133 774</u>             | <u>107 861</u>             |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement</b>                       | <u>1 429 331</u>           | <u>1 207 875</u>           |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>                                      |                            |                            |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                                                 | (1 661 634 )               | (936 394 )                 |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles                                      | 18 921                     | -                          |
| <b>Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations</b> | <u>(1 642 713 )</u>        | <u>(936 394 )</u>          |
| (Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie               | (213 382 )                 | 271 481                    |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>                                   | <u>2 154 553</u>           | <u>1 883 072</u>           |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN</b>                                   | <u><u>1 941 171 \$</u></u> | <u><u>2 154 553 \$</u></u> |
| <b>LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN COMPRENNENT :</b>              |                            |                            |
| Encaisse                                                                                  | 441 171 \$                 | 654 553 \$                 |
| Dépôts à terme                                                                            | 1 500 000                  | 1 500 000                  |
|                                                                                           | <u><u>1 941 171 \$</u></u> | <u><u>2 154 553 \$</u></u> |

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 931 500 \$ (2011 : 931 500 \$).

En date du 31 mars 2012, le poste «Retenues sur contrats» inclut des acquisitions d'immobilisations corporelles pour un montant de 15 915 \$ (2011 : 5 690 \$) et le poste «Charges à payer et frais courus» inclut des acquisitions d'immobilisations corporelles pour un montant de 51 590 \$ (2011 : 64 638 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

Notes complémentaires  
Au 31 mars 2012

## **1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS**

La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (la Société), personne morale au sens du Code civil, a été constituée par une loi spéciale (L.R.Q. chapitre S-16.001). Elle a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire dans une partie du territoire de la Ville de Bécancour.

Le 8 juin 2011, la loi 130 a été adoptée et le transfert des activités au secteur municipal, tel qu'annoncé lors du discours du budget 2009-2010, a été retiré. La Société demeurera donc une société d'État du gouvernement du Québec. En vertu de l'article 985 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c.1-3) et de l'article 149 (1) d) de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.Q. 1985, 5e suppl.), la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public et pour la première année, applique le modèle de présentation recommandé par ce manuel. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les provisions pour vacances et congés de maladie, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la provision pour créances douteuses. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

### **REVENUS**

Les revenus tirés des services portuaires et du service d'eau industrielle sont comptabilisés lorsque les services ont été rendus. La Société constate les loyers de base selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location. Les revenus tirés des servitudes sont constatés lors de l'octroi des servitudes. L'ensemble de ces revenus sont constatés lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord et que le prix que l'acheteur doit payer est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

### **CHARGES**

Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités.

### **ACTIFS FINANCIERS**

#### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition ou facilement convertible à court terme.

#### **Inventaire de terrains**

Les terrains en inventaire sont comptabilisés à la moindre valeur (coût ou valeur nette de réalisation). Le coût est établi selon la méthode du coût moyen. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les terrains, diminué des coûts estimés nécessaires pour effectuer la vente. Les taxes municipales et scolaires ainsi que les intérêts relatifs à l'achat de ces terrains sont imputés aux opérations.



## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### PASSIFS

#### Dettes

Les emprunts liés à la dette sont comptabilisés au montant encaissé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque emprunt.

Les montants indiqués au titre de la charge d'intérêts comprennent l'amortissement de l'escompte ou de la prime relatifs à la dette.

Les frais d'émission liés aux emprunts sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais d'émission reportés liés aux dettes.

#### Contributions reportées

La Société reçoit des contributions grevées d'affectations d'origine externe pour l'acquisition d'immobilisations corporelles. Celles-ci sont comptabilisées au titre de contributions reportées et amorties au même rythme que les immobilisations qui s'y rapportent.

#### Avantages sociaux futurs

##### Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

##### Régime de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

### **ACTIFS NON FINANCIERS**

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Les éléments incorporels ne constituent pas des actifs non financiers pour la Société.

#### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon la méthode d'amortissement linéaire, en fonction de leur durée de vie utile. Leur coût inclut les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, d'amélioration ou de développement.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition avec contrepartie aux contributions reportées, à l'exception des terrains où la contrepartie est constatée aux revenus dans l'année d'acquisition.

|                                                   |                |
|---------------------------------------------------|----------------|
| Bâtisses, aires d'entreposage et de stationnement | 2 1/2 % à 5 %  |
| Installations portuaires                          | 2 1/2 % à 20 % |
| Véhicules et équipement                           | 6 2/3 % à 20 % |
| Usine et réseau de distribution d'eau             | 2 1/2 % à 5 %  |
| Réseaux de transport                              | 2 1/2 % à 5 %  |
| Mobilier et équipement de bureau                  | 10 % et 20 %   |

#### **Réduction de valeur des immobilisations corporelles**

Lorsque qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'entité de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise.

Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles doivent être passées en charges dans l'état des résultats.

#### **Stock de pièces de rechange**

Le stock de pièces de rechange se compose de fournitures et pièces qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours de la ou des prochaines années financières. Ce stock est évalué au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi selon la méthode du premier entré premier sorti.

#### **Frais payés d'avance**

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont l'entité bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Ces frais sont imputés aux charges au moment où l'entité bénéficiera des services acquis.

**3. REVENUS**

|                                                                        | <u>2012</u>         | <u>2011</u>         |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Revenus d'exploitation :</b>                                        |                     |                     |
| Services portuaires                                                    | 3 286 482 \$        | 3 063 803 \$        |
| Remboursements par la Ville de Bécancour de certains frais d'entretien | 850 000             | 850 000             |
| Service d'eau industrielle                                             | 618 095             | 624 417             |
| Location d'immeubles                                                   | 521 441             | 504 886             |
| Virement de contributions reportées                                    | 127 400             | 127 123             |
| Intérêts sur encaisse et dépôts à terme                                | 43 360              | 20 110              |
| Autres revenus                                                         | 18 531              | 35 355              |
| Gain sur disposition d'immobilisations corporelles                     | 16 248              | -                   |
|                                                                        | <u>5 481 557</u>    | <u>5 225 694</u>    |
| <b>Revenus reliés à l'inventaire des terrains :</b>                    |                     |                     |
| Servitudes d'utilisation de terrains                                   | 56 639              | -                   |
|                                                                        | <u>5 538 196 \$</u> | <u>5 225 694 \$</u> |

**4. FRAIS FINANCIERS**

|                                                                  | <u>2012</u>       | <u>2011</u>       |
|------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Intérêts sur l'emprunt bancaire                                  | 729 \$            | 143 \$            |
| Intérêts sur les dettes                                          | 933 149           | 930 599           |
| Amortissement des frais d'émission et de gestion liés aux dettes | 11 575            | 11 543            |
|                                                                  | <u>945 453 \$</u> | <u>942 285 \$</u> |

**5. DÉPOT À TERME**

Dépôt à terme portant intérêt au taux fixe de 3,35 % (2011 : taux 2,05 %), échéant le 18 décembre 2012 et rachetable en tout temps sans pénalité.

**6. DÉBITEURS**

|                            | <u>2012</u>       | <u>2011</u>       |
|----------------------------|-------------------|-------------------|
| Clients                    | 578 447 \$        | 475 204 \$        |
| Provision pour moins-value | (2 463 )          | -                 |
|                            | <u>575 984</u>    | <u>475 204</u>    |
| Autres                     | 197 815           | 72 247            |
|                            | <u>773 799 \$</u> | <u>547 451 \$</u> |

**7. EMPRUNT BANCAIRE**

L'entité est autorisée par décret du gouvernement du Québec à contracter un emprunt à court terme ou une marge de crédit de 3 000 000 \$, et ce, jusqu'au 31 décembre 2012, auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement.

Au 31 mars 2012, l'entité détient une marge de crédit auprès d'une institution financière de 1 500 000 \$ renouvelable annuellement le 31 octobre. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 mars 2012, le taux d'intérêt de cette marge est de 3 % (2011: 3 %) et le solde de celle-ci est nul (2011 : nul).

**8. DETTES**

|                                                                                                                                                | <u>2012</u>          | <u>2011</u>          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec<br>taux effectif de 6,186 %, dont le capital est remboursable en octobre 2012 | 10 000 000 \$        | 10 000 000 \$        |
| Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec<br>taux effectif de 4,85 %, dont le capital est remboursable en décembre 2015 | 4 000 000            | 4 000 000            |
| Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec<br>taux effectif de 4,48 %, dont le capital est remboursable en décembre 2017 | 3 000 000            | 3 000 000            |
|                                                                                                                                                | <u>17 000 000 \$</u> | <u>17 000 000 \$</u> |

**9. CONTRIBUTIONS REPORTÉES**

|                              | <u>2012</u>         | <u>2011</u>         |
|------------------------------|---------------------|---------------------|
| Solde au début de l'exercice | 1 968 684 \$        | 2 095 807 \$        |
| Virement de l'exercice       | (127 400 )          | (127 123 )          |
| Solde à la fin de l'exercice | <u>1 841 284 \$</u> | <u>1 968 684 \$</u> |

Au 31 mars 2012, les contributions reportées sont composées de 922 634 \$ (2011 : 973 994 \$) du Gouvernement du Québec, 280 855 \$ (2011: 315 306 \$) du Gouvernement du Canada et de 637 795 \$ (2011 : 679 384 \$) de la Ville de Bécancour.

## 10. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

### Régimes de retraite

Les employés participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes sont interemployeurs à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les taux de cotisation de la Société au RREGOP, au RRPE et au RRAS ont été respectivement de 8,69 %, 11,54 % et 11,54 % de la masse salariale cotisable du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2011 et de 8,94 %, 12,30 % et 12,30 % du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2012.

Les cotisations imputées aux opérations courantes s'élèvent à 67 745 \$ (2011 : 61 842 \$). Les obligations envers ces régimes se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

### Provision pour congés de maladie

Les employés de l'entité peuvent accumuler des journées de congé de maladie non utilisées auxquelles ils ont droit annuellement et se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. De plus, les employés peuvent utiliser ces journées non utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

### Évaluation et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation, notamment sur la base des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2012 :

|                                              | 2012             | 2011             |
|----------------------------------------------|------------------|------------------|
| Taux de croissance de la rémunération        | 3,25 % et 2,75 % | 3 % et 2,75 %    |
| Taux d'actualisation                         | 3,37 % et 2,76 % | 4,06 % et 3,82 % |
| Durée résiduelle moyenne des salaires actifs | 10 ans et 7 ans  | 9 ans et 8 ans   |
|                                              | 2012             | 2011             |
| Congés de maladie au début                   | 169 654 \$       | 142 535 \$       |
| Charge de l'exercice <sup>(1)</sup>          | 39 908           | 47 797           |
| Prestations versées au cours de l'exercice   | (25 273 )        | (20 678 )        |
| Congés de maladie à la fin                   | 184 289 \$       | 169 654 \$       |

<sup>(1)</sup> Les charges de l'exercice incluent les intérêts et l'amortissement des gains et pertes actuariels.

## 11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                                 | 2012                       |                                                            |                                            |                            |                                                                  |                                        | 2011                                   |               |               |
|---------------------------------|----------------------------|------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------|------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|---------------|---------------|
|                                 | Terrains et<br>remplissage | Bâtisses, aires<br>d'entreposage<br>et de<br>stationnement | Installations<br>portuaires <sup>(1)</sup> | Véhicules et<br>équipement | Usine et<br>réseau de<br>distribution<br>d'eau <sup>(1)(2)</sup> | Réseaux de<br>transport <sup>(1)</sup> | Mobilier et<br>équipement<br>de bureau | Total         | Total         |
| <b>Coût des immobilisations</b> |                            |                                                            |                                            |                            |                                                                  |                                        |                                        |               |               |
| Solde d'ouverture               | 5 248 149 \$               | 3 965 118 \$                                               | 36 306 693 \$                              | 805 925 \$                 | 20 406 418 \$                                                    | 12 468 292 \$                          | 281 325 \$                             | 79 481 920 \$ | 78 899 553 \$ |
| Acquisitions                    | -                          | -                                                          | 949 366                                    | 172 510                    | 269 136                                                          | 241 566                                | 26 233                                 | 1 658 811     | 973 019       |
| Dispositions                    | -                          | -                                                          | (227 771 )                                 | (129 735 )                 | -                                                                | -                                      | (17 368 )                              | (374 874 )    | (390 652 )    |
| Solde de clôture                | 5 248 149                  | 3 965 118                                                  | 37 028 288                                 | 848 700                    | 20 675 554                                                       | 12 709 858                             | 290 190                                | 80 765 857    | 79 481 920    |
| <b>Amortissement cumulé</b>     |                            |                                                            |                                            |                            |                                                                  |                                        |                                        |               |               |
| Solde d'ouverture               | - \$                       | 2 820 097 \$                                               | 27 188 786 \$                              | 611 047 \$                 | 15 814 332 \$                                                    | 9 677 545 \$                           | 239 687 \$                             | 56 351 494 \$ | 54 930 313 \$ |
| Amortissement de l'exercice     | -                          | 110 726                                                    | 1 155 213                                  | 38 944                     | 308 695                                                          | 240 724                                | 13 157                                 | 1 867 459     | 1 811 833     |
| Incidence des dispositions      | -                          | -                                                          | (227 771 )                                 | (127 062 )                 | -                                                                | -                                      | (17 368 )                              | (372 201 )    | (390 652 )    |
| Solde de clôture                | -                          | 2 930 823                                                  | 28 116 228                                 | 522 929                    | 16 123 027                                                       | 9 918 269                              | 235 476                                | 57 846 752    | 56 351 494    |
| <b>Valeur comptable nette</b>   |                            |                                                            |                                            |                            |                                                                  |                                        |                                        |               |               |
| au 31 mars 2012                 | 5 248 149 \$               | 1 034 295 \$                                               | 8 912 060 \$                               | 325 771 \$                 | 4 552 527 \$                                                     | 2 791 589 \$                           | 54 714 \$                              | 22 919 105 \$ |               |
| au 31 mars 2011                 | 5 248 149 \$               | 1 145 021 \$                                               | 9 117 907 \$                               | 194 878 \$                 | 4 592 086 \$                                                     | 2 790 747 \$                           | 41 638 \$                              | 23 130 426 \$ |               |

<sup>(1)</sup> Les installations portuaires, l'usine et le réseau de distribution d'eau et les réseaux de transport comprennent des montants respectifs de 45 000 \$, 154 330 \$ et 0 \$ (65 567 \$, 39 489 \$ et 18 598 \$ en 2011) d'immobilisations corporelles en cours de construction qui ne sont pas amortis.

<sup>(2)</sup> L'usine et le réseau de distribution d'eau comprend un montant de 99 099 \$ de pièces de rechange pour lesquelles aucun amortissement n'a été comptabilisé depuis leur acquisition car elles ont été mises hors service pour une période prolongée.

**12. EVENTUALITÉS**

Sur un terrain de la Société, de la terre pouvant contenir des contaminants, selon le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, a été déposée. La probabilité que la Société soit appelée à assumer les coûts de réhabilitation est indéterminable.

**13. APPARENTÉS**

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, l'entité est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'entité n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

**14. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2011 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2012.

## Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

L'établissement, le choix des méthodes comptables appropriées et la présentation des états financiers de la Société immobilière du Québec (SIQ) ainsi que des autres renseignements figurant dans ce rapport annuel sont sous la responsabilité de la direction et sont approuvés par le conseil d'administration. Aux fins de la préparation de ses états financiers, la SIQ utilise prioritairement le *Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. L'information présentée ailleurs dans le présent rapport annuel est conforme à celle fournie dans les états financiers.

La préparation des états financiers de la SIQ, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats futurs pourraient différer de ces estimations actuelles.

La direction de la SIQ maintient un système de contrôle interne qui comprend la communication aux employés de règles d'éthique, un cadre de contrôle opérationnel défini et une gestion du risque d'entreprise couvrant tous les processus de la Société. Ce système est conçu pour fournir une assurance raisonnable que les biens de l'entreprise sont convenablement protégés, que les transactions sont effectuées conformément à leur autorisation et, enfin, que les registres comptables constituent une base fiable pour l'établissement d'états financiers exacts et ponctuels.

Depuis 2011-2012, nous attestons que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière est adéquate et que les contrôles mis en place fournissent l'assurance raisonnable que les états financiers et les autres éléments d'information financière contenus dans le rapport annuel présentent une image fidèle de la situation financière de la Société.

La SIQ reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

De plus, la Direction Vérification interne contribue à évaluer le caractère suffisant et l'efficacité du contrôle, de même que les politiques et procédures de la Société. Ses constatations et recommandations sont transmises au comité de vérification et à la direction qui s'assurent d'apporter les améliorations requises.

Le conseil d'administration est responsable de la gouvernance de l'entreprise. Il s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers, principalement par l'entremise de son comité de vérification, composé uniquement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification rencontre périodiquement les membres de la direction et le vérificateur interne afin de s'assurer que le contrôle interne est adéquat et que les informations financières de la SIQ ont été rapportées dans leur intégrité. Le vérificateur interne et le Vérificateur général du Québec ont librement et pleinement accès au comité de vérification, en présence ou non de la direction. Le comité de vérification a examiné les états financiers et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la SIQ, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit ainsi que l'expression de son opinion.

Le président et chef de la direction,



Richard Verreault

Québec, le 30 mai 2012

Le vice-président Finances,  
Contrats et Technologies de l'information,



Éric Thibault, CPA, CA



## Rapport du comité de vérification

Le comité de vérification est composé exclusivement d'administrateurs externes entièrement indépendants. Il relève directement du conseil d'administration.

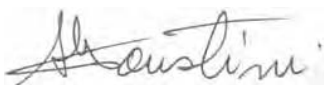
Le comité de vérification rencontre régulièrement le Vérificateur général du Québec et le directeur Vérification interne de l'entreprise, lesquels ont un accès libre et direct au comité.

Les membres du comité ont examiné les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 2012 et en ont discuté avec la haute direction de l'entreprise.

Le comité de vérification a également discuté avec le Vérificateur général des nouvelles exigences et des normes de vérification en vigueur pour le présent exercice, tout comme il a examiné les commentaires de ce dernier.

Compte tenu des vérifications et des examens effectués, le comité de vérification a recommandé au conseil d'administration l'adoption des états financiers vérifiés.

Le président du comité de vérification,



**Sebastiano Faustini, CPA, CA**

Québec, le 30 mai 2012

## Rapport de l'auditeur indépendant

### ■ Au ministre des Finances

#### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société immobilière du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, les états de la variation de la dette nette, des résultats et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur,

et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

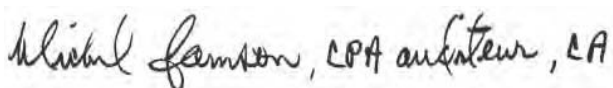
#### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société immobilière du Québec au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

#### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 30 mai 2012

# État de la situation financière Au 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

|                                                                                    | 2012               | 2011<br>(retraité) |
|------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Actifs financiers</b>                                                           |                    |                    |
| Immeubles destinés à la vente (note 4)                                             | 20 986             | 5 683              |
| Créances                                                                           |                    |                    |
| Liées aux aménagements (note 5)                                                    | 198 192            | 203 722            |
| Liées aux projets établissement (note 6)                                           | 42 687             | 52 755             |
| Autres (note 7)                                                                    | 45 739             | 103 303            |
| Sommes à recevoir de Financement-Québec suite aux transferts de prêts (note 8)     | 58 155             | 74 024             |
| Sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme (note 9) | 29 440             | 28 120             |
| Participation dans une entreprise publique (notes 3 et 10)                         | 17 996             | 26 656             |
| Frais reportés liés aux dettes à long terme                                        | 12 656             | 12 402             |
| Encaisse                                                                           | 1 455              | -                  |
|                                                                                    | 427 306            | 506 665            |
| <b>Passifs</b>                                                                     |                    |                    |
| Dettes à long terme (note 11)                                                      | 2 455 388          | 2 490 482          |
| Emprunts temporaires (note 12)                                                     | 688 519            | 773 654            |
| Charges à payer et frais courus (notes 13 et 25)                                   | 190 655            | 207 848            |
| Revenus reportés (note 14)                                                         | 215 139            | 206 123            |
| Chèques en circulation moins encaisse                                              | -                  | 15 245             |
|                                                                                    | 3 549 701          | 3 693 352          |
| <b>Dette nette</b>                                                                 | <b>(3 122 395)</b> | <b>(3 186 687)</b> |
| <b>Actifs non financiers</b>                                                       |                    |                    |
| Immeubles (note 15)                                                                | 3 429 096          | 3 406 853          |
| Autres immobilisations corporelles (note 16)                                       | 44 889             | 100 605            |
| Travaux en cours (note 17)                                                         | 162 065            | 176 620            |
| Stocks                                                                             | 794                | 897                |
| Frais payés d'avance                                                               | 4 329              | 6 150              |
|                                                                                    | 3 641 173          | 3 691 125          |
| Capital-actions (note 18)                                                          | 90 001             | 90 001             |
| Excédent cumulé (note 19)                                                          | 428 777            | 414 437            |

Obligations contractuelles (note 28)  
Éventualités (note 29)

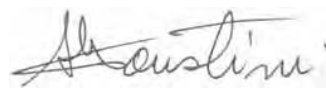
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Michelle Cormier, CPA, CA

Présidente du conseil d'administration



Sebastiano Faustini, CPA, CA

Président du comité de vérification

[Retour à la table des matières](#)

### État de la variation de la dette nette De l'exercice clos le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

|                                                                   | 2012        | 2011        |
|-------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Excédent annuel                                                   | 21 017      | 23 705      |
| Acquisition d'immeubles                                           | (166 245)   | (257 991)   |
| Amortissement des immeubles                                       | 123 532     | 117 562     |
| Incidence des dispositions d'immeubles                            | 20 470      | 4 550       |
|                                                                   | (22 243)    | (135 879)   |
| Acquisition des autres immobilisations corporelles                | (22 337)    | (25 794)    |
| Amortissement des autres immobilisations corporelles              | 8 474       | 9 209       |
| Incidence des dispositions des autres immobilisations corporelles | 70 100      | 464         |
| Intérêts capitalisés aux autres immobilisations corporelles       | (521)       | (276)       |
|                                                                   | 55 716      | (16 397)    |
| Augmentation des travaux en cours                                 | (209 657)   | (237 789)   |
| Incidence des dispositions des travaux en cours                   | 228 547     | 360 613     |
| Intérêts capitalisés aux travaux en cours                         | (1 787)     | (1 691)     |
| Coûts indirects capitalisés aux travaux en cours                  | (2 548)     | (2 574)     |
|                                                                   | 14 555      | 118 559     |
| Variation des stocks                                              | 103         | 172         |
| Acquisition de frais payés d'avance                               | (75 099)    | (73 062)    |
| Utilisation des frais payés d'avance                              | 76 920      | 71 399      |
|                                                                   | 1 924       | (1 491)     |
| Dividende                                                         | (6 677)     | (6 677)     |
| Diminution (augmentation) de la dette nette                       | 64 292      | (18 180)    |
| Dette nette au début                                              | (3 186 687) | (3 168 507) |
| Dette nette à la fin                                              | (3 122 395) | (3 186 687) |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**État des résultats**  
**De l'exercice clos le 31 mars 2012**

(en milliers de dollars)

|                                                                                       | 2012           | 2011<br>(retraité) |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----------------|--------------------|
| <b>Revenus</b>                                                                        |                |                    |
| Location d'espaces                                                                    |                |                    |
| Ministères et organismes clients                                                      | 602 263        | 592 077            |
| Réseau de la santé et des services sociaux                                            | 142 278        | 143 100            |
| Autres clients                                                                        | 21 230         | 20 420             |
| Stationnements                                                                        | 28 159         | 27 549             |
| Aménagements et autres services offerts aux clients                                   | 61 010         | 93 450             |
| Honoraires de gestion – réseau de la santé et des services sociaux                    | 8 471          | 9 246              |
| Gain sur cession d'immeubles                                                          | 2 353          | 820                |
| Revenus d'intérêts (note 20)                                                          | 19 238         | 28 872             |
| Autres                                                                                | 8 653          | 7 439              |
|                                                                                       | <b>893 655</b> | <b>922 973</b>     |
| <b>Charges</b>                                                                        |                |                    |
| Loyers et taxes d'affaires sur locations                                              | 283 884        | 278 690            |
| Frais d'exploitation des immeubles (note 21)                                          | 150 889        | 147 430            |
| Aménagements et autres services offerts aux clients                                   | 60 355         | 92 762             |
| Frais financiers (note 22)                                                            | 158 588        | 174 647            |
| Impôts fonciers et taxes d'affaires sur propriétés                                    | 75 080         | 71 858             |
| Coûts relatifs aux honoraires de gestion – réseau de la santé et des services sociaux | 8 471          | 9 246              |
| Amortissement (note 23)                                                               | 116 177        | 113 399            |
| Frais généraux et administratifs - net (note 24)                                      | 11 598         | 10 716             |
| Réduction de valeur d'immeubles et d'immeubles destinés à la vente                    | 1 636          | 187                |
| Perte provenant d'une entreprise publique (notes 3 et 10)                             | 5 960          | 333                |
|                                                                                       | <b>872 638</b> | <b>899 268</b>     |
| <b>Excédent annuel</b>                                                                | <b>21 017</b>  | <b>23 705</b>      |
| <b>Excédent cumulé au début déjà établi</b>                                           | <b>415 694</b> | <b>397 409</b>     |
| Redressement effectué par l'entreprise publique (note 3)                              | (1 257)        | -                  |
| <b>Excédent cumulé au début redressé</b>                                              | <b>414 437</b> | <b>397 409</b>     |
|                                                                                       | <b>435 454</b> | <b>421 114</b>     |
| <b>Dividende</b>                                                                      | <b>6 677</b>   | <b>6 677</b>       |
| <b>Excédent cumulé à la fin</b>                                                       | <b>428 777</b> | <b>414 437</b>     |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## État des flux de trésorerie De l'exercice clos le 31 mars 2012

(en milliers de dollars)

|                                                                                                | 2012             | 2011               |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------|
| <b>Activités de fonctionnement</b>                                                             |                  |                    |
| Rentrées de fonds - clients                                                                    | 896 645          | 1 981 132          |
| Sorties de fonds - fournisseurs et membres du personnel                                        | (542 045)        | (556 907)          |
| Intérêts reçus                                                                                 | 10 900           | 27 363             |
| Intérêts versés                                                                                | (150 462)        | (175 811)          |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>                                 | <b>215 038</b>   | <b>1 275 777</b>   |
| <b>Activités d'investissement</b>                                                              |                  |                    |
| Rentrées de fonds des créances liées aux aménagements                                          | 37 662           | 42 238             |
| Sorties de fonds des créances liées aux aménagements                                           | (32 132)         | (65 783)           |
| Rentrées de fonds des créances liées aux projets établissement                                 | 222 622          | 691 093            |
| Sorties de fonds des créances liées aux projets établissement                                  | (194 624)        | (257 195)          |
| Sorties de fonds des sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme | (720)            | (1 320)            |
| Participation dans une entreprise publique                                                     | 2 700            | (26 989)           |
| Acquisitions d'immeubles destinés à la vente                                                   | (16 923)         | (3 953)            |
| Produit de disposition des immeubles destinés à la vente                                       | 3 617            | -                  |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>                                  | <b>22 202</b>    | <b>378 091</b>     |
| <b>Activités d'investissement en immobilisations</b>                                           |                  |                    |
| Acquisitions d'immeubles                                                                       | (132 068)        | (175 552)          |
| Acquisitions d'autres immobilisations corporelles                                              | (19 877)         | (22 673)           |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles                                           | (14 645)         | 1 221              |
| Produit de disposition des autres immobilisations corporelles                                  | 61 459           | -                  |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations</b>               | <b>(105 131)</b> | <b>(197 004)</b>   |
| <b>Activités de financement</b>                                                                |                  |                    |
| Dividende versé                                                                                | (6 677)          | (6 677)            |
| Emprunts à court terme                                                                         | 7 530 335        | 15 148 093         |
| Emprunts à court terme remboursés                                                              | (7 617 996)      | (16 392 002)       |
| Remboursement de la dette relative aux contrats de location-acquisition                        | (920)            | (816)              |
| Dettes à long terme                                                                            | 173 120          | 53 507             |
| Remboursement de la dette à long terme                                                         | (193 271)        | (259 560)          |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>                                    | <b>(115 409)</b> | <b>(1 457 455)</b> |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie*                       | 16 700           | (591)              |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début                                               | (15 245)         | (14 654)           |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>                                        | <b>1 455</b>     | <b>(15 245)</b>    |

\* La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la SIQ comprennent l'encaisse et les chèques en circulation moins l'encaisse.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ■ Notes complémentaires au 31 mars 2012

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

### 1. Constitution et objet

La Société immobilière du Québec (SIQ) est une compagnie à fonds social constituée le 25 septembre 1984 par la *Loi sur la Société immobilière du Québec* (L.R.Q., chapitre S-17.1). Elle a pour mission de mettre à la disposition des ministères et organismes publics, moyennant considération, des immeubles et de leur fournir des services de construction, d'exploitation et de gestion immobilière et d'offrir aux intervenants du secteur de la santé et des services sociaux, moyennant considération, les services de construction et d'acquisitions d'immobilisations, d'équipements et d'infrastructures sociosanitaires.

Elle a également pour mission de posséder, et d'en faire la location, moyennant considération, des biens utilisés ou qui doivent être utilisés par un établissement de santé et de services sociaux, une agence de la santé et des services sociaux ou un conseil régional visé à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., chapitre S-4.2) ou à la *Loi sur les services sociaux pour les autochtones cris* (L.R.Q., chapitre S-5) ou toute autre personne, société ou association désignée à cette fin par le ministre ou par le gouvernement.

La SIQ loge la majorité des ministères et organismes gouvernementaux, à l'exception notamment des réseaux de l'éducation et, à ce titre, elle est présente sur l'ensemble du territoire québécois.

En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts du Québec* et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*, la SIQ n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

#### **Fusion de la Corporation d'hébergement du Québec et de la Société immobilière du Québec**

En vertu de la *Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds*, la Corporation d'hébergement du Québec et la Société immobilière du Québec sont fusionnées depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2011. Ces personnes morales continuent leur existence sous le nom de Société immobilière du Québec, et leurs patrimoines n'en forment alors qu'un seul, qui est celui de la Société. Par conséquent, leurs actifs et leurs passifs ainsi que leurs droits et obligations qui s'y rattachent ont été regroupés à leur valeur comptable nette dans la nouvelle Société immobilière du Québec.

Par ailleurs, les informations comparatives au 31 mars 2011 présentent le cumul des activités des deux entités pour lesquelles des états financiers distincts avaient été établis.

### **Transfert de certaines activités de gestion de projet**

Le 15 mai 2012, le gouvernement du Québec a déposé à l'Assemblée nationale un projet de loi qui prévoit le transfert de certaines activités de gestion de projets de la Société à Infrastructure Québec. S'il est sanctionné, ce projet de loi prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> octobre prochain, Infrastructure Québec aura la responsabilité de la gestion de tous les projets immobiliers du réseau de la santé et des services sociaux, ainsi que des projets majeurs de la clientèle ministères et organismes.

La Société immobilière du Québec et Infrastructure Québec doivent, avant le 30 septembre 2012 ou à toute date ultérieure fixée par le gouvernement avant le 30 septembre 2012, conclure une entente sur la gestion des transferts des projets d'infrastructure publique.

Cette entente doit prévoir les dispositions nécessaires pour compléter les transferts des projets ainsi que des ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles qui y sont rattachées directement ou indirectement. Elle doit notamment prévoir en annexe à l'entente la liste des membres du personnel de la Société immobilière du Québec qui seront transférés à Infrastructure Québec.

### **2. Principales méthodes comptables**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la SIQ utilise prioritairement le *Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public*, et pour la première année, applique le modèle de présentation recommandé par ce manuel. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus (PCGR) doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la SIQ, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont la durée de vie utile des immeubles, la juste valeur des immeubles achetés pour une contrepartie mineure ou nulle, les courus relatifs aux contrats de construction ainsi que les obligations relatives aux congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

#### **Actif, passif et résultats liés aux stationnements**

La SIQ a confié le mandat de gestion de ses stationnements à un concessionnaire. Les états financiers de la SIQ intègrent dans chaque poste concerné les éléments d'actif, de passif et des résultats afférents à leur gestion.

## ■ Notes complémentaires au 31 mars 2012 (suite)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

### ACTIFS FINANCIERS

#### Immeubles destinés à la vente

Les immeubles en exploitation sont présentés comme étant destinés à la vente si la direction a approuvé la mise en œuvre d'un plan de vente, à un prix raisonnable, et si la constatation de la vente est probable dans un délai d'un an.

Les immeubles destinés à la vente sont évalués au moindre du coût amorti et de leur valeur recouvrable nette. Une fois les immeubles classés à titre d'actifs destinés à la vente, aucun amortissement les visant n'est comptabilisé.

#### Placements

La SIQ est partenaire dans une société en nom collectif, la Société Bon Pasteur (s.e.n.c.). Les activités principales de cette société touchent l'exploitation et la gestion de deux édifices destinés à la location de locaux commerciaux et résidentiels. La participation dans Société Bon Pasteur (s.e.n.c.), un partenariat autre que commercial, est comptabilisée selon la méthode de consolidation proportionnelle. Selon cette méthode, les états financiers regroupent la quote-part de chacun des éléments de l'actif, du passif, des revenus et des charges du placement relatif à la Société Bon Pasteur (s.e.n.c.).

La participation dans l'entreprise publique 9227-9702 Québec inc. est comptabilisée selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Selon cette méthode, la participation est enregistrée au coût, lequel est ajusté annuellement de la quote-part de la SIQ dans les résultats de cette entreprise. Cette méthode ne requiert aucune harmonisation des méthodes comptables de l'entreprise publique avec celles de la SIQ.

#### Frais reportés liés aux dettes

Les frais d'émission liés aux dettes à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés aux dettes à long terme.

### PASSIFS

#### Dettes à long terme

Les dettes à long terme sont comptabilisées à leur valeur nominale à l'exception de celles à prime ou à escompte qui sont comptabilisées au montant encaissé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque emprunt.

Les obligations émises à coupons irréguliers sont comptabilisées à leur valeur nominale, augmentées annuellement de la capitalisation de la charge d'intérêts au taux effectif, selon la méthode de l'intérêt composé.

#### Avantages sociaux futurs

##### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs gouvernementaux à prestations déterminées, compte tenu que la SIQ ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

##### Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés. Le solde de cette provision est inclus aux postes « Charges à payer et frais courus » de l'état de la situation financière.

### ACTIFS NON FINANCIERS

#### Immeubles

Les immeubles en exploitation sont comptabilisés au coût ou à la juste valeur lorsque la contrepartie est mineure ou nulle.

Pour les terrains acquis de tous organismes, l'excédent de leur juste valeur sur leur coût est comptabilisé dans les revenus de l'année financière au cours de laquelle il est acquis. L'excédent de la juste valeur des bâtiments acquis de tous organismes sur leur coût est comptabilisé à titre d'apports reportés relatifs aux plus-values au poste « Revenus reportés » de l'état de la situation financière.

Le coût d'acquisition d'un immeuble comprend le prix d'achat de l'immeuble et les autres frais d'acquisition tels que les frais d'étude, les frais juridiques, les frais d'arpentage et les droits de mutation.

Le coût de construction d'un immeuble comprend les coûts directs de construction reliés au développement, à l'amélioration ou aux réparations majeures, tels que les coûts de travaux, les coûts d'honoraires internes et externes, les intérêts des emprunts temporaires ainsi que les coûts indirects spécifiquement imputables aux projets.



## ■ Notes complémentaires au 31 mars 2012 (suite)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

L'amortissement des bâtiments est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire de manière à amortir complètement le coût des bâtiments sur des périodes variant de 5 à 75 ans. Les réparations majeures effectuées sur les immeubles en exploitation sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes variant de 5 à 50 ans.

Les œuvres d'art qui sont acquises en vertu de la « Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics » sont capitalisées au coût du bâtiment.

Les coûts d'amélioration et d'aménagement qui se rapportent aux terrains et les coûts ajoutés aux bâtiments détenus par baux emphytéotiques sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire pour une période équivalant au moindre de leur durée de vie ou de la durée du bail emphytéotique.

Les contributions reçues pour l'acquisition d'immobilisations sont comptabilisées aux revenus reportés, à l'exception de celles destinées à l'achat de terrains qui sont constatées aux revenus dans l'année d'acquisition. Les revenus reportés sont amortis aux revenus au même rythme que l'amortissement du coût des immobilisations correspondantes.

### Moins-values des immeubles et autres immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la SIQ de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise de valeur n'est constatée.

### Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

|                                          |             |
|------------------------------------------|-------------|
| Améliorations locatives                  | 3 à 25 ans  |
| Équipement                               | 3 à 10 ans  |
| Mobilier et équipement en location       | 10 ans      |
| Développements de systèmes informatiques | 5 et 10 ans |

### • Développements d'applications et de logiciels relatifs au Dossier de Santé du Québec

Les développements d'applications et de logiciels relatifs aux quatre projets du Dossier de Santé du Québec, soit « Couche d'accès à l'information de santé » (CAIS), « Télé-Santé », « Services de consentement », « Adaptation de la CAIS à l'infrastructure à clé publique » (ICP-CAIS), sont comptabilisés au coût. Les coûts comprennent, en sus des coûts directs, les frais de financement ainsi que les frais de gestion.

### • Les équipements informatiques – Dossier de Santé du Québec

Les équipements informatiques sont composés d'infrastructures technologiques relatives aux quatre projets du Dossier de Santé du Québec. Ils sont comptabilisés au coût.

### Travaux en cours

Les travaux en cours représentent les projets de construction reliés au développement, à l'amélioration ou aux réparations majeures, les projets à l'étude du volet Santé et les projets d'aménagement inachevés devant être facturés à la fin des travaux. Ces travaux sont enregistrés au coût.

Les projets à l'étude du volet Santé comprennent, en sus des coûts directs, les frais de gestion et de financement. Ces frais sont imputés jusqu'au virement du coût des études au coût des projets de construction et de réfection, ou jusqu'au moment où le coût des études est remboursé par le ministère de la Santé et des Services sociaux ou d'autres organismes dans les cas où les projets ne sont pas mis en œuvre.

Les travaux en cours représentent également les immeubles en construction comptabilisés au coût. Le coût comprend des coûts directs, les intérêts des emprunts temporaires ainsi que les coûts indirects spécifiquement imputables aux projets.

Lorsque le projet est entièrement complété et que les lieux ont atteint un niveau satisfaisant d'occupation, sous réserve d'un délai raisonnable, le coût des immeubles en construction est transféré aux immeubles en exploitation ou aux réparations majeures.

### Stocks

Les stocks se composent de pièces de rechange pour l'entretien et les réparations des immeubles qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours du ou des prochains exercices financiers. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

## ■ Notes complémentaires au 31 mars 2012 (suite)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

### REVENUS

#### Location d'espaces – ministères et organismes

Les revenus de location d'espaces sont facturés à partir des coûts prévisibles. Ces coûts sont répartis entre les ministères et organismes clients de la SIQ selon les modalités découlant du règlement sur la tarification des services rendus par la SIQ. Des ententes d'occupation sont alors signées entre la SIQ et les ministères et organismes du gouvernement du Québec assujettis à faire affaire avec la SIQ.

#### Location d'espaces – réseau de la santé et des services sociaux

Les revenus de location proviennent de baux de 15 ans, signés à compter du 1<sup>er</sup> avril 2000 avec des centres hospitaliers (CH), des centres locaux de services communautaires (CLSC), des centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD) et d'autres organismes du réseau de la santé qui occupent les immeubles de la SIQ propres à ce secteur d'activité.

#### Aménagements et autres services offerts aux clients

Les revenus sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

Les revenus d'intérêts tirés des créances liées aux aménagements sont comptabilisés en fonction de la durée des créances connexes selon la méthode de l'intérêt effectif.

### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La politique de la SIQ consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse, les placements facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et les chèques en circulation moins l'encaisse.

### 3. Modifications comptables

Les états financiers de l'entreprise 9227-9702 Québec inc., filiale de la SIQ, sont dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Il s'agit des premiers états financiers de l'entreprise établis conformément aux IFRS. Les états financiers étaient auparavant préparés conformément aux PCGR. Aux fins de l'établissement de son état de la situation financière d'ouverture, la filiale de la SIQ a ajusté les montants présentés antérieurement dans les états financiers établis selon les PCGR. Cette modification a eu pour effet de diminuer le montant du « goodwill » de 1,3 million de dollars.

Les postes touchés par cette réduction sont les suivants :

|                                                     | 2011    |
|-----------------------------------------------------|---------|
| Participation dans une entreprise publique          | (1 257) |
| Revenus (perte) provenant d'une entreprise publique | (1 257) |
| Excédent cumulé à la fin                            | (1 257) |

### 4. Immeubles destinés à la vente

|           | 2012   | 2011  |
|-----------|--------|-------|
| Terrains  | 8 445  | 4 303 |
| Bâtiments | 12 541 | 1 380 |
|           | 20 986 | 5 683 |

### 5. Créances liées aux aménagements

Effets à recevoir des ministères et organismes, remboursables par mensualités comprenant le capital et les intérêts, portant intérêt aux taux de 3,16 % à 7,76 %, échéant entre 2013 et 2027.

Le montant estimatif des encaissements en capital se détaille comme suit :

| Exercice    |         |
|-------------|---------|
| 2013        | 25 437  |
| 2014        | 22 945  |
| 2015        | 21 451  |
| 2016        | 18 939  |
| 2017        | 16 244  |
| 2018 à 2027 | 93 176  |
|             | 198 192 |

## ■ Notes complémentaires au 31 mars 2012 (suite)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

### 6. Créances liées aux projets établissement du réseau de la santé et des services sociaux

Les créances liées aux projets établissement comprennent tous les coûts directs majorés des honoraires de gestion et des intérêts, calculés au taux des acceptations bancaires d'un mois + 0,05 %, reliés aux projets de construction confiés à la SIQ.

### 7. Autres créances

|                                              | 2012   | 2011    |
|----------------------------------------------|--------|---------|
| Entités sous contrôle commun                 |        |         |
| Ministères et organismes*                    | 31 109 | 51 508  |
| Réseau de la santé et des services sociaux** | 2 573  | 39 164  |
| 9227-9702 Québec inc.                        | 682    | 84      |
| Société Parc-Auto du Québec                  | 7 895  | 8 398   |
| Autres                                       | 3 480  | 4 149   |
|                                              | 45 739 | 103 303 |

\* Du montant à recevoir des ministères et organismes, un montant de 7,1 millions de dollars est à recevoir du ministère de la Santé et des Services sociaux pour et au nom des établissements, sans intérêt, selon un calendrier de versements prédéterminés échéant en 2033.

Les montants à recevoir au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

| Exercice         |       |
|------------------|-------|
| 2013             | 240   |
| 2014             | 251   |
| 2015             | 264   |
| 2016             | 277   |
| 2017             | 291   |
| 2018 et suivants | 5 767 |
|                  | 7 090 |

\*\*Le 27 mars 2012, le Conseil du trésor autorisait par le CT 211266 le transfert de propriété des actifs du Dossier de Santé du Québec. Ainsi, la Société a encaissé la créance du réseau de la santé et des services sociaux relativement au financement des coûts du projet index-patient maître (IPME) pour un montant de 26,8 millions de dollars. De plus, au cours de l'exercice, une créance du réseau de la santé et des services sociaux de 10,6 millions de dollars consistant en une marge de crédit dont le taux équivalait à celui des acceptations bancaires + 0,30 % a été transférée à Financement-Québec.

### 8. Sommes à recevoir de Financement-Québec suite aux transferts de prêts

Une convention est intervenue avec Financement-Québec le 31 mars 2011 relativement aux transferts des conventions de prêts à long terme afin de financer à long terme des enveloppes décentralisées antérieures à 1999.

En vertu de ces conventions de prêts à long terme, la SIQ conserve un emprunt réalisé par une émission d'une obligation en lien avec ces dits prêts. Ainsi, Financement-Québec s'engage à verser au fiduciaire de cette émission d'obligation pour et à l'acquit de la SIQ, un montant équivalant aux paiements dus sur l'emprunt obligataire comprenant les versements de capital au Fonds d'amortissement et les versements d'intérêts, conformément à la cédule de remboursement de l'emprunt.

Les montants à recevoir au cours des trois prochains exercices se détaillent comme suit :

| Exercice |        |
|----------|--------|
| 2013     | 17 473 |
| 2014     | 19 246 |
| 2015     | 21 436 |
|          | 58 155 |

### 9. Sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme

En vertu de sa loi, la SIQ dépose au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec géré par le ministère des Finances, des sommes dédiées au remboursement d'une partie de ses dettes obligataires. Celles-ci ont généré un rendement de 4,2 % (2011 : 4,1 %).

Les sorties de fonds (entrées) en capital du Fonds d'amortissement pour le remboursement des dettes à long terme se détaillent comme suit :

| Exercice         |         |
|------------------|---------|
| 2013             | 6 040   |
| 2014             | (1 000) |
| 2015             | 14 400  |
| 2016             | -       |
| 2017             | -       |
| 2018 et suivants | 10 000  |
|                  | 29 440  |

## ■ Notes complémentaires au 31 mars 2012 (suite)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

### 10. Participation dans une entreprise publique

|                          | Prêts<br>et avances | Valeur de<br>consolidation | 2012   | 2011<br>(retraité) |
|--------------------------|---------------------|----------------------------|--------|--------------------|
| 9227-9702<br>Québec inc. | 24 289              | (6 293)                    | 17 996 | 26 656             |

Les avances à la filiale portent intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 0,05 % et sont sans modalité de remboursement.

#### Sommaire des états financiers de 9227-9702 Québec inc. au 31 mars 2012

##### Bilan

|                  | 2012    | 2011<br>(retraité) |
|------------------|---------|--------------------|
| Actif            | 19 669  | 27 572             |
| Passif           | 25 962  | 27 905             |
| Capitaux propres | (6 293) | (333)              |

### État des résultats et bénéfices non répartis

|                                                       | 2012<br>(12 mois) | 2011<br>(6 mois)<br>(retraité) |
|-------------------------------------------------------|-------------------|--------------------------------|
| Produits                                              | 9 180             | 3 344                          |
| Charges                                               | 6 787             | 3 677                          |
| Bénéfice (perte) d'exploitation                       | 2 393             | (333)                          |
| Réduction de valeur pour<br>dépréciation du goodwill* | (8 353)           | -                              |
| Perte nette                                           | (5 960)           | (333)                          |

\* Une charge de réduction de valeur pour dépréciation de 8,4 millions de dollars a été comptabilisée à la suite d'une évaluation externe de la juste valeur reliée à l'exploitation de 9227-9702 Québec inc.

Le calcul du test de dépréciation pour le goodwill est basé sur la valeur d'utilité, déterminée selon la méthode des flux de trésorerie attendus. Ce calcul dépend principalement des hypothèses prises pour estimer les flux de trésorerie futurs, la croissance de ces flux et le taux d'actualisation utilisé.

Les résultats de 9227-9702 Québec inc. ont été inclus dans les résultats de la SIQ à compter du 29 septembre 2010.

9227-9702 Québec inc. s'est engagé par bail jusqu'en 2013 pour la location d'une bâtisse. Le solde de l'engagement s'établit à 1,0 million de dollars.

### 11. Dettes à long terme

|                                                                                                                                                                                                                                                                  | 2012      | 2011      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|
| Obligations aux taux fixes de 10,36 % à 11,00 %, garanties par le gouvernement du Québec, échéant de 2013 à 2019 (a)                                                                                                                                             | 218 792   | 218 555   |
| Obligations sans versement d'intérêt pour une période de 15 à 19 ans et portant intérêt pour une période de 6 à 8 ans à des taux de 68 % à 156 % (taux effectifs de 10,46 % à 10,51 %), échéant de 2013 à 2015, incluant les intérêts capitalisables de 61,0 M\$ | 84 045    | 103 325   |
| Billets dus au Ministre des Finances du gouvernement du Québec aux taux de 3,14 % à 9,87 %, échéant de 2013 à 2042                                                                                                                                               | 2 094 296 | 2 107 376 |
| Billets dus à Financement-Québec aux taux de 6,40 % à 9,38 %, échéant de 2016 à 2019                                                                                                                                                                             | 771       | 900       |
| Emprunts aux taux de 5,26 % à 10,63 %, garantis par des hypothèques immobilières, échéant de 2018 à 2023                                                                                                                                                         | 11 107    | 11 767    |
| Hypothèques de la Société d'habitation du Québec garanties par des immeubles d'une valeur comptable de 112,0 M\$ à des taux variant de 6,88 % à 8,00 %, échéant de 2020 à 2030 (b)                                                                               | 26 538    | 27 779    |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition (c)                                                                                                                                                                                                    | 19 583    | 20 503    |
| Emprunts à taux et à échéances variables                                                                                                                                                                                                                         | 256       | 277       |
|                                                                                                                                                                                                                                                                  | 2 455 388 | 2 490 482 |

## ■ Notes complémentaires au 31 mars 2012 (suite)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

Le montant des paiements en capital à effectuer, excluant les contrats de location-acquisition et les sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme, se détaille comme suit :

| Exercice         |           |
|------------------|-----------|
| 2013             | 403 249   |
| 2014             | 91 537    |
| 2015             | 233 841   |
| 2016             | 213 245   |
| 2017             | 155 389   |
| 2018 et suivants | 1 309 104 |
|                  | 2 406 365 |

- (a) Le 28 mars de chaque année jusqu'en 2013 inclusivement, les détenteurs d'obligations de la série E (59,4 millions de dollars) peuvent exiger le rachat, par la SIQ, à la valeur nominale. Le montant annuel maximal d'obligations que la SIQ pourrait devoir racheter au cours du prochain exercice est de 9,0 millions de dollars.
- (b) Des hypothèques mobilières grèvent, en faveur de la SIQ, la subvention ministérielle versée aux intervenants du secteur du réseau de la santé. Celles-ci peuvent être cédées aux créanciers non apparentés de la SIQ pour garantir leurs prêts.
- (c) Les paiements minimaux à payer en vertu de contrats de location-acquisition sont :

| Exercice                                       |        |
|------------------------------------------------|--------|
| 2013                                           | 6 623  |
| 2014                                           | 6 623  |
| 2015                                           | 6 623  |
| 2016                                           | 5 871  |
| 2017                                           | 5 720  |
| 2018 et suivants                               | 54 441 |
| Total des paiements minimaux à payer           | 85 901 |
| Moins : Intérêts théoriques au taux de 11,66 % | 21 025 |
| Frais accessoires                              | 45 293 |
|                                                | 19 583 |

### 12. Emprunts temporaires

Au 31 mars 2012, la SIQ a des emprunts temporaires de 688,5 millions de dollars (2011 : 771,5 millions de dollars) dont 330,1 millions de dollars auprès du ministère des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement (2011 : 398,5 millions de dollars), et 358,4 millions de dollars auprès d'institutions financières (2011 : 373,0 millions de dollars). Les emprunts temporaires de la SIQ portent intérêt à un taux moyen de 1,25 % dont 600,9 millions de dollars ayant des échéances s'échelonnant du 2 avril au 3 mai 2012 et 87,6 millions de dollars qui se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La SIQ dispose auprès de deux institutions financières de marges de crédit de 10,0 et 200,0 millions de dollars. Ces marges de crédit portent intérêt au taux préférentiel et sont renouvelables au moins une fois l'an. Le crédit doit servir au financement des besoins généraux de la SIQ. Au 31 mars 2012, le taux préférentiel est de 3,0 % (2011 : 3,0 %). Le solde de la marge de 200,0 millions de dollars au 31 mars 2012 est nul (2011 : 2,2 millions de dollars) ainsi que le solde de la marge de 10,0 millions de dollars (2011 : nul).

### 13. Charges à payer et frais courus

|                                            | 2012    | 2011    |
|--------------------------------------------|---------|---------|
| Entités sous contrôle commun               |         |         |
| Ministères et organismes                   | 53 974  | 54 341  |
| Réseau de la santé et des services sociaux | 1 244   | 14 491  |
| Autres                                     | 135 437 | 139 016 |
|                                            | 190 655 | 207 848 |

### 14. Revenus reportés

|                                            | 2012    | 2011    |
|--------------------------------------------|---------|---------|
| Loyers                                     |         |         |
| Entités sous contrôle commun               |         |         |
| Ministères et organismes                   | 24 776  | 8 092   |
| Réseau de la santé et des services sociaux | 1 010   | 1 642   |
| Autres                                     | 2 470   | 2 385   |
| Contributions                              |         |         |
| Entités sous contrôle commun               |         |         |
| Ministères et organismes                   | 20 117  | 20 822  |
| Réseau de la santé et des services sociaux | 25 705  | 26 436  |
| Autres                                     | 70 019  | 72 136  |
| Apports reportés relatifs aux plus-values  | 71 042  | 74 610  |
|                                            | 215 139 | 206 123 |

## ■ Notes complémentaires au 31 mars 2012 (suite)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

### 15. Immeubles

|                                 | Terrains       | Bâtiments        | Immeubles loués en vertu de contrats de location-acquisition | Réparations majeures | 2012             | 2011             |
|---------------------------------|----------------|------------------|--------------------------------------------------------------|----------------------|------------------|------------------|
| <b>Coût des immobilisations</b> |                |                  |                                                              |                      |                  |                  |
| Solde au début                  | 233 095        | 4 045 746        | 28 406                                                       | 199 182              | 4 506 429        | 4 254 558        |
| Acquisitions                    | 3 825          | 99 723           | -                                                            | 62 697               | 166 245          | 257 991          |
| Dispositions                    | (7 671)        | (15 999)         | -                                                            | (735)                | (24 405)         | (6 120)          |
| <b>Solde à la fin</b>           | <b>229 249</b> | <b>4 129 470</b> | <b>28 406</b>                                                | <b>261 144</b>       | <b>4 648 269</b> | <b>4 506 429</b> |
| <b>Amortissement cumulé</b>     |                |                  |                                                              |                      |                  |                  |
| Solde au début                  | -              | 1 048 249        | 9 980                                                        | 41 347               | 1 099 576        | 983 584          |
| Amortissement                   | -              | 107 803          | 1 027                                                        | 14 702               | 123 532          | 117 562          |
| Incidence des dispositions      | -              | (3 200)          | -                                                            | (735)                | (3 935)          | (1 570)          |
| <b>Solde à la fin</b>           | <b>-</b>       | <b>1 152 852</b> | <b>11 007</b>                                                | <b>55 314</b>        | <b>1 219 173</b> | <b>1 099 576</b> |
| <b>Valeur nette comptable</b>   | <b>229 249</b> | <b>2 976 618</b> | <b>17 399</b>                                                | <b>205 830</b>       | <b>3 429 096</b> | <b>3 406 853</b> |

Le total des immobilisations inclut des terrains cédés par baux emphytéotiques pour un montant de 9,1 millions de dollars (2011 : 8,4 millions de dollars).

Les acquisitions s'élèvent à 166,2 millions de dollars (2011 : 258,0 millions de dollars), dont un montant de 160,6 millions de dollars correspond à un transfert de travaux en cours (2011 : 228,7 millions de dollars). Les dispositions s'élèvent à 24,4 millions de dollars (2011 : 6,1 millions de dollars), dont un montant de 21,6 millions de dollars représente un transfert aux immeubles destinés à la vente (2011 : 2,9 millions de dollars). Un montant de 15,0 millions de dollars était impayé au 31 mars 2012 (2011 : 14,9 millions de dollars).



## ■ Notes complémentaires au 31 mars 2012 (suite)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

### 16. Autres immobilisations corporelles

|                                     | Améliorations<br>locatives | Équipement    | Mobilier et<br>équipement<br>en location | Développe-<br>ments de<br>systèmes<br>informatiques | Développe-<br>ments<br>d'applications<br>et de logiciels<br>Dossier de<br>Santé du<br>Québec* | Équipements<br>informatiques<br>Dossier de<br>Santé du<br>Québec* | 2012           | 2011           |
|-------------------------------------|----------------------------|---------------|------------------------------------------|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| <b>Coût des<br/>immobilisations</b> |                            |               |                                          |                                                     |                                                                                               |                                                                   |                |                |
| Solde au début                      | 51 204                     | 34 766        | 43 957                                   | 3 976                                               | 44 539                                                                                        | 10 700                                                            | 189 142        | 164 263        |
| Acquisitions                        | 2 999                      | 963           | -                                        | 10 096                                              | 1 729                                                                                         | 7 071                                                             | 22 858         | 26 070         |
| Dispositions                        | (4 811)                    | (605)         | -                                        | (4 736)                                             | (46 268)                                                                                      | (17 771)                                                          | (74 191)       | (1 191)        |
| <b>Solde à la fin</b>               | <b>49 392</b>              | <b>35 124</b> | <b>43 957</b>                            | <b>9 336</b>                                        | <b>-</b>                                                                                      | <b>-</b>                                                          | <b>137 809</b> | <b>189 142</b> |
| <b>Amortissement<br/>cumulé</b>     |                            |               |                                          |                                                     |                                                                                               |                                                                   |                |                |
| Solde au début                      | 21 522                     | 26 924        | 39 734                                   | 357                                                 | -                                                                                             | -                                                                 | 88 537         | 80 055         |
| Amortissement                       | 4 036                      | 2 458         | 1 690                                    | 290                                                 | -                                                                                             | -                                                                 | 8 474          | 9 209          |
| Incidence des<br>dispositions       | (3 518)                    | (573)         | -                                        | -                                                   | -                                                                                             | -                                                                 | (4 091)        | (727)          |
| <b>Solde à la fin</b>               | <b>22 040</b>              | <b>28 809</b> | <b>41 424</b>                            | <b>647</b>                                          | <b>-</b>                                                                                      | <b>-</b>                                                          | <b>92 920</b>  | <b>88 537</b>  |
| <b>Valeur nette<br/>comptable</b>   | <b>27 352</b>              | <b>6 315</b>  | <b>2 533</b>                             | <b>8 689</b>                                        | <b>-</b>                                                                                      | <b>-</b>                                                          | <b>44 889</b>  | <b>100 605</b> |

Des développements de systèmes informatiques au coût de 0,8 million de dollars sont en voie de réalisation au 31 mars 2012 (2011 : 2,5 millions de dollars) et ne sont pas amortis.

\* Le 27 mars 2012, le Conseil du trésor autorisait par le CT 211266 le transfert de la propriété des actifs du Dossier de Santé du Québec. Ainsi, les dépenses cumulées à ce jour de 64,0 millions de dollars relativement aux quatre projets, soit « Couche d'accès à l'information de santé » (CAIS), « Télé-Santé », « Service de consentement », « Adaptation de la CAIS à l'infrastructure à clé publique » (ICP-CAIS) ont été remboursées par Financement-Québec. Au cours de l'exercice, les frais d'intérêt sur emprunts à court terme de 0,5 million de dollars (2011 : 0,3 million de dollars) ont été capitalisés à ces éléments.

### 17. Frais capitalisés aux travaux en cours

Au cours de l'exercice, les frais suivants ont été capitalisés aux travaux en cours :

|                                                                                                           | 2012          | 2011          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Frais généraux et administratifs spécifiquement imputables aux projets en cours de construction (note 24) | 14 303        | 15 323        |
| Intérêts (note 22)                                                                                        | 1 788         | 1 693         |
|                                                                                                           | <b>16 091</b> | <b>17 016</b> |

### 18. Capital-actions

Les actions de la SIQ sont détenues par le ministre des Finances.

|                                                          | 2012   | 2011   |
|----------------------------------------------------------|--------|--------|
| Autorisé :                                               |        |        |
| 300 000 actions d'une valeur nominale de 1000 \$ chacune |        |        |
| Émis et payé :<br>90 001 actions                         | 90 001 | 90 001 |

## ■ Notes complémentaires au 31 mars 2012 (suite)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

### 19. Excédent cumulé

|                                                                                                                                   | 2012    | 2011    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|
| Excédent cumulé                                                                                                                   | 428 777 | 414 437 |
| Portion de l'excédent cumulé liée à un non-appariement des revenus de la clientèle du réseau de la santé et des services sociaux* | 143 818 | 126 080 |
| Excédent cumulé résiduel                                                                                                          | 284 959 | 288 357 |

\* Les revenus de la clientèle du réseau de la santé et des services sociaux, établis annuellement en fonction d'un CT avec le réseau de la santé et des services sociaux, sont constatés sur une période de 15 ans alors que les charges correspondantes, qui sont liées principalement à l'amortissement des immobilisations et de charges d'intérêts, sont réparties sur une période supérieure, ce qui entraîne un non-appariement des revenus et des charges.

L'excédent cumulé lié au non-appariement des revenus de la clientèle du réseau de la santé et des services sociaux est lié aux charges futures rattachées à ces immobilisations.

Également, compte tenu de la nature même des actifs générant ces charges, la Société est à évaluer, à l'aide de consultants externes, la nature même des actifs générant ces charges ainsi que la problématique reliée au financement des immobilisations de la clientèle du réseau de la santé et des services sociaux et proposera à moyen terme une solution à chacun des intervenants impliqués. Cette solution pourrait avoir notamment comme impact de modifier dans les années futures les postes suivants aux états financiers : « Immeubles » et « Amortissement ».

### 20. Revenus d'intérêts

|                                                                           | 2012   | 2011   |
|---------------------------------------------------------------------------|--------|--------|
| Créances                                                                  |        |        |
| Liées aux aménagements                                                    | 9 027  | 8 847  |
| Liées aux projets établissement                                           | 689    | 2 633  |
| Sommes à recevoir de Financement-Québec suite aux transferts de prêts     | 8 131  | 12 942 |
| Sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme | 663    | 644    |
| Autres                                                                    | 728    | 3 806  |
|                                                                           | 19 238 | 28 872 |

### 21. Frais d'exploitation des immeubles

|                                                                                                      | 2012    | 2011    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|
| Exploitation                                                                                         | 96 320  | 95 716  |
| Salaires, autres coûts directs et frais généraux imputables à l'exploitation des immeubles (note 24) | 35 851  | 35 468  |
| Conservation                                                                                         | 1 986   | 3 178   |
| Amortissement des réparations majeures                                                               | 14 701  | 12 142  |
| Frais de relocalisation                                                                              | 2 031   | 926     |
|                                                                                                      | 150 889 | 147 430 |

### 22. Frais financiers

|                                                                                                      | 2012    | 2011    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|
| <b>Charges d'intérêts :</b>                                                                          |         |         |
| Dettes à long terme                                                                                  |         |         |
| Entités sous contrôle commun – ministères et organismes                                              | 115 061 | 126 560 |
| Autres                                                                                               | 33 431  | 35 401  |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition                                            | 2 331   | 2 234   |
| Amortissement des frais reportés liés aux dettes à long terme                                        |         |         |
| Entités sous contrôle commun – ministères et organismes                                              | 980     | 1 855   |
| Autres                                                                                               | 13      | 13      |
| Emprunts temporaires                                                                                 |         |         |
| Entités sous contrôle commun – ministères et organismes                                              | 5 254   | 4 926   |
| Autres                                                                                               | 4 688   | 6 783   |
|                                                                                                      | 161 758 | 177 772 |
| <b>Moins :</b>                                                                                       |         |         |
| Intérêts capitalisés aux autres immobilisations corporelles et aux travaux en cours (notes 16 et 17) | 2 309   | 1 968   |
| Intérêts imputés aux résultats sous les frais généraux et administratifs                             | 861     | 1 157   |
|                                                                                                      | 3 170   | 3 125   |
|                                                                                                      | 158 588 | 174 647 |



## ■ Notes complémentaires au 31 mars 2012 (suite)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

### 23. Amortissement

|                                                                                                                    | 2012    | 2011    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|
| Immeubles                                                                                                          | 123 477 | 117 561 |
| Autres immobilisations corporelles                                                                                 | 8 475   | 9 209   |
|                                                                                                                    | 131 952 | 126 770 |
| Moins :                                                                                                            |         |         |
| Amortissement imputé aux résultats sous les frais généraux et administratifs et frais d'exploitation des immeubles | 15 775  | 13 371  |
|                                                                                                                    | 116 177 | 113 399 |

### 24. Frais généraux et administratifs - net

|                                                                                                         | 2012   | 2011   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|
| Salaires et avantages sociaux                                                                           | 58 161 | 58 976 |
| Frais des locaux occupés par la SIQ                                                                     | 5 721  | 5 317  |
| Autres dépenses administratives                                                                         | 8 317  | 9 230  |
|                                                                                                         | 72 199 | 73 523 |
| Moins :                                                                                                 |        |        |
| Frais capitalisés aux travaux en cours (note 17)                                                        | 14 303 | 15 323 |
| Frais imputés à l'exploitation des immeubles (note 21)                                                  | 35 851 | 35 468 |
| Frais imputés aux aménagements et autres services offerts aux clients                                   | 1 976  | 2 770  |
| Frais imputés aux coûts relatifs aux honoraires de gestion - réseau de la santé et des services sociaux | 8 471  | 9 246  |
|                                                                                                         | 60 601 | 62 807 |
|                                                                                                         | 11 598 | 10 716 |

### 25. Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite

Les membres du personnel de la SIQ participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) administrés par un organisme du gouvernement du Québec. Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le taux de cotisation de la SIQ pour le RREGOP a augmenté de 8,69 % à 8,94 % de la masse salariale cotisable et celui pour le RRPE, le RRF et le RRAS de 11,54 % à 12,30 %.

Les cotisations de la SIQ imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 3,2 millions de dollars (2011: 2,9 millions de dollars). Les obligations de la SIQ à l'égard de ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

#### Obligations relatives aux congés de maladie

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société. La valeur de ces obligations est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Les hypothèses économiques à long terme utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des obligations sont les suivantes :

|                                                         | 2012        | 2011              |
|---------------------------------------------------------|-------------|-------------------|
| Taux de croissance de la rémunération                   | 3,25 %      | 3,25 %            |
| Taux d'actualisation                                    | 3,61 %      | 4,40 %            |
| Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs | 9 et 13 ans | Entre 8 et 14 ans |

## ■ Notes complémentaires au 31 mars 2012 (suite)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

### Provision pour congés de maladie et vacances

|                                            | Maladie      | Vacances     | 2012          | 2011          |
|--------------------------------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| Solde au début                             | 5 754        | 5 587        | 11 341        | 11 251        |
| Montants transférés *                      | (345)        | (368)        | (713)         | (36)          |
| Charge de l'exercice                       | 2 214        | 4 708        | 6 922         | 6 718         |
|                                            | 7 623        | 9 927        | 17 550        | 17 933        |
| Moins :                                    |              |              |               |               |
| Prestations versées au cours de l'exercice | 1 540        | 4 463        | 6 003         | 6 592         |
| <b>Solde à la fin</b>                      | <b>6 083</b> | <b>5 464</b> | <b>11 547</b> | <b>11 341</b> |

\* Les montants transférés représentent les vacances et les maladies à payer à la suite de transferts d'employés entre la SIQ et le gouvernement du Québec.

### 26. Consolidation proportionnelle de la Société Bon Pasteur (s.e.n.c.)

Au 31 mars 2012, la quote-part de chacun des éléments de la Société Bon Pasteur (s.e.n.c.) comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle se détaille comme suit :

|                  | 2012   | 2011   |
|------------------|--------|--------|
| Actif            | 17 601 | 17 916 |
| Passif           | 10 615 | 11 386 |
| Capitaux propres | 6 986  | 6 530  |
| Produits         | 2 961  | 2 772  |
| Charges          | 2 505  | 2 424  |
| Bénéfice net     | 456    | 348    |

### 27. Opérations entre apparentés

Les produits d'aménagements et autres services offerts aux clients proviennent d'opérations conclues avec les ministères et organismes clients.

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées ci-dessus ainsi que dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la SIQ est apparentée avec tous les ministères, les fonds spéciaux, les agences de la santé et des services sociaux, les établissements et les organismes du réseau de la santé et des services sociaux, le ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

La SIQ n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## ■ Notes complémentaires au 31 mars 2012 (suite)

(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

### 28. Obligations contractuelles

#### Contrats de location-exploitation

Les paiements minimaux exigibles en vertu des baux de location-exploitation se détaillent comme suit :

| Exercice         |           |
|------------------|-----------|
| 2013             | 285 522   |
| 2014             | 264 608   |
| 2015             | 222 450   |
| 2016             | 195 581   |
| 2017             | 174 079   |
| 2018 et suivants | 827 743   |
|                  | 1 969 983 |

#### Projets de construction et d'aménagement

Au 31 mars 2012, des travaux et des honoraires externes reliés à des projets de construction et d'aménagement ont fait l'objet d'engagements contractuels totalisant 138,7 millions de dollars (2011 : 138,1 millions de dollars).

### 29. Éventualités

#### Litiges

Des poursuites judiciaires et des réclamations contre la SIQ, au montant de 29,7 millions de dollars, sont en cours à la date de préparation des états financiers. La direction est d'avis qu'une provision adéquate a été constituée à l'égard des déboursés qui pourraient découler de ces litiges et elle ne prévoit donc pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la SIQ.

#### Environnement

Les activités de la SIQ sont assujetties à des lois, règlements et directives sur l'environnement adoptés par les autorités gouvernementales.

#### Amiante

Les immeubles de la SIQ construits avant 1985 sont susceptibles de contenir de l'amiante. La présence d'amiante dans un immeuble n'implique cependant pas l'obligation de désamiantage immédiat. En effet, comme ce matériau est généralement encapsulé, il ne présente pas de risques tant et aussi longtemps qu'une intervention qui aurait pour effet d'altérer cette couche protectrice n'est pas réalisée. Ainsi, les travaux d'entretien et de réparation sont généralement assurés au moyen d'activités qui n'impliquent pas nécessairement l'enlèvement de l'amiante. La sécurité de ses travailleurs, des occupants de l'immeuble et de la population en général guide la SIQ dans sa décision de procéder à l'enlèvement de l'amiante. Quant aux interventions importantes qui requièrent l'enlèvement de l'amiante, elles sont planifiées au moment où les changements technologiques ou l'état de l'immeuble les justifient.

#### Terrains contaminés

La SIQ possède également des terrains contaminés. Un passif environnemental relatif aux coûts de réhabilitation des terrains contaminés est comptabilisé, à l'exception des terrains se rapportant au réseau de la santé et des services sociaux, lorsqu'il est probable que la SIQ en assumera la responsabilité, dans la mesure où le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Quant aux terrains contaminés se rapportant au réseau de la santé et des services sociaux, les pertes qui pourraient découler de ce passif éventuel seront assumées par les locataires en vertu de baux signés par la SIQ.

La direction est d'avis qu'une provision adéquate a été constituée relativement à ces éléments.

## Annexe A

## ■ Renseignements complémentaires sur les états financiers

Aux fins de comparaison et d'étalonnage avec le secteur privé, l'information financière est présentée selon le format utilisé dans les exercices antérieurs \*

## Bilan

Au 31 mars 2012

(en milliers de dollars) (non audité)

|                                                                           | M/O<br>2012 | RSSS<br>2012 | Total<br>2012 | M/O<br>2011 | RSSS<br>2011 | Total<br>2011 |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------|---------------|-------------|--------------|---------------|
| <b>Actif</b>                                                              |             |              |               |             |              |               |
| Immeubles                                                                 | 1 668 957   | 1 760 139    | 3 429 096     | 1 583 054   | 1 823 799    | 3 406 853     |
| Immeubles destinés à la vente                                             | 16 977      | 4 009        | 20 986        | 54          | 5 629        | 5 683         |
| Autres immobilisations corporelles                                        | 42 356      | 2 533        | 44 889        | 38 281      | 62 324       | 100 605       |
| <b>Créances</b>                                                           |             |              |               |             |              |               |
| Liées aux aménagements                                                    | 198 192     | -            | 198 192       | 203 722     | -            | 203 722       |
| Liées aux projets établissement                                           | -           | 42 687       | 42 687        | -           | 52 755       | 52 755        |
| Autres                                                                    | 22 723      | 23 016       | 45 739        | 36 559      | 66 744       | 103 303       |
| Travaux en cours                                                          | 146 846     | 15 219       | 162 065       | 132 811     | 43 809       | 176 620       |
| Sommes à recevoir de Financement-Québec suite aux transferts de prêts     | -           | 58 155       | 58 155        | -           | 74 024       | 74 024        |
| Sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme | -           | 29 440       | 29 440        | -           | 28 120       | 28 120        |
| Participation dans une entreprise publique                                | 17 996      | -            | 17 996        | 26 656      | -            | 26 656        |
| Stocks                                                                    | 794         | -            | 794           | 897         | -            | 897           |
| Frais payés d'avance                                                      | 4 329       | -            | 4 329         | 4 189       | 1 961        | 6 150         |
| Frais reportés liés aux dettes à long terme                               | 2 773       | 9 883        | 12 656        | 2 186       | 10 216       | 12 402        |
| Encaisse                                                                  | 6 431       | (4 976)      | 1 455         | -           | -            | -             |
| Transactions entre les M/O et le RSSS                                     | (13 921)    | 13 921       | -             | -           | -            | -             |
|                                                                           | 2 114 453   | 1 954 026    | 4 068 479     | 2 028 409   | 2 169 381    | 4 197 790     |
| <b>Passif</b>                                                             |             |              |               |             |              |               |
| Dettes à long terme                                                       | 1 059 760   | 1 395 628    | 2 455 388     | 1 036 393   | 1 454 089    | 2 490 482     |
| Emprunts temporaires                                                      | 600 913     | 87 606       | 688 519       | 551 654     | 222 000      | 773 654       |
| Charges à payer et frais courus                                           | 151 738     | 38 917       | 190 655       | 142 419     | 65 429       | 207 848       |
| Revenus reportés                                                          | 39 134      | 176 005      | 215 139       | 22 933      | 183 190      | 206 123       |
| Chèques en circulation moins encaisse                                     | -           | -            | -             | 9 138       | 6 107        | 15 245        |
|                                                                           | 1 851 545   | 1 698 156    | 3 549 701     | 1 762 537   | 1 930 815    | 3 693 352     |
| <b>Avoir de l'actionnaire</b>                                             |             |              |               |             |              |               |
| Capital-actions                                                           | 80 001      | 10 000       | 90 001        | 80 001      | 10 000       | 90 001        |
| Bénéfices non répartis                                                    | 182 907     | 245 870      | 428 777       | 185 871     | 228 566      | 414 437       |
|                                                                           | 262 908     | 255 870      | 518 778       | 265 872     | 238 566      | 504 438       |
|                                                                           | 2 114 453   | 1 954 026    | 4 068 479     | 2 028 409   | 2 169 381    | 4 197 790     |

\* Les activités de la SIO se composent du volet ministères et organismes (M/O) et du volet réseau de la santé et des

[Retour à la table des matières](#)

## Annexe B

### ■ Renseignements complémentaires sur les états financiers

Aux fins de comparaison et d'étalonnage avec le secteur privé, l'information financière est présentée selon le format utilisé dans les exercices antérieurs \*

#### Résultats

#### De l'exercice clos le 31 mars 2012

(en milliers de dollars) (non audités)

|                                                                                       | M/O<br>2012  | RSSS<br>2012  | Total<br>2012 | M/O<br>2011   | RSSS<br>2011  | Total<br>2011 |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Revenus</b>                                                                        |              |               |               |               |               |               |
| Location d'espaces                                                                    |              |               |               |               |               |               |
| Ministères et organismes clients                                                      | 602 040      | 223           | 602 263       | 591 198       | 879           | 592 077       |
| Réseau de la santé et des services sociaux                                            | 1 449        | 140 829       | 142 278       | -             | 143 100       | 143 100       |
| Autres clients                                                                        | 9 986        | 11 244        | 21 230        | 8 363         | 12 057        | 20 420        |
| Stationnements                                                                        | 28 159       | -             | 28 159        | 27 549        | -             | 27 549        |
| Aménagements et autres services offerts aux clients                                   | 58 781       | 2 229         | 61 010        | 90 663        | 2 787         | 93 450        |
| Honoraires de gestion – réseau de la santé et des services sociaux                    | -            | 8 471         | 8 471         | -             | 9 246         | 9 246         |
| Gain sur cession d'immeubles                                                          | 2 057        | 296           | 2 353         | 952           | -             | 952           |
| Autres                                                                                | 1 743        | 6 910         | 8 653         | 300           | 7 139         | 7 439         |
|                                                                                       | 704 215      | 170 202       | 874 417       | 719 025       | 175 208       | 894 233       |
| <b>Charges</b>                                                                        |              |               |               |               |               |               |
| Loyers et taxes d'affaires sur locations                                              | 283 884      | -             | 283 884       | 278 690       | -             | 278 690       |
| Frais d'exploitation des immeubles                                                    | 148 295      | 2 594         | 150 889       | 142 647       | 4 783         | 147 430       |
| Aménagements et autres services offerts aux clients                                   | 58 460       | 1 895         | 60 355        | 90 227        | 2 535         | 92 762        |
| Frais financiers - net                                                                | 62 859       | 76 491        | 139 350       | 62 439        | 83 336        | 145 775       |
| Impôts fonciers et taxes d'affaires sur propriétés                                    | 75 080       | -             | 75 080        | 71 858        | -             | 71 858        |
| Coûts relatifs aux honoraires de gestion – réseau de la santé et des services sociaux | -            | 8 471         | 8 471         | -             | 9 246         | 9 246         |
| Amortissement                                                                         | 54 656       | 61 521        | 116 177       | 51 200        | 62 199        | 113 399       |
| Frais généraux et administratifs - net                                                | 11 308       | 290           | 11 598        | 10 075        | 641           | 10 716        |
| Réduction de valeur d'immeubles et d'immeubles destinés à la vente                    | -            | 1 636         | 1 636         | -             | 187           | 187           |
| Perte provenant d'une entreprise publique                                             | 5 960        | -             | 5 960         | 333           | -             | 333           |
| Perte sur cession d'immeubles                                                         | -            | -             | -             | -             | 132           | 132           |
|                                                                                       | 700 502      | 152 898       | 853 400       | 707 469       | 163 059       | 870 528       |
| <b>Bénéfice net</b>                                                                   | <b>3 713</b> | <b>17 304</b> | <b>21 017</b> | <b>11 556</b> | <b>12 149</b> | <b>23 705</b> |

\* Les activités de la SIQ se composent du volet ministères et organismes (M/O) et du volet réseau de la santé et des services sociaux (RSSS).

## Attestation de la direction à l'égard des contrôles internes

Nous avons examiné les états financiers ainsi que le rapport annuel de la Société immobilière du Québec (Société) pour l'exercice terminé le 31 mars 2012.

À ces égards, nous avons la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière pour la Société.

Ainsi, nous avons conçu et fait concevoir sous notre supervision des contrôles pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société nous est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les états financiers et le rapport annuel sont produits, et que l'information qui doit être présentée par la Société dans le rapport annuel est enregistrée, traitée et présentée dans les délais prescrits.

Après évaluation, nous attestons que les contrôles conçus sous notre supervision fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes comptables canadiennes du secteur public.

Le président et chef de la direction,



**Richard Verreault**

Québec, le 30 mai 2012

Nous attestons également qu'à notre connaissance et avec la diligence raisonnable dont nous avons fait preuve, les états financiers ainsi que le rapport annuel ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important, ni n'omettent de fait important devant être déclaré, et ce, pour les exercices visés par ces documents.

Nous attestons enfin qu'à notre connaissance et avec la diligence raisonnable dont nous avons fait preuve, les états financiers et les autres éléments d'information financière présentés dans le rapport annuel donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux dates de clôture des exercices présentés dans les états financiers et le rapport annuel, ainsi que des résultats de son exploitation pour ces exercices.

Le vice-président Finances, Contrats  
et Technologies de l'information,



**Éric Thibault, CPA, CA**



# Rapport de l'auditeur indépendant

Au Ministre des Finances

## *Rapport sur les états financiers*

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Innovatech du Grand Montréal, qui comprennent les états de la situation financière au 31 mars 2012, au 31 mars 2011 et au 1<sup>er</sup> avril 2010, et les états du résultat global, de la variation des capitaux propres ainsi que les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2012 et le 31 mars 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

## *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

## *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société Innovatech du Grand Montréal au 31 mars 2012, au 31 mars 2011 et au 1<sup>er</sup> avril 2010, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2012 et le 31 mars 2011, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).



## Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement de référentiel comptable expliqué à la note 14 des états financiers, ces normes ont été appliquées pour l'exercice clos le 31 mars 2012 de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent ainsi que pour l'état de la situation financière d'ouverture au 1er avril 2010.

Pour le vérificateur général du Québec par intérim,

 , CPA Auditeur, CA

Marcel Couture, CPA auditeur, CA  
Vérificateur général adjoint

Québec, le 16 juillet 2012

## Société Innovatech du Grand Montréal

## État de la situation financière

Au 31 mars 2012, au 31 mars 2011 et au 1<sup>er</sup> avril 2010  
(en dollars canadiens)

|                                                  | 31 mars 2012     | 31 mars 2011     | 1 <sup>er</sup> avril 2010 |
|--------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------------------|
| <b>ACTIF</b>                                     |                  |                  |                            |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6) | 4 999 625        | 4 859 098        | 5 109 767                  |
| Sommes à recevoir                                | -                | 4 254            | 5 895                      |
| Autres éléments d'actifs                         | 17 827           | 20 801           | 37 298                     |
|                                                  | <b>5 017 452</b> | <b>4 884 153</b> | <b>5 152 960</b>           |
| <b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>                |                  |                  |                            |
| <b>Passif</b>                                    |                  |                  |                            |
| Charges à payer (note 8)                         | 44 948           | 28 089           | 37 432                     |
| Sommes à payer à l'acheteur, sans intérêt        | 192 002          | -                | -                          |
|                                                  | <b>236 950</b>   | <b>28 089</b>    | <b>37 432</b>              |
| <b>Capitaux propres</b>                          |                  |                  |                            |
| Capital-actions (note 9)                         | 232 948 000      | 232 948 000      | 232 948 000                |
| Déficit cumulé                                   | (228 167 498)    | (228 091 936)    | (227 832 472)              |
|                                                  | <b>4 780 502</b> | <b>4 856 064</b> | <b>5 115 528</b>           |
|                                                  | <b>5 017 452</b> | <b>4 884 153</b> | <b>5 152 960</b>           |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



**Pierre-B. Lafrenière**  
Président du conseil  
d'administration

**André Côté**  
Administrateur

# Société Innovatech du Grand Montréal

## État du résultat global

Des exercices clos les 31 mars 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

|                                                                        | 2012            | 2011             |
|------------------------------------------------------------------------|-----------------|------------------|
| <b>Produits d'investissement</b>                                       |                 |                  |
| Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | 31 273          | 24 984           |
| Gain (perte) de change                                                 | 60 515          | (90 730)         |
|                                                                        | <b>91 788</b>   | <b>(65 746)</b>  |
| <b>Charges de fonctionnement</b>                                       |                 |                  |
| Services professionnels et contractuels                                | 21 077          | 57 313           |
| Honoraires de service administratif - Entité sous contrôle commun      | 119 660         | 94 819           |
| Assurances                                                             | 22 976          | 37 796           |
| Frais de bureau                                                        | 3 637           | 3 790            |
|                                                                        | <b>167 350</b>  | <b>193 718</b>   |
| <b>Résultat net et résultat global</b>                                 | <b>(75 562)</b> | <b>(259 464)</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Société Innovatech du Grand Montréal

### État de la variation des capitaux propres

Des exercices clos les 31 mars 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

|                                     | Capital-actions | Déficit cumulé | Total des capitaux propres |
|-------------------------------------|-----------------|----------------|----------------------------|
| Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2010 | 232 948 000     | (227 832 472)  | 5 115 528                  |
| Résultat net et résultat global     | -               | (259 464)      | (259 464)                  |
| Solde au 31 mars 2011               | 232 948 000     | (228 091 936)  | 4 856 064                  |
| Résultat net et résultat global     | -               | (75 562)       | (75 562)                   |
| Solde au 31 mars 2012               | 232 948 000     | (228 167 498)  | 4 780 502                  |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# Société Innovatech du Grand Montréal

## Flux de trésorerie

Des exercices clos les 31 mars 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

|                                                                                          | 2012             | 2011             |
|------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>                             |                  |                  |
| Résultat net                                                                             | (75 562)         | (259 464)        |
| Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :                              |                  |                  |
| Somme à recevoir                                                                         | 4 254            | 1 641            |
| Autres éléments d'actif                                                                  | 2 974            | 16 497           |
| Charges à payer                                                                          | 16 859           | (9 343)          |
| Sommes à payer à l'acheteur                                                              | 192 002          | -                |
| <b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b> | <b>140 527</b>   | <b>(250 669)</b> |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début                                         | 4 859 098        | 5 109 767        |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (note 6)</b>                         | <b>4 999 625</b> | <b>4 859 098</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Société Innovatech du Grand Montréal

## Notes complémentaires

Aux 31 mars 2012, 31 mars 2011 et 1<sup>er</sup> avril 2010  
(en dollars canadiens)

**1. Statuts constitutifs et nature des activités**

La Société Innovatech du Grand Montréal (la Société) est une personne morale de droit public constituée en vertu du chapitre 33 des lois de 1992 et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal (L.R.Q., c.S-17.2.0.1). Le siège social de la Société est situé au 413, rue Saint-Jacques, 5<sup>ème</sup> étage, Montréal, Québec, H2Y 1N9.

Compte tenu de la vente de la quasi-totalité de ses placements en mars 2005, les activités de la Société se résument maintenant à la détention passive de placements dans des sociétés en commandite pour le compte d'une autre société.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

**2. Base de préparation****a) Déclaration de conformité**

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), tel qu'établies par l'International Accounting Standards Board et conformément à l'IFRS 1 *Première application des Normes internationales d'information financière*. Les états financiers de l'exercice précédent étaient établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Les informations liées à la transition entre les deux référentiels comptables sont disponibles à la note 14.

Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 16 juillet 2012.

**b) Base d'évaluation**

Les états financiers ont été préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont évalués à la juste valeur.

Les postes aux états de la situation financière sont présentés par ordre de liquidité.

**c) Monnaie de présentation**

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

**d) Utilisation d'estimations et jugements réalisés par la direction**

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations et hypothèses ainsi que l'exercice du jugement de la part de la direction ayant une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, passifs, produits et charges pour les exercices présentés.

Les informations sur les estimations et les hypothèses qui ont la plus grande incidence sur les actifs, les passifs, les produits et les charges comptabilisés concernent l'évaluation de la juste valeur des placements (note 7).

### 3. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme et à toutes les périodes présentées dans les états financiers et pour la préparation de l'état de la situation financière au 1<sup>er</sup> avril 2010 pour les besoins de la transition aux IFRS.

#### *Classement et évaluation des instruments financiers*

Les instruments financiers doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances.

À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, comme placements détenus jusqu'à leur échéance, comme actifs financiers disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ou comme passifs financiers évalués au coût amorti.

Les instruments financiers détenus par la Société sont classés dans les catégories suivantes:

|                                    |                                                                                |
|------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| Trésorerie                         | Prêts et créances                                                              |
| Certificats de dépôt               | Classés comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net |
| Sommes à recevoir                  | Prêts et créances                                                              |
| Prêts à des sociétés en commandite | Prêts et créances                                                              |
| Charges à payer                    | Passifs financiers évalués au coût amorti                                      |
| Sommes à payer à l'acheteur        | Passifs financiers évalués au coût amorti                                      |

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur.

#### Comptabilisation ultérieure

Au cours des périodes ultérieures, les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur; les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat net et présentés distinctement à l'état du résultat global, le cas échéant. Les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût amorti. Pour ces instruments financiers, leur juste valeur est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

#### Dépréciation des actifs financiers

À la fin de chaque exercice, la Société apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier non comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net.

Une créance est considérée douteuse lorsque la direction de la Société est d'avis qu'il existe un doute raisonnable quant au recouvrement de la créance. Les créances cessent d'être classées comme douteuses lorsque leur recouvrement est raisonnablement assuré à la date prévue et que tous les paiements en souffrance ont été recouverts.

Lorsqu'il est établi que des créances deviennent douteuses, la constatation des intérêts cesse et la valeur comptable de ces créances est ramenée à leur valeur de réalisation estimative. Le montant d'une perte de valeur correspond à la différence entre la valeur comptable d'une créance et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés de la créance. Les gains et les pertes sont comptabilisées en résultat net et présentées distinctement à l'état du résultat global, le cas échéant. Lorsqu'un événement ultérieur a pour conséquence de diminuer le montant de la perte de valeur, la réduction de la perte de valeur est reprise au résultat net.

### 3. Principales méthodes comptables (suite)

#### Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière doivent être classés selon une hiérarchie comportant trois niveaux, soit :

Niveau 1 - Évaluation fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 - Techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien.

Niveau 3 - Techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

#### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de la trésorerie et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition. Leur juste valeur est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les produits d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie » de l'état du résultat global.

#### *Placements et emprunt à long terme*

Les placements sous forme de parts de sociétés en commandite sont compensés à l'encontre d'un emprunt d'un montant équivalent puisque la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention de régler le montant au net. Les produits et les charges d'intérêts liés au placement et à l'emprunt, ainsi que les soldes débiteurs et créditeurs qui y sont afférents font également l'objet d'une compensation.

#### *Produits d'intérêts*

Les produits d'intérêts sont comptabilisés à l'état du résultat global selon la méthode du taux d'intérêt effectif lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société et que le montant peut être évalué de façon fiable.

#### *Conversion de devises*

Les éléments d'actif et de passif monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Les produits et les charges libellés en devises sont, pour leur part, convertis en dollars canadiens selon le taux de change moyen mensuel en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes de change sont constatés sous la rubrique « Gain (perte) de change » de l'état du résultat global.



#### 4. Modifications comptables

Les états de la situation financière, du résultat global et des flux de trésorerie ont été modifiés afin de présenter sur la base des montants nets les placements et l'emprunt à long terme décrits à la note 7, ainsi que les produits et les charges d'intérêts qui en découlent.

Cette modification a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les éléments suivants des états financiers :

|                                                               | 31 mars 2011     | 1er avril 2010 |
|---------------------------------------------------------------|------------------|----------------|
| <u>Actifs</u>                                                 |                  |                |
| Placements                                                    | (9 736 568)      | (9 437 764)    |
| <u>Passifs</u>                                                |                  |                |
| Emprunt                                                       | (9 736 568)      | (9 437 764)    |
| <u>Résultats</u>                                              |                  |                |
| Revenus d'intérêts sur les placements                         | (482 085)        |                |
| Frais d'intérêts                                              | (482 085)        |                |
| <u>Flux de trésorerie</u>                                     |                  |                |
| <i>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</i> |                  |                |
| Acquisition de placements                                     | 377 555          |                |
| Produit de disposition de placements                          | (78 751)         |                |
|                                                               | <u>298 804</u>   |                |
| <i>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</i>   |                  |                |
| Emprunt                                                       | (377 555)        |                |
| Remboursement de l'emprunt                                    | 78 751           |                |
|                                                               | <u>(298 804)</u> |                |

#### 5. Modifications de normes comptables futures

La Société évalue actuellement l'incidence des normes ci-dessous sur ses états financiers et ne prévoit pas adopter ces normes par anticipation:

##### **Norme internationale d'information financière 9 *Instruments financiers* (IFRS 9, premier volet)**

La norme IFRS 9 *Instruments financiers*, en remplacement de la norme IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, a été publiée en novembre 2009 et amendée en octobre 2010 et en décembre 2011. Le premier volet de cette norme définit un nouveau mode de classement et d'évaluation des actifs et des passifs financiers. L'application de ce premier volet ainsi que des autres volets à venir est prévue pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015 et son adoption anticipée est permise.

##### **Norme internationale d'information financière 13 *Évaluation de la juste valeur* (IFRS 13)**

En mai 2011, la norme IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* a été publiée. Cette norme constitue une source unique d'indications sur la façon d'évaluer la juste valeur lorsque son utilisation est déjà exigée ou permise par d'autres normes IFRS et améliore les obligations d'informations à fournir au sujet des évaluations à la juste valeur. Elle s'applique pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 et son adoption anticipée est permise.

## 6. Trésorerie et équivalents de trésorerie

|                                                                                                                                               | 31 mars 2012     | 31 mars 2011     | 1 <sup>er</sup> avril 2010 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------------------|
| Trésorerie                                                                                                                                    | 31 414           | 15 952           | 27 171                     |
| Certificats de dépôt, de 0,06 % à 1,10 %, échéant en avril et mai 2012 <sup>(1)</sup><br>(0,16 % à 1,04 % en 2011 et 0,11 % à 1,22 % en 2010) | 4 968 211        | 4 843 146        | 5 082 596                  |
|                                                                                                                                               | <b>4 999 625</b> | <b>4 859 098</b> | <b>5 109 767</b>           |

(1) Ces instruments financiers évalués à la juste valeur sont de niveau 1 selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

## 7. Placements et emprunt à long terme

En mars 2005, la Société Innovatech du Grand Montréal a vendu la quasi-totalité de ses placements à long terme. Compte tenu de restrictions applicables à la cession de certains placements dans le portefeuille de la Société, sept titres de participations dans des sociétés en commandite n'ont pu être vendus à l'acheteur. De plus, la Société détient d'autres placements sous forme de prêts dont la valeur comptable et la juste valeur sont nulles.

Afin de transférer à l'acheteur le risque de juste valeur et de devise des placements dans les sociétés en commandite, un contrat a été conclu avec ce dernier. Entre autres, le contrat prévoit le paiement par l'acheteur d'un montant correspondant à un intérêt fixe de 5% sur les placements, payable trimestriellement. Également, à l'expiration du contrat en mars 2015, celui-ci prévoit que l'acheteur rachète les placements de la Société à leur valeur comptable.

De plus, la Société a contracté auprès de l'acheteur un emprunt portant intérêt au taux annuel fixe de 5%, payable trimestriellement. Des montants supplémentaires seront prêtés par l'acheteur si des montants doivent être investis par la Société sous forme d'apports de capitaux dans les sociétés en commandite conservées. L'emprunt sera remboursé en partie à même les montants reçus par la Société à l'égard des distributions provenant des sociétés en commandite. L'emprunt est remboursable au plus tard en mars 2015.

La juste valeur des placements et de l'emprunt est de 2 627 762 \$ ( 7 891 670 \$ en 2011, 6 508 693 \$ en 2010). Les parts dans les sociétés en commandite et l'emprunt, de même que les produits et les charges d'intérêts et les soldes débiteurs et créditeurs afférents, sont présentés aux états financiers sur la base des montants nets, puisque les critères de compensation énoncés à l'IAS 32 *Instruments financiers : Présentation* sont respectés.

## 8. Charges à payer

|                                | 31 mars 2012 | 31 mars 2011 | 1 <sup>er</sup> avril 2010 |
|--------------------------------|--------------|--------------|----------------------------|
| Charges à payer <sup>(1)</sup> | 44 948       | 28 089       | 37 432                     |

(1) Y compris une somme de 34 600 \$ due à une entité sous contrôle commun au 31 mars 2012 (23 705 \$ au 31 mars 2011 ; 37 432 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2010).

## 9. Capital-actions

La Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 350 000 000 \$.

|                                                                      | 31 mars 2012 | 31 mars 2011 | 1 <sup>er</sup> avril 2010 |
|----------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|----------------------------|
| Autorisé :                                                           |              |              |                            |
| 3 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune |              |              |                            |
| Émis et payé :                                                       |              |              |                            |
| 2 329 480 actions ordinaires                                         | 232 948 000  | 232 948 000  | 232 948 000                |

Les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

## 10. Informations concernant le capital

Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué des capitaux propres. Au 31 mars 2012, les capitaux propres de la Société ont un solde de 4 780 502 \$ (4 856 064 \$ au 31 mars 2011 et 5 115 528 \$ au 1er avril 2010).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

## 11. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

### *Risque de crédit*

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. En cette matière, un contrat avec un acheteur a été conclu tel qu'expliqué à la note 7, pour lequel la société effectue un suivi continue des défaillances. À la date des états financiers, la direction de la Société estime que la qualité de crédit de la contrepartie est bonne.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

La Société détient des prêts ayant une juste valeur nulle à la suite de la détérioration de la situation économique des entités concernées.

### *Risques de marché*

Ces risques comprennent le risque de taux d'intérêt, le risque de devise et le risque lié aux marchés boursiers. Les activités de la Société sont peu influencées par le risque de taux d'intérêt et le risque lié aux marchés boursiers.

### Risque de devise

La Société a investi certaines sommes en devise étrangère, soit le dollar américain. Par conséquent, certains éléments d'actifs sont exposés aux fluctuations de taux de change. Au 31 mars 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en dollars américains et convertis en dollars canadiens représentent 2 075 440 \$ (2 013 333 \$ au 31 mars 2011 et 2 100 798 \$ au 1er avril 2010). La Société n'utilise aucun instrument pour gérer le risque de fluctuation du taux de change sur ces éléments. Le contrat avec l'acheteur prévoit des dispositions afin de gérer le risque de devise dans les placements dans des sociétés en commandite entre la Société et l'acheteur tel que mentionné à la note 7.

En considérant les données citées ci-haut et en assumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une dépréciation ou une appréciation de 5 % de la devise canadienne par rapport à la devise américaine résulterait en une diminution ou une augmentation du résultat net de l'ordre de 103 772 \$ en 2012 (100 667 \$ en 2011) relativement au risque de devise basé sur le dollar américain.

### *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. Le contrat avec un acheteur prévoit des dispositions afin de gérer les liquidités entre la Société et l'acheteur tel que mentionné à la note 7.

Les charges à payer et les sommes à payer à l'acheteur sont payables dans les 30 jours. La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant. L'emprunt, tel que décrit à la note 7, fera l'objet d'une compensation à son échéance soit au plus tard en mars 2015.

**12. Opérations entre parties liées et rémunération de la haute direction**

En plus des opérations entre parties liées déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées selon la même base d'évaluation que si elles n'étaient pas liées, la Société est liée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec ces parties liées.

En vertu d'une entente de services, le conseil d'administration a confié la gestion des affaires courantes de la Société à Investissement Québec, une entité sous contrôle commun, laquelle produit une reddition de comptes appropriée et facture des honoraires de service administratif.

**13. Engagements d'investissement**

Les engagements de la Société envers les sociétés en commandite sont de 168 571 \$ au 31 mars 2012 (414 899 \$ au 31 mars 2011 et 806 869 \$ au 1er avril 2010) lesquels seront assumés par l'acheteur en vertu du contrat conclu avec celui-ci.

**14. Transition aux IFRS**

Les états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2012 constituent ses premiers états financiers annuels conformes aux IFRS. Ils ont été préparés en fonction des méthodes comptables décrites à la note 3. La date de transition aux IFRS de la Société est le 1er avril 2010.

La Société a mis en application l'IFRS 1 *Première application des Normes internationales d'information financière* pour préparer ses premiers états financiers annuels. La Société n'a fait aucun choix relativement aux exemptions facultatives à l'application rétrospective complète mais a adopté l'exception obligatoire faisant en sorte que la Société n'a pas appliqué de manière rétrospective les dispositions de décomptabilisation d'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* aux transactions réalisées avant la date de transition aux IFRS.

La transition vers les IFRS n'a eu aucun impact sur les capitaux propres de la Société au 1er avril 2010 et au 31 mars 2011. De plus, le résultat global et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2011 n'ont pas subi de modifications. Toutefois l'encaisse et les placements temporaires ont été regroupés sous le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » à l'état de la situation financière et les frais bancaires qui étaient présentés au poste « Frais d'intérêts » sont maintenant présentés en déduction du poste « Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie » à l'état du résultat global étant donné que le montant est négligeable.



# Rapport de l'auditeur indépendant

Au Ministre des Finances

## Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Innovatech du Sud du Québec, qui comprennent le bilan au 31 mars 2012, l'état des résultats et du déficit cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société Innovatech du Sud du Québec au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

## Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec par intérim,

 , CPA auditeur, CA

Marcel Couture, CPA auditeur, CA

Vérificateur général adjoint

Québec, le 16 juillet 2012

# Société Innovatech du Sud du Québec

## Bilan

Au 31 mars 2012

|                                                                                             | 2012                 | 2011                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| <b>ACTIF</b>                                                                                |                      |                      |
| Encaisse                                                                                    | 21 996 \$            | 15 494 \$            |
| Placements temporaires (acceptations bancaires, 1,08 % à 1,09 %, échéant jusqu'en mai 2012) | 4 995 220            | 4 723 995            |
| Placements (note 5)                                                                         | 8 208 088            | 8 442 247            |
| Frais payés d'avance                                                                        | 1 669                | 1 669                |
| Taxes à la consommation à recevoir                                                          | 4 725                | 1 866                |
|                                                                                             | <b>13 231 698 \$</b> | <b>13 185 271 \$</b> |
| <b>PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE</b>                                                     |                      |                      |
| <b>Passif</b>                                                                               |                      |                      |
| Charge à payer à une entité sous contrôle commun                                            | 17 113 \$            | 21 549 \$            |
|                                                                                             | <b>17 113</b>        | <b>21 549</b>        |
| <b>Avoir de l'actionnaire</b>                                                               |                      |                      |
| Capital-actions (note 6)                                                                    | 55 500 800           | 55 500 800           |
| Déficit cumulé                                                                              | (42 286 215)         | (42 337 078)         |
|                                                                                             | <b>13 214 585</b>    | <b>13 163 722</b>    |
|                                                                                             | <b>13 231 698 \$</b> | <b>13 185 271 \$</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



**Pierre-B. Lafrenière**  
Président du conseil  
d'administration



**Yves Lafrance**  
Administrateur

**Société Innovatech du Sud du Québec****Résultats et déficit cumulé**

De l'exercice clos le 31 mars 2012

|                                                                   | 2012                   | 2011            |
|-------------------------------------------------------------------|------------------------|-----------------|
| <b>Produits d'investissement</b>                                  |                        |                 |
| Plus-value non réalisée sur les placements                        | 93 257 \$              | 110 961 \$      |
| Revenus d'intérêts                                                | 51 652                 | 38 684          |
|                                                                   | <b>144 909</b>         | 149 645         |
| <b>Charges de fonctionnement</b>                                  |                        |                 |
| Services professionnels et contractuels                           | 44 522                 | 18 566          |
| Honoraires de service administratif - Entité sous contrôle commun | 62 512                 | 79 445          |
| Assurances                                                        | 10 012                 | 10 012          |
| Frais de bureau                                                   | -                      | 977             |
| Recouvrement de créances douteuses                                | (23 000)               | (5 000)         |
|                                                                   | <b>94 046</b>          | 104 000         |
| <b>Bénéfice net</b>                                               | <b>50 863</b>          | 45 645          |
| Déficit cumulé au début                                           | (42 337 078)           | (42 382 723)    |
| <b>Déficit cumulé à la fin</b>                                    | <b>(42 286 215) \$</b> | (42 337 078) \$ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



# Société Innovatech du Sud du Québec

## Flux de trésorerie

De l'exercice clos le 31 mars 2012

|                                                                             | 2012                | 2011                |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>                 |                     |                     |
| Bénéfice net                                                                | 50 863 \$           | 45 645 \$           |
| Ajustements pour :                                                          |                     |                     |
| Plus-value non réalisée sur les placements                                  | (93 257)            | (110 961)           |
| Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :                 |                     |                     |
| Taxes à la consommation à recevoir                                          | (2 859)             | (1 507)             |
| Charge à payer à une entité sous contrôle commun                            | (4 436)             | (581)               |
|                                                                             | (49 689)            | (67 404)            |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>               |                     |                     |
| Recouvrement de prêts et débentures                                         | -                   | 76 387              |
| Distribution de capital sur placement                                       | 327 416             | -                   |
|                                                                             | 327 416             | 76 387              |
| <b>Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b> | 277 727             | 8 983               |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début                            | 4 739 489           | 4 730 506           |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>                     | <b>5 017 216 \$</b> | <b>4 739 489 \$</b> |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>                              |                     |                     |
| Encaisse                                                                    | 21 996 \$           | 15 494 \$           |
| Placements temporaires                                                      | 4 995 220           | 4 723 995           |
|                                                                             | 5 017 216 \$        | 4 739 489 \$        |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# Société Innovatech du Sud du Québec

## Notes complémentaires

Au 31 mars 2012

### 1. Statuts constitutifs et nature des activités

La Société Innovatech du Sud du Québec est une personne morale de droit public constituée en vertu du chapitre 19 des lois de 1995 et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec (L.R.Q. chapitre S-17.2.2). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à relever la capacité d'innovation technologique sur le territoire décrit à l'annexe A de sa loi constitutive, soit l'ensemble des territoires des organismes municipaux constituant la partie sud de la province de Québec et d'améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

La Société se définit comme étant une société de placement, au sens de la note d'orientation 18 (NOC-18) -Société de placement du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA), plus précisément comme un organisme de capital de risque, c'est-à-dire que ses engagements d'investissement sont pris sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance.

La Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu en vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu.

### 2. Principales méthodes comptables

#### *Utilisation d'estimations*

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses, notamment dans l'établissement de la juste valeur des instruments financiers. Ces estimations et ces hypothèses ont une incidence sur la comptabilisation des éléments d'actif et de passif, la présentation des éléments d'actif et de passif éventuel à la date des états financiers, ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de l'exercice, ainsi que sur la présentation des divers renseignements connexes. Le principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses est la juste valeur des placements. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et l'incidence serait alors constatée dans les états financiers de l'exercice futur concerné.

#### *Classement et évaluation des instruments financiers*

Les instruments financiers, autres que les placements détenus par une société de placement doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances. À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme détenus à des fins de transaction, comme détenus jusqu'à leur échéance, comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction ou comme autres passifs financiers. Il est aussi permis de désigner irrévocablement, à leur comptabilisation initiale, tout actif ou passif financier comme un instrument détenu à des fins de transaction.

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers, y compris les instruments dérivés, sont évalués à leur juste valeur. Le cas échéant, tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats, à moins de répondre aux critères de comptabilisation d'un autre type d'actif ou de passif.

Au cours des périodes ultérieures, les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur; les gains et les pertes sont comptabilisés aux résultats. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur; les gains et pertes non réalisés qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La juste valeur d'un instrument financier correspond généralement à la contrepartie pour laquelle l'instrument serait échangé dans le cadre d'une opération entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires. La meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché.

La Société n'a classé aucun instrument financier comme actifs financiers disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat

étendu ne diffère pas du résultat net.

#### ***Placements***

En conformité avec la NOC-18, les placements sont évalués à leur juste valeur. La valeur de réalisation des placements pourrait varier de façon importante par rapport à la juste valeur à la suite de changements dans les conditions du marché.

Les placements se composent de parts dans une société en commandite ainsi que de prêts et d'actions de sociétés privées. La juste valeur des parts dans la société en commandite est basée sur les états financiers audités de cette société au 31 décembre, ajustée des opérations importantes de cette dernière pendant la période de décalage qui, à titre de société de placement, est évaluée à la juste valeur.

La juste valeur des prêts est établie selon les techniques d'évaluation sur le marché. Les hypothèses significatives prises en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Les actions de sociétés privées sont évaluées selon une technique d'évaluation reconnue sur le marché comprenant, principalement, la référence à une offre d'achat et à des transactions sans lien de dépendance et à l'actualisation des flux de trésorerie.

#### ***Autres passifs financiers***

La charge à payer à une entité sous contrôle commun est classée dans la catégorie des autres passifs. Sa juste valeur est considérée équivalente à sa valeur comptable en raison de son échéance à court terme.

#### ***Revenus d'intérêts***

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

#### ***Trésorerie et équivalents de trésorerie***

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus à des fins de transaction et leur juste valeur est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Revenus d'intérêts » de l'état des résultats.

### **3. Modifications futures de normes comptables**

#### ***Normes internationales d'information financière***

Les entreprises ayant une obligation d'information du public seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards -IFRS ). Ainsi, la Société a fait le choix d'effectuer un passage vers un ensemble unique de normes reconnues mondialement. De plus, la Société a fait le choix, tel que proposé par le Conseil des normes comptables du Canada, pour les sociétés qui appliquent actuellement la NOC-18 de continuer d'appliquer les normes canadiennes actuelles de la Partie V du Manuel de l'ICCA -Comptabilité jusqu'à l'exercice ouvert le 1er avril 2013. Par la suite, la Société appliquera les IFRS.

### **4. Hiérarchie des évaluations à la juste valeur**

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants:

Niveau 1 La juste valeur est fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif.

Niveau 2 La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui

ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent des titres de créances ayant un prix coté négocié moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières.

### Niveau 3

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, classés selon la hiérarchie d'évaluation décrite précédemment:

|                                               | Niveau 1            | Niveau 2 | Niveau 3            | Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur 2012 |
|-----------------------------------------------|---------------------|----------|---------------------|------------------------------------------------------------------|
| <b>Actifs financiers</b>                      |                     |          |                     |                                                                  |
| Encaisse                                      | 21 996 \$           | -        | -                   | 21 996 \$                                                        |
| Placements temporaires                        | 4 995 220           | -        | -                   | 4 995 220                                                        |
| Placement dans Desjardins - Innovatech S.E.C. | -                   | -        | 8 208 088           | 8 208 088                                                        |
|                                               | <b>5 017 216 \$</b> | -        | <b>8 208 088 \$</b> | <b>13 225 304 \$</b>                                             |

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie (aucun en 2011).

|                                               | Niveau 1            | Niveau 2 | Niveau 3            | Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur 2011 |
|-----------------------------------------------|---------------------|----------|---------------------|------------------------------------------------------------------|
| <b>Actifs financiers</b>                      |                     |          |                     |                                                                  |
| Encaisse                                      | 15 494 \$           | -        | -                   | 15 494 \$                                                        |
| Placements temporaires                        | 4 723 995           | -        | -                   | 4 723 995                                                        |
| Placement dans Desjardins - Innovatech S.E.C. | -                   | -        | 8 442 247           | 8 442 247                                                        |
|                                               | <b>4 739 489 \$</b> | -        | <b>8 442 247 \$</b> | <b>13 181 736 \$</b>                                             |

Variation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3:

|                                                 | Placements 2012     | Placements 2011 |
|-------------------------------------------------|---------------------|-----------------|
| Solde au début de l'exercice                    | <b>8 442 247 \$</b> | 8 407 673 \$    |
| Gains non réalisés compris dans le résultat net | <b>93 257</b>       | 110 961         |
| Distribution de capital sur placements          | <b>(327 416)</b>    | -               |
| Recouvrement de prêts et débetures              | -                   | (76 387)        |
| Solde à la fin de l'exercice                    | <b>8 208 088</b>    | 8 442 247       |

### **5. Placements**

|                                                                                                  | 2012                | 2011         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|--------------|
| Placement dans Desjardins - Innovatech S.E.C. (13,1 % des parts émises aux 31 mars 2012 et 2011) | <b>8 208 088 \$</b> | 8 442 247 \$ |

La Société détient également des placements sous forme de prêts et d'actions de sociétés privées dont la juste valeur est nulle (valeur nulle au 31 mars 2011), compte tenu de l'information disponible à la fin de l'exercice.

## 6. Capital-actions

En vertu de la Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec (L.R.Q. chapitre S-17.2.2), la Société est dotée d'un fonds social autorisé de 100 000 000\$.

|                                                                       | 2012          | 2011          |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Autorisé :                                                            |               |               |
| 1 000 000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 100\$ chacune |               |               |
| Émis et payé :                                                        |               |               |
| 555 008 actions ordinaires                                            | 55 500 800 \$ | 55 500 800 \$ |

Les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

## 7. Informations concernant le capital

La Société gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs, passifs, investissements et autres transactions financières afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objets spécifiés dans sa loi constitutive. Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué de l'avoir de l'actionnaire. Au 31 mars 2012, l'avoir de la Société a un solde de 13 214 585 \$ (solde de 13 163 722 \$ au 31 mars 2011).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

## 8. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

### *Risque de crédit*

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

### *Risques de marché*

Ces risques comprennent le risque de taux d'intérêt, le risque de devise et le risque lié aux marchés boursiers.

La société gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

Le taux d'intérêt effectif réalisé sur les placements temporaires durant l'exercice varie de 1,04 % à 1,13 % (de 0,22 % à 1,11 % au 31 mars 2011). Les échéances de ces placements étaient de 24 jours à 78 jours.

Les activités de la Société sont peu influencées par le risque de devise et le risque lié au marché boursier.

### *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. L'objectif de la gestion des liquidités vise à garantir l'accès à des fonds en temps opportun et de façon optimale.

La charge à payer à une entité sous contrôle commun est payable dans les 30 jours.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir

Les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

**9. Opérations entres apparentés**

En plus des opérations entre apparentées déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

**10. Chiffres comparatifs**

Certains chiffres de 2011 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2012.



---

RAPPORT DE LA DIRECTION

---

Les états financiers de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) ainsi que des estimations et jugements importants. Les renseignements financiers divulgués dans les autres chapitres du rapport annuel d'activités correspondent en tout point à l'information contenue dans les états financiers.

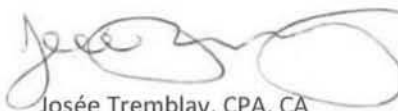
Afin de s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens de la Société sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et au moment opportun, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent. À ce titre, le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2012.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Son rapport expose la nature et l'étendue de son audit ainsi que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Chantal Brunet  
Présidente-directrice générale par intérim



Josée Tremblay, CPA, CA  
Consultante externe

Québec, le 13 juin 2012



**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Au Ministre des Finances

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, qui comprennent le bilan au 31 mars 2012, l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

*Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

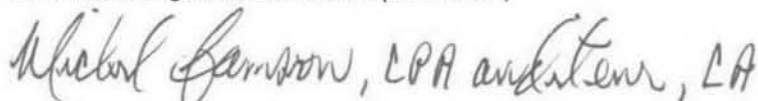
*Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Michel Samson, CPA auditeur, CA'.

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 13 juin 2012

**BILAN**

au 31 mars

| (en dollars)                                                      | 2012         | 2011         |
|-------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>ACTIF</b>                                                      |              |              |
| Encaisse                                                          | 13 987 572   | 12 752 558   |
| Créances (note 4)                                                 | 69 803       | 92 555       |
| Frais payés d'avance                                              | 20 810       | 31 200       |
|                                                                   | 14 078 185   | 12 876 313   |
| Placements – billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (note 5) | 5 658 453    | 5 358 585    |
| Placements (note 6)                                               | 13 269 014   | 21 913 038   |
| Immobilisations corporelles (note 7)                              | 5 802        | 12 667       |
|                                                                   | 33 011 454   | 40 160 603   |
| <b>PASSIF</b>                                                     |              |              |
| Charges à payer et frais courus (note 8)                          | 231 721      | 50 254       |
|                                                                   | 231 721      | 50 254       |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                                           |              |              |
| Capital-actions (note 9)                                          | 126 783 096  | 126 783 096  |
| Déficit cumulé                                                    | (94 003 363) | (86 672 747) |
|                                                                   | 32 779 733   | 40 110 349   |
|                                                                   | 33 011 454   | 40 160 603   |

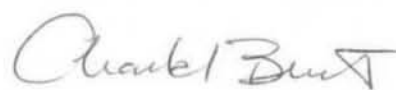
**ENGAGEMENTS** (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Fernand Labrie  
Président du conseil d'administration



Chantal Brunet  
Présidente-directrice générale par intérim

## ÉTAT DES RÉSULTATS, DU RÉSULTAT ÉTENDU ET DU DÉFICIT CUMULÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 2012

| (en dollars)                                          | 2012                | 2011                |
|-------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>PRODUITS</b>                                       |                     |                     |
| Produits des placements                               | 186 634             | 169 463             |
| Intérêts sur dépôts à vue                             | 213 536             | 151 314             |
| Honoraires de gestion et autres revenus               | 23 536              | 21 214              |
| Gains matérialisés sur disposition de placements      | 57 511              | 240 346             |
| Plus-values non matérialisées sur les placements      | (1 275 473)         | (816 410)           |
| Plus-values non matérialisées sur les placements BTAA | 281 894             | 345 531             |
| Gains sur disposition d'immobilisations corporelles   | 3 395               | -                   |
|                                                       | (508 967)           | 111 458             |
| <b>CHARGES</b>                                        |                     |                     |
| <i>Charges de fonctionnement :</i>                    |                     |                     |
| Traitements et avantages sociaux                      | 425 871             | 270 306             |
| Services professionnels et contractuels               | 40 621              | 35 059              |
| Loyers                                                | 51 171              | 100 420             |
| Déplacements et développement des affaires            | 23 280              | 18 471              |
| Frais de bureau                                       | 57 737              | 54 705              |
| Communications                                        | 6 118               | 8 990               |
| Amortissement des immobilisations corporelles         | 6 414               | 12 909              |
|                                                       | 611 212             | 500 860             |
| <i>Autres charges :</i>                               |                     |                     |
| Créances douteuses                                    | 200 435             | -                   |
| Pertes matérialisées sur disposition de placements    | -                   | 2 610 544           |
| (Gain) perte de change net(te)                        | (23 490)            | 40 429              |
| Moins-values non matérialisées sur les placements     | 6 033 492           | (1 329 634)         |
|                                                       | 6 210 437           | 1 321 339           |
|                                                       | 6 821 649           | 1 822 199           |
| <b>PERTE NETTE ET RÉSULTAT ÉTENDU</b>                 | <b>(7 330 616)</b>  | <b>(1 710 741)</b>  |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT</b>                        | <b>(86 672 747)</b> | <b>(84 962 006)</b> |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN</b>                        | <b>(94 003 363)</b> | <b>(86 672 747)</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FLUX DE TRÉSORERIE**

pour l'exercice clos le 31 mars 2012

| (en dollars)                                                              | 2012              | 2011              |
|---------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>                                           |                   |                   |
| Perte nette                                                               | (7 330 616)       | (1 710 741)       |
| Éléments sans incidence sur la trésorerie :                               |                   |                   |
| Gains matérialisés sur disposition de placements                          | (57 511)          | (240 346)         |
| Plus-values non matérialisées sur les placements                          | 1 275 473         | 816 410           |
| Amortissement des immobilisations corporelles                             | 6 414             | 12 909            |
| Pertes matérialisées sur disposition de placements                        | -                 | 2 610 544         |
| Perte (gain) de change                                                    | (17 974)          | 29 060            |
| Plus-values non matérialisées sur placements BTAA                         | (281 894)         | (345 531)         |
| Gains sur disposition d'immobilisations corporelles                       | (3 395)           | -                 |
| Moins-values non matérialisées sur les placements                         | 6 033 492         | (1 329 634)       |
|                                                                           | (376 011)         | (157 329)         |
| Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 11)        | 214 609           | (119 748)         |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>               | <b>(161 402)</b>  | <b>(277 077)</b>  |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                         |                   |                   |
| Acquisition de placements                                                 | (805 845)         | (357 253)         |
| Recouvrement de débentures, prêts, contributions remboursables et avances | 356 573           | 398 832           |
| Produit de disposition de placements                                      | 1 841 842         | 732 469           |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles                      | 5 325             | -                 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                                 | (1 479)           | (4 646)           |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>             | <b>1 396 416</b>  | <b>769 402</b>    |
| <b>AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE<br/>ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>     | <b>1 235 014</b>  | <b>492 325</b>    |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>                   | <b>12 752 558</b> | <b>12 260 233</b> |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN</b>                   | <b>13 987 572</b> | <b>12 752 558</b> |
| Intérêts reçus                                                            | 221 736           | 277 301           |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2012 (en dollars)

## 1. CONSTITUTION ET MISSION

La Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches est une personne morale de droit public instituée en vertu du chapitre 80 des lois de 1993, et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (L.R.Q. chapitre S-17.4). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire déterminé dans sa loi constitutive et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

La Société se définit comme étant une société de placement, au sens de la note d'orientation 18 (NOC-18) – Société de placement du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Qualifiée d'organisme de capital de risque, la Société prend des engagements d'investissement sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance. La Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu en vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu.

Suite au budget du gouvernement du Québec présenté le 20 mars 2012, il a été décidé que la Société sera reconvertie en société de capital mixte public-privé, en partenariat avec Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). À la lumière des informations disponibles à ce jour, il est prévu que la reconversion de la Société se réalise dans l'exercice 2012-2013.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

## Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principales estimations sont relatives à l'évaluation de la juste valeur des placements. Si les circonstances ou la conjoncture économique qui sous-tendent ces estimations viennent à changer, cela pourrait modifier les jugements posés par la direction. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

## Conversion de devises

Les éléments d'actif ou de passif monétaire sont convertis au cours de change à la date du bilan. Les autres éléments d'actif ou passif sont convertis au cours d'origine. Les produits libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains ou pertes de change sont inclus aux résultats.

## Constatation des produits

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de l'opération et les produits en découlant sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les gains ou pertes matérialisés sur disposition de placements sont constatés au moment où ils sont réalisés.

## Instruments financiers

- i) Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur à la date de transaction.
- ii) Classification et évaluation ultérieure : L'encaisse est classée à titre d'« Actifs détenus à des fins de transactions » et est évaluée à la juste valeur. Les variations de la juste valeur et les coûts de transaction sont comptabilisés aux résultats au poste « Plus-values non matérialisées sur les placements » ou « Moins-values non matérialisées sur les placements », le cas échéant. Les créances sont classées dans la catégorie « Prêts et créances » et sont évaluées au coût après amortissement en utilisant la méthode de l'amortissement au taux d'intérêt effectif. Les charges à payer et frais courus sont classés dans les « Autres passifs financiers ». Ils sont évalués au coût après amortissement en utilisant la méthode de l'amortissement au taux d'intérêt effectif.
- iii) Juste valeur des instruments financiers :  
La juste valeur représente le montant de la contrepartie dont conviendrait des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence pour échanger des instruments financiers. La juste valeur des instruments financiers à court terme est équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.
- iv) La Société n'a classé aucun instrument financier comme actifs disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas de la perte nette.

## Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse. La juste valeur de l'encaisse est considérée équivalente à sa valeur comptable en raison de son échéance à court terme. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Intérêts sur dépôts à vue » aux résultats.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Placements**

En vertu de la NOC-18, tous les placements sont évalués à la juste valeur.

**a) Titres de participation**

Les titres de participation comprennent les actions ordinaires et les actions privilégiées. La juste valeur des titres des actions ordinaires d'entreprises publiques cotés à une bourse reconnue est déterminée selon le cours acheteur de la bourse à la date du bilan. Lorsque les titres ne sont pas cotés à une bourse reconnue, ou lorsque exceptionnellement le cours de la bourse ne reflète pas adéquatement la juste valeur des titres, ceux-ci sont évalués selon des méthodes d'évaluation appropriées telles la référence à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, l'analyse de ratios portant sur des entreprises comparables ou l'actualisation des flux monétaires libres, en s'appuyant sur des observations et sur des hypothèses raisonnables et en tenant compte de tous les facteurs pouvant avoir un impact significatif sur la juste valeur. Les participations dans des fonds d'investissement sont évaluées en fonction de la juste valeur fournie par leur commandité respectif, établie à l'aide de méthodes d'évaluation couramment employées.

**b) Débentures et prêts**

La juste valeur des débentures et prêts est déterminée par l'actualisation des flux monétaires futurs à un taux reflétant le niveau de risque actuel de chacun des titres. La juste valeur ainsi déterminée s'appuie sur des hypothèses raisonnables sur les flux monétaires anticipés et sur le taux d'intérêt du marché pour des ententes ayant des conditions et des échéances similaires. La majorité des titres détenus ne peuvent être facilement négociés dû à l'absence de marché. La juste valeur établie repose donc largement sur l'utilisation d'hypothèses et ne peut être interprétée comme la valeur de réalisation à laquelle donnerait lieu une disposition immédiate des titres.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût d'acquisition et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile prévue suivantes :

|                                     |       |
|-------------------------------------|-------|
| Améliorations locatives             | 4 ans |
| Équipement de bureau                | 4 ans |
| Équipement et matériel informatique | 3 ans |
| Mobilier                            | 6 ans |

La Société examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée.

**3. MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES****Normes internationales d'information financière**

Les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards – IFRS*). Ainsi, la Société a fait le choix d'effectuer un passage vers un ensemble unique de normes reconnues mondialement. De plus, la Société a fait le choix, tel que proposé par le Conseil des normes comptables du Canada, pour les sociétés qui appliquent actuellement la NOC-18 de continuer d'appliquer les normes canadiennes actuelles de la partie V du Manuel de l'ICCA – Comptabilité jusqu'à l'exercice ouvert le 1er avril 2012. Par la suite, la Société appliquera les IFRS.

**4. CRÉANCES**

|                                                                                                                    | 2012   | 2011   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|
| Intérêts à recevoir sur les placements incluant une provision pour créances douteuses de 200 435 \$ (- \$ en 2011) | -      | 90 816 |
| Autres recevables                                                                                                  | 69 803 | 1 739  |
|                                                                                                                    | 69 803 | 92 555 |

**5. PLACEMENTS – Billets à terme adossés à des actifs (BTAA)**

Au 31 mars 2012, la Société détient des billets de VAC2 dont la valeur nominale totale s'établit à 6 433 596 \$ (6 405 979 \$ au 31 mars 2011).

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les titres de BTAA, la Société a déterminé les justes valeurs au moyen de techniques d'évaluation basées sur des hypothèses découlant de l'information disponible au 31 mars 2012.

La Société est d'avis que l'estimation des justes valeurs comptabilisées est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2012. Néanmoins, ces justes valeurs sont établies en fonction de l'information disponible à ce jour, de l'appréciation par la Société de la conjoncture des marchés financiers et d'hypothèses et probabilités. En conséquence, les justes valeurs présentées peuvent varier de façon importante au cours des périodes ultérieures. Les changements possibles qui pourraient avoir une incidence importante sur la valeur future du BTAA

## 5. PLACEMENTS – Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (suite)

comprennent des changements à la valeur des actifs sous-jacents, l'évolution de la liquidité du marché du BTAA et les impacts du ralentissement économique sévère et prolongé.

Au cours du mois de mai 2012, la Société a disposé de tous ses BTAA pour un montant égal à leur juste valeur tel que présentée dans le tableau ci-dessous. Aucun gain ou perte n'a été engendré suite à cette disposition.

31 mars 2012

|                                                                            |                | Valeur nominale | Moins valeur totale | Juste valeur | Date d'échéance   | Intérêts*  | Cotes de crédit |
|----------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|---------------------|--------------|-------------------|------------|-----------------|
| <b>BTAA<br/>soumis<br/>au plan de<br/>restructuration<br/>(en dollars)</b> | Billet A-1     | 5 766 346       | 1 269 696           | 4 496 650    | 15 juillet 2056   | AB - 0,5 % | A(Élevé)        |
|                                                                            | Billet A-2     | 293 525         | 78 885              | 214 640      | 15 juillet 2056   | AB - 0,5 % | BBB(Bas)        |
|                                                                            | Billet B       | 53 283          | 19 049              | 34 234       | 15 juillet 2056   | AB - 0,5 % | -               |
|                                                                            | Billet C       | 189 641         | 114 862             | 74 779       | 15 juillet 2056   | AB + 20 %  | -               |
|                                                                            | Billet AI 13   | 130 801         | 54 610              | 76 191       | 20 mars 2014      | AB + 11 %  | -               |
|                                                                            |                | 6 433 596       | 1 537 102           | 4 896 494    |                   |            |                 |
| <b>BTAA exclus<br/>du plan de<br/>restructuration<br/>(en dollars)</b>     | Superior Trust | 1 076 974       | 315 015             | 761 959      | 28 septembre 2016 | AB +0,35 % | A(Bas)          |
|                                                                            |                | 1 076 974       | 315 015             | 761 959      |                   |            |                 |
|                                                                            |                | 7 510 570       | 1 852 117           | 5 658 453    |                   |            |                 |

\* AB : Acceptation bancaire

31 mars 2011

|                                                                            |                | Valeur nominale | Moins valeur totale | Juste valeur | Date d'échéance   | Intérêts*  | Cotes de crédit |
|----------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|---------------------|--------------|-------------------|------------|-----------------|
| <b>BTAA<br/>soumis<br/>au plan de<br/>restructuration<br/>(en dollars)</b> | Billet A-1     | 5 743 108       | 1 430 750           | 4 312 358    | 15 juillet 2056   | AB - 0,5 % | A(Élevé)        |
|                                                                            | Billet A-2     | 293 525         | 107 520             | 186 005      | 15 juillet 2056   | AB - 0,5 % | BBB(Bas)        |
|                                                                            | Billet B       | 53 283          | 29 165              | 24 118       | 15 juillet 2056   | AB - 0,5 % | -               |
|                                                                            | Billet C       | 188 920         | 188 920             | -            | 15 juillet 2056   | AB + 20 %  | -               |
|                                                                            | Billet AI 13   | 127 143         | 108 809             | 18 334       | 20 mars 2014      | AB + 11 %  | -               |
|                                                                            |                | 6 405 979       | 1 865 164           | 4 540 815    |                   |            |                 |
| <b>BTAA exclus<br/>du plan de<br/>restructuration<br/>(en dollars)</b>     | Superior Trust | 1 076 974       | 259 204             | 817 770      | 28 septembre 2016 | AB +0,35 % | A(Bas)          |
|                                                                            |                | 1 076 974       | 259 204             | 817 770      |                   |            |                 |
|                                                                            |                | 7 482 953       | 2 124 368           | 5 358 585    |                   |            |                 |

\* AB : Acceptation bancaire

## 6. PLACEMENTS

|                                                  | 2012       | 2011       |
|--------------------------------------------------|------------|------------|
| <b>Actions ordinaires</b>                        |            |            |
| Entreprises privées                              | 1 427 160  | 3 784 117  |
| Entreprises publiques                            | 7 346 055  | 9 797 793  |
| <b>Titres convertibles en actions ordinaires</b> |            |            |
| Actions privilégiées                             | 2 490 499  | 4 870 922  |
| Déventures et prêts échéant en 2013              | 600 000    | 350 000    |
| <b>Titres non convertibles</b>                   |            |            |
| Actions privilégiées                             | 1 250 000  | 2 543 333  |
| Déventures et prêts échéant en 2015              | 155 300    | 566 873    |
|                                                  | 13 269 014 | 21 913 038 |



**7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

|                                     |         |                      | 2012  | 2011   |
|-------------------------------------|---------|----------------------|-------|--------|
|                                     | Coût    | Amortissement cumulé | Net   | Net    |
| Améliorations locatives             | -       | -                    | -     | 2 044  |
| Équipement de bureau                | 15 960  | 15 818               | 142   | 378    |
| Équipement et matériel informatique | 84 253  | 78 623               | 5 630 | 10 164 |
| Mobilier                            | 108 853 | 108 823              | 30    | 81     |
|                                     | 209 066 | 203 264              | 5 802 | 12 667 |

Aux 31 mars 2012 et 2011, aucune perte de valeur n'a été constatée.

**8. RESTRUCTURATION**

Au cours de l'exercice, le Gouvernement du Québec a mis sur pied un plan de transition des activités de Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches vers une société privée de portefeuille. Suite à cette décision, la Société a enregistré une charge de 179 728 \$ relative à cette restructuration incluant des indemnités de départ.

**9. CAPITAL-ACTIONS**

La Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 150 000 000 \$, lequel est divisé en 1 500 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Toutes les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances. Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2012, aucune nouvelle action n'a été émise.

|                                                                      | 2012        | 2011        |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| <b>Autorisé :</b>                                                    |             |             |
| 1 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune |             |             |
| <b>Émis et payé :</b>                                                |             |             |
| 1 267 830 actions ordinaires                                         | 126 783 096 | 126 783 096 |

**10. GESTION DU CAPITAL**

La Société gère son capital, lequel est composé des capitaux propres, de manière à s'assurer que celui-ci soit suffisant pour son fonctionnement et pour permettre de réaliser ses actifs tout en maximisant le rendement pour son actionnaire unique, le gouvernement du Québec. La Société structure son capital en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et n'est soumis à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital.

**11. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE LIÉS À L'EXPLOITATION**

|                                 | 2012    | 2011      |
|---------------------------------|---------|-----------|
| Créances                        | 22 752  | (22 139)  |
| Frais payés d'avance            | 10 390  | (613)     |
| Charges à payer et frais courus | 181 467 | (96 996)  |
|                                 | 214 609 | (119 748) |

**12. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

**13. ENGAGEMENTS**

Au 31 mars 2012, la Société n'avait aucun engagement relatif au soutien financier des initiatives (2011 : 155 172 \$). Les engagements relatifs au soutien financier des initiatives représentent les investissements autorisés par le conseil d'administration de la Société qui ne sont pas déboursés en date de la fin d'exercice.



**14. INSTRUMENTS FINANCIERS****a) Gestion des risques liés aux instruments financiers**

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

**b) Risques de crédit et de fluctuation de prix**

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'entité au risque de crédit. Le risque de crédit provient de la possibilité que la contrepartie à l'opération ne respecte pas ses engagements et le risque de fluctuation des prix est lié à la fluctuation de la valeur du titre détenu. La Société investit dans des sociétés qui occupent une position concurrentielle prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. Elle est toutefois exposée aux conditions économiques affectant les secteurs dans lesquels elle exerce ses activités.

Au 31 mars 2012, la concentration des investissements se répartit ainsi :

|                                   | 2012 | 2011 |
|-----------------------------------|------|------|
| Sciences de la vie                | 14 % | 17 % |
| Technologies avancées appliquées  | 25 % | 34 % |
| Technologies de l'information     | 47 % | 41 % |
| Autres fonds de capital de risque | 14 % | 8 %  |

La concentration la plus significative pour un même placement est de 26 % de la juste valeur des placements totaux (26 % au 31 mars 2011).

Les instruments financiers qui pourraient affecter la Société à une concentration de crédit et une fluctuation de prix se composent principalement de l'encaisse, des créances et des placements. L'encaisse est détenue dans une institution financière de premier ordre. Par conséquent, la direction estime que le risque de crédit lié à l'encaisse est minime. Les créances et les placements sont relatifs à des entreprises ayant fait l'objet d'une analyse approfondie lors de l'investissement initial. Par la suite, l'évolution des entreprises est analysée sur une base régulière et un suivi est effectué lorsque nécessaire. La direction ne croit pas être exposée à des risques de crédit et de fluctuation de prix supérieurs à la moyenne de son secteur d'activités.

**c) Risque de taux d'intérêt**

Les taux d'intérêt sur les placements et le risque auquel la Société est exposée à l'égard des taux d'intérêt sont résumés dans le tableau qui suit :

**31 mars 2012**

|                                                                           | Taux fixe*     | Total          |
|---------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Débetures et prêts convertibles en actions ordinaires échéant en 2012     | 600 000        | 600 000        |
| Débetures et prêts non convertibles en actions ordinaires échéant en 2015 | 155 300        | 210 300        |
|                                                                           | <b>755 300</b> | <b>810 300</b> |

\* Les taux d'intérêts varient de 10 % à 15 %.

**31 mars 2011**

|                                                                                  | Taux fixe*     | Total          |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Débetures et prêts convertibles en actions ordinaires échéant en 2011            | 350 000        | 350 000        |
| Débetures et prêts non convertibles en actions ordinaires échéant de 2012 à 2015 | 566 873        | 566 873        |
|                                                                                  | <b>916 873</b> | <b>916 873</b> |

\* Les taux d'intérêts varient de 10 % à 15 %.

Les taux d'intérêts sur les débetures et les prêts correspondent aux taux en vigueur sur le marché. En assumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une fluctuation à la hausse ou à la baisse de 1 % du taux d'intérêt sur une base annuelle résulterait en une diminution de la juste valeur des débetures et des prêts de 2 617 \$ (7 610 \$ en 2011) et une augmentation de 2 694 \$ (7 814 \$ en 2011).

**d) Risque de devises**

La Société a investi certaines sommes en devises, soit le dollar US. Par conséquent, certains éléments d'actifs sont exposés aux fluctuations de taux de change. Au 31 mars 2012, l'actif net libellé en dollars US et converti en dollars canadiens représente 3 875 785 \$ (2011 : 5 421 551 \$). La Société n'utilise aucun instrument pour gérer les risques de fluctuation du taux de change.

En considérant les données citées ci-haut au 31 mars 2012 et en assumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une dépréciation ou une appréciation de 5 % de la devise canadienne par rapport à la devise américaine résulterait en une diminution ou une augmentation de la perte nette de l'ordre de 193 789 \$ (2011 : 271 078 \$) relativement au risque de devise basé sur le dollar américain.

**e) Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers.

Les charges à payer sont payables dans l'exercice suivant. La Société considère qu'elle détient suffisamment d'encaisse afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et jusqu'à sa reconversion, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

**f) Hiérarchie de l'évaluation de la juste valeur**

Le tableau suivant présente la hiérarchie des évaluations à la juste valeur des instruments financiers selon leur niveau au 31 mars 2012.

**31 mars 2012**

|                                             | 2012       | Niveau 1   | Niveau 2 | Niveau 3  |
|---------------------------------------------|------------|------------|----------|-----------|
| Encaisse                                    | 13 987 572 | 13 987 572 | -        | -         |
| Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) | 5 658 453  | -          | -        | 5 658 453 |
| Placements                                  | 13 269 014 | 7 346 055  | -        | 5 922 959 |

**31 mars 2011**

|                                             | 2011       | Niveau 1   | Niveau 2 | Niveau 3   |
|---------------------------------------------|------------|------------|----------|------------|
| Encaisse                                    | 12 752 558 | 12 752 558 | -        | -          |
| Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) | 5 358 585  | -          | -        | 5 358 585  |
| Placements                                  | 21 913 038 | 9 797 793  | -        | 12 115 245 |

Le tableau suivant présente l'évolution des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et évalués selon le niveau 3.

**31 mars 2012**

|                                             | Solde d'ouverture | Total des gains (pertes) comptabilisés en résultats | Achat   | Vente       | Solde de clôture |
|---------------------------------------------|-------------------|-----------------------------------------------------|---------|-------------|------------------|
| Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) | 5 358 585         | 299 868                                             | -       | -           | 5 658 453        |
| Placements                                  | 12 115 245        | (4 857 227)                                         | 805 845 | (2 140 904) | 5 922 959        |

**31 mars 2011**

|                                             | Solde d'ouverture | Total des gains (pertes) comptabilisés en résultats | Achat   | Vente     | Solde de clôture |
|---------------------------------------------|-------------------|-----------------------------------------------------|---------|-----------|------------------|
| Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) | 5 042 114         | 316 471                                             | -       | -         | 5 358 585        |
| Placements                                  | 13 475 161        | (1 019 355)                                         | 412 673 | (753 234) | 12 115 245       |



# Rapport de l'auditeur indépendant

Au Ministre des Finances

## Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Innovatech Régions ressources, qui comprennent le bilan au 31 mars 2012, l'état des résultats et du déficit cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société Innovatech Régions ressources au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

## Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec par intérim,

 , CPA Auditeur, CA

Marcel Couture, CPA auditeur, CA  
Vérificateur général adjoint

Québec, le 16 juillet 2012

## Société Innovatech Régions ressources

## Bilan

Au 31 mars 2012

|                                                                          | 2012                 | 2011                 |
|--------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| <b>ACTIF</b>                                                             |                      |                      |
| Encaisse                                                                 | 54 003 \$            | 13 315 \$            |
| Placement temporaire (acceptation bancaire, 1,09 %, échéant en mai 2012) | 6 191 862            | 5 514 321            |
| Placements (note 5)                                                      | 18 453 201           | 18 979 761           |
| Frais payés d'avance                                                     | 7 686                | 7 686                |
| Taxes à la consommation à recevoir                                       | 1 525                | 1 866                |
|                                                                          | <b>24 708 277 \$</b> | <b>24 516 949 \$</b> |
| <b>PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE</b>                                  |                      |                      |
| <b>Passif</b>                                                            |                      |                      |
| Charge à payer à une entité sous contrôle commun                         | 17 114 \$            | 21 550 \$            |
|                                                                          | <b>17 114</b>        | <b>21 550</b>        |
| <b>Avoir de l'actionnaire</b>                                            |                      |                      |
| Capital-actions (note 6)                                                 | 51 250 000           | 51 250 000           |
| Déficit cumulé                                                           | (26 558 837)         | (26 754 601)         |
|                                                                          | <b>24 691 163</b>    | <b>24 495 399</b>    |
|                                                                          | <b>24 708 277 \$</b> | <b>24 516 949 \$</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



**Pierre-B. Lafrenière**  
Président du conseil  
d'administration

**Yves Lafrance**  
Administrateur

**Société Innovatech Régions ressources****Résultats et déficit cumulé**

De l'exercice clos le 31 mars 2012

|                                                                   | 2012                   | 2011                   |
|-------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|
| <b>Produits d'investissement</b>                                  |                        |                        |
| Plus-value non réalisée sur les placements                        | 209 895 \$             | 249 697 \$             |
| Revenus d'intérêts                                                | 59 872                 | 41 556                 |
|                                                                   | <b>269 767</b>         | <b>291 253</b>         |
| <b>Charges de fonctionnement</b>                                  |                        |                        |
| Services professionnels et contractuels                           | 2 704                  | 6 262                  |
| Honoraires de service administratif - Entité sous contrôle commun | 62 512                 | 79 445                 |
| Assurances                                                        | 8 784                  | 8 784                  |
| Autres charges                                                    | 3                      | 3                      |
|                                                                   | <b>74 003</b>          | <b>94 494</b>          |
| <b>Bénéfice net</b>                                               | <b>195 764</b>         | <b>196 759</b>         |
| Déficit cumulé au début                                           | (26 754 601)           | (26 951 360)           |
| <b>Déficit cumulé à la fin</b>                                    | <b>(26 558 837) \$</b> | <b>(26 754 601) \$</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# Société Innovatech Régions ressources

## Flux de trésorerie

De l'exercice clos le 31 mars 2012

|                                                                                          | 2012         | 2011         |
|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>                              |              |              |
| Bénéfice net                                                                             | 195 764 \$   | 196 759 \$   |
| Plus-value non réalisée sur les placements                                               | (209 895)    | (249 697)    |
| Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :                              |              |              |
| Taxes à la consommation à recevoir                                                       | 341          | (80)         |
| Charge à payer à une entité sous contrôle commun                                         | (4 436)      | 618          |
|                                                                                          | (18 226)     | (52 400)     |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>                            |              |              |
| Distribution de capital sur placement                                                    | 736 455      | -            |
|                                                                                          | 736 455      | -            |
| <b>Augmentation nette (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b> | 718 229      | (52 400)     |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début                                         | 5 527 636    | 5 580 036    |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>                                  | 6 245 865    | 5 527 636    |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>                                           |              |              |
| Encaisse                                                                                 | 54 003       | 13 315       |
| Placements temporaires                                                                   | 6 191 862    | 5 514 321    |
|                                                                                          | 6 245 865 \$ | 5 527 636 \$ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# Société Innovatech Régions ressources

## Notes complémentaires

Au 31 mars 2012

### 1. Statuts constitutifs et nature des activités

La Société Innovatech Régions ressources est une personne morale de droit public constituée en vertu de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech Régions ressources (L.R.Q. chapitre S-17.5). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire déterminé dans sa loi constitutive et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

La Société se définit comme une société de placement, au sens de la note d'orientation 18 (NOC-18) - Société de placement du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA), plus précisément comme un organisme de capital de risque, c'est-à-dire que ses engagements d'investissement sont pris sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance.

En vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État, et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

### 2. Principales méthodes comptables

#### *Utilisation d'estimations*

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses, notamment dans l'établissement de la juste valeur des instruments financiers. Ces estimations et ces hypothèses ont une incidence sur la comptabilisation des éléments d'actif et de passif, sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuel à la date des états financiers, sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de l'exercice, ainsi que sur la présentation de divers renseignements connexes. Le principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses est la juste valeur des placements. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et l'incidence serait alors constatée dans les états financiers de l'exercice futur concerné.

#### *Classement et évaluation des instruments financiers*

Les instruments financiers, autres que les placements détenus par une société de placement doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances. À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme détenus à des fins de transaction, comme détenus jusqu'à leur échéance, comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction ou comme autres passifs financiers. La norme permet aux entités de désigner irrévocablement, à leur comptabilisation initiale, tout actif ou passif financier comme un instrument détenu à des fins de transaction.

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés, sont évalués à leur juste valeur. Le cas échéant, tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats, à moins de répondre aux critères de comptabilisation d'un autre type d'actif ou de passif.

Au cours des périodes ultérieures, les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur; les gains et les pertes sont comptabilisés aux résultats. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur; les gains et pertes non réalisés qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La juste valeur d'un instrument financier correspond généralement à la contrepartie pour laquelle l'instrument serait échangé dans le cadre d'une opération entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires. La meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché.

La Société n'a classé aucun instrument financier comme actifs financiers disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas du résultat net.



*Placements*

En conformité avec la NOC-18, les placements sont évalués à leur juste valeur. La valeur de réalisation des placements pourrait varier de façon importante par rapport à la juste valeur à la suite de changements dans les conditions du marché.

Les placements se composent de parts dans une société en commandite ainsi que d'un prêt et d'actions d'une société privée. La juste valeur des parts dans la société en commandite est basée sur les états financiers audités de cette société au 31 décembre, ajustée des opérations importantes de cette dernière pendant la période de décalage qui, à titre de société de placement, est évaluée à la juste valeur.

La juste valeur du prêt est établie selon les techniques d'évaluation sur le marché. Les hypothèses significatives prises en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Les actions d'une société privée sont évaluées selon une technique d'évaluation reconnue sur le marché comprenant, principalement, la référence à une offre d'achat et à des transactions sans lien de dépendance et à l'actualisation des flux de trésorerie.

*Autres passifs financiers*

La charge à payer à une entité sous contrôle commun est classée dans la catégorie des autres passifs. Sa juste valeur est considérée équivalente à sa valeur comptable en raison de son échéance à court terme.

*Revenus d'intérêts*

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus à des fins de transaction et leur juste valeur est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Revenus d'intérêts » de l'état des résultats.

**3. Modifications futures de normes comptables***Normes internationales d'information financière*

Les entreprises ayant une obligation d'information du public seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards - IFRS*). Ainsi, la Société a fait le choix d'effectuer un passage vers un ensemble unique de normes reconnues mondialement. De plus, la Société a fait le choix, tel que proposé par le Conseil des normes comptables du Canada, pour les sociétés qui appliquent actuellement la NOC-18 de continuer d'appliquer les normes canadiennes actuelles de la Partie V du Manuel de l'ICCA - Comptabilité jusqu'à l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> avril 2013. Par la suite, la Société appliquera les IFRS.

**4. Hiérarchie des évaluations à la juste valeur**

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants:

Niveau 1

La juste valeur est fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif.

Niveau 2

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent des titres de créances ayant un prix coté négocié moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières.

Niveau 3

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, classés selon la hiérarchie d'évaluation décrite précédemment:

|                                               | Niveau 1            | Niveau 2 | Niveau 3             | Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur 2012 |
|-----------------------------------------------|---------------------|----------|----------------------|------------------------------------------------------------------|
| <b>Actifs financiers</b>                      |                     |          |                      |                                                                  |
| Encaisse                                      | 54 003 \$           | -        | -                    | 54 003 \$                                                        |
| Placement temporaire                          | 6 191 862           | -        | -                    | 6 191 862                                                        |
| Placement dans Desjardins - Innovatech S.E.C. | -                   | -        | 18 453 201           | 18 453 201                                                       |
|                                               | <b>6 245 865 \$</b> | <b>-</b> | <b>18 453 201 \$</b> | <b>24 699 066 \$</b>                                             |

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie (aucun en 2011).

|                                               | Niveau 1            | Niveau 2 | Niveau 3             | Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur 2011 |
|-----------------------------------------------|---------------------|----------|----------------------|------------------------------------------------------------------|
| <b>Actifs financiers</b>                      |                     |          |                      |                                                                  |
| Encaisse                                      | 13 315 \$           | -        | -                    | 13 315 \$                                                        |
| Placement temporaire                          | 5 514 321           | -        | -                    | 5 514 321                                                        |
| Placement dans Desjardins - Innovatech S.E.C. | -                   | -        | 18 979 761           | 18 979 761                                                       |
|                                               | <b>5 527 636 \$</b> | <b>-</b> | <b>18 979 761 \$</b> | <b>24 507 397 \$</b>                                             |

Variation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3:

|                                                 | Placements 2012 | Placements 2011 |
|-------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
| Solde au début de l'exercice                    | 18 979 761 \$   | 18 730 064 \$   |
| Gains non réalisés compris dans le résultat net | 209 895         | 249 697         |
| Distribution de capital sur placement           | (736 455)       | -               |
| Solde à la fin de l'exercice                    | 18 453 201 \$   | 18 979 761 \$   |

## 5. Placements

|                                                                                                  | 2012          | 2011          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Placement dans Desjardins - Innovatech S.E.C. (29,5 % des parts émises aux 31 mars 2012 et 2011) | 18 453 201 \$ | 18 979 761 \$ |

La Société détient également un placement sous forme de prêt et d'actions d'une société privée dont la juste valeur est nulle (valeur nulle au 31 mars 2011), compte tenu de l'information disponible à la fin de l'exercice.

## 6. Capital-actions

En vertu de la Loi sur la Société Innovatech Régions ressources (L.R.Q. chapitre S-17,5), la Société est dotée d'un fonds social autorisé de 100 000 000\$.

|                                                                       | 2012          | 2011          |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Autorisé :                                                            |               |               |
| 1 000 000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 100\$ chacune |               |               |
| Émis et payé :                                                        |               |               |
| 512 500 actions ordinaires                                            | 51 250 000 \$ | 51 250 000 \$ |

Les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

## 7. Informations concernant le capital

La Société gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs, passifs, investissements et autres transactions financières afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objets spécifiés dans sa loi constitutive. Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué de l'avoir de l'actionnaire. Au 31 mars 2012, l'avoir de la Société a un solde de 24 691 164 \$ (solde de 24 495 399 \$ au 31 mars 2011).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

## 8. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

*Risque de crédit*

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

*Risques de marché*

Ces risques comprennent le risque de taux d'intérêt, le risque de devise et le risque lié aux marchés boursiers.

La Société gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

Le taux d'intérêt effectif réalisé sur les placements temporaires durant l'exercice varie de 1,04 % à 1,12 % (de 0,25 % à 1,04 % au 31 mars 2011). Les échéances de ces placements étaient de 23 à 87 jours.

Les activités de la Société sont peu influencées par le risque de devise et le risque lié au marché boursier.

***Risque de liquidité***

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. L'objectif de la gestion des liquidités vise à garantir l'accès à des fonds en temps opportun et de façon optimale.

La charge à payer à une entité sous contrôle commun est payable dans les 30 jours.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

**9. Opérations entres apparentés**

En plus des opérations entre apparentées déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

**10. Chiffres comparatifs**

Certains chiffres de 2011 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2012.



**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers consolidés de la Société nationale de l'amiante ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Les méthodes ou pratiques comptables utilisées sont conformes aux pratiques comptables généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes.

**Lucie Ste-Croix**

Présidente du conseil d'administration

Québec, le 29 juin 2012

**SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE**  
**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**

De l'exercice terminé le 31 mars 2012

|                                | 2012             | 2011             |
|--------------------------------|------------------|------------------|
| <b>REVENUS</b>                 | - \$             | - \$             |
| <b>CHARGES</b>                 |                  |                  |
| Frais administratifs           | 711              |                  |
| Services professionnels        | 871              | -                |
|                                | 1 582            | -                |
| <b>DÉFICIT ANNUEL</b>          | (1 582)          | -                |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT</b> | (158 322 000)    | (158 322 000)    |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN</b> | (158 323 582) \$ | (158 322 000) \$ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE**  
**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

Au 31 mars 2012

|                                 | <u>2012</u>             | <u>2011</u>             |
|---------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>        |                         |                         |
| Encaisse                        | 45 418 \$               | 47 000 \$               |
|                                 | <u>45 418</u>           | <u>47 000</u>           |
| <b>PASSIFS</b>                  | -                       | -                       |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>   | <u>45 418</u>           | <u>47 000</u>           |
| <b>CAPITAL-ACTIONS (note 4)</b> | <u>158 369 000</u>      | <u>158 369 000</u>      |
| <b>DÉFICIT CUMULÉ</b>           | <u>(158 323 582) \$</u> | <u>(158 322 000) \$</u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Lucie Ste-Croix  
 Présidente du conseil d'administration



## SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE

## ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS

De l'exercice terminé le 31 mars 2012

|                                            | 2012    |    | 2011   |    |
|--------------------------------------------|---------|----|--------|----|
| DÉFICIT ANNUEL                             | (1 582) | \$ | -      | \$ |
| Variation des immobilisations              | -       |    | -      |    |
| Variation des autres actifs non financiers | -       |    | -      |    |
| Diminution des actifs financiers nets      | (1 582) |    | -      |    |
| Actifs financiers nets au début            | 47 000  |    | 47 000 |    |
| Actifs financiers nets à la fin            | 45 418  | \$ | 47 000 | \$ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE**  
**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
 De l'exercice terminé le 31 mars 2012

|                                                                              | 2012             | 2011             |
|------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                           |                  |                  |
| Déficit annuel                                                               | (1 582) \$       | - \$             |
| Variation des actifs financiers et des passifs<br>reliés au fonctionnement : |                  |                  |
| Subventions à recevoir                                                       | -                | 15 000           |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités<br/>de fonctionnement</b>      | <b>(1 582)</b>   | <b>15 000</b>    |
| <b>Diminution de la trésorerie et des équivalents<br/>de trésorerie</b>      | <b>(1 582)</b>   | <b>15 000</b>    |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début</b>                      | <b>47 000</b>    | <b>32 000</b>    |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>                      | <b>45 418 \$</b> | <b>47 000 \$</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2012

## 1. Description de l'entreprise

La Société nationale de l'amiante (SNA) est une société d'État dont la totalité des actions appartient au gouvernement du Québec. Elle a été constituée par la *Loi sur la Société nationale de l'amiante* (L.R.Q. c.S-18.2). La Société détient des placements dans une entreprise inactive.

## 2. Continuité de l'exploitation

Le 14 décembre 2005, l'Assemblée nationale adoptait, suivant les recommandations du groupe de travail sur l'examen des organismes gouvernementaux, le projet de *Loi 120* autorisant le gouvernement du Québec à procéder, par décret, à la date, aux conditions et selon les modalités qu'il déterminera, à la dissolution de la Société ou à sa continuation en personne morale de droit public régi par les dispositions de la Partie IA de la *Loi sur les compagnies*. Aucun décret n'a été déposé à l'Assemblée nationale à cet effet en date de la préparation de ces états financiers. Dorénavant, le financement de la Société se fera par l'octroi de subventions qui seront négociées sur une base ponctuelle, en fonction des besoins.

## 3. Principales conventions comptables

*Périmètre de consolidation*

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de Société nationale de l'amiante et ceux de sa filiale Mines SNA inc. (détenue à 100 %).

*Impôts sur les bénéfices*

Comme la totalité des actions est détenue par le gouvernement du Québec, la Société est exemptée des impôts sur les bénéfices. Il en est de même pour sa filiale en propriété exclusive.

## 4. Capital-actions

## Autorisé

250 000 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune

|                            | 2012           | 2011           |
|----------------------------|----------------|----------------|
| Émis                       |                |                |
| 158 369 actions ordinaires | 158 369 000 \$ | 158 369 000 \$ |

D'après la *Loi sur la Société nationale de l'amiante*, les actions de la Société font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances du gouvernement du Québec.

**ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2012**

---

**Fin des activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux**

La Société québécoise d'assainissement des eaux est abolie en date du 1<sup>er</sup> juillet 2011, en vertu de l'article 230 de la *Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds* (L.Q. 2011, chapitre 16). Cette loi transfère le 1<sup>er</sup> juillet 2011 les droits et obligations de la Société au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, à l'exception des droits et obligations liés aux emprunts obligataires de la Société et aux emprunts contractés auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement. De plus, le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire verse au fonds consolidé de revenu le produit de la liquidation de la Société.

En vertu de l'article 239 de cette même loi (L.Q. 2011, chapitre 16), l'avis de clôture de la liquidation de la Société ne peut être déposé tant que l'emprunt obligataire en cours demeure en vigueur.



# ÉTATS FINANCIERS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE (RECYC-QUÉBEC)

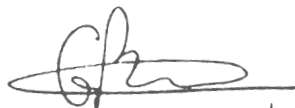
## Rapport de la direction

Les états financiers de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC), ci-après nommée la Société, présentés ci-joints ont été dressés par la direction et approuvés par son conseil d'administration. Les états financiers ont été préparés selon les méthodes et procédés établis par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public et reflètent les meilleurs jugements et estimations.

Dans le cadre de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôle interne conçu pour fournir l'assurance raisonnable que ses biens sont convenablement protégés et que ses opérations sont comptabilisées correctement, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables et ponctuels. La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration, assisté par son comité de vérification, s'assure que la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information et de contrôle financier. Le comité de vérification rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine périodiquement les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

L'audit des états financiers de la Société a été effectué par le Vérificateur général du Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport de l'auditeur indépendant précise la nature et l'étendue de cet audit et présente son opinion professionnelle sur la fidélité des états financiers.



**Ginette Bureau**

Présidente-directrice générale



**Gérald Provost, CPA, CA**

Directeur Finances

Québec, le 6 septembre 2012

# Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

## Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société québécoise de récupération et de recyclage, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

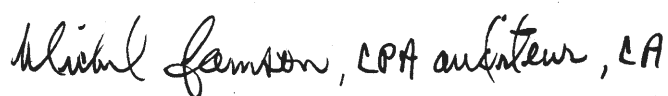
### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société québécoise de récupération et de recyclage au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

## Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 6 septembre 2012

# État des résultats et de l'excédent cumulé

## DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

|                                                                                                                     | 2012                 | 2011          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------|
| <b>REVENUS</b>                                                                                                      |                      |               |
| Droit environnemental sur les pneus (annexe 1)                                                                      | <b>18 320 280 \$</b> | 17 297 020 \$ |
| Consignation des contenants à remplissage unique (annexe 2)                                                         | <b>4 384 787</b>     | 9 864 595     |
| Aide financière dans le cadre de la politique de gestion des matières résiduelles                                   | <b>2 716 854</b>     | -             |
| Contributions des partenaires au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective          | <b>4 027 432</b>     | 2 274 792     |
| Revenus de placements                                                                                               | <b>2 227 068</b>     | 1 608 090     |
| Contributions des partenaires au programme d'aide financière pour les centres de tri québécois                      | <b>544 703</b>       | 720 507       |
| Transferts du gouvernement du Québec                                                                                | <b>18 582</b>        | 197 209       |
| Revenus d'organismes industriels (annexe 3)                                                                         | <b>850 472</b>       | 552 518       |
| Autres                                                                                                              | <b>192 520</b>       | 204 944       |
|                                                                                                                     | <b>33 282 698</b>    | 32 719 675    |
| <b>CHARGES</b>                                                                                                      |                      |               |
| Contributions aux programmes des pneus hors d'usage (annexe 4)                                                      | <b>16 981 354</b>    | 15 995 381    |
| Contributions dans le cadre de la politique de gestion des matières résiduelles (annexe 5)                          | <b>2 511 457</b>     | -             |
| Compensation pour les services municipaux de collecte sélective (annexe 6)                                          | <b>2 389 065</b>     | 759 154       |
| Autres contributions non remboursables                                                                              | <b>1 871 439</b>     | 1 648 149     |
| Soutien au système de consignation                                                                                  | <b>857 037</b>       | 669 167       |
| Contributions au programme d'aide financière pour les centres de tri québécois                                      | <b>657 638</b>       | 870 742       |
| Aide financière aux entreprises d'économie sociale et à l'élaboration des plans de gestion des matières résiduelles | <b>72 345</b>        | 265 287       |
| Traitements et avantages sociaux                                                                                    | <b>5 571 339</b>     | 5 261 589     |
| Fonctionnement (annexe 7)                                                                                           | <b>2 029 448</b>     | 1 940 142     |
| Communications, éducation et sensibilisation                                                                        | <b>305 960</b>       | 608 419       |
|                                                                                                                     | <b>33 247 082</b>    | 28 018 030    |
| <b>Excédent annuel</b>                                                                                              | <b>35 616</b>        | 4 701 645     |
| <b>Excédent cumulé au début</b>                                                                                     | <b>48 671 692</b>    | 43 970 047    |
| <b>Excédent cumulé à la fin</b>                                                                                     | <b>48 707 308 \$</b> | 48 671 692 \$ |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.



# État de la situation financière

AU 31 MARS 2012

|                                                                             | 2012                 | 2011          |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                                    |                      |               |
| Encaisse                                                                    | 1 037 626 \$         | 758 567 \$    |
| Placements temporaires (note 3)                                             | 7 382 019            | 3 972 490     |
| Placements à long terme (note 4)                                            | 60 813 617           | 64 968 592    |
| Créances à recevoir (note 5)                                                | 9 175 571            | 10 314 033    |
| Contributions à recevoir du gouvernement du Québec (note 6)                 | 2 716 854            | -             |
| À recevoir des organismes de financement agréés (note 7)                    | 191 519 530          | 54 572 325    |
| Prêt (note 8)                                                               | 400 000              | 400 000       |
|                                                                             | <b>273 045 217</b>   | 134 986 007   |
| <b>PASSIFS</b>                                                              |                      |               |
| Charges à payer et frais courus (note 9)                                    | 5 588 864            | 3 448 564     |
| Sommes dues aux organismes municipaux (note 7)                              | 185 815 427          | 51 297 986    |
| Sommes remboursables en vertu des ententes sur la consignation (note 10)    | 4 309 638            | 8 500 858     |
| Revenus reportés de programmes (note 11)                                    | 18 915 182           | 14 595 432    |
| Provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consignation (note 12) | 10 201 951           | 9 040 012     |
|                                                                             | <b>224 831 062</b>   | 86 882 852    |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>                                               | <b>48 214 155</b>    | 48 103 155    |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                                                |                      |               |
| Immobilisations corporelles (note 13)                                       | 433 607              | 528 426       |
| Frais payés d'avance                                                        | 59 546               | 40 111        |
|                                                                             | <b>493 153</b>       | 568 537       |
| <b>Excédent cumulé</b>                                                      | <b>48 707 308 \$</b> | 48 671 692 \$ |

Obligations contractuelles (note 17)

Évènement postérieur à la date des états financiers (note 18)

Pour le conseil d'administration,



Johanne Gélinas

Présidente



Gaëtan Laflamme, CPA, CA

Administrateur

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# État de la variation des actifs financiers nets

## DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

|                                                            | 2012                 | 2011          |
|------------------------------------------------------------|----------------------|---------------|
| <b>EXCÉDENT ANNUEL</b>                                     | <b>35 616 \$</b>     | 4 701 645 \$  |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                  | <b>(126 906)</b>     | (128 215)     |
| Amortissement des immobilisations corporelles              | <b>188 895</b>       | 237 452       |
| Perte sur disposition d'immobilisations corporelles        | <b>85 951</b>        | 47 714        |
| Produit de disposition d'immobilisations corporelles       | <b>851</b>           | 1 881         |
| Contribution à l'acquisition d'immobilisations corporelles | <b>(53 972)</b>      | (57 273)      |
|                                                            | <b>130 435</b>       | 4 803 204     |
| Acquisition de frais payés d'avance                        | <b>(90 671)</b>      | (42 691)      |
| Utilisation des frais payés d'avance                       | <b>71 236</b>        | 65 730        |
|                                                            | <b>(19 435)</b>      | 23 039        |
| <b>Augmentation des actifs financiers nets</b>             | <b>111 000</b>       | 4 826 243     |
| <b>Actifs financiers nets au début</b>                     | <b>48 103 155</b>    | 43 276 912    |
| <b>Actifs financiers nets à la fin</b>                     | <b>48 214 155 \$</b> | 48 103 155 \$ |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# État des flux de trésorerie

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

|                                                                                   | 2012         | 2011         |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                                |              |              |
| Excédent annuel                                                                   | 35 616 \$    | 4 701 645 \$ |
| Éléments sans incidence sur la trésorerie :                                       |              |              |
| Gain sur disposition de placements                                                | (518 336)    | (107 957)    |
| Perte sur disposition d'immobilisations corporelles                               | 85 951       | 47 714       |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                     | 188 895      | 237 452      |
| Revenus reportés de programmes                                                    | 4 319 750    | 2 575 391    |
| Contribution à l'acquisition d'immobilisations corporelles                        | (53 972)     | (57 273)     |
| Amortissement de l'escompte et de la prime sur placements – net                   | 601 135      | 533 855      |
|                                                                                   | 4 659 039    | 7 930 827    |
| Variation des éléments d'actif et de passif reliés au fonctionnement (note 16)    | (4 916 572)  | 87 882       |
| Flux de trésorerie (utilisés pour les) provenant des activités de fonctionnement  | (257 533)    | 8 018 709    |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                                 |              |              |
| Placements effectués                                                              | (43 569 429) | (65 011 919) |
| Produit sur disposition de placements                                             | 47 641 605   | 44 006 014   |
| Prêt                                                                              | –            | (400 000)    |
| Flux de trésorerie provenant des (utilisés pour les) activités d'investissement   | 4 072 176    | (21 405 905) |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATION</b>                               |              |              |
| Acquisition d'immobilisations                                                     | (126 906)    | (128 215)    |
| Produit de disposition d'immobilisations                                          | 851          | 1 881        |
| Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisation | (126 055)    | (126 334)    |
| <b>VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>          | 3 688 588    | (13 513 530) |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>                           | 4 731 057    | 18 244 587   |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN</b>                           | 8 419 645 \$ | 4 731 057 \$ |
| <b>La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin comprennent :</b>      |              |              |
| Encaisse                                                                          | 1 037 626 \$ | 758 567 \$   |
| Placements temporaires                                                            | 7 382 019    | 3 972 490    |
|                                                                                   | 8 419 645 \$ | 4 731 057 \$ |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# Notes complémentaires

AU 31 MARS 2012

## 1. Constitution et mandat

La Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC), ci-après nommée la Société, est une personne morale au sens du Code civil, instituée par la *Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage (L.R.Q., chapitre S-22.01)*. La Société a pour mandat de promouvoir, de développer et de favoriser la réduction, le réemploi, la récupération et le recyclage de contenants, d'emballages, de matières et de produits ainsi que leur valorisation dans une perspective de conservation des ressources.

La Société gère les ententes et programmes suivants :

- le *Programme québécois de gestion intégrée des pneus hors d'usage 2009-2012*;
- le *Programme de vidage des lieux d'entreposage de pneus hors d'usage au Québec pour les exercices 2001-2008*;
- le *Programme d'aide financière pour les centres de traitement de pneus hors d'usage 2011-2012*;
- les Ententes portant sur la consignation, la récupération et le recyclage des contenants à remplissage unique de bière et de boissons gazeuses, intervenues en vertu de la *Loi sur la vente et la distribution de bière et de boissons gazeuses dans des contenants à remplissage unique (L.R.Q., chapitre V-5.001)*;
- l'Entente sur la récupération des contenants de peinture en vertu du *Règlement sur la récupération et la valorisation des contenants de peinture et des peintures mis au rebut*;
- l'Entente sur la récupération et la valorisation des huiles usagées en vertu du *Règlement sur la récupération et la valorisation des huiles usagées, des contenants d'huile ou de fluide et des filtres usagés*;
- le *Programme gouvernemental d'aide financière à l'élaboration des plans de gestion des matières résiduelles* visant à soutenir financièrement les municipalités et les municipalités régionales dans l'élaboration de leur plan de gestion;
- le *Programme d'aide financière aux entreprises d'économie sociale œuvrant dans le cadre des plans de gestion des matières résiduelles* qui vise à favoriser la participation des entreprises d'économie sociale à la réalisation des objectifs environnementaux, sociaux et économiques de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008;
- le *Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles*;
- le *Programme d'aide financière pour les centres de tri québécois 2009-2011*. Ce programme est le résultat d'un partenariat avec le ministère du Développement économique, de l'innovation et de l'Exportation, Éco Entreprises Québec et la Société des Alcools du Québec. Il a pour objectif d'améliorer la performance des centres de tri québécois;
- quatre programmes issus de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 2011-2015 sont gérés par la Société soit; Implantation de technologies et de procédés et développement des marchés, Économie sociale et mobilisation des collectivités, Performance des ICI en GMR ainsi que Performance des centres de tri des matières recyclables de la collecte sélective. Ces programmes prévoient des montants pour soutenir financièrement des activités menées par différentes clientèles de ces secteurs.

En vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État et par conséquent n'est pas soumise aux impôts sur le revenu.

## 2. Principales méthodes comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public* et, pour la première année applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des montants des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations et de formulation d'hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles, les revenus de programmes, la moins-value durable sur les placements à long terme et la provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consignation. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations et hypothèses faites par la direction.

### Constatation des revenus

Les revenus sont constatés lorsqu'ils sont gagnés et que la mesure et le recouvrement de la contrepartie sont raisonnablement sûrs. Les revenus de placements sont constatés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les gains et pertes sur disposition de placements sont établis selon la méthode du coût moyen.

### Revenus et charges afférents au Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles

En vertu du *Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles*, la Société est autorisée à effectuer une retenue pour l'indemniser de ses frais de gestion et de ses autres dépenses égale au montant correspondant au pourcentage suivant de la compensation annuelle due aux municipalités selon les modalités suivantes : 2010 : 3,25 %, 2011 : 2,75 %, 2012 : 2,25 % et pour chacune des années subséquentes : 2 %. L'indemnité payable à la Société ne peut en aucun cas être supérieure à 3 000 000 \$.

### Consignation des contenants à remplissage unique et sommes remboursables

#### ● Entente portant sur la consignation, la récupération et le recyclage des contenants à remplissage unique de boissons gazeuses

En vertu de cette entente, la perception et le remboursement des consignations ainsi que le versement des primes d'encouragement à la récupération sont réalisés par un organisme à but non lucratif désigné par les embouteilleurs de boissons gazeuses du Québec. De ce fait, les consignations perçues et remboursées de même que les primes d'encouragement versées ne sont pas inscrites aux états financiers de la Société. L'organisme représentant les adhérents selon cette entente, Boissons Gazeuses Environnement, doit rembourser certains montants payés par la Société ou être remboursé par la Société de certains montants qu'il a déboursés.

De plus, en vertu de l'entente, advenant que les résultats annuels d'opérations du système soient excédentaires, Boissons Gazeuses Environnement remet à la Société 70 % de l'excédent et conserve 30 % qu'il doit investir dans son *Programme d'amélioration des infrastructures de récupération* et dans des articles liées à l'information, la sensibilisation et l'éducation. Dépendamment du taux de récupération de l'année des contenants visés par l'entente, la Société conserve une portion variant de 50 % à 80 % de l'excédent dans une réserve pour remboursements de déficits éventuels qui pourraient survenir pendant la durée de l'entente. 75 % du solde de l'excédent annuel remis à la Société est retourné à Boissons Gazeuses Environnement pour être investis pour des fins mentionnées précédemment. 25 % du solde de l'excédent annuel remis à la Société doit être utilisé pour des activités liées à l'information, la sensibilisation et à l'éducation, au développement de marchés et de technologies ainsi que pour des activités visant à favoriser et à améliorer la gestion de la récupération et du recyclage des contenants à remplissage unique.

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### • Entente portant sur la consignation, la récupération et le recyclage des contenants à remplissage unique de bière

En vertu de cette entente, les revenus provenant des consignes relatives aux contenants vendus, les remboursements de consignes et les primes d'encouragement à la récupération sont comptabilisés dans les registres de la Société selon les déclarations fournies par les adhérents à l'entente de la bière.

Les adhérents à celle-ci s'engagent à rembourser à la Société le montant du déficit annuel (année civile) résultant du système de consignation sur leurs contenants (consignes perçues et remboursées, primes d'encouragement à la récupération et frais de gestion). Dans le cas où les résultats annuels calculés sont excédentaires, 67 % de cet excédent est remis aux adhérents. 75 % du solde de l'excédent annuel remis à la Société est retourné à l'association pour l'information, la sensibilisation, l'éducation et le développement des marchés et de technologies de récupération et de recyclage des contenants de bière. 25 % du solde de l'excédent annuel remis à la Société doit être utilisé à des fins d'information, de sensibilisation et d'éducation à la récupération et au recyclage principalement en ce qui concerne les contenants consignés ainsi qu'au développement de marchés et de technologies pour les matières résiduelles.

Conformément aux ententes, les déclarations sont sujettes, entre autres, à des vérifications. Les ajustements à la suite de ces vérifications sont, le cas échéant, imputés aux revenus de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les sommes remboursables en vertu des ententes sur la consignation sont établies en vertu des ententes décrites ci-dessus.

### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

### Placements temporaires

Les placements temporaires, comptabilisés au moindre du coût ou de la valeur de marché.

### Placements à long terme

Les titres et obligations sont comptabilisés au coût. Les escomptes et les primes sur les obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée restante de chaque titre. L'amortissement des escomptes et des primes est comptabilisé dans les revenus de placements. Toute moins-value durable est diminuée de la valeur comptable des placements et la perte est imputée aux résultats de l'exercice.

### Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût après déduction des provisions pour moins-value correspondantes. Une provision pour moins-value est établie lorsque le recouvrement d'un prêt est douteux. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés dans la mesure où les prêts sont réputés recouvrables.

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### Revenus reportés

Certains montants sont reçus en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'une entente et peuvent uniquement être utilisés aux fins de l'administration de certains programmes ou de la prestation de services précis ou de l'exécution d'opérations données. Ces montants sont constatés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées, les services offerts ou les stipulations respectées.

### Provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consignation

Une provision est établie pour pourvoir aux sommes nécessaires au remboursement des consignes correspondant aux contenants vendus avant le 31 mars et qui seront récupérés après la fin de l'exercice ou après l'expiration des ententes dans l'éventualité de l'abolition de la consignation. Cette provision est établie selon un nombre de jours estimé du délai de récupération des consignes et sur la moyenne quotidienne des consignes remboursées (5 ¢, 10 ¢, 20 ¢) annuellement en incluant la prime de 2 ¢.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties, selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée de vie utile estimative, soit :

|                            |               |
|----------------------------|---------------|
| Mobilier et équipements    | 7 ans         |
| Équipements informatiques  | 5 ans         |
| Améliorations locatives    | Durée du bail |
| Logiciels                  | 3 ans         |
| Développement informatique | 5 ans         |

Les projets informatiques en développement sont amortis lorsque leur développement est terminé et que les projets sont mis en service.

#### ● *Financement externe*

Les contributions à l'acquisition d'immobilisations corporelles liées au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective sont amorties au même taux et au même rythme que les immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent.

### Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

## 3. Placements temporaires

Les placements temporaires représentent des obligations et des fonds communs de marché monétaire. La valeur de marché des placements temporaires au 31 mars 2012 est de 7 382 019 \$ et les taux de rendement ont varié de 0,92 % à 2,03 % (2011 : 3 972 490 \$ et les taux de rendement ont varié de 0,36 % à 2,01 %).

#### 4. Placements à long terme

|                                                                                                                                                                                          | 2012                 | 2011          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------|
| Obligations municipales, provinciales et fédérales, portant intérêt à des taux se situant entre 1,45 % à 5,50 % (2011 : 1,5 % à 6 %) et échéant à diverses dates jusqu'en décembre 2016. | <b>60 813 617 \$</b> | 64 968 592 \$ |

Au 31 mars 2012, la valeur de marché des placements à long terme s'établit à 61 625 754 \$ (2011 : 65 058 577 \$).

#### 5. Créances à recevoir

|                                        | 2012                | 2011          |
|----------------------------------------|---------------------|---------------|
| Droit environnemental sur les pneus    | <b>3 530 104 \$</b> | 3 216 913 \$  |
| Excédent – consignes boissons gazeuses | <b>1 543 907</b>    | 3 764 120     |
| Consignes bières                       | <b>2 711 876</b>    | 1 242 387     |
| Intérêts courus                        | <b>520 758</b>      | 564 559       |
| Autres débiteurs                       | <b>868 926</b>      | 1 526 054     |
|                                        | <b>9 175 571 \$</b> | 10 314 033 \$ |

Les créances à recevoir incluent un montant de 3 741 371 \$ (2011 : 4 419 402 \$) avec des apparentés.

#### 6. Contributions à recevoir du gouvernement du Québec

|                                                                          | 2012                |
|--------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| Implantation de technologies et de procédés et développement des marchés | <b>1 344 139 \$</b> |
| Économie sociale et mobilisation des collectivités                       | <b>195 717</b>      |
| Performance des ICI en GMR                                               | <b>1 038 670</b>    |
| Comité conjoint                                                          | <b>138 328</b>      |
|                                                                          | <b>2 716 854 \$</b> |

#### 7. À recevoir des organismes de financement agréés

Le *Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles* est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2005. En vertu de ce Règlement, les entreprises doivent compenser les municipalités d'un pourcentage (70 % pour l'année 2010 – 80 % pour l'année 2011 et 90 % pour l'année 2012) du total des coûts nets des services fournis par les municipalités à l'égard de la récupération et de la valorisation des catégories de matières visées, soit les contenants et emballages, les imprimés et les médias écrits. Dans le cadre de son mandat, la Société a émis deux accréditations à titre d'organisme de financement agréé. Éco Entreprises Québec représente les catégories des contenants et emballages ainsi que les imprimés tandis que Recyclémédias représente la catégorie des journaux. Les compensations payables par Éco Entreprises Québec sont sous forme monétaire alors que celles de Recyclémédias sont sous forme de biens et services.

En vertu d'un décret émis le 28 mars 2012 concernant l'approbation du tarif établi par Éco Entreprises Québec pour les contributions 2010, 2011 et 2012 et d'une entente sur l'établissement des coûts nets de la collecte sélective sujets à compensation pour les années 2010 et 2011 ainsi que les critères de distribution applicables, la Société a inscrit, au 31 mars 2012, un solde à recevoir de 191 519 530 \$ (2011 : 54 572 325 \$). Des compensations totalisant 185 815 427 \$ (2011 : 51 297 986 \$) ont été inscrites comme dues aux organismes municipaux.



## 8. Prêt

Le solde est composé d'un prêt sans intérêt les deux années civiles suivant le déboursement du prêt et au taux directeur de la Banque du Canada (1 % en date du 31 mars 2012 et du 31 mars 2011) majoré de 1,5 % à compter de la date du deuxième anniversaire du déboursement du prêt. Le prêt est remboursable au plus tard le 21 décembre 2013.

## 9. Charges à payer et frais courus

|                                                        | 2012         | 2011         |
|--------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Fournisseurs et frais courus                           | 2 419 803 \$ | 1 185 454 \$ |
| Contributions non remboursables – programmes des pneus | 1 744 058    | 1 320 448    |
| Consignes et primes d'encouragement à la récupération  | 582 517      | 154 719      |
| Traitements et avantages sociaux                       | 836 918      | 757 375      |
| Dépôt sur contrat                                      | 5 568        | 30 568       |
|                                                        | 5 588 864 \$ | 3 448 564 \$ |

## 10. Sommes remboursables en vertu des ententes sur la consignation

|                                                        | 2012         | 2011         |
|--------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Sommes remboursables à Boissons Gazeuses Environnement | 4 438 167 \$ | 5 151 417 \$ |
| Sommes (recouvrables) remboursables aux brasseurs      | (128 529)    | 3 349 441    |
|                                                        | 4 309 638 \$ | 8 500 858 \$ |

Le solde inclut une somme de 677 652 \$ (2011 : 7 399 734 \$) qui devra être investie par l'industrie en information, sensibilisation et éducation, ainsi qu'en amélioration du système de consignation selon les ententes sur la consignation.

## 11. Revenus reportés de programmes

|                                                                                                            | 2012              |                          |                                             |                   |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------------|---------------------------------------------|-------------------|
|                                                                                                            | Solde<br>au début | Apports de<br>l'exercice | Montants<br>constatés à titre<br>de revenus | Solde<br>à la fin |
| Droit environnemental sur les pneus                                                                        | 9 008 311 \$      | 23 562 505 \$            | 18 667 245 \$                               | 13 903 571 \$     |
| Consignation des contenants à remplissage unique                                                           | 2 466 579         | 419 758 *                | 2 696 793                                   | 189 544           |
| Contributions des partenaires au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective | 1 081 416         | 5 767 242                | 4 002 432                                   | 2 846 226         |
| Contributions des partenaires au programme d'aide financière pour les centres de tri québécois             | 1 875 613         | 500 000                  | 544 703                                     | 1 830 910         |
| Transfert du gouvernement du Québec                                                                        | 163 513           | –                        | 18 582                                      | 144 931           |
|                                                                                                            | 14 595 432 \$     | 30 249 505 \$            | 25 929 755 \$                               | 18 915 182 \$     |

|                                                                                                            | 2011              |                          |                                             |                   |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------------|---------------------------------------------|-------------------|
|                                                                                                            | Solde<br>au début | Apports de<br>l'exercice | Montants<br>constatés à titre<br>de revenus | Solde<br>à la fin |
| Droit environnemental sur les pneus                                                                        | 3 564 245 \$      | 23 087 819 \$            | 17 643 753 \$                               | 9 008 311 \$      |
| Consignation des contenants à remplissage unique                                                           | 6 976 258         | (2 728 836) *            | 1 780 843                                   | 2 466 579         |
| Contributions des partenaires au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective | 22 696            | 3 333 512                | 2 274 792                                   | 1 081 416         |
| Contributions des partenaires au programme d'aide financière pour les centres de tri québécois             | 1 096 120         | 1 500 000                | 720 507                                     | 1 875 613         |
| Transfert du gouvernement du Québec                                                                        | 360 722           | –                        | 197 209                                     | 163 513           |
|                                                                                                            | 12 020 041 \$     | 25 192 495 \$            | 22 617 104 \$                               | 14 595 432 \$     |

\* L'apport de l'exercice 2012 est de 2 023 750 \$ (2011 : 4 670 898 \$), cependant en vertu des ententes portant sur la consignation, la récupération et le recyclage des contenants à remplissage unique de bière et de boissons gazeuses, effectives au 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour l'exercice 2012, une somme de 1 603 992 \$ (2011 : 7 399 734 \$) représentant 75 % des revenus reportés sur la consignation au 31 mars de chacune des années respectives est transférée à l'industrie et devra être investie par celle-ci en information, sensibilisation et éducation ainsi qu'en amélioration du système de consignation.

## 12. Provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consignation

|                                                       | 2012          | 2011         |
|-------------------------------------------------------|---------------|--------------|
| Remboursement de consignés                            | 7 735 684 \$  | 6 838 438 \$ |
| Versement de primes d'encouragement à la récupération | 2 466 267     | 2 201 574    |
|                                                       | 10 201 951 \$ | 9 040 012 \$ |

### 13. Immobilisations corporelles

Au cours de l'exercice, la Société a acquis pour 63 460 \$ de mobilier et équipements, 52 316 \$ d'équipements informatiques et pour 11 130 \$ de logiciels. Aussi, la Société a disposé ou mis au rancart 70 459 \$ de mobilier et équipements, 69 960 \$ de développement informatique et 33 042 \$ d'équipements informatiques.

Le financement externe est attribué au développement informatique d'un portail internet pour la gestion des matières résiduelles.

|                                | 2012         |                      |            | 2011         |                      |            |
|--------------------------------|--------------|----------------------|------------|--------------|----------------------|------------|
|                                | Coût         | Amortissement cumulé | Net        | Coût         | Amortissement cumulé | Net        |
| Mobilier et équipements        | 565 211 \$   | (451 104)\$          | 114 107 \$ | 572 210 \$   | (482 776)\$          | 89 434 \$  |
| Équipements informatiques      | 405 781      | (266 742)            | 139 039    | 386 506      | (231 247)            | 155 259    |
| Améliorations locatives        | 367 302      | (161 058)            | 206 244    | 367 302      | (117 179)            | 250 123    |
| Logiciels                      | 187 876      | (186 350)            | 1 526      | 176 746      | (174 413)            | 2 333      |
| Développement informatique     | 607 815      | (502 108)            | 105 707    | 677 775      | (459 510)            | 218 265    |
|                                | 2 133 985    | (1 567 362)          | 566 623    | 2 180 539    | (1 465 125)          | 715 414    |
| Moins :<br>Financement externe | (297 074)    | 164 058              | (133 016)  | (297 074)    | 110 086              | (186 988)  |
|                                | 1 836 911 \$ | (1 403 304)\$        | 433 607 \$ | 1 883 465 \$ | (1 355 039)\$        | 528 426 \$ |

### 14. Avantages sociaux futurs

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 309 009 \$ (2011 : 268 058 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Les taux de cotisation pour le RREGOP, RRPE et RRAS ont été respectivement de 8,69 %, 11,54 % et 11,54 % de la masse cotisable du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2011 et de 8,94 %, 12,30 % et 12,30 % du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2012.

### 15. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

**16. Variation des éléments d'actif et de passif reliés au fonctionnement**

|                                                                   | 2012          | 2011        |
|-------------------------------------------------------------------|---------------|-------------|
| Créances à recevoir                                               | 1 138 462 \$  | 204 038 \$  |
| Contributions à recevoir du gouvernement du Québec                | (2 716 854)   | -           |
| À recevoir des organismes de financement agréés                   | (136 947 205) | (4 894 325) |
| Frais payés d'avance                                              | (19 435)      | 23 039      |
| Charges à payer et frais courus                                   | 2 140 300     | (2 150 023) |
| Sommes dues aux organismes municipaux                             | 134 517 441   | 4 673 986   |
| Sommes remboursables en vertu des ententes sur la consignation    | (4 191 220)   | 1 874 769   |
| Provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consignation | 1 161 939     | 356 398     |
|                                                                   | (4 916 572)\$ | 87 882 \$   |

**17. Obligations contractuelles**

La Société est engagée par une entente contractuelle à long terme avec un apparenté sous contrôle commun et par un bail pour la location de ses locaux administratifs. Les ententes actuelles relativement aux locaux de Montréal et de Québec se terminent respectivement le 31 octobre 2017 et le 31 mars 2013 et une option au gré de la Société pour une période supplémentaire de cinq ans est prévue.

La dépense de loyer de l'exercice clos le 31 mars 2012 s'élève à 408 298 \$ (2011 : 414 336 \$) relativement aux locaux administratifs de la Société. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

|                     |              |
|---------------------|--------------|
| 2013                | 414 049 \$   |
| 2014                | 319 583      |
| 2015                | 354 000      |
| 2016                | 354 000      |
| Années subséquentes | 560 500      |
|                     | 2 002 132 \$ |

**18. Évènement postérieur à la date des états financiers**

Dans le cadre du nouveau plan stratégique 2012-2017, la Société doit procéder à la modernisation du système de consignation publique. L'établissement de nouvelles ententes permettra de rencontrer les objectifs établis. À cet égard, l'entente portant sur la consignation et le recyclage des contenants à remplissage unique de boissons gazeuses ainsi que celle portant sur la consignation et le recyclage des contenants à remplissage unique de la bière qui ont pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et se terminant le 31 décembre 2012 ne sont pas renouvelées. Les négociations de nouvelles ententes surviendront au courant de l'année civile 2012 et de ce fait, nous ne sommes pas en mesure d'évaluer les incidences financières.

**19. Chiffres comparatifs**

Certains chiffres de 2011 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2012.

# Renseignements complémentaires

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

## ANNEXE 1 – Droit environnemental sur les pneus

|                                                     | 2012          | 2011          |
|-----------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Revenus liés au droit environnemental sur les pneus | 18 667 245 \$ | 17 643 753 \$ |
| Frais d'administration sur la perception du droit   | (346 965)     | (346 733)     |
|                                                     | 18 320 280 \$ | 17 297 020 \$ |

## ANNEXE 2 – Consignation des contenants à remplissage unique

|                                                      | 2012             | 2011               |
|------------------------------------------------------|------------------|--------------------|
| <b>BOISSONS GAZEUSES ET AUTRES</b>                   |                  |                    |
| Quote-part de l'excédent des opérations              | 308 780 \$       | 1 882 060 \$       |
| Redevances et autres revenus                         | (2 179)          | 545 040            |
| Virement de sommes remboursables                     | -                | 6 261 070          |
| Autres consignes - nets                              | 342 777          | 715 370            |
|                                                      | 649 378          | 9 403 540          |
| <b>BIÈRES</b>                                        |                  |                    |
| Consignes relatives aux contenants vendus            | 46 171 078       | 38 977 594         |
| Remboursements de consignes                          | (37 474 816)     | (30 795 360)       |
| Primes d'encouragement à la récupération             | (8 086 475)      | (5 839 897)        |
|                                                      | 609 787          | 2 342 337          |
| Montant remboursable aux brasseurs                   | (622 841)        | (2 006 147)        |
| Quote-part de l'excédent des opérations              | (13 054)         | 336 190            |
| Redevances                                           | 363 207          | 293 067            |
| Incitatifs à la récupération                         | 442 203          | 1 620 434          |
| Frais de gestion récupérés                           | 877 306          | 952 494            |
| Autres revenus                                       | 466 364          | 148 921            |
|                                                      | 2 136 026        | 3 351 106          |
| <b>Total avant revenus reportés sur consignation</b> | <b>2 785 404</b> | <b>12 754 646</b>  |
| <b>Revenus reportés sur consignation</b>             | <b>1 599 383</b> | <b>(2 890 051)</b> |
|                                                      | 4 384 787 \$     | 9 864 595 \$       |

**ANNEXE 3 – Revenus d’organismes industriels**

|                                         | 2012       | 2011       |
|-----------------------------------------|------------|------------|
| Valorisation des contenants de peinture | 190 409 \$ | 189 363 \$ |
| Valorisation des huiles usagées         | 336 313    | 363 155    |
| Responsabilité élargie des producteurs  | 323 750    | –          |
|                                         | 850 472 \$ | 552 518 \$ |

**ANNEXE 4 – Contributions aux programmes des pneus hors d’usage**

|                                                                 | 2012          | 2011          |
|-----------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Transport et entreposage                                        | 12 122 348 \$ | 10 614 174 \$ |
| Vidage des sites                                                | 572 674       | 1 694 774     |
| Aide au réemploi, au recyclage et à la valorisation énergétique | 4 286 332     | 3 686 433     |
|                                                                 | 16 981 354 \$ | 15 995 381 \$ |

**ANNEXE 5 – Contributions dans le cadre de la politique de gestion des matières résiduelles**

|                                                                          | 2012         |
|--------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Implantation de technologies et de procédés et développement des marchés | 1 245 191 \$ |
| Économie sociale et mobilisation des collectivités                       | 181 309      |
| Performance des ICI en GMR                                               | 962 210      |
| Comité conjoint                                                          | 122 747      |
|                                                                          | 2 511 457 \$ |

**ANNEXE 6 – Compensation pour les services municipaux de collecte sélective**

|                                              | 2012         | 2011       |
|----------------------------------------------|--------------|------------|
| Communications, éducation et sensibilisation | 1 892 858 \$ | – \$       |
| Acquisitions de connaissances                | 302 114      | 602 618    |
| Frais généraux directs                       | 194 093      | 156 536    |
|                                              | 2 389 065 \$ | 759 154 \$ |

## ANNEXE 7 – Fonctionnement

|                                                     | 2012                | 2011         |
|-----------------------------------------------------|---------------------|--------------|
| Loyers, taxes et assurances                         | <b>531 891 \$</b>   | 542 750 \$   |
| Honoraires professionnels et services contractuels  | <b>348 277</b>      | 249 031      |
| Honoraires de gestion de portefeuille               | <b>164 659</b>      | 155 560      |
| Courriers et télécommunications                     | <b>143 577</b>      | 133 216      |
| Déplacements                                        | <b>180 147</b>      | 198 050      |
| Autoroute de l'information                          | <b>29 950</b>       | 55 271       |
| Locations, entretien et réparations d'équipements   | <b>122 785</b>      | 83 061       |
| Fournitures et frais divers                         | <b>61 267</b>       | 57 420       |
| Représentation, réunions et conférences             | <b>73 342</b>       | 80 291       |
| Formation et perfectionnement                       | <b>70 507</b>       | 66 748       |
| Abonnements et cotisations                          | <b>28 200</b>       | 33 578       |
| Amortissement des immobilisations corporelles       | <b>188 895</b>      | 237 452      |
| Perte sur disposition d'immobilisations corporelles | <b>85 951</b>       | 47 714       |
|                                                     | <b>2 029 448 \$</b> | 1 940 142 \$ |

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

## ÉTATS FINANCIERS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

## Rapport de la direction

Les états financiers de la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Aux fins de la préparation des états financiers, SOQUIJ utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. Les renseignements financiers contenus dans le rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

SOQUIJ reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière financière et il a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de SOQUIJ, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport d'audit expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le directeur général,



Claude Paul-Hus

Le coordonnateur de la comptabilité,



Yves Boulanger

Montréal, le 19 juin 2012



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société québécoise d'information juridique, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2012 et les états des résultats et de l'excédent cumulé, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes afférentes.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

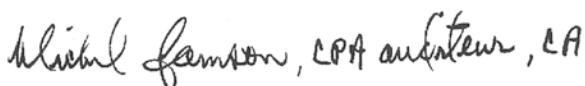
#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société québécoise d'information juridique au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 19 juin 2012

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)

ÉTAT DES RÉSULTATS  
ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

|                                                             | 2012          | 2011          |
|-------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| <b>REVENUS PROVENANT DES PUBLICATIONS ET DES SERVICES</b>   | 13 815 174 \$ | 13 609 735 \$ |
| <b>COÛT DES PUBLICATIONS ET DES SERVICES</b> (note 4)       | 8 669 455     | 8 624 012     |
| <b>MARGE BRUTE</b>                                          | 5 145 719     | 4 985 723     |
| <b>FRAIS GÉNÉRAUX</b> (note 5)                              | 4 420 838     | 4 093 368     |
| <b>EXCÉDENT ANNUEL</b>                                      | 724 881       | 892 355       |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>                             | 2 000 000     | 2 000 000     |
|                                                             | 2 724 881     | 2 892 355     |
| <b>EXCÉDENT À VERSER AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC</b> (note 6) | 724 881       | 892 355       |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>                             | 2 000 000 \$  | 2 000 000 \$  |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2012

|                                                           | 2012                | 2011                |
|-----------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                  |                     |                     |
| Encaisse                                                  | 4 624 431 \$        | 1 759 712 \$        |
| Placements temporaires (note 3)                           | -                   | 2 759 489           |
| Débiteurs                                                 | 1 894 796           | 1 947 599           |
| Stocks destinés à la vente                                | 55 942              | 109 381             |
|                                                           | <b>6 575 169</b>    | <b>6 576 181</b>    |
| <b>PASSIFS</b>                                            |                     |                     |
| Créditeurs et charges à payer (note 8)                    | 2 362 386           | 1 990 872           |
| Revenus reportés                                          | 646 065             | 716 548             |
| Excédent à verser au gouvernement du Québec               | 724 881             | 837 586             |
| Provision pour congés de maladie (note 10)                | 1 231 163           | 1 139 753           |
| Avantages incitatifs relatifs à un bail reportés (note 5) | 603 276             | 665 150             |
| Obligations relatives à un bail (note 5)                  | 310 658             | 311 586             |
|                                                           | <b>5 878 429</b>    | <b>5 661 495</b>    |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>                             | <b>696 740</b>      | <b>914 686</b>      |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                              | <b>215 892</b>      | <b>207 325</b>      |
| Frais payés d'avance                                      | 1 087 368           | 877 989             |
| Immobilisations corporelles (note 7)                      | 1 303 260           | 1 085 314           |
| <b>EXCÉDENT CUMULÉ (note 6)</b>                           | <b>2 000 000 \$</b> | <b>2 000 000 \$</b> |

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 11)

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président


M<sup>e</sup> Guy Mercier

Vice-présidente


M<sup>me</sup> Sylvie Ferland

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)

ÉTAT DE LA VARIATION  
DES ACTIFS FINANCIERS NETS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

|                                                      | 2012              | 2011              |
|------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>EXCÉDENT ANNUEL</b>                               | <b>0 \$</b>       | <b>0 \$</b>       |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles           | (530 844)         | (290 865)         |
| Amortissement des immobilisations corporelles        | 321 465           | 538 967           |
|                                                      | <b>(209 379)</b>  | <b>248 102</b>    |
| Acquisition de frais payés d'avance                  | (227 308)         | (216 186)         |
| Utilisation de frais payés d'avance                  | 218 741           | 229 652           |
|                                                      | <b>(8 567)</b>    | <b>13 466</b>     |
| <b>VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS</b>          | <b>(217 946)</b>  | <b>261 568</b>    |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b> | <b>914 686</b>    | <b>653 118</b>    |
| <b>ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE</b> | <b>696 740 \$</b> | <b>914 686 \$</b> |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

## SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)

# ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

## DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

|                                                                                                                        | 2012         | 2011         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                                                                     |              |              |
| Excédent annuel (note 6)                                                                                               | 0 \$         | 0 \$         |
| Éléments sans incidence sur la trésorerie :                                                                            |              |              |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                                                          | 321 465      | 538 967      |
| Amortissement des avantages incitatifs relatifs à un bail                                                              | (61 874)     | (61 874)     |
| Amortissement des obligations relatives à un bail                                                                      | (928)        | 44 313       |
|                                                                                                                        | 258 663      | 521 406      |
| Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :                                                         |              |              |
| Placements temporaires                                                                                                 | 2 759 489    | (1 502 936)  |
| Débiteurs                                                                                                              | 52 803       | (74 036)     |
| Frais payés d'avance                                                                                                   | (8 567)      | 13 466       |
| Stocks destinés à la vente                                                                                             | 53 439       | (14 033)     |
| Créditeurs et charges à payer                                                                                          | 232 172      | 16 431       |
| Revenus reportés                                                                                                       | (70 483)     | (28 274)     |
| Excédent à verser au gouvernement du Québec                                                                            | (112 705)    | 892 355      |
| Provision pour congés de maladie                                                                                       | 91 410       | 66 922       |
|                                                                                                                        | 2 997 558    | (630 105)    |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>                                                         | 3 256 221    | (108 699)    |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>                                                                   |              |              |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations | (391 502)    | (281 715)    |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie                                      | 2 864 719    | (390 414)    |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice                                                         | 1 759 712    | 2 150 126    |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice                                                         | 4 624 431 \$ | 1 759 712 \$ |
| <b>Aux 31 mars 2011 et 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse</b>             |              |              |
| Information supplémentaire relative aux flux de trésorerie                                                             |              |              |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer à la fin de l'exercice      | 148 492 \$   | 9 150 \$     |

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2012

## 1. CONSTITUTION ET OBJET

La Société québécoise d'information juridique (« SOQUIJ » ou la « Société »), personne morale au sens du Code civil, constituée en vertu de la *Loi sur la Société québécoise d'information juridique* (L.R.Q., chapitre S-20), a pour fonction de promouvoir la recherche, le traitement et le développement de l'information juridique en vue d'en améliorer la qualité et l'accessibilité au profit de la collectivité.

En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1, 5<sup>e</sup> supplément) et de la *Loi sur les impôts* (L.R.Q., chapitre I-3), la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la durée de vie utile des immobilisations et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour le secteur public* et, pour la première année, applique le modèle de présentation recommandé par ce Manuel. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

### Constatation des revenus

Les revenus provenant de la prestation de services et des ventes sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- La livraison a eu lieu et les services ont été rendus;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### ACTIFS FINANCIERS

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les fonds d'encaisse et les placements susceptibles de réalisation relativement rapide, achetés trois mois ou moins avant la date d'échéance. Aux 31 mars 2011 et 2012, la Société ne détenait pas d'équivalents de trésorerie.

#### Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande.

#### Stocks destinés à la vente

Le stock de publications est évalué au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût de chaque publication comprend les frais directs de conception et de publication (main-d'œuvre, matériel et impression) et les autres frais indirects s'y rapportant.

### PASSIFS

#### Revenus reportés

Les sommes provenant d'abonnements et autres publications sont reportées et virées aux revenus au moment de l'expédition des publications.

#### Avantages incitatifs relatifs à un bail

Les avantages incitatifs accordés à la Société par le bailleur, en vertu d'un bail à long terme pour la location de locaux administratifs, sont reportés et amortis de façon linéaire sur la durée de bail.

#### Obligations relatives à un bail

Les loyers exigibles en vertu d'un contrat de location-exploitation pour la location de locaux administratifs sont imputés à titre de charges de loyer selon une formule linéaire appliquée sur la durée du bail. La différence entre le montant constaté aux résultats et les montants exigibles en vertu du bail est présentée à titre d'obligations relatives à un bail.

#### Avantages sociaux futurs

##### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, car la Société ne dispose pas des informations nécessaires pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

##### Provision pour congés de maladie

La Société dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Société.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES** (suite)

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Les obligations à long terme découlant des congés de maladies accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est à dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

**ACTIFS NON FINANCIERS****Immobilisations corporelles**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les périodes suivantes :

| Améliorations locatives | Durée du bail (*) |
|-------------------------|-------------------|
| Mobilier de bureau      | 5 ans             |
| Matériel informatique   | 3 ans             |
| Système informatique    | 7 ans (**)        |

(\*) Les améliorations locatives sont amorties sur la durée du bail, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

(\*\*) Le système informatique est amorti sur une période de sept ans à compter de la date de mise en service. Cette période d'amortissement est basée sur l'estimation de la durée de vie utile du système informatique. Les acquisitions relatives au système informatique sont amorties sur la période résiduelle.

Les projets informatiques en développement seront amortis lorsque leur développement sera terminé et que les projets seront mis en service.

Lorsqu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs est inférieure à la valeur nette comptable de l'immobilisation, le coût de celle-ci est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée. Les moins-values nettes sur immobilisations sont passées en charges dans l'état des résultats.



### 3. PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires au 31 mars 2011, échus au 31 mars 2012, étaient composés en totalité de certificats de placements garantis dont l'échéance était trois mois ou plus après la date d'acquisition portant des taux d'intérêt fixes de 1,25 %, de 1,39 % et de 1,51 %.

### 4. COÛT DES PUBLICATIONS ET DES SERVICES

|                                                    | 2012                | 2011                |
|----------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Traitements, avantages sociaux et charges sociales | 6 642 837 \$        | 6 370 356 \$        |
| Honoraires                                         | 419 666             | 306 694             |
| Location d'équipement, entretien et fournitures    | 352 768             | 489 351             |
| Publicité                                          | 285 813             | 261 064             |
| Amortissement des immobilisations corporelles      | 261 588             | 418 883             |
| Mise en page et impression                         | 187 134             | 321 234             |
| Redevances                                         | 176 027             | 157 604             |
| Communications et expéditions                      | 147 442             | 173 597             |
| Déplacements et frais de représentation            | 49 647              | 42 824              |
| Documentation                                      | 45 007              | 45 070              |
| Entrepôt de données électroniques                  | 42 112              | 43 410              |
| Loyer, taxes et assurances                         | 5 975               | 7 958               |
| Variation d'inventaire                             | 53 439              | (14 033)            |
|                                                    | <b>8 669 455 \$</b> | <b>8 624 012 \$</b> |

### 5. FRAIS GÉNÉRAUX

|                                                                   | 2012                | 2011                |
|-------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Traitements, avantages sociaux et charges sociales                | 2 203 180 \$        | 2 105 116 \$        |
| Loyer, taxes et assurances                                        | 1 063 589           | 1 023 054           |
| Contributions à des organismes                                    | 463 944             | 310 000             |
| Publicité                                                         | 217 223             | 179 570             |
| Honoraires                                                        | 181 143             | 137 612             |
| Perfectionnement du personnel                                     | 107 457             | 79 895              |
| Déplacements et frais de représentation                           | 64 560              | 62 588              |
| Amortissement des immobilisations corporelles                     | 59 877              | 120 084             |
| Location d'équipement, entretien et fournitures                   | 59 591              | 66 975              |
| Communications et expéditions                                     | 11 635              | 18 691              |
| Autres                                                            | 50 513              | 51 657              |
|                                                                   | <b>4 482 712</b>    | <b>4 155 242</b>    |
| Moins : Amortissement des avantages incitatifs relatifs à un bail | (61 874)            | (61 874)            |
|                                                                   | <b>4 420 838 \$</b> | <b>4 093 368 \$</b> |

**5. FRAIS GÉNÉRAUX** (suite)

La différence entre le montant de la charge de loyer, déterminée sur une base linéaire, et le montant exigible en vertu du bail est de 928 \$ (2011 : 44 313 \$), ce qui correspond à l'amortissement des obligations relatives à un bail.

**6. EXCÉDENT CUMULÉ**

L'excédent annuel d'un exercice financier de la Société doit être versé au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec, après constitution d'un fonds de roulement. Ce montant, déterminé par le gouvernement, a été fixé à 2 000 000 \$. En vertu d'une modification de la *Loi sur la Société québécoise d'information juridique* (L.R.Q., chapitre S-20) en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2012, la Société ne sera plus tenue de remettre ses surplus au fonds consolidé et pourra les conserver.

**7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

|                                 | Améliorations<br>locatives | Mobilier<br>de bureau | Matériel<br>informatique | Système<br>informatique | Total        |
|---------------------------------|----------------------------|-----------------------|--------------------------|-------------------------|--------------|
| <b>COÛT</b>                     |                            |                       |                          |                         |              |
| 1 <sup>er</sup> avril 2010      | 634 082 \$                 | 771 838 \$            | 3 692 692 \$             | 1 494 760 \$            | 6 593 372 \$ |
| Acquisitions                    | -                          | -                     | 261 475                  | 29 390                  | 290 865      |
| Radiations                      | -                          | (195 853)             | (2 150 887)              | -                       | (2 346 740)  |
| 31 mars 2011                    | 634 082                    | 575 985               | 1 803 280                | 1 524 150               | 4 537 497    |
| Acquisitions                    | 82 720                     | -                     | 190 344                  | 257 780                 | 530 844      |
| Radiations                      | -                          | -                     | (206 502)                | -                       | (206 502)    |
| 31 mars 2012                    | 716 802 \$                 | 575 985 \$            | 1 787 122 \$             | 1 781 930 \$            | 4 861 839 \$ |
| <b>CUMUL DES AMORTISSEMENTS</b> |                            |                       |                          |                         |              |
| 1 <sup>er</sup> avril 2010      | 182 991 \$                 | 663 326 \$            | 3 309 000 \$             | 1 311 964 \$            | 5 467 281 \$ |
| Amortissement de l'exercice     | 49 906                     | 82 819                | 223 446                  | 182 796                 | 538 967      |
| Radiations                      | -                          | (195 853)             | (2 150 887)              | -                       | (2 346 740)  |
| 31 mars 2011                    | 232 897                    | 550 292               | 1 381 559                | 1 494 760               | 3 659 508    |
| Acquisitions                    | 47 156                     | 22 582                | 246 407                  | 5 320                   | 321 465      |
| Radiations                      | -                          | -                     | (206 502)                | -                       | (206 502)    |
| 31 mars 2012                    | 280 053 \$                 | 572 874 \$            | 1 421 464 \$             | 1 500 080 \$            | 3 774 471 \$ |
| <b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>   |                            |                       |                          |                         |              |
| 31 mars 2011                    | 401 185 \$                 | 25 693 \$             | 421 721 \$               | 29 390 \$               | 877 989 \$   |
| 31 mars 2012                    | 436 749 \$                 | 3 111 \$              | 365 658 \$               | 281 850 \$              | 1 087 368 \$ |

Des acquisitions totalisant 212 685 \$ (2011 : 29 390 \$) dans la catégorie système informatique n'ont pas été amorties car elles ne sont pas encore en service.

**8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER**

|                                                    | 2012                | 2011                |
|----------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Traitements, avantages sociaux et charges sociales | 1 399 279 \$        | 1 351 537 \$        |
| Autres                                             | 963 107             | 639 335             |
|                                                    | <u>2 362 386 \$</u> | <u>1 990 872 \$</u> |

**9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

La Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations, qui sont comptabilisées à la valeur d'échange conclue entre les parties, ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

Par ailleurs, la Société a une entente d'échange de services avec le ministère de la Justice du Québec. La valeur de ces services ne peut faire l'objet d'estimations raisonnables.

**10. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS****Régimes de retraite**

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le taux de cotisation de la Société au RREGOP a augmenté de 8,69 % à 8,94 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE, de 11,54 % à 12,30 %.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 486 936 \$ (2011 : 441 402 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**Provision pour congés de maladie**

|                                            | 2012                | 2011                |
|--------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Solde du début                             | 1 139 753 \$        | 1 072 831 \$        |
| Charge de l'exercice                       | 194 291             | 164 868             |
| Prestations versées au cours de l'exercice | (102 881)           | (97 946)            |
| Solde à la fin                             | <u>1 231 163 \$</u> | <u>1 139 753 \$</u> |

**10. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS** (suite)

La provision pour congés de maladie payables au cours du prochain exercice d'un montant de 79 961 \$ (2011 : 68 362 \$) est incluse dans le poste Créditeurs et charges à payer.

**Estimations et hypothèses**

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes aux 31 mars :

|                                                          | 2012   | 2011   |
|----------------------------------------------------------|--------|--------|
| Taux d'indexation moyen                                  | 2,39 % | 2,21 % |
| Taux d'actualisation pondéré                             | 2,76 % | 3,66 % |
| Durée résiduelle moyenne d'activités des salariés actifs | 8 ans  | 9 ans  |

**11. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

La Société s'est engagée par des baux échéant à diverses dates jusqu'en décembre 2021, pour des locaux administratifs, de l'entreposage et de l'équipement. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

|                   |                      |
|-------------------|----------------------|
| 2013              | 1 637 749 \$         |
| 2014              | 1 315 617            |
| 2015              | 1 031 289            |
| 2016              | 925 641              |
| 2017              | 940 722              |
| 2018 et suivantes | 4 683 325            |
|                   | <u>10 534 343 \$</u> |

